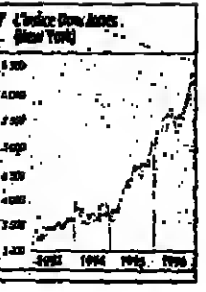


La finance flambe-t-elle ? 8 pages d'offres d'emplois



# Jacques Chirac veut changer la justice au quotidien

Le chef de l'Etat se préoccupe du respect de la présomption d'innocence



Haute couture, haute tension

EN ATTENDANT la première présentation, lundi 20 janvier, des collections 1997 de Dior, la surexcitation provoquée dans le petit monde de la haute couture par l'arrivée des Britanniques John Galiano (Dior) et Alexander McQueen (Givenchy) n'est pas retombée avec les premiers défilés. Jean-Paul Gaultier, qui a présenté sa première collection, a fait sensation.

Lire page 21

LE CHEF DE L'ETAT présentera aux Français une « grande réforme de la justice », lundi 20 janvier, à l'occasion d'une allocution solennelle à la télévision qui doit lui permettre d'évoquer à la fois les « grands principes » du droit et les modifications à apporter au fonctionnement quotidien de la justice. Cette intervention précède l'installation, mardi à l'Elysée, de la commission sur la justice présidée par Pierre Truché, premier président de la Cour de cassation, qui sera chargée de réfléchir à l'indépendance du parquet et au respect de la présomption d'innocence, conformément au souhait exprimé par le président de la République, au cours de son émission télévisée du 12 décembre 1996. L'allocution de lundi soir traduit également une nouvelle stratégie de communication, qui devrait être marquée, en 1997, par une présence renforcée du chef de l'Etat dans les médias et sur le terrain.

Lire page 6 et l'entretien avec Antoine Garapon page 14



## Avec les pieds et les mains, mais sans s'arracher les yeux

Sylvie Kauffmann, nouvelle correspondante du Monde à New York, nous adresse son premier article de cette ville. Elle était auparavant en poste à Washington.

### NEW YORK

Ce sont des lutteurs d'un nouveau genre que, dans une de ces envolées lyriques qui ont fait leur renommée, les commentateurs sportifs baptisèrent un jour « gladiateurs des temps modernes ». Plus prosaïques, les détracteurs de ce sport, si brutal qu'il relègue la boxe au rang d'exercice de crocs-en-jambe pour enfants de chœur, jugent plus appropriée l'expression « combat de coqs humain ». Tous les coups y sont permis, sauf les morsures et l'arrachage des yeux. Le maire de New York, Rudolph Giuliani, considère que le « combat extrême », c'est son nom, est indigne de sa ville. Il s'emploie à tenter d'interdire le premier match prévu à Manhattan le 28 mars. New York, l'une des grandes capitales de la boxe, n'est d'ordinaire pas bégueule. Le maire rappelle qu'il est « un fan de boxe depuis tou-

jours ». « Mais ça, ajoute-t-il, ça va beaucoup plus loin que la boxe. C'est de la brutalité à l'état pur ». Lancé en 1993, le combat extrême (en anglais *extreme fighting* ou *ultimate fighting*) connaît un succès croissant à la télévision, où ses matches sont retransmis par quelques chaînes câblées sous forme d'émissions payables à la demande, généralement au prix de 20 dollars (environ 100 francs) la diffusion. Pour organiser leurs matches, les promoteurs se heurtent aux réticences de nombreuses municipalités américaines, pour lesquelles le combat extrême pousse la barbarie un peu loin. Les deux adversaires, souvent d'anciens boxeurs ou lutteurs, s'affrontent sur un tapis octogonal sur lequel ils pataugent rapidement dans la sueur et le sang, jusqu'à ce que l'un des deux perde connaissance, que l'un des trois médecins présents autour du ring arrête le combat ou que l'un des lutteurs tape trois fois de la main sur le tapis pour s'avouer vaincu. Deux Etats, l'Illinois et le Missouri, ont interdit l'organisation de ces matches sur leur territoire, et deux sénateurs républicains (un ancien du Vietnam et un ex-

champion de judo) sont partis en campagne contre « ce sport sanguinaire, brutal et répugnant ». Il y a quinze mois, le gouverneur de l'Etat de New York, George Pataki, et Rudolph Giuliani avaient réussi à faire échec à l'organisation d'un match à Brooklyn. Mais, considérant New York comme un passage obligé, les promoteurs du combat extrême sont revenus à la charge en s'offrant les services de l'un des meilleurs (et plus chers) lobbyistes de l'Etat, qui a su rassurer les députés. Contrairement aux combats de boxe, le combat extrême n'a encore tué personne, disent-ils ; mieux vaut le légaliser et le réglementer. Au grand dam du gouverneur et du maire de New York - qui espèrent encore préserver sa ville grâce à un arrêté municipal -, les législateurs ont donc ouvert l'Etat de New York aux matches de combat extrême, avec une restriction : ici, il sera non seulement interdit de mordre et de s'arracher les yeux, mais aussi de porter des coups à la gorge.

Sylvie Kauffmann

# Un roman-feuilleton chez les scientifiques

L'« affaire » de la mémoire de l'eau

LE 30 JUIN 1988, le chercheur de l'Inserm Jacques Benveniste déclençait une tempête scientifique et médiatique en affirmant dans la revue britannique *Nature* qu'il existait une mémoire de l'eau. Quelques semaines plus tard, une commission d'enquête composée notamment d'un illusionniste et d'un expert américain en fraudes concluait dans la même revue que les résultats de Jacques Benveniste étaient « aussi fantastiques qu'inutiles ». Ainsi commençait l'une des plus retentissantes controverses scientifiques de cette fin de siècle. S'ils étaient vérifiés, les travaux du docteur Benveniste bouleverseraient les connaissances acquises depuis deux siècles en matière de biologie moléculaire. Mais la plupart des scientifiques le considèrent au mieux comme un naïf, au pire comme un fraudeur. Aussi nombre d'entre eux ont-ils jugé que *Le Monde* avait donné une trop large audience à ses recherches. La polémique a rejaili, le 22 mai 1996, après la parution

dans nos colonnes d'une libre opinion de M. Benveniste, intitulée « L'ARC, les vaches et la recherche ». Les Prix Nobel Georges Charpak et François Jacob ont ainsi manifesté leur surprise de lire dans *Le Monde* ce qu'ils estiment être des élocubrations. Saisi de ces protestations, notre médiateur écrivait, dans son avis du 10 juin 1996 : « *Le Monde* n'a pas l'intention de poursuivre indéfiniment le débat sous cette forme. Il y reviendra prochainement avec ses moyens d'informations propres, un de nos collaborateurs ayant été chargé de faire le point sur l'état de cette polémique qui déborde du strict cadre de la vérification scientifique. » Pendant plusieurs mois, notre collaborateur Eric Fottorino a donc enquêté auprès des principaux protagonistes d'une « affaire » qui tient du roman policier et où la vérité fait figure de principale victime.

Lire pages 12 et 13 le début de notre enquête

## Contagion dans les Balkans

Après la Serbie et la Bulgarie, l'Albanie manifeste, tandis que le président Milosevic chercherait à créer une diversion au Kosovo.

## Ramadan sanglant en Algérie

Une vingtaine de personnes ont trouvé la mort lors d'un attentat à Alger. Ce même week-end, 36 personnes ont été égorgées à Médéa.

## La colère du Foncier

Les salariés de l'établissement de crédit ont décidé, lundi 20 janvier, de prolonger l'occupation du siège de la banque.

## Marchés publics en Ile-de-France

Vice-présidente RPR du conseil régional, M<sup>me</sup> Tissot a décrit devant les policiers le « système » mis en place pour l'attribution des marchés publics.

## Kiosque

Dans une même page, deux revues de presse et une nouvelle rubrique, « En Vue », sur les faits et gestes des personnalités.

## Un point de vue de Nicole Notat

M<sup>me</sup> Notat pense qu'il existe des possibilités d'accords négociés « pour faire face aux besoins d'adaptation des entreprises ».

# La coopération sans état d'âme de Bruxelles avec Pékin

C'EST avec un appétit gourmand que l'Union européenne (UE) proclame sa volonté d'« engagement constructif » à l'égard de la Chine. Les objectifs affichés sont, dans l'ordre, la stabilisation des relations en matière de politique étrangère et de sécurité, l'intégration de la Chine dans le sys-

tème commercial mondial, l'aide au développement, le respect des droits de l'homme. Cette « stratégie » à long terme a été proposée par la Commission de Bruxelles en 1994, alors que le ressentiment suscité par la répression du « printemps de Pékin » en 1989 s'estompaît, que l'Europe, ses

industriels et ses négociants, se montraient impatients de ne pas rater les opportunités qu'offrirait l'ouverture sur le monde pratiquée par la direction chinoise. Elle a été approuvée l'année suivante par les Quinze : depuis, l'Europe communautaire coopère sans état d'âme avec la Chine, s'affirmant

convaincue que l'enrichissement, l'accélération des échanges commerciaux, bref, l'épanouissement de l'« économie socialiste de marché » débouchera, tôt ou tard, sur une libéralisation du régime. La Commission étant, en vertu du traité de Rome, responsable de la politique commerciale de l'Union, il est dans l'ordre des choses qu'elle joue, à côté des Etats membres, un rôle important dans la mise en œuvre de cette politique. Au reste, les Chinois, s'ils n'oublient pas de traiter bilatéralement avec chacun des pays membres - et de récompenser ou de sanctionner les uns et les autres selon leurs mérites -, apprécient, sur les dossiers où cette configuration leur est favorable, d'avoir un interlocuteur européen unique.

Tel est en particulier le cas pour les négociations laborieuses qui concernent leur accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la grande affaire du moment. L'offre de Pékin, notamment en matière tarifaire, est considérée comme insuffisante par plusieurs Etats, dont la France, ainsi que par les Etats-Unis, les autres partenaires, aussi importants que difficiles, dans ces tractations qui durent déjà depuis plusieurs années.

Philippe Lemaître

Lire la suite page 16

## Révolution à EDF-GDF

TROIS syndicats, CFDT, CGC et CFTC, ont conclu avec les directions d'EDF et Gaz de France, un accord historique sur la réduction du temps de travail à 32 heures par semaine. L'objectif est de maintenir les effectifs des deux entreprises en embauchant 15 000 personnes en trois ans. Selon les termes de cet accord, les 142 000 agents auront la possibilité de travailler 32 heures par semaine au lieu de 38 actuellement, payées au moins 35 heures. Des accords locaux pourront prévoir des réductions variables, entre 32 et 35 heures. Les heures supplémentaires seront payées en récupérations horaires et non plus en argent.

Lire page 28 et notre édition page 16

## Le gardien du CSA



HERVÉ BOURGES

DEUXIÈME après sa nomination et à la veille du renouvellement de trois « sages », Hervé Bourges, président du CSA, précise dans un entretien au *Monde* sa conception du rôle de l'organisme de régulation des médias audiovisuels. Tout en saluant le dynamisme des opérateurs nationaux du numérique, il redoute un « effet British Airways » pour le marché audiovisuel français. A lire dans notre nouvelle page « Communication ».

Lire page 29

International	2	Aujourd'hui	21
France	6	Mots croisés	24
Société	9	Météorologie	25
Régions	7	Culture	26
Horizons	12	Communication	29
Carrel	17	Abonnements	30
Entreprises	18	Radio-Télévision	30
Finances/marchés	20	Kiosque	31

# LE LIVRE QUI MÈNE AU CŒUR DES GRANDS DÉBATS. Die Zeit



Editions du Seuil

Abonnements : 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Argentine, 25 ARS ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,35 \$ CAN ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 300 DR ; Italie, 1,40 € ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 45 FF ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 100 F ; Portugal, 250 PTE ; Roumanie, 9 F ; Suisse, 10 F ; USA, 2,50 \$ ; USA (hors), 2,50 \$ ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2,50 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 121 - 7,00 F





**EX-YOUGOSLAVIE** Vuk Draskovic, l'un des leaders de la coalition d'opposition Ensemble, a accusé, dimanche 19 janvier, le président serbe Slobodan Milosevic d'être

prêt à déclencher une guerre civile pour sauver son pouvoir. ● LA COALITION ENSEMBLE avait, elle-même, été mise en cause au sujet des incidents qui se sont multipliés ces

dernières semaines dans la province du Kosovo, et accusée d'être impliquée dans l'attentat perpétré contre le recteur de l'université de Pristina. ● A NIS, deuxième ville de Serbie,

l'opposition se prépare à prendre le pouvoir après la reconnaissance de sa victoire aux municipales de 17 novembre et de nouveaux médias font l'apprentissage de la liberté. La

grossièreté avec laquelle les résultats des municipales avaient été falsifiés par l'ancien président du Parti socialiste est dénoncée y compris dans les rangs de ce parti.

## L'opposition accuse le pouvoir serbe de fomenter des troubles au Kosovo

« Milosevic prépare la guerre », a déclaré Vuk Draskovic, l'un des leaders du mouvement de la contestation à Belgrade, soupçonnant le président de se servir du regain de tension dans la province méridionale pour rétablir sa propre situation

REVENANT à une méthode qui avait largement porté ses fruits à la fin des années 80, l'aile dure du pouvoir en Serbie a tenté pendant le week-end de se servir du regain de tension que connaît la province du Kosovo pour tenter de détourner l'attention du mouvement de contestation et de discréditer ses leaders. La presse officielle serbe a accusé la coalition de l'opposition Ensemble d'être mêlée à l'attentat qui a grièvement blessé, la semaine dernière, le recteur de l'université de Pristina, chef-lieu du Kosovo.

La province - sur laquelle la Serbie a rétabli sa tutelle en 1989, la privant de l'autonomie que lui avait concédée Tito dans la Constitution de 1974 - est peuplée à 90 % d'Albanais de souche, qui souhaitent s'émanciper de Belgrade. Une série d'attentats y ont été perpétrés ces deux dernières semaines: trois Albanais proches du pouvoir serbe ont été assassinés pour « collaboration avec l'occupant » lors d'attaques revendiquées par une organisation clandestine, l'Armée de



P. ANCHÉ

libération du Kosovo (UCK). Puis s'est produit l'attentat contre le recteur Papovic, auquel les Albanais reprochent d'être un farouche adversaire de la cohabitation entre les deux communautés et d'avoir bloqué l'application d'un accord conclu en septembre pour mettre un terme à la discrimination dont

sont victimes élèves et professeurs albanais dans l'enseignement public. Cet accord, conclu entre Ibrahim Rugova, le chef de file des Albanais du Kosovo, et le président serbe Slobodan Milosevic, sous les auspices de la communauté catholique romaine de Saint-Egidio, est resté, depuis, lettre morte.



Ibrahim Rugova, qui depuis des années prône la résistance pacifique et récuse les méthodes violentes, avait qualifié la semaine dernière de « provocation » l'attentat contre le recteur. Mais cela n'a pas suffi à désamorcer la tension. Un millier de Serbes ont protesté, samedi 18 janvier, à Pristina contre

cet acte qu'ils ont attribué aux « extrémistes albanais », tandis que le maire (serbe) de Pristina, Dusan Simic, accusait « les terroristes albanais [d'avoir] reçu pour ces attentats le feu vert de ceux qui, à Belgrade, tentent depuis deux mois de déstabiliser la Serbie ».

LA « DERNIÈRE CARTE »

De son côté, l'Association des volontaires serbes du Kosovo, regroupant des Serbes ayant participé comme volontaires à la guerre en Croatie et en Bosnie, a menacé les Albanais d'une « riposte adéquate » contre « ceux qui, par des actes terroristes, visent à détacher le Kosovo de la Serbie ».

Cette situation dans la province vient à point nommé pour le pouvoir à Belgrade, qui n'a pas manqué de l'exploiter, l'agence officielle Tanjug se faisant l'écho, dimanche, des accusations proférées contre l'opposition par le maire de Pristina. La coalition Ensemble a immédiatement répliqué, par la voix de Vuk Draskovic, accusant Slobodan

Milosevic de préparer une guerre civile pour sauver son pouvoir. « Milosevic essaye de jouer sa dernière carte en préparant la guerre au Kosovo », a-t-il lancé, dimanche, devant une foule de plus de 20 000 personnes, et il a réclamé la formation d'un gouvernement de salut public qui « serait chargé de convoquer des élections législatives après la chute de Milosevic ».

C'est sur les troubles au Kosovo que Slobodan Milosevic avait, à la fin des années 80, développé sa propagande nationaliste. Il se présentait comme le sauveur des Serbes de la province, menacés selon lui par les « terroristes » albanais, et dénonçait l'incapacité des autorités fédérales (de l'ex-Yugoslavie) à gérer la situation. Les rassemblements qu'il organisait sur ces thèmes entraînaient alors d'énormes foules. C'est dans ce contexte qu'il avait accédé triomphalement à la présidence de Serbie.

C. T.

## Nis, la deuxième ville de Serbie, libérée du despotisme

**NIS** de notre envoyé spécial Zivota Zivkovic est désolé. Dans les luxueux bureaux du Parti socialiste (SPS) de Nis, qu'il dirige depuis le limogeage de son prédécesseur, Mille Ilie, il ne cesse de

REPORTAGE

L'état de « délabrement » de celle qui fut un pôle industriel phare

s'excuser auprès de ses visiteurs pour le rendez-vous tardivement accordé ou pour le comportement du portier et de la secrétaire qui les avalent éconduits. « Je suis nouveau ici et beaucoup de collaborateurs n'ont pas encore pris l'habitude de ma manière de travailler », explique-t-il. Ils ont, en effet, de quoi être surpris.

Le prédécesseur de M. Zivkovic avait la réputation d'un despote inaccessible et ses tripotouillages du scrutin municipal du 17 novembre sont entrés dans la légende. Son successeur, qui a pris ses fonctions il y a quelques semaines « à titre temporaire », assure aujourd'hui calmement: « Pour nous, les élections sont terminées. Nous avons perdu le pouvoir et sommes maintenant dans l'opposition. Il ne nous reste plus qu'à espérer que la prise de fonctions du nouveau conseil municipal, le 27 janvier prochain, se passe de façon digne et civilisée. »

Un tel discours des autorités locales, impensable jusqu'à présent dans cette ville (la deuxième de Serbie, située à 220 kilomètres au sud de Belgrade), fait suite à la proclamation définitive, vendredi 17 janvier, des résultats des élections municipales qui consacrent la victoire de la coalition de l'opposition. Dans les locaux de l'université de Nis, le recteur, Branimir Djordjevic, membre du SPS, qualifie, pour sa part, les fraudes de « manœuvres grossières de la part

d'individus qui ont pensé que le pouvoir leur permettait de faire n'importe quoi ». Et il estime que ces falsifications ont constitué « un scandale et un camouflet pour le parti qui ne doit plus tolérer de telles magouilles ».

Ces réactions sont à la mesure de ce qu'avait été la grossièreté de l'esqueroire électorale: la plupart des bordereaux des bureaux de vote comptabilisant les voix avaient tout simplement été ratés et surchargés, comme par un écolier maladroit tentant de camoufler ses mauvaises notes. « Face à de telles évidences, assure le président d'un des partis victorieux aux élections, et à un pouvoir socialiste qui était ici primitif jusqu'à la caricature, au point d'avoir engagé des gros bras lors du scrutin, la majorité de la population ne pouvait que s'indigner. » Pendant deux mois, des dizaines de milliers de manifestants ont, comme à Belgrade, défilé chaque jour dans le centre-ville.

La coalition de l'opposition a aussi bénéficié de la situation très paradoxale des médias dans cette ville. Plusieurs radios et télévisions privées y ont pignon sur rue, en vertu d'une tolérance toute relative, puisqu'il leur était interdit de diffuser des informations ou des émissions politiques. La radio Belle-Amie, uniquement musicale jusqu'à la veille des élections, est aujourd'hui présentée par l'un de ses journalistes, Zoran Marjanovic, comme « l'unique station à avoir franchi l'interdit en retransmettant en direct le dépouillement des résultats et en annonçant en avant-première la victoire de l'opposition ».

La réalité est sans doute un peu différente. Le président du Parti socialiste de l'époque, Mille Ilie, sûr de sa victoire éclatante, explique Zvonimir Budic, vice-président du Mouvement serbe du renouveau (SPO, opposition), « a voulu s'assurer de la proclamation en direct de son triomphe et a demandé à la radio Belle-Amie de l'organiser.

Lorsqu'il a réalisé l'étendue de son erreur, il a fichu à la porte le journaliste qui se trouvait dans les locaux du parti et a demandé au directeur de la station de cesser ses émissions ». Mais le mal était fait.

Plus surréaliste encore est le cas de la télévision privée Nais. Depuis plusieurs semaines, l'opposition y dispose de deux heures d'émission quotidienne, plébiscitées par les téléspectateurs locaux.

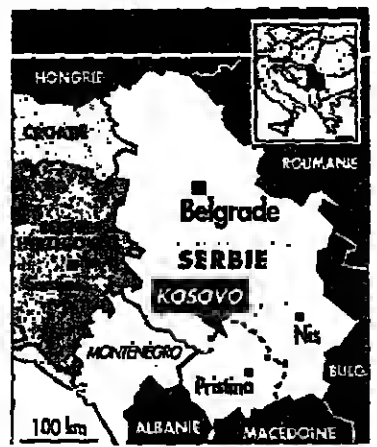
ARRÊTER LE « PILLAGE »

Les bureaux de cette « chaîne » sont situés dans l'arrière-cour d'un petit pavillon de la périphérie. Son directeur-rédacteur en chef-gérant, Miodra Djordjevic, se contentait de diffuser artisanalement des cassettes sur les ondes, jusqu'au jour où l'un de ses amis - qui connaissait les difficultés de cette très modeste entreprise - lui proposa de confier quelques heures de programme à l'opposition. « J'ai dit oui tout de suite, et maintenant nous sommes le canal le plus populaire », assure, encore

surpris et totalement dépassé, M. Djordjevic.

La victoire de l'opposition dans cette ville, autrefois pôle industriel phare de la région, ne s'explique pas seulement par le despotisme caricatural de l'ancien patron des socialistes. « Elle est ici, et peut-être encore plus qu'ailleurs, la conséquence d'une situation économique catastrophique », explique l'économiste Marko Sekulovic. « Les deux grosses entreprises d'Etat, qui fabriquent, l'une, des machines-outils et, l'autre, des appareils électroniques, sont, dit-il, dans un état de délabrement avancé. »

Les deux firmes employaient, avant la guerre en Bosnie et les sanctions économiques à l'encontre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), près de 50 000 personnes dans une ville qui compte un peu plus de 250 000 habitants. « Aujourd'hui, dit M. Sekulovic, seulement une petite dizaine de milliers de personnes viennent encore dans les usines, les autres sont au



chômage technique et ne perçoivent qu'un quart environ de leur salaire. »

A l'effondrement de ces deux géants s'est ajouté celui des petites entreprises qui les fournissaient et de beaucoup des commerces et des sociétés de services de la ville. « On estime maintenant, poursuit M. Sekulovic, que l'économie parallèle représente près

de 50 % de l'activité locale. » Les symboles de cette reconversion obligatoire sont, plus encore à Nis qu'à Belgrade, les deux marchés aux puces de la périphérie de la ville où s'achètent et se vendent produits de confection artisanale, marchandises d'importation diverses, et où fleurissent tout les petits trafics, qu'il s'agisse de cigarettes ou de vêtements.

Dans ce contexte, la future tâche de l'opposition ne sera pas aisée. « Nous en sommes conscients, explique le probable futur maire, Zoran Zivkovic, d'autant plus que le pouvoir des administrations locales est, en Serbie, très limité. Mais nous éviterons déjà le pillage des biens communs qui s'opérerait auparavant. Ensuite, nous allons nous atteler à une analyse précise de la situation, et faire appel à l'aide et aux investissements étrangers. C'est, pour nous, la seule possibilité pour commencer à changer les choses. »

Denis Hautin-Guiraut

## La chute des « pyramides financières » alimente la contestation en Albanie

DES MILLIERS D'ALBANAIS défilent dans les rues de Tirana depuis plusieurs jours, protestant contre l'effondrement des mécanismes d'investissement pyramidal, source depuis plusieurs années de très fortes rémunérations (Le Monde du 1<sup>er</sup> janvier). « Nous voulons récupérer notre argent! Sait Berisha (le chef de l'Etat), vous êtes un voleur! A bas la dictature! », ont scandé les manifestants. Dimanche 19 janvier, plusieurs personnes auraient été blessées à coups de matraque par la police anti-émeute. Une information démentie par le ministère de l'Intérieur, qui a affirmé, dans un communiqué, que la police « a gardé son sang-froid en dépit des provocations de quelques groupes d'extrémistes de gauche ». Le ministère a surtout accusé l'opposition d'avoir « projeté de provoquer une éffusion de sang ».

Le gouvernement du président Berisha, accusé d'avoir encouragé le développement de sociétés pratiquant des taux d'intérêt usuriers allant jusqu'à 100 % par mois, avait tardé à juguler le mécanisme, comme le lui demandaient les institutions financières internationales. Lorsque furent prises les premières mesures de limitation des activités des « pyramides », en décembre, et que plusieurs firmes commencèrent à suspendre les remboursements, des centaines d'Albanais ont entrepris de détruire les guichets des firmes et de manifester dans les

rues. Nombre d'entre eux, avaient été jusqu'à vendre leurs biens immobiliers, ou leurs troupeaux (l'économie du pays est largement agricole), afin de placer leur fonds dans les sociétés d'usage, qui les rémunéraient grâce aux placements prévus ultérieurement, d'où l'appellation de « pyramides ». Jeudi 16 janvier, le gouvernement a répondu aux manifestants en bloquant les comptes des fondations Xhafert et Populli, avant de déclarer en faillite la populaire société d'investissements Souda. La télévision albanaise a annoncé aux éparpillés qu'ils seraient remboursés, sans donner davantage de détails.

LE RÔLE DES SOCIÉTÉS D'USURE

Le Parti socialiste (ex-communiste, dans l'opposition) a appelé la population à poursuivre sa protestation. Il a averti que son mouvement deviendrait comparable à « ce qui se passe à Sofia et à Belgrade », si le pouvoir ne prenait pas des mesures urgentes pour assainir l'économie nationale. Depuis plusieurs mois, les dirigeants du Parti socialiste, qui refusent de siéger au Parlement, dénoncent le rôle des sociétés d'usage. Selon eux, celles-ci financeraient les dépenses du Parti démocratique, au pouvoir, et seraient utilisées pour détourner les Albanais des difficultés économiques du pays.

Françoise Lazare

## Le nouveau président bulgare est contraint au dialogue

« JE SERAI le président de tous les Bulgares. » Cette formule convenue, prononcée, dimanche 19 janvier, devant le Parlement par le nouveau président bulgare Petar Stoloanov lors de la cérémonie d'investiture, prend une résonance particulière. Le pays s'enfonçait chaque jour un peu plus dans la crise et, depuis une dizaine de jours, les manifestations réunissent quotidiennement dans les rues de Sofia des milliers d'opposants qui exigent la démission d'une majorité socialiste déterminée à conserver son pouvoir le plus longtemps possible.

Dimanche, ils étaient encore près de 15 000 manifestants massés comme de coutume autour la cathédrale orthodoxe Alexandre Nevsky pour acclamer leur champion, Petar Stoloanov, facile vainqueur du candidat du Parti socialiste (PSB) lors de l'élection présidentielle de novembre, et qui prendra officiellement ses fonctions mercredi 22 janvier.

Le successeur de l'ex-dissident Jeljou Jeleu, battu lors des primaires organisées au sein de l'opposition au printemps dernier, arrive au pouvoir au pire moment. Doté de prérogatives avant tout symboliques dans cette république parlementaire, M. Stoloanov est réduit à la fonction de médiateur et ne peut que constater l'échec « des pseudo-réformes » économiques des socialistes.

Issu de l'opposition, il risque de décevoir ses partisans qui réclament

à cor et à cris des élections législatives anticipées « immédiates » et dément aux socialistes le « droit moral » de constituer un nouveau gouvernement succédant au cabinet de Jan Vidéon démissionnaire depuis le 22 décembre. Or le respect de la Constitution contraindra vraisemblablement M. Stoloanov, avocat de quarante-quatre ans, à entériner la nomination de Nikolai Dobrev, le candidat socialiste au poste de premier ministre et ancien ministre de l'Intérieur.

LE PARTI DES SOCIALISTES

Partisan d'un compromis entre le PSB et l'Union des forces démocratiques (UFD), le nouveau chef de l'Etat a averti que l'arrivée de M. Dobrev « ne va pas calmer la rue ». Encore plus alarmiste, le président sortant Jeljou Jeleu a prédit que « le pays explosera » si le PSB forme la nouvelle équipe.

« La prochaine vague de mécontentement sera encore plus destructrice », a-t-il lancé, samedi, en référence aux affrontements qui ont fait une centaine de blessés parmi les manifestants dans la nuit du 10 au 11 janvier. Pour le moment, toutefois, malgré les efforts de l'opposition et des syndicats qui menacent de paralyser le pays par une grève générale, la majorité des Bulgares sont silencieux. Le parti des socialistes est que cela dure.

Christophe Châtelot

POLO RALPH LAUREN

SOLDES

- 30% A - 50%

SUR LA PLUPART DES COLLECTIONS  
HOMMES, FEMMES, ENFANTS ET ACCESSOIRES  
AUTOMNE/HIVER 1996

2, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS VIII - TEL. : 01.44.77.53.50



Handwritten note in Arabic script: "هذا هو السيد"

## Viktor Klima remplace Franz Vranitzky à la tête du gouvernement autrichien

Le principal danger reste la montée de la droite nationaliste

Franz Vranitzky, cinquante-neuf ans, a annoncé, samedi 18 janvier, sa démission du poste de chancelier et de président du Parti social-démocrate (SPÖ). A sa demande, la direction du SPÖ a désigné Viktor Klima, ministre des finances, comme son successeur dans les deux fonctions.

La coalition avec les conservateurs de l'ÖVP devrait être reconduite pour tenter d'endiguer la montée du populiste Jörg Haider.

### VIENNE

de notre correspondant  
Le chancelier Vranitzky a créé la surprise en lâchant un petit « oui » à la question d'un journaliste croisé devant le siège du SPÖ, à Vienne, sur une éventuelle démission. Quelques minutes plus tard, la direction du Parti social-démocrate était informée de sa décision.  
« J'ai bien réfléchi et je mets mes fonctions à un successeur plus jeune où le pays va son chemin au sein de l'Union européenne et où personne ne pourra me reprocher de fuir mes responsabilités », a-t-il déclaré pour justifier son départ, dix ans après qu'il a formé - en 1986 - son premier gouvernement de coalition avec le ÖVP. Tout en admettant que cette décision n'avait pas été « facile », il s'est montré serein d'avoir trouvé en Viktor Klima un successeur populaire. Après avoir reconduit par trois fois la coalition avec les conservateurs (en 1990, 1994 et 1995), Franz Vranitzky apparaissait de plus en plus las, alors que les critiques montaient au sein de son propre parti. Les élections européennes d'octobre 1996 n'avaient rien arrangé ; avec 29 % des voix, le SPÖ avait enregistré son plus mauvais score de tous les temps.

Le nom de Viktor Klima était toujours cité quand il s'agissait de la succession, mais le ministre des finances démentait aussi régulièrement toute ambition, faisant valoir qu'il envisageait quitter la politique au plus tard en l'an 2000. M. Klima n'en a pas moins été désigné comme nouveau chancelier à l'unanimité par la direction du SPÖ. Contrairement à M. Vranitzky, dont la carrière passe dans la banque suscitait la méfiance des couches traditionnelles du parti, le nouveau chef du gouvernement sait trouver le langage qui plaît à la base. Artisan d'un budget de rigueur qui devrait permettre à l'Autriche de participer à la monnaie unique dès 1999, M. Klima a su négocier avec les syndicats les indispensables économies dans un système de protection sociale particulièrement généreux.

Franz Vranitzky restera

l'homme qui aura dépossédé le parti qui, après le 100<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation, a abandonné le sigle socialiste pour l'étiquette social-démocrate. Il a défendu avec succès la première place du SPÖ dans la vie politique autrichienne sans pouvoir toutefois arrêter l'érosion de son électorat : 43 % des suffrages aux élections législatives de 1986, 38 % à celles de 1995. Sa stratégie consistant à exclure catégoriquement tout dialogue avec la droite nationaliste menée par Jörg Haider n'a pas empêché celui-ci de voler de succès en succès électoral et d'attirer massivement la clientèle traditionnelle du SPÖ, faisant potentiellement du FPÖ (parti libéral) la deuxième formation du pays, et la première dans la classe ouvrière.

M. Vranitzky aura cependant réussi à convaincre ses compatriotes et son parti, d'abord très sceptiques, que l'Autriche devait entrer dans l'Union européenne. Le chancelier sortant a déclaré : « Le vote massif des Autrichiens [en 1994] pour l'adhésion à l'Union européenne était un de mes plus grands succès politiques. » Il fut, d'autre part, le premier chef de

gouvernement autrichien à évoquer publiquement, en 1988 et au Parlement autrichien, la culpabilité des Autrichiens à l'époque du nazisme et de l'extermination des juifs.

### « APPRENTI DE SON MAÎTRE »

Le chef du parti conservateur, Wolfgang Schüssel, par ailleurs vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, a déclaré qu'il n'avait pas à s'occuper des questions de personnes chez son partenaire. Il n'en sera pas moins vigilant à l'égard du nouveau chef du gouvernement, car M. Klima a largement participé au dernier « coup » politique de M. Vranitzky, qui a failli faire éclater la coalition : la semaine dernière, la deuxième banque autrichienne, Creditanstalt (CA), proche du parti conservateur, a été vendue à la Bank Austria, la première du pays, qui se situe dans la sphère d'influence du SPÖ.

Jörg Haider n'a pas tardé à dénoncer le nouveau chancelier, le qualifiant d'« apprenti » de son maître, M. Vranitzky, qui « ne laisse derrière lui que des ruines ». Le leader populiste manifeste ou-

vertement son ambition de conquérir la chancellerie en 1998, en dénonçant les plaies d'un système politique bipartite, dans lequel sociaux-démocrates et conservateurs se partagent depuis des décennies les postes et les privilèges (système dit de la Proporz). Après chaque scrutin, la coalition SPÖ-ÖVP est devenue un peu plus une « alliance des perdants », et Jörg Haider a beau jeu de fédérer les mécontents contre l'incapacité de deux partis idéologiquement opposés à décider les réformes indispensables.

De nombreux commentateurs estiment néanmoins que M. Klima est moins réservé que son prédécesseur à l'égard du FPÖ et il s'inquiète ouvertement d'un rapprochement entre les deux partis, d'autant plus que sur le plan régional aussi bien le SPÖ que le ÖVP coopèrent avec le FPÖ. M. Vranitzky a rappelé dimanche que le SPÖ avait adopté tout récemment une résolution excluant toute idée d'alliance gouvernementale avec Jörg Haider. Cette résolution, a-t-il insisté, engage le futur chancelier.

Waltraud Barry

## Le « dauphin » désigné malgré lui

### VIENNE

de notre correspondant  
Un chancelier malgré lui ? Depuis qu'il avait été réperé par les médias comme le « dauphin » du chancelier Franz Vranitzky, bien avant que celui-ci n'annonce sa démission, Viktor

### PORTRAIT

Le ministre des finances, Viktor Klima, futur chancelier

Klima n'avait pas laissé passer une occasion pour démentir catégoriquement toute ambition à la succession. « Mes projets pour mon avenir étaient différents, mais je vais le faire », a-t-il expliqué après sa désignation.

Né en 1947 près de Vienne, fils d'ingénieur, Viktor Klima avait été

baptisé par ses parents du prénom du fondateur du Parti socialiste autrichien, Viktor Adler, témoignant ainsi d'une tradition familiale social-démocrate fortement ancrée. Nommé ministre des transports en 1992, il devient en janvier 1996 ministre des finances. Ses traditions familiales n'ont pas empêché cet homme très pragmatique d'appliquer avec une main de fer la politique de rigueur décidée par la coalition pour permettre à l'Autriche d'être au rendez-vous de la monnaie unique européenne en 1999. Aimable mais intransigeant dans la négociation, M. Klima est doté d'un incontestable talent d'orateur populaire. Il sait aussi bien parler aux ouvriers d'usine menacés de chômage pour leur remonter le moral qu'extorquer un compromis aux syndicalistes. Le Parti social-démocrate (SPÖ), qui voit en Viktor Klima son nouvel homme fort, espère récupérer

avec lui une partie de ses électeurs qui l'ont abandonné au profit de la droite nationaliste de Jörg Haider.

Le futur chancelier a fait des études de sciences informatiques et a ensuite poursuivi une grande partie de sa carrière à la compagnie de pétrole OMV, dont il a dirigé la gestion financière avant d'entrer au cabinet Vranitzky.

Divorcé de sa première épouse et remarqué depuis 1995 à une jeune et très jolie institutrice, M. Klima avait, avant sa désignation, déclaré dans plusieurs interviews qu'il ne souhaitait pas une nouvelle fois sacrifier son mariage à son travail et qu'il quitterait la politique au plus tard au terme de la législature en cours, qui s'achève en 1999... pour aller vivre avec sa femme dans une ferme entourée d'animaux.

W.B.

## Le retour du tsar : une « nouvelle idée » pour la Russie

### MOSCOU

de notre correspondant  
A peine réélu pour quatre ans en juillet et juste avant de disparaître pour cause de maladie, Boris Eltsine avait lancé une quête : celle d'une « nouvelle idée » russe. Le président reconnaissait ainsi la crise d'identité vécue par le pays. Les « absences » du président n'ont fait qu'accentuer le marasme, le transformant parfois en une crise de régime. Il ne se passe pas un jour sans qu'une nouvelle proposition de réforme de la Constitution ne soit lancée.

Selon le politologue Andreï Piontkovski, « il y a aujourd'hui trois possibilités : changer la Constitution actuelle ; créer un nouvel État avec la Biélorussie - ce qui suppose une nouvelle Constitution - et la plus bizarre de toutes : instaurer une monarchie constitutionnelle ». Cette « nouvelle idée » a été lancée à la mi-janvier lorsque l'hebdomadaire Ogoniok a publié un article affirmant que l'« administration présidentielle » préparait en secret le retour de la famille Romanov pour lui donner un statut officiel en tant que descendants du dernier tsar, Nicolas II. Citant une source « haut placée » au Kremlin, le quotidien britannique Daily Telegraph, friand d'intrigues royales, a même affirmé que Boris Eltsine

avait signé le décret désignant comme membres de la famille royale le grand prince Gueorgui Mikhaïlovitch Romanov (quinze ans), sa mère et sa grand-mère, la veuve du grand-duc Vladimir, cousin du tsar Nicolas II. Selon Ogoniok, le gouvernement russe aurait déjà donné à la famille une résidence proche de Moscou, et un précepteur, ancien officier de la garde présidentielle de Boris Eltsine, aurait été choisi pour l'éducation du prince Gueorgui, actuellement étudiant dans une école anglaise à Madrid. Gueorgui aura seize ans en mars : l'âge d'être couronné.

### DÉMENTI CATÉGORIQUE

La présidence russe a « catégoriquement démenti » ces informations. « Un tel décret n'existe pas », a sèchement répondu un porte-parole. Pourtant, on ne peut exclure que, pour sortir de la crise qui se développe avec la maladie de Boris Eltsine, l'impopulaire « oligarchie » au pouvoir ait pu penser à la monarchie. Selon le Daily Telegraph, l'idée de la restauration de la famille impériale reviendrait au chef de l'administration présidentielle, Anatoli Tchoubaïss, soucieux de développer « une idée nationale russe ». Ce « cerveau » a déjà assuré la rédaction de Boris Eltsine en juillet. Surnommé « le Régent »,

car il semble diriger le pays à la place du président malade, Anatoli Tchoubaïss ne dit mot. Mais, curieuse coïncidence, son frère, Igor Tchoubaïss, docteur en philosophie, a défendu cette nouvelle idée. « L'empereur, s'il apparaissait, pourrait être porteur d'une image spirituelle, symbole de l'idée même de la Russie et pourrait être son représentant idéal », a-t-il déclaré. Bref, l'une des « variantes » étudiées au Kremlin pour sauver les meubles en cas de disparition prématurée de Boris Eltsine serait le retour d'un tsar de seize ans... Rien ne permettrait plus aisément de barrer la route du pouvoir au cauchemar de l'« oligarchie » : le général Alexandre Lebed.

Officiellement, la commission d'experts « des idées » nommée par Boris Eltsine a encore six mois pour trouver « un grand dessin ». Alimentées par le débat dans la presse et notamment un concours lancé par le quotidien gouvernemental Rossiiskiaïa Gazeta, les propositions foisonnent. Le premier prix a été remporté par Gueorgui Soudakov, un député de la région de Vologda, qui a écrit : « Le principe solitaire moral pour les Russes est d'être préoccupés par la patrie et le sentiment de citoyenneté. » Le concours se poursuit.

Jean-Baptiste Naudet

## Les producteurs de lait bloquent l'aéroport de Milan

### ROME

de notre correspondant  
Quinze cents à deux mille producteurs de lait bloquaient toujours avec leurs tracteurs, lundi matin 20 janvier, la principale voie d'accès à l'aéroport de Milan, provoquant, depuis la fin de la semaine passée, une énorme confusion dans la capitale lombarde. Il est devenu très difficile, voire impossible, de se rendre à l'aéroport de Linate autrement qu'à pied. Les voyageurs marchent donc, valises à la main, entre les énormes roues des tracteurs afin de

tenter d'arriver à temps pour leur avion. Après quatre jours et quatre nuits de blocus, la situation s'est légèrement détendue, lundi matin.

### COULOIR

Un couloir a été aménagé par les agriculteurs qui campent sur les lieux et semblent décidés à obtenir satisfaction. Ils demandent au gouvernement de payer les amendes auxquelles ils ont été condamnés par l'Union européenne pour avoir dépassé les quotas laitiers. Le gouvernement répond qu'il ne peut le

faire car ce serait déroger aux règles communautaires. Dimanche, Romano Prodi, président du conseil, a accepté de recevoir les protestataires à condition que le blocus soit levé. Il a également annoncé que « des propositions concrètes » seront faites dans les prochains jours tandis que le ministre des ressources agricoles, Michele Pirro, s'est rendu à Bruxelles lundi pour discuter du dossier.

Pour les producteurs de lait, tout est clair. Pourquoi payer des amendes pour une surproduction de lait puisque la consommation inter-

ne est de 15 millions de tonnes, alors que Bruxelles a alloué à l'Italie seulement 9,9 millions de tonnes ? La différence doit donc être importée, soit environ 40 % des besoins. Pourquoi payer des amendes alors que la production nationale est de toute façon inférieure à la consommation ? Telles sont pour les paysans lombards - les plus gros producteurs de lait de toute l'Italie - la contradiction et les raisons de leur mécontentement.

M.B.R.

## LES ÉDITIONS ODILE JACOB PUBLIENT LE PRÉSIDENT BILL CLINTON



Quand histoire et espoir se rencontrent  
Se préparer au XXI<sup>e</sup> siècle



224 P.

120 F

Pour la première fois dans un livre, le président des États-Unis en exercice expose sa vision personnelle du rêve américain, un rêve qu'il entend, demain comme aujourd'hui, contribuer à transformer en réalité.

EDITIONS ODILE JACOB



**L'explosion d'une voiture piégée a fait 21 morts dans le quartier populaire de Belcourt, à Alger, tandis que 36 villageois ont été massacrés dans la région de Médéa**

massacrées. Il s'agit du plus important massacre de civils commis en Algérie depuis novembre 1995. Depuis le début du ramadan, vendredi 10 janvier, plus d'une centaine de personnes ont trouvé la mort en Algérie.

La presse algérienne  
phote du lundi 20 janvier  
sur ce massacre. Le quoti-  
dien avance le chiffre de  
Les victimes auraient été  
créées en pleine nuit  
blanche par un commando  
trentaine de « criminels  
d'une autre région. Selon  
dieu Le Matin, ce sont 49  
qui auraient été exécutés  
blanche samedi vers 19 heu-

Comme disant Liberté, Le Matin ajoute que les auteurs de ces massacres seraient originaires de la région. Ils appartiendraient au groupe de Sayah Atiya, ex-chef du Groupe Islamique armé (GIA), abattu depuis par les forces de sécurité, et responsable, toujours selon Le Matin, de l'enlèvement et de l'exécution des 7 moines français en mai 1996.

■ **Ali Hamdi**, quarante-neuf ans, secrétaire d'Etat à la planification, est mort samedi 18 janvier à son domicile, en nettoyant son arme, a annoncé la radio algérienne. Les membres du gouvernement et les hauts fonctionnaires sont autorisés à porter une arme en Algérie. — (Reuter.)

**« La politique du « tout sécuritaire » est un échec »**

- Pourquoi s'en prendre aux civils ?  
- Le peuple algérien est pris en otage. Les groupes armés font pression, par des exac-

tions, sur la population pour la gagner à leur cause. L'armée et la police utilisent les mêmes méthodes. Celui qui gagnera le peuple gagnera la guerre. Les milices et les polices municipales s'en prennent aux familles des militants des groupes armés islamistes. De l'autre côté, on se venge. Et c'est ce qui nourrit la guerre civile. Une partie des Algériens se dressent contre une autre partie. C'est un envenimeur sans fin qui prend des proportions angoissantes. Dans beaucoup de villages, il y a des morts, des blessés qui ne sont pas portés à la connaissance du public parce que la presse est verrouillée.

**Propos recueillis par  
Jean-Pierre Tuquoi**

## Yasser Arafat à Hébron : « Trente années d'occupation prennent fin ici et maintenant »

quatre langues: « Libérée » d'Hébron ont pris un air de fête, avec banderoles de bienvenue, larges portraits du raïs et frises colorées en travers des rues, la partie occupée de la ville est triste, silencieuse, comme morte. Jamais les soldats et les policiers israéliens n'ont été si nombreux autour des quelques immeubles occupés par les colons. Pour deux tiers « libérée » et un tiers occupée, la rue Al-Shalali qui mène au marché central

## Israël ne pose pas de préalable aux négociations avec la Syrie

Le quotidien israélien *Haaretz* a affirmé, dimanche, que les Etats-Unis ont secrètement défilé l'Etat juif de l'engagement tacite sur la restitution du Golan à la Syrie pris par le gouvernement travailliste. Selon le journal, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a transmis, le 18 septembre, une lettre à M. Nétanyahou fugeant l'engagement « nul et non avenue » au regard du droit international, dans la mesure où aucun document n'a été si-

leurs chapeaux sous l'œil en alerte des soldats. Lorsqu'on lui demande pourquoi il n'est pas allé sauver le rais, le vieil Abou Moustapha crache par terre. « Abou Ammar [M. Arafat] nous a vendus aux Israéliens, il n'est plus notre président ! » Fusil d'assaut au poing, un jeune soldat s'approche de nous. « Il a parlé de quoi, Arafat, là-haut ? » De paix, lui est-il répondu. « Moumris. Eh bien nous, on reste là... »

*Patrice Claude*

# Attaques meurtrières au Rwanda contre des organisations humanitaires

**TROIS PERSONNES** - un médecin, une infirmière et un administrateur - travaillant pour la clinique espagnole de Médecins du monde (MDM) ont été assassinés au cours de la soirée de samedi 18 janvier à Rubengeri, au nord-ouest du Rwanda, lors d'une attaque menée par un groupe d'hommes armés, soupçonnés d'être des miliciens hutus. Trois soldats rwandais ont également été tués. Un Américain agissant pour la section américaine de MDM a dû être amputé d'une jambe. Dimanche, MDM a annoncé la suspension de toutes ses activités au Rwanda. La plupart des étrangers travaillant dans la région de Rubengeri sont partis pour Kigali et toutes les organisations humanitaires implantées au Rwanda avaient prévu une réunion, lundi, pour envisager l'arrêt de leurs opérations dans certaines régions du pays.

Cette attaque est la plus grave dans cette région, mais fait suite à d'autres incidents survenus depuis une dizaine de jours dans la préfecture voisine de Gisenyi, frontalière du Zaïre. Pour les militaires rwandais, les « suspects numéro un » sont les anciens miliciens et miliciens hutus rentrés en novembre au Rwanda au même temps que plusieurs centaines de milliers de réfugiés chassés de leurs camps de l'est du Zaïre par l'offensive de la rébellion zairoise, qui compte notamment des Tutsis.

Ces hommes sont considérés comme les principaux auteurs du génocide de 1994. Vendredi, dans le cadre des « procès du génocide », trois enseignants ont été condamnés à la peine capitale, ce qui porte à six le nombre des condamnations à mort prononcées depuis le 2 janvier au Rwanda.

**M. BAGAZA ARRÊTÉ**  
An Burundi, l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza a été arrêté, a annoncé, dimanche, la radio nationale. Il avait été chassé du pouvoir en 1987 par Pierre Buyoya, qui a repris la tête du pays à la faveur d'un nouveau coup d'Etat militaire, en juillet 1996. Ce putsch a été vivement dénoncé par M. Bagaza. Le major Buyoya venait d'annoncer, la semaine dernière, le lancement d'un grand débat national pour tenter de sortir le Burundi de la guerre civile.

D'autre part, le chef de la rébellion zairoise, Laurent-Désiré Kabila, a quitté, dimanche, Goma, la capitale du Nord-Kivu, pour une destination inconnue. Selon certaines informations, il se serait rendu au Rwanda. Vendredi, il avait appelé au dialogue les autorités zairoises ainsi que les partis d'opposition, les invitant à venir à Goma pour y tenir une « conférence nationale » afin de mettre un terme au conflit. Il avait également fait état de violents combats entre ses troupes et l'armée régulière. (AFP, Reuters.)

PUBLICATION JUDICIAIRE

" Par arrêt de la 11ème Chambre de la Cour d'Appel de PARIS, section A, en date du 18 décembre 1996, Lionel FLEURY, Président de l'Agence France Presse, a été déclaré coupable du délit de diffamation envers un citoyen chargé d'un service public, en l'espèce Joël CATHALA, commissaire de police, et condamné à une amende de 25.000 francs, ainsi qu'au paiement de dommages-intérêts, à raison d'une dépêche de l'Agence France Presse publiée le 11 septembre 1995 le mettant en cause "

**Patrice Claude**



سنة ١٤١٩ هـ

Attaques meurtrières au Rwanda contre des organisations humanitaires

## Les partis centrafricains sont parvenus à un accord politique de principe

Selon le médiateur malien Amadou Toumani Touré, la mutinerie militaire est aussi en voie de règlement

Les médiateurs désignés par le sommet franco-africain de Ouagadougou sont en passe de réussir leur mission en Centrafrique. Grâce à l'habi-

leté de leur chef de mission, le général malien Amadou Toumani Touré, ils ont réussi à mettre au point un pré-accord entre les différentes

composantes de la vie politique du pays. Ce pré-accord devrait être paraphé officiellement par les présidents de quatre pays africains.

**BANGUI**  
de notre envoyée spéciale  
Il en a fallu, de la patience, pour écouter les palabres, apaiser les chicanes et plus encore inspirer confiance aux frères ennemis. Le général Amadou Toumani Touré, ancien chef d'Etat du Mali, qui mène la médiation tant avec les militaires rebelles qu'avec la classe politique de Centrafrique, a fini par obtenir, samedi 18 janvier au soir, cet accord entre le pouvoir et l'opposition qu'il avait dessiné, mitonné depuis des jours. Tel un « grand frère » rompu aux assemblées de village, « ATT », comme on appelle ici familièrement le général, a imposé son style : habileté, intelligence, primauté du politique sur le militaire.

Le général, imperturbable, voulait dégager d'abord une base de « réconciliation nationale » avant de régler la question de la mutinerie. Depuis le 15 novembre, en effet, plusieurs centaines de jeunes militaires, répartis dans différents quartiers de la capitale, refusent de regagner leurs casernes. « Ce sont sinon des résolutions, du moins des recommandations pour une solution politique tant à la crise qu'à la mutinerie, et pour un gouvernement d'entente nationale dont la forme restera à préciser », s'empresse-t-il de commenter.

« **SUPER-ATT** »  
Pour cet homme le plus souvent en habits civils, devenu « Super-ATT » pour les gens des quartiers, ce consensus est « la condition d'une solution durable dans ce pays ». La Centrafrique en est à sa troisième mutinerie en huit mois ; l'économie est bloquée, et le divorce patent entre le président Ange-Félix Patassé et son premier ministre Jean-Paul Ngoupandé. Dimanche, on apprend même que le chef de cabinet de ce dernier, Jean-Paul Ngoupandé, avait été arrêté, puis libéré, sous la pression, bien entendu, du général Touré. Celui-ci n'a jamais cessé la négociation, menée donc de manière séparée, avec les « jeunes gens en rébellion » comme il les nomme d'un ton qui se veut celui de la compréhension. « Le cadre [de cette réconciliation] était fixé depuis longtemps », a rappelé sans en démentir « ATT »

à ses partenaires entités. Pour lui, qui répugne à jouer les tribuns, il s'agit de reprendre et surtout de mettre en application les propositions d'ouverture faites par le président Patassé au lendemain de la deuxième mutinerie et reprises au cours de la troisième rébellion, le 31 décembre. Promesses restées lettre morte.

Pourquoi la présidence appliquera-t-elle aujourd'hui ses engagements ? Sans doute du fait de la caution interafricaine, dont le principe fut décidé au sommet de Ouagadougou et qui sera difficile à contourner. Le général veut le croire. La France, qui souhaitait cette médiation, fait tout autant pression.

Toute la question d'un retour durable à la normale passe par la satisfaction des promesses présidentielles. Ce sont onze propositions que le général résume de sa voix douce. « Le premier ministre devrait dorénavant avoir un domaine où

du pays, est « une nécessité, non un préalable », a encore insisté le général Touré, malgré les vives réticences de la présidence. Le principe de ce regroupement sur deux sites, au camp Kassé et peut-être près de Ouango, est acquis. Les rebelles vont être appelés par radio à rentrer dans ces casernes, « avec leurs armes. Il est totalement irréaliste de leur demander de déposer les armes avant d'être regroupés ». « ATT » n'a jamais voulu en démentir. Malgré les coups de sang des uns et des autres.

Dès le 14 janvier, le général réunissait, pendant trois heures, une centaine de « chefs de quartier » ainsi que des chefs traditionnels. Ces sages savent ce qui se passe dans leur zone. « Ainsi peuvent-ils mieux se préparer à la réconciliation : ce sont les parents des mutins et les électeurs du pouvoir politique », rappelle, malicieux, le général Touré. Ici, les familles se mobilisent aux côtés de leurs mutins. Là,

vils. La ville, le pays sont infestés d'armes. Il faut avoir le courage de le dire. »  
Qui va contrôler tant ce désarmement des mutins dans leurs casernes que celui, à plus long terme, des civils en ville ? « ATT » a son idée. « La confiance n'existe pas plus dans les FACA, les Forces armées centrafricaines, que dans les EFAO, les forces françaises présentes. Il va falloir créer une force neutre, fournie par les quatre pays médiateurs et peut-être d'autres comme le Sénégal. Elle appuiera la police et la gendarmerie, y compris dans la sécurité de la rue « contre les voleurs et les bandits. C'est la condition pour chasser la peur qui règne partout ».

« **DÉSARMER LES QUARTIERS** »  
Le principe de cette force s'inscrit dans le droit fil du sommet de Ouagadougou. Sa mission ? « Faire rentrer les armes dans les armureries, mettre fin à la mutinerie. Et, à plus long terme, désarmer les quartiers. Ses effectifs pourraient être de quatre cents hommes et le soutien logistique en partie français. Cette mission s'étendrait sur environ six mois. Dans le même temps, les forces françaises qui assurent la sécurité « doivent disparaître des quartiers. Il n'est pas normal que ces forces viennent garder les rues de Bangui. Nous avons des armées africaines », souligne le général Touré.

Bangui se prépare maintenant à accueillir les quatre chefs d'Etat africains qui viendront signer solennellement le pré-accord mis sur pied par les médiateurs. En attendant, la vie a repris, avec ses marchés, ses business et ses palabres. La bière nationale, la Moclaf, est de retour dans les bars en plein air. Les lycées fonctionnent à nouveau, grâce au dévouement d'enseignants qui ne sont pas payés depuis trois mois... Les caisses de payer sont vides. Les arriérés à payer sont lourds : deux mois de solde aux soldats, trois mois de traitement pour les fonctionnaires.

Le général Touré connaît les limites de « Super-ATT ». Il lui reste à convaincre les mutins de rentrer dans leurs casernes. Déjà « rassuré quant à l'issue pacifique », confie-t-il, d'un ton détendu...

Danielle Rouard

### Le contenu de l'accord

Chargé de leur mission par quatre chefs d'Etat - Mali, Gabon, Tchad, Burkina Faso - avec l'accord de la France, lors du sommet franco-africain de Ouagadougou début décembre 1996, le comité de quatre médiateurs dirigé par le général Touré a obtenu, après six jours de concertation, un pré-accord entre pouvoir, opposition et société civile, qui doit être prochainement paraphé par les quatre chefs d'Etat.

Ce pré-accord prévoit la formation d'un gouvernement d'entente avec tous les partis, une amnistie pour faits de mutinerie pour les militaires et civils, l'abandon des poursuites judiciaires contre les dirigeants du régime précédent du général Kolingba (1981-1993). Cet accord réclame la mise en application de la réforme de l'armée définie lors des états généraux de la défense en septembre. La garde présidentielle, de mille hommes environ, actuellement sous la seule autorité du président Patassé, devrait, elle, passer sous commandement des Forces armées centrafricaines (FACA). Enfin, les « services de police politique et parallèle » (SERD et CNRI) devront être dissous.

gouverner de manière autonome, avec sérénité. Cela suppose une réforme constitutionnelle. « Les médias devraient avoir un accès égal à l'information », ce sera l'objet d'un projet de loi. En bref, « il s'agit d'appliquer le programme commun minimum » défini avec les partis en juin dernier. « Une amnistie générale devrait être accordée et les ex-mutins réintégrés ».

Mais le regroupement des mutins, dispersés dans Bangui et à l'est

des milices du parti présidentiel, le Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC), veillent à leur autodéfense. Des armes, parfois d'origine gabonaise, ont été distribuées à plusieurs reprises depuis le mois de mai dans les fiefs présidentiels de Boyrabe, Fohi et Combattants, au nord de la ville. « Nous devons commencer à démilitariser les quartiers, insiste de sa calme autorité le général Touré. Et procéder au désarmement des ci-

## L'OCDE va devoir décider si la nouvelle loi sud-coréenne sur le travail respecte les règles et conventions internationales

LA LOI sur le travail, adoptée en sept minutes par le Parlement sud-coréen le 26 décembre 1996, respecte-t-elle les normes édictées par la communauté internationale ? C'est la question à laquelle devra répondre la Corée du Sud, mercredi 22 janvier, à Paris. Membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) depuis le 12 décembre 1996, Séoul va devoir plaider sa cause devant le comité de l'OCDE chargé de l'emploi, du travail et des affaires sociales.

Alors que les délégations gouvernementale et patronale sud-coréennes devraient compter pas moins de vingt personnes, les syndicats veulent également faire entendre leur voix. A l'invitation de John Evans, secrétaire général de la Commission syndicale consultative (TUAC), organisme qui représente les syndicats auprès de l'OCDE, des responsables des deux confédérations sud-coréennes (la KCTU militante et illégale et la FKTU, seule organisation légale) devraient, dès mardi 21 janvier, mettre en évidence devant la presse les contradictions entre la loi promulguée par le gouvernement de Séoul et les conventions adoptées par l'Organisation internationale du travail (OIT).

Organisme à vocation économique, l'OCDE n'a jamais établi de « lois sociales » qui s'imposeraient à tous. Mais depuis 1991, l'Organisation estime que ses adhérents doivent respecter un certain nombre de valeurs communes : l'économie de mar-

ché, la démocratie pluraliste et le respect des droits de l'homme. Sur le plan social, la Corée du Sud doit donc respecter les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Or, contrairement à ses engagements, Séoul n'a jamais ratifié certaines des conventions essentielles de l'OIT, organisme auquel elle a adhéré en 1991. Pour John Evans, dont la présence à Séoul n'est pas jugée « souhaitable » par le gouvernement sud-coréen, une dizaine de dispositions prévues par la nouvelle loi sont en contradiction avec les règles de l'OIT. Alors que celles-ci reconnaissent la liberté d'association (convention 87), la nouvelle loi bannit le pluralisme syndical jusqu'en l'an 2000 au niveau national et jusqu'en 2002 dans les entreprises. La KCTU restera donc illégale jusqu'à la fin du siècle.

### Le gouvernement tend la main à l'opposition

Le président sud-coréen Kim Young-sam a invité, lundi 20 janvier, les dirigeants de l'opposition à un déjeuner au sommet pour tenter, mardi, de trouver une issue à la crise sociale alors que le mouvement de grève générale contre la nouvelle législation sur le travail tend à s'essouffir. Le déjeuner réunira, autour du chef de l'Etat, les deux rivaux de l'opposition, Kim Dae-jung et Kim Jong-pil, ainsi que le président du parti au pouvoir, le Parti de la nouvelle Corée, Hong-koo. Les dirigeants syndicaux ont salué cette invitation comme une victoire, estimant que « le gouvernement cède finalement devant la pression internationale, la résistance populaire et les grèves », comme l'a déclaré un porte-parole de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU). Des heurts entre étudiants et policiers ont fait irruption sur le campus universitaire et tiré des grenades lacrymogènes. Les étudiants ont d'abord pris la fuite avant de se regrouper et de lancer des pierres contre les policiers qui ont essayé de les empêcher de sortir du campus. - (AFP, Reuters.)

Par ailleurs, le texte indique qu'en cas de négociation ou de conflit dans une entreprise, l'intervention d'un tiers (avocat ou permanent syndical par exemple) doit préalablement recevoir l'aval du ministre du travail. La KCTU étant illégale, ses militants ne seront donc pas autorisés à intervenir.

**ATTEINTE AU DROIT DE GRÈVE**  
De plus, le droit des fonctionnaires de se syndiquer reste pour le moment limité aux travailleurs manuels. Les « cols blancs », en particulier les enseignants, en sont exclus alors que, dans la plupart des pays adhérents à l'OIT, seuls les policiers et les militaires n'ont pas le droit de se syndiquer. De même, les restrictions au droit de grève dans les services publics concernent non seulement les

« services publics essentiels » (dont l'interruption menace la vie ou la santé) mais aussi le transport de voyageurs, la communication, les services bancaires, la distribution d'eau, de gaz, d'électricité ainsi que le raffinage et la distribution de pétrole.

Selon le TUAC, l'Organisation internationale du travail a demandé à Séoul d'assouplir les dispositions concernant les fonctionnaires et les agents des services publics mais ses démarches n'ont pas abouti.

En cas de grève dans le secteur privé, la loi sur le travail permet aux entreprises de remplacer les grévistes, y compris en faisant appel à de la main-d'œuvre étrangère. La encore, l'OIT estime que c'est une atteinte au droit de grève. Mais le TUAC reconnaît que de nombreux pays, en particulier les Etats-Unis, enseignent sur ce point le droit de grève.

Par ailleurs, la nouvelle loi interdit de rémunérer les jours de grève. Pour le TUAC, une telle interdiction n'est pas illégale mais elle est inacceptable puisque le paiement des jours de grève constitue souvent une des principales négociations lors d'une fin de conflit.

Le conseil de l'OCDE prendra position à partir de ces arguments. L'adhésion de la Corée du Sud à l'OCDE a, jusqu'à présent, attiré l'attention sur le comportement du gouvernement de Séoul. Mercredi, tous les regards se tourneront également vers l'OCDE.

Frédéric Lemaître

## Boris Becker figurait parmi les cibles des néonazis danois

LONDRES. Le boxeur britannique Franck Bruno et le tennisman allemand Boris Becker figuraient parmi les cibles des « lettres piégées » expédiées par des néo-nazis danois que la police suédoise a interceptées et qui visaient des couples interracial célèbres, ont affirmé, lundi 20 janvier, des quotidiens britanniques. Selon ces quotidiens, la présentatrice de télévision Sharon Davies, qui est mariée à l'athlète britannique noir Derek Redmond, figurait également parmi les destinataires des lettres adressées à Londres. Comme Boris Becker (qui vit à Londres) et Franck Bruno, elle a été alertée par Scotland Yard. Sept Danois suspects d'avoir planifié l'envoi de ces « lettres piégées » dissimulées dans des cassettes vidéo ont été arrêtés samedi à Copenhague. - (AFP)

## L'Egypte refuse de venir en aide au Soudan

KHARTOUM. Les autorités soudanaises ont contesté, dimanche 19 janvier, les jugements « incorrects », les déclarations du président égyptien Hosni Mubarak selon lesquelles l'Erythrée et l'Ethiopie ne sont pas impliquées dans les combats actuellement en cours dans l'est du Soudan. Le chef de l'Etat égyptien avait déclaré samedi que « ce qui se passe actuellement est une affaire intérieure soudanaise », trois jours après avoir reçu le vice-président soudanais venu au Caire chercher le soutien de l'Egypte. Khartoum accuse l'Ethiopie et l'Erythrée d'être impliquées dans les combats qui se déroulent depuis une semaine. L'opposition armée soudanaise a affirmé dimanche avoir poursuivi son offensive dans l'est du Soudan et tué « plus de 150 soldats gouvernementaux ». - (AFP)

## L'ONU s'est opposée au transport en France d'Oudai Hussein

BAGDAD. Plusieurs médecins français se trouvaient toujours, dimanche 19 janvier, au chevet d'Oudai, fils aîné du président irakien Saddam Hussein, ciblé de balles dans un attentat, le 12 décembre, à Bagdad. Selon le magazine américain *US News and World Report*, l'ONU a repoussé une demande de transport par avion pour une hospitalisation en France en raison de la réputation de violence d'Oudai Hussein et parce que les soins, selon le comité de sanctions, n'étaient pas impératifs. Paris avait d'ailleurs rejeté par avance la demande d'hospitalisation irakienne, s'attirant de très vives critiques de la part de Bagdad (*Le Monde* daté 19-20 janvier). Par ailleurs, selon le *Sunday Times* du 19 janvier, des agents irakiens tentent actuellement d'acquiescer du matériel militaire britannique pour produire des missiles SCUD, interdits par l'ONU. - (AFP, Reuters.)

### AFRIQUE

■ **GABON** : l'opposition a pris la tête des deux principales villes du Gabon. A Libreville, le Père Paul Mba Abessolo, prêtre et président du Rassemblement national des bichérons (RNB), et, à Port-Gentil, M<sup>re</sup> Marie Augustine Houangni Ambourou, du Parti du progrès, ont été élus maires, dimanche 19 janvier, lors de la première réunion des conseils municipaux élus en octobre et novembre. Mais, lors des élections législatives des 15 et 29 décembre, le RNB n'a pas renouvelé son succès du scrutin local, n'obtenant qu'un seul député dans la capitale et le Père Mba Abessolo étant éliminé dès le premier tour. - (AFP)

### AMÉRIQUES

■ **ETATS-UNIS** : deux bombes ont explosé à quelques secondes d'intervalle, dimanche 19 janvier, à l'extérieur d'une clinique pratiquant des interruptions volontaires de grossesse, à Tulsa (dans l'Oklahoma), a-t-on appris auprès de la police. Jeudi, deux bombes ont explosé non loin d'une clinique d'Atlanta (en Géorgie), blessant six personnes. Même si les enquêteurs semblent privilégier l'hypothèse d'un attentat visant le centre d'avortement, le procureur fédéral d'Atlanta Kent Alexander avait souligné jeudi qu'il n'excluait pas « l'hypothèse d'un acte de terrorisme intérieur n'ayant rien à voir avec la violence contre les cliniques ». - (AFP)

### ASIE

■ **ALLEMAGNE** : 20 militants pour la démocratie seront incarcérés pendant sept ans pour avoir participé aux manifestations de décembre, ont annoncé, samedi 18 janvier, les autorités allemandes. Six membres de la Ligue nationale pour la démocratie, le mouvement d'opposition du prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, figurent parmi elles. - (AFP)

■ **CHINE** : trente-six personnes sont mortes et plus de 300 000 autres sont totalement isolées dans le nord-ouest de la Chine après des tempêtes de neige parmi les plus violentes dans cette région depuis trois décennies, a indiqué, lundi 20 janvier, le quotidien en langue anglaise *China Daily*. Vingt-trois comités du Xinjiang sont affectés par ces tempêtes qui s'étaient déjà abattues en décembre sur cette région autonome. - (AFP)

### EUROPE

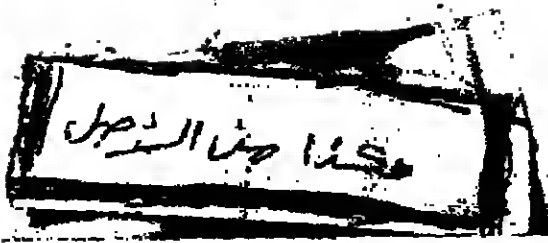
■ **ESPAGNE** : l'armée de terre espagnole a choisi de s'équiper du Réseau intégré de transmissions automatiques (RITA) conçu par le groupe français Thomson-CSF, pour une somme de 650 millions de francs. Le groupe espagnol Amper sera associé à la fabrication de cet important équipement de communications tactiques du champ de bataille. Des systèmes RITA équivalents, mais adaptés à chaque client, ont déjà été retenus et mis en service par les armées de terre française, belge et américaine.

## La presse écartée des abords de la résidence de l'ambassade du Japon à Lima

LIMA. La police et les unités spéciales péruviennes ont maintenu, dimanche 19 janvier, un cordon serré autour de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, où 73 otages sont retenus depuis le 17 décembre par un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Les journalistes postés près de la résidence ont été évacués, la veille, sans incident. Le ministère péruvien de l'Intérieur avait ordonné leur expulsion « immédiate » dans la journée. Cette décision d'écarter la presse vise autant à isoler le commando, qui transmet régulièrement des messages annonçant par l'intermédiaire de pancartes aux fenêtres, qu'à renforcer l'absence d'informations sur l'évolution de la situation.

Par ailleurs, la création d'une « commission de garants » proposée par le gouvernement pour trouver une issue pacifique à la crise des otages était toujours dans l'impasse, lundi matin, en raison de l'absence d'un accord sur le cadre des négociations. - (AFP)





**RÉFORME** Jacques Chirac devait présenter lundi 20 janvier, au cours d'une allocution radiotélévisée, les lignes directrices d'une réforme de la justice sur laquelle il appelle le gou-

vernement à travailler. Dans l'esprit du président de la République, l'indépendance du parquet et le secret de l'instruction ne doivent être qu'un des aspects d'une modernisa-

tion dont il fait l'un des grands chantiers du septennat. ● LA COMMISSION chargée de réfléchir sur le statut du parquet et sur le respect de la présomption d'innocence sera pré-

sidée par Pierre Truche, premier président de la Cour de cassation. Sa composition devait être rendue publique lundi après-midi par Jacques Toubon, ministre de la justice. ● LES

DÉPUTÉS entament, mardi, l'examen en séance publique de la réforme des cours d'assises, qui propose de créer une possibilité d'appel en matière criminelle.

## Jacques Chirac veut une justice plus proche des citoyens

En intervenant à la télévision, le président de la République veut montrer que l'indépendance du parquet et le secret de l'instruction ne sont pas ses seuls sujets de préoccupation. Il inaugure ainsi une nouvelle stratégie qui l'amènera à être plus présent devant les Français

**APRÈS LA DÉFENSE**, la justice. Le deuxième grand chantier du septennat de Jacques Chirac devait être lancé, lundi 20 janvier, lors d'une allocution solennelle diffusée sur les télévisions à vingt heures. « Garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire », selon l'article 64 de la Constitution, le chef de l'Etat entend présenter aux Français une « grande réforme de la justice », qui porte notamment sur l'organisation de l'autorité judiciaire, son fonctionnement, ses délais de jugement, et la simplification de ses procédures, au pénal comme au civil.

Cette intervention précédera d'une journée l'installation, par le président de la République, de la commission de réflexion sur la justice chargée de réfléchir à l'indépendance du parquet et au respect de la présomption d'innocence, dont la création avait été annoncée, par M. Chirac, au cours de son émission télévisée du 12 décembre 1996.

Interrogé sur le fonctionnement de la justice, alors que de multiples affaires politico-financières touchent des proches de l'ancien maire de Paris, le chef de l'Etat avait alors affirmé qu'il fallait « sérieusement examiner la possibilité de rendre le parquet indépendant du garde des sceaux » afin que « plus personne ne puisse dire ou penser que l'indépendance intervient dans le judiciaire ». Mais il avait aussitôt précisé que cette réforme devait s'ac-

compagner d'une autre réflexion, concernant le respect de la présomption d'innocence. Le chef de l'Etat est à nouveau intervenu sur ce sujet lors de la présentation de ses vœux à la presse, le 9 janvier, en affirmant que « la modernisation et la réhabilitation » de la justice serait « l'une des grandes réformes » de son septennat.

### CHANGEMENT DE STRATÉGIE

L'allocution de lundi ne devait donc pas se limiter à l'annonce de l'installation de cette commission de réflexion, présidée par Pierre Truche, premier président de la Cour de cassation et composée d'une vingtaine de personnalités, que le chef de l'Etat a promis « incontestables » (magistrats, avocats, universitaires, philosophes, journalistes et représentants de la « société civile »). Comme il l'avait esquissé le 12 décembre, en opposant la justice « politico-médiatique » à la justice des justiciables - celle de la « vie de tous les jours », celle des « propriétaires et des locataires », c'est à ce deuxième sujet que M. Chirac souhaite consacrer l'essentiel de son discours. Sur ces questions dont on est convaincu, à l'Elysée, qu'elles touchent les « vraies » préoccupations des Français - contrairement aux affaires -, le chef de l'Etat devrait faire des propositions que le gouvernement sera chargé de traduire rapidement en projets de loi.

**SUR L'INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE ET LA PRÉSUMPTION D'INNOCENCE, JE PRÉFÈRE ME DÉFENDRE MOI-MÊME.**



Cette allocution télévisée, dont la forme a été définitivement arrêtée au cours de réunions de travail à l'Elysée ce week-end, traduit également un changement dans la stratégie de communication de Jacques Chirac. Après la gestion parcimonieuse de la parole et de la présence médiatique présidentielles qui prévaut depuis quinze mois, 1997 doit être marqué par un engagement beaucoup plus fort du chef de

l'Etat. La raison en est double. Sur le fond, M. Chirac ne cesse de répéter que son septennat sera celui de la réforme et de l'adaptation du pays. Il n'entend pas, à un an des élections législatives, marquer une pause dans ces réformes, convaincu que cette échéance se gagnera sur le mouvement, sur « l'Idem et non pas sur le bilan », comme le dit Dominique de Villepin. Il n'y aura donc pas de « parenthèse » pré-électo-

rale. Il revient au chef de l'Etat qui, seul, a la garantie de la durée, d'accompagner ces changements, de les expliquer, de les justifier, de convaincre les Français de leur bien-fondé, à fortiori lorsqu'ils touchent, comme la défense ou la justice, aux domaines régaliens.

Ce choix politique a des conséquences de forme. On souligne, à l'Elysée, que l'on ne peut pas à la fois prôner l'effort auprès des Français et donner le sentiment de se tenir éloigné de ses troupes. Il convient de renouer avec l'esprit de la campagne présidentielle et de retrouver une logique de commandement, sur le terrain qui, affirme-t-on, sied davantage à Jacques Chirac que la culture de la rareté. Le volontarisme politique ne peut s'embarasser d'esthétisme de communication. Jusqu'à nouvel ordre, la communication présidentielle devait donc faire fi de la subtilité, prônée par le conseiller en communication Jacques Philan : le président ne cherche plus à se préserver, à distinguer son action de celle du gouvernement et de son premier ministre - il n'y est d'ailleurs que partiellement parvenu -, afin, éventuellement, d'échapper à leur impopularité. Il assume les risques d'une image plus combative, conduisant ses troupes, mais écopant également avec elles. Il assure, dans le même temps, la longévité d'Alain Juppé, en ne dissociant plus le premier ministre du président.

L'échec relatif de l'intervention présidentielle du 12 décembre a sans doute permis à ceux qui prônent depuis longtemps cette stratégie de communication de l'emporter sur les apologistes de la rareté. Contre toute attente, l'opinion a surtout retenu de cette intervention l'image d'un chef de l'Etat impuissant, réduit à se plaindre de l'immobilisme et du conservatisme de ses compatriotes. L'effet désastreux de ce message a été corrigé à l'occasion des vœux du 31 décembre, qui ont permis à M. Chirac de renouveler sa « confiance » dans le pays et la capacité des Français à s'adapter, au-delà de leurs « interrogations », de leurs « doutes » et de leurs « turbulences ». De l'allocution solennelle de lundi soir, ses collaborateurs attendent qu'elle achève de faire oublier l'impuissance avouée du 12 décembre.

A nouvelle année, nouvelle stratégie de communication. Dans l'effacement policé qui oppose, après Jacques Chirac, partisans et adversaires de Jacques Philan, on est tenté de lire, cette fois, un échec du conseiller en communication du chef de l'Etat. On affirme à l'Elysée qu'il n'en est rien et que la rareté choisie en 1996 a créé une « attente » de l'opinion en faveur de la parole présidentielle, qui permet justement le nouveau choix de 1997.

Pascal Robert-Diard

## Le secret de l'instruction n'est pas réglementé de façon claire

**CHARGÉE D'EXAMINER** la question des liens entre le parquet et le garde des sceaux, la commission sur la justice devra également s'interroger sur le respect de la présomption d'innocence. « La situation est aujourd'hui scandaleuse, scandaleuse ! », s'était offusqué Jacques Chirac lors de son intervention télévisée du 12 décembre. Il y a une espèce de brague politico-médiatique de toutes sortes de gens qui, ensuite, se termine généralement par des non-dits mais le mal a été fait. Où est la dignité de l'homme ? Où est la liberté de l'homme ? Où est le respect de nos textes constitutionnels, qui précisent que la présomption d'innocence est un principe essentiel des droits de l'homme ?

Inscrit dans le code de procédure pénale en 1957, le secret de l'instruction est intimement lié à la procédure inquisitoire française. Historiquement, il visait, non à protéger la présomption d'innocence, mais à entourer de silence le travail du juge d'instruction, qui était centré autour de l'aveu, obtenu parfois, avant 1789, par la torture. « Ce n'est que dans la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que les juristes

commencent à justifier ce secret pour préserver l'individu d'une « fausse atteinte à sa réputation », observait en 1990 la commission Justice pénale et droits de l'homme, présidée par Mireille Delmas-Marty. Aujourd'hui, la loi de 1881 proclame la liberté de la presse, tout en interdisant l'insulte et la diffamation. Depuis 1993, les journalistes doivent également, sous peine de réparations civiles, respecter la présomption d'innocence.

### TENTATIVES DE RÉFORME

Contrairement aux idées reçues, le secret de l'instruction n'a rien d'absolu : il ne s'impose ni aux journalistes, ni aux personnes mises en examen, ni aux parties civiles, ni - sous certaines conditions - aux avocats. Lorsqu'un journaliste publie une information obtenue auprès d'une partie civile, il ne viole donc pas l'article 11 du code de procédure pénale. Les procureurs eux-mêmes sont autorisés, depuis deux circulaires - l'une de

1995, l'autre de 1985 -, à « mettre un terme à la propagation de rumeurs ou de contre-vérités » en publiant des communiqués écrits. Seuls les juges d'instruction, les gendarmes et les officiers de police judiciaire sont tenus à un silence absolu.

Depuis l'émergence des « affaires », à la fin des années 80, les tentatives de réforme de ce secret « inapplicable », selon l'expression de Pierre Méhaignerie, se sont multipliées. Au beau milieu d'une nuit de 1994, alors que les bancs étaient presque déserts, l'Assemblée nationale avait adopté un amendement présenté par Alain Marsaud (RPR) et Philippe Houillon (UDF) interdisant la publication de toute information concernant une personne « faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire » avant la saisine définitive de la juridiction de jugement. Cette disposition, qui avait suscité un tollé, avait finalement été supprimée lors de l'examen du texte par le Sénat.

Un an plus tard, en avril 1995, la commission des lois du Sénat avait présenté vingt-trois propositions destinées à rendre la justice « plus saine et plus transparente ». Tout en ouvrant quelques « fenêtres » d'information - la mission proposait d'instituer un débat public devant le juge d'instruction pour quelques rares infractions -, elle proposait de punir la publication de « tout ou partie d'une pièce d'un dossier d'instruction », ou le fait d'en faire « publiquement état » avant l'audience publique, d'une amende de 200 000 francs.

Enfin, dans un rapport remis à Jacques Toubon, le professeur de droit Michèle-Laure Rassat avait, en avril 1996, proposé de punir la publication de pièces d'une amende de 300 000 francs et d'instituer un délit de « communication de pièces de personnes non autorisées », sanctionné par une interdiction professionnelle de cinq ans.

Arlette Chemin

## Le statut du parquet

● **Nomination** : à la différence des magistrats du siège, nommés par le pouvoir exécutif après un avis conforme, voire une proposition, du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), les procureurs sont nommés après un avis simple du CSM qui n'engage en rien le ministre de la justice. Le CSM n'a en outre aucun droit de regard sur les nominations du procureur général près la Cour de cassation et des procureurs généraux près les cours d'appel, qui interviennent en conseil des ministres.

● **Statut** : au terme de l'article 5 de l'ordonnance du 22 décembre 1958, « les magistrats du parquet sont placés sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice ». A l'audience, leur parole est libre. Placé à la tête du parquet, le garde des sceaux communique aux procureurs généraux les instructions générales de politique pénale.

● **Instructions particulières** : l'article 36 du Code de procédure pénale autorise l'instruction du garde des sceaux dans les affaires particulières. Il stipule que « le ministre de la justice peut dénoncer au procureur général les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre, par instructions versées au dossier de la procédure, d'engager ou de faire engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le ministre juge opportunes ».

● **Engagements** : En 1993, le garde des sceaux d'Edouard Balladur, Pierre Méhaignerie, s'était engagé, à titre personnel, à ne pas donner d'instructions individuelles de classement. Le 25 mai 1995, Jacques Toubon, nouveau garde des sceaux d'Alain Juppé, affirmait : « Cet avertissement n'autorise pas le garde des sceaux à donner des instructions de non-poursuite. Le ministre ne peut pas empêcher l'ouverture d'une information judiciaire, ni ordonner un classement sans suite. »

## La majorité craint que la réforme de la cour d'assises ne se heurte à un manque de moyens

**LA RÉFORME** de la cour d'assises, appel pouvant être fait des décisions de celui-ci devant la cour d'assises. La gauche en est presque à applanir des deux mains. « Nous soutiendrons ce projet, qui est bon dans ses principes », annonce d'emblée Frédérique Bredin (PS, Seine-Maritime). Jacques Brunhes (PCF, Hauts-de-Seine) partage cette satisfaction en remarquant qu'il s'agit « d'une réforme importante et positive ».

Curieusement, c'est au sein de la majorité qu'apparaissent des réserves sur le principe même de la réforme. Ainsi Raoul Béteille (RPR, Seine-Saint-Denis), ancien directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, orateur principal du mouvement néogaulliste, annonce certes un soutien « bienveillant », mais s'interroge sur l'utilité de « faire bégayer le peuple souverain en le faisant juger deux fois la même chose », et par-dessus son propos d'allusions peu amènes pour « ceux qui ont la réforme dans le sang ». De même André Damien (RPR, Vellennes), ancien président de la conférence des bâtonniers, a indiqué, en commis-

sion, qu'il voterait « sans enthousiasme » un projet qu'il juge « illusoire, car la nouvelle procédure criminelle ne fonctionnera sans doute pas mieux que l'actuelle ».

La partie ne sera donc pas forcément facile pour M. Toubon, d'autant que certaines dispositions de son texte devraient provoquer de longues discussions en séance publique. Il en est ainsi de l'obligation faite aux jurés de motiver leurs décisions, qui suscite de nombreuses interrogations dans la majorité, relayées par Pascal Clément (UDF-PR, Loire), rapporteur de la commission des lois.

**ÂGE MINIMUM** : Président de la commission des lois, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) se demande si la décision rendue en appel ne risque pas d'être « indirectement influencée » par la lecture de la motivation du jugement de première instance. « On va perdre un temps épouvantable ! », s'exclame plus abruptement M. Béteille, par ailleurs peu enclin à l'instauration d'un « laïus supplémentaire ».

« Le conservatisme est puissant », ne peut que constater Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), ancien avocat de Jacques Chirac devenu balladurien, qui se dit « très favorable » à une motivation permettant de « vérifier sur quels éléments s'appuie l'intime conviction ». Pour M<sup>me</sup> Bredin, il s'agit là de « l'un des points positifs de la loi, qui va dans le sens du sérieux, de la rigueur et de la transparence ».

Les députés devront également fixer l'âge minimum des jurés, après un débat qui devrait diviser l'hémicycle sans égard pour la coupure droite/gauche. Sur ce point, aussi, les députés socialistes et communistes devraient être les plus fidèles alliés du gouvernement, qui souhaite abaisser l'actuelle limite d'âge de vingt-trois ans à dix-huit ans. A l'inverse, les membres de la majorité présents en commission des lois ont adopté un amendement visant à maintenir le statu quo sur ce point.

Comme pour toute réforme judiciaire, le plus délicat pour le garde des sceaux sera de convaincre la représentation nationale non pas du bien-fondé de sa réforme mais de la volonté du gouvernement de dé-

gager les moyens nécessaires à sa mise en œuvre. L'étude d'impact effectuée par le gouvernement évalue à 93 millions de francs les coûts induits par le projet de loi, car il implique, notamment, la création de cent quarante postes - cent de magistrats et quarante de greffiers. Devant les résultats d'une étude gouvernementale qui, selon le rapporteur, a « sous-évalué les besoins réels », le moins que l'on puisse dire est que la majorité se montre, à l'instar de M. Clément, particulièrement « dubitative quant à la capacité du gouvernement à dégager ces moyens d'ici moins de deux ans ». Aussi, au prétexte de « ne pas donner de faux espoirs aux futurs mis en examen et condamnés », M. Mazeaud, qui n'a pas pour habitude de ménager le garde des sceaux, a fait adopter en commission un amendement reportant d'un an la date d'entrée en vigueur de la loi. La gauche entend veiller à ce que la justice dispose des moyens nécessaires à la mise en œuvre sans délai d'une réforme qu'elle juge nécessaire.

Jean-Baptiste de Montvalon

Pour vous aider à réussir  
STAGES INTENSIFS & SEMESTRIELS  
**ISTH 1997**  
■ GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE  
après BAC, DEUG, DUT ou BTS  
et LICENCE - CONCOURS SESAME  
■ SCIENCES PO PARIS / PROVINCE  
après BAC ou LICENCE  
■ GRANDES CONCOURS JURIDIQUES  
et ADMINISTRATIFS : en MAÎTRISE  
■ DROIT / SCIENCES ÉCO. / GESTION  
Soutien méthodologique universitaire  
■ ENTRÉE en INSTC - DECF  
de l'Expertise Comptable  
**ISTH LA CONFIANCE**  
**LA PERFORMANCE**  
DEPUIS 1954 01 42 24 10 72  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ  
3515 ISTH - ES - 433 F. - 91



سجل من السجل

## Le FN fonde sa campagne à Vitrolles sur la priorité aux « familles françaises »

L'épouse de Bruno Mégret a présenté sa liste

CATHERINE MÉGRET a rendu public, samedi 18 janvier, la liste qu'elle conduit aux élections municipales partielles provoquées à Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône, le 2 février, par l'annulation du scrutin de juin 1995. Réunis dans un grand hôtel de la zone aéroportuaire, trois cents militants et élus municipaux Front national des Bouches-du-Rhône ont entendu des exposés thématiques présentant l'action que la candidate compte mener en compagnie de son mari, Bruno Mégret, « le patron », selon le numéro deux de la liste, Hubert Fayard.

La liste Allez Vitrolles est composée d'un mélange de membres de l'équipe nationale de M. Mégret et de responsables du cru. Trente-neuf candidats, « une famille où chacun est différent et proche à la fois », parmi lesquels « dix mères de famille, sept anciens membres du RPR », dont le directeur de cabinet du maire de Marignane, « deux anciens membres de l'UDF, neuf rapatriés, deux ouvriers », des commerçants et artisans, des cadres et des chefs d'entreprise.

Dans Allez Vitrolles, journal local du Front national, elle s'appelle Annick, se dit sans emploi et habite le quartier du Jourat. Elle déclare, au milieu d'autres témoignages de « Vitrollois » : « C'est vrai, aux dernières élections, j'ai eu peur (...), mais maintenant je vois que ça se passe bien à Marignane et je vois comment c'est ici (...). Je vais voter pour la liste Mégret. » Mais voilà, la photo qui illustre le texte ne laisse pas de doute : Annick est en fait Sabine, une des secrétaires du Front national. Elle travaille au siège du parti, à Saint-Cloud, dans les Hauts-de-Seine.

**HOMMES DE CONFIANCE**  
La « haute » de la liste fait la part belle à de récents, et même très récents, Vitrollois. Certains, comme Albert Motte ou André Agostini, ne sont pas inscrits sur les listes électorales de Vitrolles, et l'on ignore s'ils y acquiescent une contribution directe (le code électoral impose de remplir une de ces deux conditions pour pouvoir être candidat aux élections municipales dans une commune).

Le souci du couple Mégret semble avoir été de s'écarter d'hommes de confiance. M. Fayard est devenu le bras droit de M. Mégret depuis son « parachutage »

d'Auvergne, où il est conseiller régional, juste avant les élections de juin 1995. C'est sur lui que le délégué général compte pour faire tourner la machine en son absence. Les finances devaient être confiées à un autre permanent du parti d'extrême droite, André Nouar, chargé de mission du groupe au conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur et l'un de ceux qui rédigent les argumentaires du parti au sein de la délégation générale. La culture reviendrait à Gauthier Guillet, un Parisien membre de la cellule « idées » du Front national et qui s'est présenté dans Allez Vitrolles / ou dans les tracts comme membre du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, affirmation démentie le 10 janvier par le président de la fédération des Bouches-du-Rhône de ce mouvement.

Les supposés futurs adjoints ont présenté leur programme sous les chapitres suivants : réduire la délinquance, la fraternité pour les Français, assurer l'avenir de nos enfants, des emplois pour les Vitrollois et, bien sûr, « abaisser les impôts ». Annonçant, par exemple, onze mesures contre l'insécurité, le colonel Castillon, « dix-huit ans dans les renseignements français », a proposé une hausse du budget consacré à ce domaine, le doublement des effectifs de la police municipale et la création d'un « service municipal de protection des Vitrollois ». Josette Clément, responsable de Fraternité française, l'organisation caritative créée par le Front national, a promis le développement des crèches, des centres aérés, des aides sociales « pour les familles vitrolloises françaises » et de favoriser l'accession de ces mêmes familles à la propriété.

Au terme de cet après-midi, le Front national a annoncé que Fraternité française organisera mardi soir une grande distribution de colis aux nécessiteux de la ville. Cette initiative improvisée semble être une riposte à la soirée de prière organisée par les quatre responsables des communautés religieuses au même moment (Le Monde du 15 janvier). Elle aura lieu à quelques dizaines de mètres de la cérémonie puisque le local du Front national est installé dans la même rue que le temple protestant où les prières doivent se dérouler.

Christiane Chombeau et Michel Samson

## M. Le Pen prône la préférence « familiale et nationale »

**POUR LE FRONT NATIONAL**, il y a deux catégories de Français : les bons, les vrais, qui peuvent se prévaloir d'un père ou d'une mère français, et ceux que Jean-Marie Le Pen appelle les « Français de papier », qui le sont devenus par naturalisation, dont il promet de revoir le statut s'il accède au pouvoir et auxquels il dénie le droit de critique.

Invité, dimanche 19 janvier, à la Fête de la famille organisée à Paris par le Cercle national des femmes d'Europe, le président du parti d'extrême droite s'en est pris à l'écrivain Marek Halter, « naturalisé en 1994 », et au président de SOS-Racisme, Frédéric Sylva, « naturalisé en 1992 », qui « viennent donner aux Français des leçons de comportement politique et civique ».

M. Le Pen l'a martelé : « La préférence familiale avec la préférence nationale sont fondamentalement une seule et même politique, deux réalités sociales inséparables. » A ses yeux, il n'y a plus de vraie politique familiale « depuis 1946 », et « la V<sup>e</sup> République, sous la pression mondialiste, a substitué à la politique familiale une politique d'immigration ». Pis, on a assisté « à un complot révolutionnaire et subversif » contre la famille.

« Lieu de transmission de l'identité du peuple français », la famille occupe une place centrale dans les préoccupations du Front national. « La politique familiale est un des

pilliers de la volonté que nous avons de reconstruire notre pays », a déclaré M. Le Pen à ses militants, avant de rappeler que son parti défend la famille traditionnelle et pousse les femmes à retourner à la maison en proposant de créer un revenu parental égal au Smic et donnant droit à la retraite.

« Nous estimons que la naissance et l'éducation des enfants est la tâche primordiale et doit passer avant toutes les autres », a expliqué M. Le Pen. Il a rappelé, aussi, sa volonté de revenir sur le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse et de s'opposer à celle-ci que pour de rares cas thérapeutiques.

**AIDE « MODULÉE »**  
Oubliant le vernis social dont son parti veut se recouvrir depuis quelque temps, M. Le Pen s'en est pris au président de la République et à son premier ministre, qui transforment « la politique familiale en politique sociale ». Le Front national refuse, en effet, de concevoir une politique familiale qui serait une aide aux foyers les plus démunis. Elle doit, au contraire, bénéficier à toutes les familles « et être modulée selon le nombre d'enfants ». Enfin, M. Le Pen prône un « vote familial », grâce auquel les pères voteraient pour leurs fils mineurs et les mères pour les filles.

Ch. Ch.

## M. Jospin invite les jeunes socialistes d'Europe à « définir un projet social-démocrate »

Deux cent cinquante congressistes se sont réunis à Strasbourg pendant trois jours

L'Organisation des jeunes socialistes européens (Ecosy), fondée en novembre 1992 à La Haye, a tenu son troisième congrès à Strasbourg du jeu-

di 16 au dimanche 19 janvier. Les jeunes socialistes européens ont élu un nouveau président, pour deux ans, l'Autrichien Andreas Schieder, et

un nouveau secrétaire général, l'Espagnol Pao Solemilla. Ils ont par ailleurs repris les conditions du PS français pour la monnaie unique.

**STRASBOURG**  
de notre correspondant régional  
« Aidez-nous à définir un projet social-démocrate européen », a lancé Lionel Jospin, samedi 18 janvier, aux jeunes socialistes européens qui tenaient leur congrès dans la capitale alsacienne. Bien que « les couches populaires ne trouvent pas leur compte dans l'Europe telle qu'elle se développe », le premier secrétaire du PS a invité les deux cent cinquante congressistes venus des États membres de l'Union à « poursuivre l'aventure européenne ».

Les jeunes socialistes européens s'y sont employés pendant les trois jours de travaux qu'ils ont consacrés au chantier de la construction communautaire. Ainsi, pour le Néerlandais Thomas Windmuller, président sortant d'Ecosy (European Community Organisation of Socialist Youth), « il faut aller au-delà des critères économiques définis par Maastricht et créer, enfin, une véritable Europe politique avec un prolongement social digne de ce

nom ». Les textes adoptés par le congrès de Strasbourg précisent qu'il faut introduire de « la flexibilité dans la lecture des critères de convergence de l'Union économique et monétaire » et repenser à leur compte les quatre conditions fixées par le Parti socialiste français pour la mise en œuvre de la monnaie unique. Faisant appel à une même logique, ils confirment leur attachement à

l'introduction de clauses sociales dans les dispositions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour mieux encadrer les échanges internationaux.

Snucieux de ne pas laisser des pays européens sur le bord de la route, Ecosy appelle de ses vœux un budget communautaire susceptible de venir en aide aux nations en retard de développement. Pour trou-

ver les ressources nécessaires, l'organisation préconise un impôt européen sur le revenu du capital afin d'assurer une meilleure redistribution de la richesse de l'Union européenne.

### FÉDÉRALISME

La constitution d'un Etat fédéral européen a aussi été évoquée. Mais, comme dit le Français Philippe Cordery, secrétaire général sortant d'Ecosy, « le mot « fédéralisme » fait peur, alors il faut le mettre dans la tête des militants à petites doses jusqu'à ce qu'ils s'habituent ».

Se voulant sans ambiguïté à gauche, les jeunes socialistes ont demandé avec force aux parlementaires européens socialistes de mettre un terme à leur « consensus permanent » avec les démocrates-chrétiens. « Il faut rétablir les vrais dialogues et revenir à la confrontation des idées », estime M. Cordery. Ils ont aussi plaidé pour la semaine de quatre jours.

Marcel Scotto

### Offre Publique d'Achat

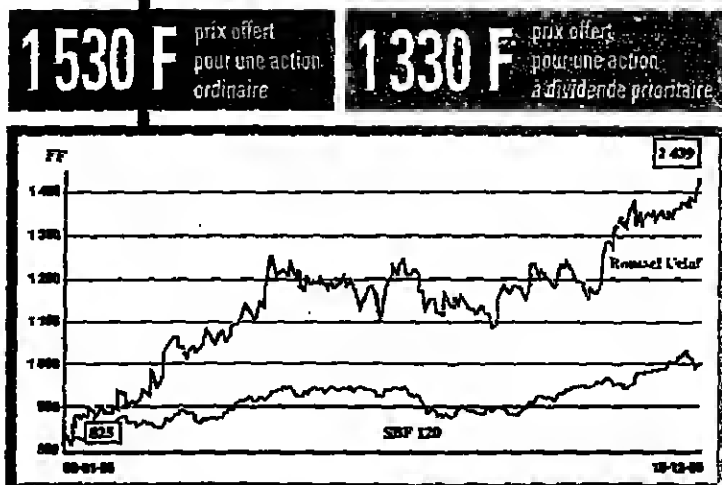
**+85 %**  
Par rapport au 2 janvier 1996

Actionnaires de Roussel Uclaf,  
il vous reste

**+172 %**  
Par rapport au prix de l'O.P.V. du 12 juillet 1993 (569 F)

**4 jours**

pour réaliser  
votre plus-value



Dans l'hypothèse où elle descendrait à l'issue de l'Offre Publique d'Achat au moins 95 % des droits de vote, Société Française Hoechst n'intentionne pas déposer, dès la clôture de l'offre, un projet d'Offre Publique de Retrait suivie d'un Retrait Obligatoire au même prix que l'Offre Publique d'Achat.

ROUSSEL UCLAF

Hoechst  
Société Française Hoechst

Une note d'information (voir CDR n° 96-634 du 18/12/96) est tenue sans frais à la disposition du public au siège social de Société Française Hoechst - Tour Roussel Uclaf - 1, Terrasse Balzac - 92010 Paris La Defense Cedex; de Roussel Uclaf - Service investisseurs - 182, route de Boisy - 92825 Boissy-lez-Daumesnil Cedex; de Luxor France et Cie - 121, boulevard Haussmann - 75008 Paris et chez les intermédiaires financiers.

N° Vert 0800 804 805  
APPEL GRATUIT



## Les PME demandent au gouvernement plus de flexibilité et moins de formalités

Des fonds de placement financeront les entreprises innovantes

La conférence annuelle des petites et moyennes entreprises (PME) s'est réunie pour la première fois, lundi 20 janvier, à l'hôtel Matignon. Elle fait

le bilan d'un an de politique en faveur des petites entreprises. Le premier ministre devait annoncer la poursuite de la simplification adminis-

trative, notamment en matière de feuille de paie, et la création de fonds de placement destinés à soutenir les entreprises innovantes.

ENTOURÉ de six membres de son gouvernement, Alain Juppé a réuni, lundi 20 janvier, à l'hôtel Matignon, la première conférence annuelle des petites et moyennes entreprises afin de faire le bilan du plan PME arrêté le 27 novembre 1995. Le premier ministre devait répéter aux PME qu'elles ont bénéficié en quatorze mois de 50 milliards de francs de baisses de charges diverses et qu'il est temps d'embaucher.

Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, a beau jeu de faire valoir que le budget de l'Etat consacrera, en 1997, 81,5 milliards de francs à leur développement, soit une hausse de plus de 20 % par rapport à 1996. Il rappellera que, en un peu plus d'un an, six lois, dix décrets, huit rapports parlementaires et trois projets de loi ont

permis de réaliser « 80 % ou 90 % » des trente-quatre mesures concrètes promises à Bordeaux.

### ENSEMBLE DISPARATE

Cet ensemble disparate fait valoir la déclaration unique d'embauche, qui regroupe en un seul formulaire les oozes requis, et la création de la banque de développement des PME (BDPME). Les intéressés ont été sensibles au meilleur contrôle du développement des grandes surfaces et des pratiques anticoncurrentielles.

Le point-phare du plan PME est la réduction de l'impôt sur les sociétés de 33,33 % à 19 % pour les bénéfices réinvestis, mais les petits patrons ne boudent pas le fait qu'ils n'ont plus à apporter leur habitation principale en caution d'un prêt.

D'ores et déjà, les représentants du monde patronal ont accusé réception. Jean Gandois, président du CNPF, et Lucien Rebuffel, président de la CGPME, ont appelé les entreprises à faire un geste en faveur de l'emploi, notamment pour les jeunes, mais ils ne tiennent pas quitte pour autant le gouvernement : ils demandent, tous deux, une flexibilité accrue en matière de législation du travail, par exemple dans le domaine de l'application des seules sociales qui font obligation aux entreprises dépassant dix ou cinquante salariés de se doter d'une représentation du personnel.

M. Gandois demande un moratoire de deux ans et une forfaitisation des charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés. M. Rebuffel, lui, parle d'un

moratoire de deux ans pour les sociétés de moins de cent salariés, de l'emploi du chèque-service et de l'extension de la pratique des contrats de chantier. Tous deux rappellent qu'il faut accélérer le pas en matière de simplification administrative.

La conférence devait annoncer la mise en place d'un observatoire des entreprises en difficulté et la rédaction d'un projet de loi destiné à simplifier et à clarifier le code des marchés publics. Le gouvernement souhaite diviser par deux le nombre des lignes sur la feuille de paie. Enfin, un décret créera des fonds communs de placement dans l'innovation : cette mesure pourrait mobiliser 500 millions de francs en 1998.

Alain Faujas

## Christine Boutin face aux « anars » de la CNT

LE PUBLIC EST EN NOIR, vendredi 17 janvier, comme les magistrats de la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris. Venus en force, les Amis du chat noir « turbulent » et la Congrégation des nonnes tulipines se serrent sur les bancs. Parmi eux sans doute, les rédacteurs anonymes d'un article publié en avril 1996 dans *Combat syndicaliste*, mensuel de la Confédération nationale du travail (CNT).

Christine Boutin, député (UDF-FD) des Yvelines, vient de déposer un amendement prévoyant d'autoriser les associations anti-avortement à se porter partie civile en cas de « provocation ». « La bête noire et brune relève la tête », dit le titre de l'article et, en intertère, en caractères gras : « La maréchale Boutin à Vichy-sur-Yvelines ». S'estimant diffamée, le député réclame 60 000 francs de dommages et intérêts.

A la barre, soixante-deux ans et costume sage, Yves Peyraud, directeur de la publication, reconnaît que « l'humour est un peu laid ». Il rappelle que les anarchistes ont participé à la création du Mouvement français pour le planning familial et explique que chacun doit pouvoir vivre librement sa relation amoureuse. « Pourquoi M<sup>me</sup> Boutin est-elle la cible de cette polémique ? », lui demande le président du tribunal. Réponse : « Nous l'avons choisie comme tête de Turc parce que, avant d'être députée, elle se situait dans le droit fil du catholicisme intégriste et revanchard ».

L'article évoque, en effet, ceux « qui aujourd'hui (le pape a promu cette idée) portent de "génocides d'embryons" pour pouvoir banaliser l'extermination dans les camps nazis ».

Le procureur jette un œil sur la salle noire de monde. « Vous avez bien fait d'amener vos troupes avec vous car elles n'ont pas l'habitude

de la justice », lance-t-il. « Personne ne discute le droit de critique et de polémique, explique le représentant du ministère public, très pédagogique, mais là où vous avez franchi les bornes, c'est quand vous êtes passés de Vichy ou nazisme ».

L'avocat du député, M<sup>re</sup> Beauquier, n'en revient pas : « L'UDF, peut-être que pour les anarcho-sindicalistes c'est l'extrême droite, mais pour les Français, c'est plutôt le centre, et ça n'a rien à voir avec les nazis ! » « Je ne pense pas que la CNT cherche particulièrement la bienséance », répond, M<sup>re</sup> Henri Leclerc, qui défend la CNT, mais si vous émusculiez l'expression politique ou point de ne plus pouvoir laisser attaquer un parlementaire qui prend toutes ses responsabilités, alors, nous ferons de la politique de vœux ! » Jugement le 14 février.

Ariane Chemin

## Le comité national du PCF : débat de sa stratégie électorale

LUNDI 20 JANVIER se réunit pour la première fois, place du Colonel-Fabien à Paris, le comité national élu par le vingt-neuvième congrès du Parti communiste. La réunion est d'importance, selon la direction, puisqu'elle doit tracer la « ligne » à suivre pour l'année 1997. Dans l'ordre, définir les « grandes initiatives » du parti (une rencontre entre les différentes formations sur le contenu d'une politique de gauche est prévue au printemps) ; s'ancrer davantage dans la société (Robert Hue publie chez Stock, en février, une *Lettre à mes enfants* et à leurs amis, consacrée à la jeunesse) ; surtout, « mettre le parti en ordre de bataille » pour les élections législatives de 1998.

Cette tâche se révèle la plus difficile. Le parti reste fidèle à sa tradition et présentera des candidats partout, au premier tour, même s'il envisage désormais, dans quelques cas, une candidature unique de la gauche dans les circonscriptions où le Front national est en position de l'emporter.

PARADOXES. M. Hue devra expliquer, en revanche, aux membres du comité comment il a pu faire approuver au congrès la « vocation du PCF à gouverner » avec les socialistes, alors que ces derniers viennent d'expliquer, par la voix de Lionel Jospin, que la construction européenne et la monnaie unique « ne peuvent pas être un objet de débat, en tout cas pas [un objet] d'accord » (Le Monde du 18 janvier).

Ce n'est pas le « contrat d'orientation », proposé par M. Jospin « aux forces de gauche et aux écologistes », qui pose problème au secrétaire national du PCF. Au congrès, M. Hue avait évoqué le premier une « base d'engagements communs » entre les partis de gauche ; nul doute, d'ailleurs, que M. Jospin et M. Hue se soient discrètement concertés sur le sujet.

En revanche, la mise en garde de Lionel Jospin sur l'Europe intervient après que le secrétaire national a lancé avec Jean-Pierre Chevènement, le 7 janvier, une campagne commune pour le réfé-

rendum sur le passage à la monnaie unique. Le calendrier en a été fixé, dimanche, par le Mouvement des citoyens (MDC) : le meeting national commun entre les deux formations devrait être organisé le 19 février. Or, si M. Chevènement affirme, le 20 janvier, dans une interview au quotidien *Sud-Ouest*, que « le pouvoir pour le pouvoir n'a pas de sens », M. Hue n'a pas réagi, lui, aux mises en garde du premier secrétaire du PS.

Le comité national devrait enfin

### Pour ou contre la retraite à cinquante-cinq ans ?

La PCF est-il pour ou contre la retraite à cinquante-cinq ans ? Mardi 14 janvier, l'humanité traitait de « une » : « Retraite à cinquante-cinq ans, une idée jeune », rappelant la proposition de loi-cadre de la CGT. Dans un éditorial, Arnaud Spire expliquait pourquoi il s'agissait d'une « idée d'avenir ».

Le lendemain, Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, expliquait que « les communistes n'ont pas dit qu'ils étaient tout de go pour la retraite à cinquante-cinq ans », et que, s'ils l'envisageaient depuis longtemps pour les femmes et les personnes exerçant des métiers pénibles, il s'agissait toujours opposé à sa généralisation.

Elle, lundi après-midi, le nouveau secrétaire national du parti. La place du Colonel-Fabien vante une nouvelle organisation du travail, « décloisonnée » (sept secrétaires, neuf nouveaux départements). Les principaux perdants de ce jeu de chaises musicales seraient Alain Bocquet et Maxime Gremetz. Le député du Nord perd le contrôle des cadres, tandis que le député de la Somme, qui avait pris la tête de l'opposition à M. Hue lors du vingt-neuvième congrès, est déchargé de ses responsabilités sur l'emploi.

Ariane Chemin

## La gauche perd la mairie de l'Isle-d'Abeau (Isère)

ALAIN ROSSOT (divers droite), maire de l'Isle-d'Abeau (Isère) jusqu'en juin 1995, s'apprête à retrouver son siège. Il a bénéficié de la division des partis de gauche, qui ne sont pas parvenus à constituer, au second tour, une liste commune autour du premier tour par Jean-Bernard Cavallé (PRS) prônait ainsi l'abstention au second tour. M. Rossot, qui fut conseiller général du canton de l'Isle-d'Abeau de 1988 à 1994, avait été élu initialement avec l'étiquette socialiste. En 1992, il avait rejoint la majorité départementale d'Alain Carignon (RPR). Il avait été battu lors du dernier renouvellement cantonal par un élu socialiste. Cette élection municipale partielle faisait suite à une annulation du Conseil d'Etat, à la suite d'un recours déposé par M. Rossot.

### Résultats du second tour à l'Isle-d'Abeau :

L. 4 259 ; V. 2 357 ; A. 44,65 % ; E. 2 239. Liste d'Alain Rossot (div. d.), 1 042 (46,53 %) ; 25 élus ; liste d'union de la gauche de Joël Grisolle (div. g.), 989 (44,17 %) ; 7 élus ; liste de Michel Jayr (FN), 208 (9,28 %) ; 1 élu.

[12 janvier 1997 : L. 4 259 ; V. 2 177 ; A. 48,88 % ; E. 2 112 ; liste d'Alain Rossot (div. d.), 803 (38,02 %) ; liste d'union de la gauche de Joël Grisolle (div. g.), 739 (34,99 %) ; liste de Michel Jayr (FN), 227 (10,74 %) ; liste de Jean-Bernard Cavallé (PRS), 162 (7,67 %) ; liste de Guy Mala-Perrera (UDF), 122 (5,77 %) ; liste de Miroslav Sebesta (div. g.), 99 (4,79 %).

18 juin 1995 : L. 4 133 ; V. 2 595 ; A. 37,21 % ; E. 2 516 ; liste de Joël Grisolle (div. g.), 1 127 (44,79 %) ; 22 élus ; liste d'Alain Rossot (div. d.), 1 119 (44,47 %) ; 7 élus ; liste de Christian Leconte (UDF), 270 (10,73 %) ; 1 élu.]

## Deux élections cantonales partielles

### AUDE

Canton de Belcaire (premier tour).

L. 1 861 ; V. 1 330 ; A. 28,53 % ; E. 1 292. Guy Bayle, PS, 609 (47,13 %) ; Jean-Louis Siffre, RPR, 524 (40,55 %) ; Roger Toustou, div., 84 (6,50 %) ; Jean-Yves Le Goff, PCF, 37 (2,86 %) ; Jean-Pierre Cordier, FN, 28 (2,16 %) ; Yves Martre, div. d., 10 (0,77 %)... BALLETTAGE.

[Le candidat socialiste Guy Bayle arrive largement en tête dans le premier tour de cette élection destinée à pourvoir au remplacement de Henri Peloty (RPR), décédé en novembre 1996. M. Bayle, conseiller général de 1976 à 1982, devance de près de sept points Jean-Louis Siffre (RPR), qui entend reprendre le siège déchu de 1982 à 1996 par M. Peloty.]

20 mars 1994 : L. 1 856 ; V. 1 426 ; A. 23,16 % ; E. 1 367 ; Henri Peloty, RPR, 791 (37,36 %) ; Geneviève Clair, PS, 423 (20,94 %) ; Auguste Herten, PCF, 123 (6,99 %) ; Louis Breton, FN, 30 (2,19 %).

### LOIRET

Canton de Fleury-lès-Aubrais (premier tour).

L. 14 077 ; V. 5 274 ; A. 62,53 % ; E. 5 194. Pierre Bauchet, UDF-FD, m. de Fleury-lès-Aubrais, 2 205 (42,45 %) ; Alain Romero, PC, 1 404 (27,03 %) ; François Rouet, PS, 738 (14,20 %) ; Amélie Guillemot, FN, 491 (9,45 %) ; Denis Bouchardon, Verts, 356 (6,85 %)... BALLETTAGE.

[Il s'agit de trouver un successeur à André Chêne, figure du parti communiste local, ancien maire de Fleury-lès-Aubrais, conseiller général durant vingt-neuf ans, récemment décédé. A l'issue du premier tour, Pierre Bauchet (UDF-FD), qui avait déjà ravi, à la surprise générale, la mairie de Fleury en juin 1995, avant de confirmer son élection le 24 novembre 1996, devance largement Alain Romero (PCF), le dauphin d'André Chêne.]

22 mars 1992 : L. 13 169 ; V. 9 234 ; A. 29,88 % ; E. 8 785 ; André Chêne, PCF, 3 601 (40,98 %) ; Pierre Bauchet, UDF-CDS, 2 279 (25,93 %) ; Marc Lavand, Verts, 1 144 (13,02 %) ; Jacques Rous, FN, 918 (10,05 %) ; Pierre Sireygeol, PS, 848 (9,59 %).

### DÉPÊCHES

■ CDDT : le congrès de l'union départementale CDDT du Val-de-Marne s'est achevé, samedi 18 janvier, sur une défaite pour l'équipe dirigeante en place, qui était proche de Tous ensemble, l'association qui regroupe, au sein de la CDDT, les opposants à la politique suivie par Nicole Notat (Le Monde du 18 janvier). La résolution d'orientation, présentée par les opposants à l'équipe sortante, a recueilli 63 % des suffrages et Philippe Boroukhoff, secrétaire de la fédération des FTT, a été élu secrétaire général de l'union départementale.

■ RETRAITE : Jean Gandois, président du CNPF, dit « non à la retraite à cinquante-cinq ans », estimant qu'il s'agit d'un « faux problème ». Pour M. Gandois, qui s'exprimait au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 19 janvier, la situation démographique conduirait à reculer l'âge de la retraite « au moins de deux ou trois ans » d'ici dix ou quinze ans, pour obtenir une retraite à taux plein.

■ PÉRIQUEUX : Xavier Darcos a été élu, dimanche 19 janvier, maire de Périgueux, en remplacement d'Yves Guéna, nommé au Conseil constitutionnel. Ancien adjoint à la culture à la mairie de Périgueux et inspecteur général de l'éducation nationale, M. Darcos est conseiller auprès du premier ministre pour les questions d'éducation, après avoir été directeur du cabinet de François Bayrou dans le gouvernement d'Edouard Balladur. Il n'est membre d'aucune formation de la majorité. — (Corresp.)

■ INCIDENTS : des manifestations organisées contre le Front national à l'occasion de deux congrès départementaux ont réuni, dimanche 19 janvier, 200 personnes à Nancy (Meurthe-et-Moselle), et 400 personnes à Besançon (Doubs). Dans cette ville, les manifestants ont jeté des boules et brisé une porte et une baie vitrée de l'hôtel où s'étaient réunis les congressistes. Les manifestants s'étaient réunis vers 14 heures dans le centre de Besançon, à l'appel d'une vingtaine d'associations, dont les Verts, le MRAP, Ras l'front, la Udra, Sorcières sans frontières, des syndicats d'artistes, la FSU, SUD-PTT et SUD-Education, l'UNEF, l'UNEF-ID.

■ ÉLECTIONS : opposé à une éventuelle candidature de Bernard Kouchner à Metz, le secrétaire fédéral du Parti socialiste Jean-Marc Todeschini s'est déclaré, lundi 20 janvier dans le *Républicain lorrain*, totalement opposé à un parachutage de Bernard Kouchner (PS) dans la circonscription de Metz 1 pour les prochaines élections législatives. Metz : « ne sera pas Gardanne-sur-Moselle », a-t-il déclaré.

## Législatives 1998 : le MDC aura son « propre programme si aucun accord n'est possible » avec le PS

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, PRÉSIDENT DU MOUVEMENT DES CITOYENS (MDC), a affirmé, lundi 20 janvier, dans un entretien à *Sud-Ouest*, que « si aucun accord politique n'est possible entre le PS et le MDC, chacun ira à l'élection avec son propre programme ». « Pour ce qui me concerne, je ne soutiendrai pas, et à plus forte raison, je ne participerai pas à un gouvernement qui n'inverserait pas la logique actuelle de la monnaie unique et qui ne ferait pas de la lutte contre le chômage et pour la République ses priorités », a-t-il ajouté. M. Chevènement a par ailleurs indiqué, dans le même entretien, que « Charles Hernu était peut-être quelquefois léger ». « Si tous les hommes politiques qui entretiennent des relations avec des diplomates étrangers étaient des espions, le renouvellement de nos élites politiques serait assuré », a commenté l'ancien ministre de la défense à propos du passé de son ancien collègue, accusé d'espionnage par l'hebdomadaire *L'Express*.

À 7H30

Ecoutez Europe 2  
et gagnez  
votre projection  
privée  
du film "LA RANÇON"

MEL GIBSON

LA RANÇON

Europe 2

10 ANS DU MEILLEUR DE LA MUSIQUE



سنة من العمل

à gauche perd la mairie  
de l'Isle-d'Abeau (Isère)

Deux élections ont eu lieu partiellement

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 21 JANVIER 1997

**TOXICOMANIE** L'Observatoire géopolitique des drogues vient d'achever une étude, la première du genre, sur le marché européen de la cocaïne. L'OGD estime à une centaine

de tonnes la consommation annuelle en Europe. Dans chacun des grands pays européens, « 350 000 à 500 000 » personnes auraient au moins une fois consommé de cette

drogue. ● EN ÉTUDIANT un groupe de 447 cocaïnomanes, l'OGD distingue plusieurs catégories de consommateurs : de ceux qui appartiennent aux professions libérales, aux milieux ar-

tistiques ou de la communication, à ceux qui, marginalisés, sont « accros » au crack. ● EN FRANCE, les saisies n'ont cessé d'augmenter depuis dix ans, et plus d'un millier d'usagers de

cocaïne sont interpellés chaque année. L'Office pour la répression du trafic de stupéfiants souligne néanmoins « la relative difficulté à pénétrer [ce] marché très fermé ».

# 350 000 personnes auraient consommé de la cocaïne en France

Pour la première fois, l'Observatoire géopolitique des drogues a étudié le marché européen de ce stupéfiant, dont l'usage est quasiment invisible. Les cocaïnomanes semblent moins nombreux dans l'Hexagone qu'en Espagne ou en Grande-Bretagne

LE MARCHÉ de la cocaïne en Europe pose une énigme aux responsables des politiques de lutte contre la toxicomanie. Massivement présente sur le Vieux Continent - à constater la croissance des tonnages saisis au fil des années -, cette drogue est caractérisée par une consommation quasiment invisible, et ses usagers échappent - contrairement aux héroïnomanes - aux statistiques de la répression.

Fruit de dix-huit mois d'enquêtes dans les pays de l'Union européenne, un rapport de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD, organe de recherches indépendant) fournit de premiers éléments de connaissance aux organismes officiels qui l'ont commandé : la mission interminis-

térielle de lutte contre les drogues et les toxicomanies (MILDT, France), l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies (OEDT, l'agence communautaire installée à Lisbonne) ainsi que son antenne française, l'Observatoire français des drogues et toxicomanies.

« BUT FINAL VISÉ »

Avec près de 250 000 hectares de cocaiers cultivés aujourd'hui dans le monde, la production annuelle de cocaïne est estimée entre 1 100 et 1 300 tonnes. Bon an, mal an, à l'échelle mondiale, les services répressifs saisissent un quart de cette quantité, produite principalement en Amérique latine. Les saisies aux frontières extérieures de l'Union européenne sont en hausse

constante depuis une décennie : +300 % entre 1988 et 1992. Dans l'ensemble des pays membres, 29 tonnes ont été saisies en 1994.

« Où va la cocaïne en Europe ? », interroge, dans son titre, le rapport de l'OGD. Le continent serait-il un simple lieu de stockage de cette drogue, avant réexpédition vers d'autres horizons, comme cela est parfois avancé ? Se fondant principalement sur les statistiques relatives aux moyens de transport utilisés - la multiplication des saisies terrestres ou aériennes de quelques kilos, notamment -, l'OGD est persuadé du contraire. « Le but final visé est bien notre continent », écrit-il.

Aux États-Unis, où la cocaïne est une obsession pour les autorités fédérales, les études sérieuses sur

la consommation de cette drogue « dure » sont légion. L'une d'elles estime le volume global de consommation annuelle américaine à quelque 300 tonnes. Rien de tel en Europe, où les travaux de recherches fiables sur la cocaïne sont rarissimes. Réalisées en Grande-Bretagne ou en Allemagne, en Catalogne ou à Amsterdam, les études existantes s'accroissent sur une proportion de personnes ayant consommé au moins une fois de la cocaïne qui irait, selon les études et les régions, de 0,6 % à 2,7 % de la population adulte globale. Dans certaines grandes villes espagnoles (Barcelone, Madrid, Valence), britanniques (Londres, Liverpool, Manchester), allemandes (Frankfurt, Stuttgart), italiennes (Milan, Turin,

Rome), néerlandaise (Amsterdam) ou belge (Anvers), ce taux de prévalence « dépasse la barre de 1 %, voire des 2 % de la population », note l'OGD.

POPULATION « VIEILLISSANTE »

Il y aurait donc dans chacun des cinq « grands » pays européens (Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie) « une population accumulée de l'ordre de 350 000 à 500 000 consommateurs » de cocaïne. Des disparités existent toutefois, selon le rapport : « L'Espagne et la Grande-Bretagne, suivies de l'Italie, consomment plus, l'Allemagne et la France semblant consommer un peu moins. » Au total, « dans l'espace de l'Union européenne, en faisant abstraction des pays scandinaves, la consommation

annuelle se situerait autour de 100 tonnes ». Cependant, la population de consommateurs européens, qualifiée de « vieillissante » par l'OGD, connaîtrait une tendance au déclin.

Quelle que soit leur importance, les saisies n'ont eu aucune influence sur les prix de vente au détail. Dans les rues de Turin, après une saisie de 5 tonnes, ou de Los Angeles, après une interception de 20 tonnes, les prix de la cocaïne n'ont pas bougé d'un iota. En Europe, dans les années 90, les prix ont même baissé (souvent de moitié par rapport aux années 80), alors que, parallèlement et paradoxalement, la pureté de la cocaïne s'accroissait.

Erich Inciyan

## Des « huppés » de la Bourse aux « marginaux » du crack

PENDANT DIX-HUIT MOIS, les chercheurs de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) ont étudié un groupe de 447 cocaïnomanes constitué de manière empirique et sur le mode du bouche à oreille dans sept pays de l'Union européenne (Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas). Sur la base de cette approche pragmatique des intéressés, qui étaient de sexe masculin pour 80 % d'entre eux, le rapport de l'OGD distingue quatre catégories génériques d'usagers de la cocaïne.

Au sommet, les « huppés » se recrutent au sein des professions libérales, des artistes de haut niveau et des rentiers. Leur mode de consommation est, soit ponctuelle (le week-end), soit quasi quotidienne. Les fournisseurs sont considérés comme des « amis ». En Italie, la cocaïne serait « l'un des liens structurels unissant des membres de la pègre organisée à des consommateurs des milieux huppés ». Enquêtant dans le petit monde de la Bourse parisienne, les chercheurs de l'OGD ont ainsi interrogé un groupe de trois initiés. Ils achètent d'un coup entre 500 grammes et un kilo de cocaïne (65 000 francs le kilo) pour une consommation individuelle de

quelques dizaines de grammes par mois. Dans la nébuleuse des « branchés », qui gravitent dans le monde des médias, de la communication ou dans les milieux artistiques, l'usage de quelques grammes mensuels apparaît « dédramatisé » aux Pays-Bas et en Italie. Il est « clinique » en Grande-Bretagne (la consommation a lieu au sein d'un petit groupe de connaissances, réuni dans un lieu privé), ou « solitaire » en France (fêtes, week-end).

QUALITÉ, PRIX ET IMPUNITÉ VARIABLES

A l'intérieur du troisième groupe, celui du « marais », la population est socialement plus hétéroclite, mais souvent en contact avec des membres des groupes « précédents ». La consommation personnelle est rarement inférieure à 5 grammes par mois. Moins fortunés que les précédents, les membres du « marais » peuvent se transformer en trafiquants occasionnels. Dans les marges de ce troisième groupe, on trouve aussi des adhérents adeptes des soirées rave, et des adultes fréquentant certains clubs sportifs ou culturels, qui associent irrégulièrement la cocaïne à d'autres substances illicites.

Composant le dernier groupe, les « marginaux » se sont multipliés depuis l'apparition du crack, ce dérivé à bon marché de la cocaïne. En rupture d'activités sociales intégrées, ils font davantage penser aux héroïnomanes qui battent le pavé des grandes villes à la recherche d'une dose.

Autant dire que les inégalités sont flagrantes entre ces divers groupes. En haut de l'échelle sociale, on sniffie de la poudre très pure, fournie par des dealers de luxe (service à domicile, possibilité de tester la marchandise avant achat). En bas, les résidus du crack, réchauffés, font encore plus de dégâts quand - comme la pratique se répand - ils sont injectés. Acheteur en gros, les « huppés » paient le gramme de 50 à 100 francs, tandis que ceux du « marais » dépensent, au mieux, 500 francs pour un gramme de cocaïne à la pureté incertaine. Dernière inégalité, celle de l'impunité : les consommateurs de crack sont relativement plus souvent interpellés que les autres usagers de la cocaïne, généralement protégés des curiosités policières par une consommation opérée dans des endroits feutrés.

E. In.

## Forte hausse des saisies depuis dix ans

L'ENVOLÉE des saisies de cocaïne effectuées en France date du milieu des années 80 et correspond à la montée en puissance du trafic opéré par les cartels colombiens. Jusqu'en 1985, les quantités interceptées dans l'Hexagone étaient restées inférieures à 250 kilos, selon les statistiques de l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (l'Orctis centralise les données fournies par la police, la gendarmerie et la douane). Franchi pour la première fois en 1987, le seuil de la demi-tonne a ensuite été régulièrement dépassé.

En 1990, 1992 et 1993, les saisies annuelles se sont étagées de 1,6 à 1,8 tonne. Année record, 1994 a enregistré un pic à ce jour inégalé, soit totalisant un volume de 4,7 tonnes. Si les statistiques pour 1996 ne sont pas encore définitivement établies, leur niveau s'annonce d'ores et déjà supérieur à 1,7 tonne. Apparu à la fin des an-

nées 80 en France métropolitaine, le crack ne s'est pas massivement développé (8,6 kilos saisis en 1995).

Les conséquences de cette forte tendance à la hausse sur le niveau de la consommation de cocaïne en France sont cependant difficiles à interpréter. La progression est largement consécutive à d'importantes saisies réalisées dans les départements des Antilles-Guyane, sans que l'on sache si la cocaïne interceptée était destinée au marché nord-américain ou à la consommation en Europe.

MARCHÉ TRÈS FERMÉ

Dans l'Hexagone, le nombre d'interpellations des usagers de cocaïne en France est toutefois passé d'une moyenne annuelle de 350 cas, au début des années 80, à plus d'un millier depuis 1993 (1 374 interpellations en 1995, dont 527 usagers du crack). On reste très en deçà des interpellations d'usagers d'héroïne (17 356 en 1995).

Pour expliquer le chiffre très bas d'usagers de cocaïne interpellés, l'Orctis souligne notamment « la relative difficulté à pénétrer le marché très fermé des personnes faisant usage uniquement de cocaïne ». Les deux tiers des usagers de cocaïne ayant pu être interpellés par les services répressifs français sont « sans profession définie », ce qui donne à penser que les consommateurs plus fortunés passeraient à travers des mailles du filet. Offrant une plus grande visibilité, comparable à celle des héroïnomanes, les usagers de crack interpellés se caractérisent par leur forte précarité sociale, 85 % étant sans activité professionnelle et 57 % sans domicile fixe.

E. In.

## Un lot d'hormone de croissance non inactivée produit par Seroxo intrigue les enquêteurs

Il pourrait avoir été distribué durant l'été 1985 avec l'accord du ministère des affaires sociales

COMBIEN de flacons d'hormones de croissance ont-ils, en 1985, été mis en circulation en infraction aux dispositions prises par les autorités sanitaires pour prévenir les risques de transmission de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ?

L'instruction, conduite depuis 1991 par Marie-Odile Bertella-Geffroy, éclaire d'un jour nouveau la chronologie des décisions prises durant le printemps et l'été 1985 par les responsables médicaux et les autorités administratives, comme en témoignent les mises en examen pour empoisonnement et homicide involontaire prononcées à l'encontre de Henri Cerceau et Marc Mollet, anciens responsables de la Pharmacie centrale des hôpitaux de Paris (Le Monde du 17 janvier).

Cette instruction a notamment permis d'établir que des lots d'hormone avaient été fabriqués et distribués alors même qu'ils représentaient un risque infectieux potentiel et que les services du secrétariat d'État à la santé avaient pris des dispositions qui, croyaient-ils, interdisaient un tel usage. Un nouveau chapitre est aujourd'hui à ajouter à cette dramatique affaire : il concerne l'utilisation qui a pu être faite durant l'été 1985 de 4 000 doses d'hormone de croissance extractive fabriquées par la firme pharmaceutique Seroxo.

L'étonnant mélange des genres entre responsables scientifiques, médicaux, administratifs et industriels, qui caractérise cette affaire, a conduit M. Mollet, comme les professeurs Jean-Claude Job (président de France-Hypophyse) et Henri Cerceau, à être en relation étroite avec les firmes pharmaceutiques étrangères productrices

d'hormone de croissance extractive. C'est à ces firmes que les responsables français achetaient de quoi compenser ce que ne parvenait pas à produire l'Institut Pasteur.

Le document à cet égard le plus éclairant est une note, datée du 25 mai, adressée par Yves Coquin, membre de la « mission scientifique » de la direction de la pharmacie et du médicament, au professeur Jacques Dangoumau, alors directeur de ce service qui dépendait du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

CERTAINES SOUPLESSES

M. Coquin et M. Dangoumau se posent la question de savoir quelle attitude adopter, après la décision de la firme KabiVitrum de cesser toute commercialisation de son hormone extractive, vis-à-vis de

Seroxo, l'une des rares firmes à fabriquer ce produit. Évoquant la nécessité de demander à Seroxo de modifier son processus de fabrication pour rendre le produit plus sûr, M. Coquin souligne qu'il est « partisan d'une certaine souplesse dans la négociation ». « Compte-tenu de nos besoins, on risque (c'est à peu près certain) de manquer d'hormone naturelle et je serai gêné qu'un fiasco appelle à Seroxo pour boucher les trous après les avoir trouvés ailleurs », écrit M. Coquin.

Ce dernier « suggère » donc au professeur Dangoumau un plan qui consiste notamment à donner « oralement (le mot est souligné, NDLR) un accord à M. Mollet (qui serait d'accord) pour l'utilisation des 4 000 doses d'hormone Seroxo

commandées précédemment et actuellement en souffrance. Cela constitue pour nous un élément de pression dans la négociation sur l'aménagement du procédé de fabrication ».

M. Coquin détaille ensuite les deux autres points de son plan : tout d'abord saisir « officiellement » (le mot est souligné, NDLR) le Comité des spécialités vétérinaires pharmaceutiques de Bruxelles afin de connaître « la conduite qu'il préconise vis-à-vis de l'hormone de croissance naturelle et vis-à-vis de celle de Seroxo ». Ensuite, « formaliser par écrit (l'expression est soulignée, NDLR) aux trois fabricants (Institut Pasteur, Nordisk et Seroxo) notre « souhait » d'intégrer les deux étapes dans nous avons parlé dans le (s) procédé (s) de fabrication des hormones utilisées en France (...) ».

M. Coquin conclut ainsi sa note : « Seroxo est averti de notre démarche au CSP et il lui est fait comprendre clairement que la reprise d'importations par la Pharmacie centrale dépend de la bonne volonté de la firme. Je pense qu'on a tout à gagner à ne pas placer Seroxo (et peut-être nous mêmes par la même occasion) en mauvaise posture sur le plan international en l'excluant officiellement du marché français ».

AUCUNE TRACE DE DESTRUCTION

Comment comprendre que l'on ait pu, au ministère des affaires sociales, mettre au point un tel « plan » comportant l'usage de 4 000 doses d'une hormone fabriquée selon un procédé dont on savait que l'on allait au plus vite le modifier pour assurer une plus grande sécurité des jeunes malades ? Les responsables de la di-

rection de la pharmacie et du médicament de l'époque font aujourd'hui valoir que ce projet ne devait pas voir le jour dans la mesure où le professeur Dangoumau avait, dans une note datée du 10 juin, adressée à l'ensemble des acteurs, français et étrangers, du dispositif, demandé à ce qu'à l'avenir les hormones utilisées en France soient fabriquées avec un nouveau procédé de fabrication jugé plus sûr. Il est établi que ce ne fut pas le cas avec certains lots d'hormone issus de l'Institut Pasteur et conditionnés par la Pharmacie centrale des hôpitaux. Qu'en fut-il pour les hormones de l'industrie pharmaceutique ?

L'hypothèse, qui a longtemps prévalu dans les milieux spécialisés, est que les firmes pharmaceutiques concernées avaient d'elles-mêmes fait procéder au retrait des lots en circulation. Ce ne fut pas le cas pour ces 4 000 doses. « Celles-ci ont dû être vendues par notre maison-mère suisse à la Pharmacie centrale à la fin de 1984 ou au début de 1985, nous a déclaré Christian Chavy, aujourd'hui responsable de la filiale française de Seroxo. Les autorités de l'époque ne nous ont plus contactés à leur propos. Ensuite, dès qu'elles nous l'ont demandé, nous avons mis en œuvre les procédures complémentaires d'inactivation, ce qui nous a permis de reprendre les ventes vers le mois de novembre 1985. »

Et d'autres termes, soit les 4 000 doses de l'hormone Seroxo ont été détruites, soit elles ont été utilisées comme le projetait M. Coquin. Or, il n'existe apparemment aucune trace d'une telle destruction...

Jean-Yves Nau

### CORRESPONDANCE

## Une lettre du professeur Dangoumau

Après la publication, dans Le Monde du 11 janvier, d'un article intitulé « Le professeur Cerceau reconnaît la diffusion d'hormone de croissance naturelle après juin 1985 », le professeur Jacques Dangoumau nous a adressé la lettre suivante :

Dans un article publié dans votre numéro daté du 11 janvier, il est indiqué que j'aurais implicitement donné le feu vert pour que les hormones de croissance fabriquées avant juin 1985 continuent à être utilisées.

La réalité est différente puisque dans ma lettre du 10 juin 1985, qui n'est citée que partiellement dans

votre article, j'indiquais effectivement que « ces mesures conservatoires justifient néanmoins que soient désormais utilisées sur le territoire national des hormones qui offrent des garanties renforcées et uniformisées vis-à-vis du risque de transmission d'éventuels prions. A cet égard, (...) les hormones utilisées devant être soumises aux deux procédures d'inactivation-purification que constituent le passage sur colonne de cancanavine A et le traitement par une solution d'urée fortement molaire ».

Cela impliquait à l'évidence que les lots fabriqués auparavant et autrement ne soient plus utilisés.

**REUSSIR**  
les  
**ADMISSIONS PARALLÈLES**  
• Sur DEUG, DUT, BTS  
Ecoles de commerce "Trempin"  
"Profils", "Passarelle" ...  
• En année de Licence  
HEC-ESCP-ESC  
SCIENCES-PO  
JOURNALISME (CFJ, ESJ, CELSA...) DECF  
• En année de Maîtrise  
ESSEC  
EFB-CHIFFA  
**IPESUP**  
18 rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris  
01 43 25 63 30 3615 IPESUP  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRÊTÉ (22/01/94)



## Les sans-papiers veulent fédérer les opposants au projet sur l'immigration

Trois mille personnes ont manifesté à Paris

ILS N'ONT TOUJOURS PAS de papiers mais ils gardent leurs couleurs. Celles des boubous, des banderoles chamarrées suivies par le rouge des syndicats et le noir des anarchistes. Africains et Chinois, en nombre presque égal désormais, ont pris la tête, samedi 15 janvier à Paris, d'une manifestation de trois mille personnes entre la place d'Italie et le Sénat, en scandant « des papiers pour tous, solidarité ».

Quelques personnalités ceintes de tricolore suivent. Ce sont des élus d'Ile-de-France, socialistes et, surtout, verts et communistes, venus de Colombes, Fontenay-aux-Roses, La Courneuve, Malakoff et Paris.

### Le diocèse parisien contre la loi Debré

Le projet de loi Debré sur l'immigration pose « davantage de problèmes qu'il n'en résout pour l'avenir » et ne constitue qu'un « rabotage de plus » de l'ordonnance de 1945 sur les étrangers. Telle est la conviction exprimée dans la lettre que vient d'adresser aux parlementaires la commission diocésaine « Justice à Paris », qui réunit autour de Claude Frikart, évêque auxiliaire de la capitale, les curés des paroisses impliquées par les actions des sans-papiers.

Les responsables religieux parisiens estiment que les quelques mesures de régularisation incluses dans le projet instaurent « un statut précaire peu propice à une bonne intégration ». La commission estime que le projet « ouvre la porte à des atteintes aux libertés publiques », notamment en jetant la suspicion sur les personnes hébergeant des étrangers. Désireuse de relier les politiques d'immigration et de développement des pays d'origine, elle souhaite qu'« une loi sur l'immigration soit pensée et conçue sur de nouvelles bases ».

Dix mois après l'occupation de l'église Saint-Ambroise, qui a marqué leur entrée sur la scène sociale, les sans-papiers mobilisent toujours à gauche, et plus à gauche encore. Beaucoup moins qu'en septembre mais autant qu'en novembre dernier. Alain Krivine (LCR) et Yves Cochet (Les Verts) sont les seuls responsables politiques nationaux présents, aux côtés des dirigeants du MRAP et de SOS-Racisme, du fidèle professeur Schwartzberg et du Père Henri Colindé, ancien curé de Saint-Bernard.

La présence très visible des syndicats (CGT, FSU, SUD) et associations (Act-Up, Ligue des droits de l'Homme, Agir ensemble contre le

chômage) tend à montrer que le mouvement a contourné l'obstacle de l'isolement. Aux sans-papiers « historiques », Africains issus de l'occupation de l'église Saint-Bernard, s'ajoutent ceux qui avaient trouvé refuge à Saint-Hippolyte, et surtout ceux qui, désormais en grand nombre, se rassemblent dans le « troisième collectif », qui mêle l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud.

« Juppé, rendez-nous nos papiers », scandait cette foule bigarrée, autour d'un orchestre de reggae juché sur une camionnette. « Traileurs ils vous ont sauté, immigrés vous les expulseront » est un autre refrain populaire. L'association Droits devant 1 compare le projet de loi Debré à « un charter pour Vichy » tandis que les militants de Ras l'Front raillent : « Un charter qui décolle, c'est Le Pen qui rigole ! ».

### Élargir le mouvement

Élargir le mouvement pour relancer la solidarité : tel est le mot d'ordre. Des militants ont commencé à se proclamer « parisiens » ou « marraines » de sans-papiers. Droits devant 1 annonce des « baptêmes républicains » d'étrangers en situation irrégulière dans cinq mairies d'Ile-de-France afin de « rattacher à la citoyenneté ceux qui ont été exclus ».

Le mouvement entend aussi coaliser les oppositions au projet de loi Debré sur l'immigration, notamment autour la remise en cause du renouvellement automatique de la carte de résident et contre l'incrimination possible des personnes accueillant des étrangers, en cas de maintien de ces derniers sur le territoire.

« Si vous laissez faire, demain ce sera votre tour », lance devant les grilles du jardin du Luxembourg Doro Traoré, l'un des porte-parole des Africains de Saint-Bernard. Avec Madjiguène Cissé, autre figure de proue, les sans-papiers veulent croire que « la loi Debré ne passera pas ». Le texte, amendé dans un sens répressif par l'Assemblée nationale en décembre, doit venir au Sénat à partir du 4 février.

D'ici là, caravanes et initiatives doivent se multiplier, préparant le premier anniversaire de l'occupation de l'église Saint-Ambroise, le 18 mars. Déjà, depuis trois semaines, des sans-papiers, femmes et enfants en tête, manifestent chaque mercredi aux abords de l'Élysée afin de rappeler le non-règlement de nombreux situations, de dénoncer l'incohérence des mesures de régularisation décidées et de protester contre la séparation de certains couples opérée par la force, contrairement aux promesses du premier ministre.

Philippe Bernard

## Une élue RPR dénonce les procédures d'attribution des marchés en Ile-de-France

Claude-Annick Tissot s'est confiée par deux fois à la police

Vice-présidente (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, Claude-Annick Tissot a été interrogée par la police, à titre de témoin, les 14 et 16 jan-

vier. M<sup>me</sup> Tissot avait démissionné de la commission des marchés après s'être opposée à Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional. Elle

a décrit sur procès-verbal l'existence d'un « système délibérément laxiste » destiné à favoriser certaines entreprises.

L'ENQUÊTE préliminaire sur les marchés publics de la région Ile-de-France est entrée, la semaine dernière, dans une phase active. A deux reprises, mardi 14 et jeudi 16 janvier, l'ancienne présidente (RPR) de la commission des marchés du conseil régional, Claude-Annick Tissot, a expliqué aux policiers du 8<sup>e</sup> cabinet de délégations judiciaires la nature des « anomalies » qu'elle avait constatées dans les procédures d'appels d'offres, dénonçant, sur procès-verbal, la mise en place d'un « système délibérément laxiste », destiné selon elle à favoriser certaines entreprises. La critique de ces pratiques, d'abord interne au conseil régional (Le Monde des 2 mai et 10 mai 1996), avait dégénéré en affrontement ouvert avec son président, Michel Giraud, lui aussi membre du RPR, et avait conduit M<sup>me</sup> Tissot à démissionner, le 11 mai 1995.

C'est sur la base des éléments rassemblés par cette dernière - qui reste adjoint au maire de Paris et vice-présidente du conseil régional - que trois élus régionaux des Verts avaient officiellement saisi le parquet de Paris, les 9 octobre et 4 novembre 1996, afin de susciter l'ouverture d'une information judiciaire sur d'éventuels délits de « favoritisme » et d'« atteinte à la liberté d'accès et d'égalité des candidats dans les marchés publics ». Le procureur de Paris, Gabriel Bestard, a préféré ouvrir une enquête préliminaire, pour les besoins de laquelle l'un des trois élus signataires, Jean-Jacques Porchez, a lui-même été entendu les 6, 8 et 10 janvier, soit quelques jours

avant M<sup>me</sup> Tissot. Outre une série de longues dépositions, M. Porchez et M<sup>me</sup> Tissot ont livré aux enquêteurs plusieurs documents.

Le bureau d'études, Patrimoine Ingénierie est à nouveau mis en cause par le témoignage de Claude-Annick Tissot. Cette société - dont l'ancien trésorier du RPR, Robert Galley, serait l'un des actionnaires -, a disposé, de 1989 à 1994, d'un quasi-monopole de fait dans l'attribution des marchés d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du programme de construction et de rénovation des lycées d'Ile-de-France. Elle s'est vu attribuer 171 marchés sur 212 proposés.

### Un « système délibérément laxiste » destiné à favoriser certaines entreprises

M<sup>me</sup> Tissot a expliqué que, après l'élargissement de la concurrence lors des appels d'offres, Patrimoine Ingénierie n'avait plus été retenu par la commission qu'elle présidait, dès lors qu'il ne s'était plus jamais trouvé en position de moins-disant. Elle a aussi évoqué les circonstances dans lesquelles deux membres du cabinet de M. Giraud, Christine Loré et Xavier de la Gorce, étaient intervenus en faveur de ce bureau d'études - « faisant peu de

cas de la souveraineté de la commission d'appel d'offres, de l'indépendance de ses membres élus et du code des marchés publics », avait écrit M<sup>me</sup> Tissot dans un courrier adressé à M. Giraud, le 11 mars 1996.

Outre sa rémunération habituelle, équivalant à 2 % du marché, Patrimoine Ingénierie semble avoir disposé d'une autre forme de commissionnement, relative au marché d'entretien des bâtiments. En vertu du « cahier des charges » établi par le conseil régional, les entreprises ayant obtenu des contrats devaient obligatoirement recourir, sous prétexte d'harmonisation, à un « logiciel graphique » appartenant à Patrimoine Ingénierie. L'acquisition de ce logiciel permettait au bureau d'études de recueillir 1 % supplémentaire. Les enquêteurs détiennent la copie d'une lettre adressée le 4 août 1993 à Michel Giraud par Gilbert Sananes, dirigeant de Patrimoine Ingénierie, dans laquelle ce dernier déplorait le refus d'une entreprise, la Cise, de recourir au fameux logiciel : « Il serait regrettable que la Cise, que Patrimoine Ingénierie SA a tellement poussée de tout son poids depuis l'origine, reste en retrait dans cette procédure et perde une grande partie de son avance... » « Je compte sur toi », concluait M. Sananes.

Dans son témoignage devant les policiers, M<sup>me</sup> Tissot a souligné qu'avant d'avoir été désigné comme assistant à la maîtrise d'ouvrage le même bureau d'études de M. Sananes officiait en qualité de conseil juridique de la région, ce qui aurait dû constituer une in-

compatibilité. La certitude de l'obtention d'une commission supplémentaire, par le biais du logiciel, permettait en outre à Patrimoine Ingénierie, de diminuer le montant de ses propositions lors de la procédure d'appel d'offres, afin de se trouver en posture favorable face à ses concurrents.

M<sup>me</sup> Tissot a également expliqué aux policiers les raisons qui l'avaient conduite à faire annuler l'appel d'offres sur le marché de la reconstruction du lycée Eiffel, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), en décembre 1995, ayant constaté la présence de nombreuses anomalies dans les dossiers de candidature - dossiers concurrents tapés sur la même machine à écrire, documents antichroniques, fausses signatures... L'attribution de ce marché, dont la région avait confié l'« assistance » à la SEM 92, société d'économie mixte du département des Hauts-de-Seine, avait provoqué un premier accrochage entre M<sup>me</sup> Tissot et M. Giraud, lorsque cette dernière avait décidé d'organiser un tirage au sort entre la trentaine d'entreprises concurrentes. Au cours de la séance du 18 octobre 1995 de la commission, Christine Loré avait fait passer un mot à M<sup>me</sup> Tissot, la priant de rappeler le président du conseil régional. M. Giraud et M<sup>me</sup> Tissot s'étaient alors opposés, ainsi qu'en témoigne l'enregistrement sonore de la réunion, saisi depuis par le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne) Eric Halphen.

Hervé Gattegno

## Le Conseil d'Etat invalide la sélection par Minitel de certaines inscriptions universitaires

LE CONSEIL D'ETAT a tranché.

A partir de la rentrée prochaine, les universités ou devraient plus avoir recours au Minitel pour « sélectionner » les candidats dans les filières les plus demandées, comme ce fut le cas en juillet 1996 dans les sections d'activités physiques et sportives (Staps) et dans certaines formations artistiques.

Dans un avis rendu public le 15 janvier, les magistrats de la haute juridiction ont estimé, en effet, qu'« une telle procédure méconnaît le principe de l'égalité de traitement entre les candidats eu égard aux conditions d'équipement technique et aux possibilités techniques de connexion et aux différences qui en résultent dans les conditions d'acheminement de leurs appels vers le serveur télématique de l'université ».

### « INJUSTE ET SCANDALEUX »

Confrontées à 16 000 demandes de bacheliers pour une capacité d'accueil de 7 000 places en Staps, certaines universités avaient choisi d'utiliser le Minitel pour « sélectionner » les candidats sur le principe du « premier connecté, premier inscrit ». Ce procédé, qualifié par François Bayron d'« injuste et scandaleux », avait soulevé une tempête de protestations et de recours devant les tribunaux administratifs.

Plus d'un millier de requêtes avaient été déposées par des can-

didats recalés en dépit d'essais répétés et infructueux. Les magistrats du Conseil d'Etat avaient été saisis par le tribunal administratif de Rennes. Devant examiner près de 250 recours, ce dernier avait suspendu sa décision sur l'application du « principe d'égalité de traitement des candidats » défini par la loi Savary de janvier 1984. D'une certaine façon, cet avis arrive tardivement. Pour mettre un terme à l'ensemble des procédures, Jean Brihaux, président de Rennes-II, a accepté d'inscrire « tous les étudiants qui ont confirmé leur demande en septembre, en activités physiques comme en musique ».

Cet avis, en revanche, est important en vue des prochaines inscriptions. Certes, un grand nombre de juridictions administratives n'ont pas attendu le Conseil d'Etat pour invalider la procédure du Minitel. Ce fut le cas à Nancy et Lyon, où les magistrats avaient enquêté auprès de France Télécom pour constater le caractère parfaitement « aléatoire » de l'ordre d'arrivée des connexions en cas de saturation du réseau. Celui de Bordeaux, en revanche, avait rendu une décision inverse. L'avis de la haute juridiction ne devrait pas remettre en question la procédure de pré-inscription en vigueur, notamment, en Ile-de-France avec le système Ravel de recensement automatisé des vœux des élèves.

Michel Delberghe

## Alcatel Alsthom dépose plainte contre X...

ALCATEL ALSTHOM a déposé plainte contre X... pour « faux usage de faux et détention de faux » après du tribunal de grande instance de Paris. Le groupe a confirmé l'information donnée par La Tribune du 20 janvier. Cette procédure vise à éclaircir l'affaire du rapport qu'auraient rédigé les renseignements généraux sur une conversation entre l'ancien président du groupe britannique GEC, Lord Weinstock, et son successeur George Simpson (Le Monde du 28 novembre 1996). Selon ce rapport, publié pendant la procédure de privatisation de Thomson, les deux hommes auraient évoqué l'éventualité d'une prise de contrôle de Framatome et de Thomson grâce à leur alliance avec Alcatel Alsthom. Alcatel Alsthom estime qu'il existe de « fortes présomptions de l'existence d'un moins un rapport faisant état de faits matériellement inexacts et ayant probablement circulé dans les milieux gouvernementaux » et considère que « ce faux a été élaboré dans le seul but d'amoindrir les chances de succès de l'offre Alcatel Alsthom pour la reprise de Thomson ».

## Les syndicats policiers s'inquiètent du plan « Gendarmerie 2002 »

LES PRINCIPAUX SYNDICATS de gardiens de la paix et gradés ont réagi avec inquiétude à la présentation du plan « Gendarmerie 2002 », qui vise notamment à mettre les activités de l'arme en harmonie avec la loi de programmation militaire 1997-2002 (Le Monde du 17 janvier). La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) considère que le déploiement de gendarmes dans les quartiers urbains « difficiles » illustre un phénomène de « militarisation rampante de la sécurité ». En appelant le ministre de l'Intérieur à préciser ses orientations, la FASP se demande « si les pouvoirs publics ont définitivement choisi une police d'ordre par rapport à une politique de sécurité ». Elle redoute de voir « apparaître les blindés légers dans les banlieues lorsqu'il s'agit de juguler les troubles d'ordre public ».

« Le redéploiement de la gendarmerie vers les villes pose inévitablement le problème des compétences territoriales de la gendarmerie et de la police, a réagi, de son côté, le syndicat Alliance. L'absence de la clarification de celles-ci entraînera automatiquement des conflits entre les deux institutions. »

**DÉPÊCHES**  
■ COLLISION : deux navires, le Bona-Palmar, battant pavillon des Bahamas et transportant de l'essence, et le Teoati, un vaquero mexicain, sont entrés en collision, samedi 18 janvier, dans la Manche, au nord-ouest de Dunkerque. L'accident n'a pas fait de blessés mais a provoqué une fuite d'essence de quelque 3 000 mètres cubes. Selon la préfecture maritime de Cherbourg, il n'y a pas de « risque de pollution sur les côtes ».

■ AGRESSION : un adolescent de seize ans, qui avait grièvement blessé le directeur d'une MJC à coups de barre à mine, a été placé en garde à vue à Nancy (Meurthe-et-Moselle), dimanche 19 janvier. Jean-Paul Bernard, quarante-sept ans, directeur de la MJC de Vandœuvre, a été hospitalisé avec un traumatisme crânien, une fracture du nez et de multiples contusions. L'adolescent avait tenté de mettre le feu à la MJC pour se venger de ne pas avoir été autorisé à y pénétrer.

■ INTOXICATION : trente-cinq enfants et trois adultes qui séjournaient dans un centre de vacances de Chamrousse (Isère) ont été hospitalisés, dimanche 19 janvier, à la suite d'une intoxication, vraisemblablement d'origine alimentaire. L'état de santé des enfants, originaires de Mantes-la-Jolie (Yvelines) et âgés de six à dix ans, n'inspire pas d'inquiétude.

**la revue**

**AU SOMMAIRE DU N° 3**

Y A-T-IL UNE AUTRE VIE POUR LE SYNDICALISME ?

Brevelli (CGT), Coupé (SUD), Debons (CFDT), Bouchet (FO), Tusseneel (FSU), Mouriaux (Cevipof) s'interrogent, se répondent et s'interpellent.

JEUNESSE(S) : QU'EST-CE QUI CHANGE ?

Les jeunes sont des êtres bel et bien réels. Mais constituent-ils un mot (jeunesse) ou bien y a-t-il plusieurs catégories de jeunes ? Et s'agit-il des mêmes dans les années 60 que dans les années 90 ? Des chercheurs et des responsables de mouvements de jeunesse apportent leur contribution.

JACK RALITE : sur la culture

Le numéro (132 pages) : 60 F  
Abonnement : 1 an, 4 numéros : 200 F - Etr. : 250 F  
Pour recevoir un numéro ou vous abonner, envoyez vos nom, adresse et règlement à :  
**POLITIQUE LA REVUE**  
60-62, rue d'Hautville - 75010 Paris - Tél. : 01.53.31.09.00  
(en vente aussi en kiosque)

**AVIS**

**DÉPARTEMENT DE LA CÔTE D'OR**

**VILLE DE DIJON**

**RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOIS, AINSI QUE CELLE DES POS PARTIELS "CLEMENCEAU", "FONTAINE D'OUCHE" ET "GARE-FERRIÈRES"**

Le Conseil Municipal de la ville de Dijon a, par délibération en date du 18 NOVEMBRE 1996, décidé d'engager la révision générale du Plan d'Occupation des Sois communal, ainsi que celle des POS partiels "Clemenceau", "Fontaine d'Ouche" et "Gare-Ferrrières".

Cette délibération peut être consultée :

- Au Service du Plan de la ville de Dijon, 11, rue Victor Dumas à DIJON, aux jours et heures habituels d'ouverture.
- A la Préfecture de la Côte d'Or à Dijon.

L'Adjoint délégué au Cadre de Vie à l'Urbanisme et à l'Écologie Urbaine, Maître Michel LALLEMANT



## les procédures nés en Ile-de-France

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

pour la région de la

سنة ١٩٩٧

## RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 21 JANVIER 1997

**DÉVELOPPEMENT** Les villes et les villages peuvent désormais choisir une disposition réglementaire qui leur permet de mettre en œuvre un développement écono-

mique et touristique appuyé sur leur patrimoine. ● LES ZPPAUP (zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) ouvrent de nombreuses possibilités de subven-

tions et de prêts aux communes qui y ont recours. ● EN CONTREPARTIE, les ZPPAUP imposent de strictes règles de protection et de restaura-

tions aux clôtures, ainsi que des paysages ruraux et urbains. ● EN SAVOIE, le village du Planay montre l'exemple : il refuse remontées mé-

caniques et tourisme de masse pour mieux valoriser ce dont il a hérité du passé. ● LA RESTAURATION du patri-

## Le village savoyard qui cherche son salut hors du ski

Environné de stations de sports d'hiver, Le Planay a choisi de mettre en valeur son passé rural et industriel. Une façon originale de se développer grâce au classement en zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP)

**GRENOBLE** de notre correspondant régional Chambéranger sort de la brume tandis que le Grand Bec, la pointe de la Vuzelle et la dent du Villard sont depuis longtemps inondés de soleil. Ce village savoyard aux ruelles abruptes, faites de pierres debout, parcourues de maisons accrochées à la pente - « une pente à ferrer les poules », précise un retraité qui peine pour rejoindre son habitation -, va être, enfin, protégé. Maire du Planay depuis 1983, Christian Gros, quarante-trois ans, est fermement décidé à sauver ce hameau de cette commune de quelque 2 000 habitants, situé à 1 200 mètres d'altitude.

Le Planay a vécu l'épopée industrielle de l'électrochimie et de l'électrometallurgie de la vallée de la Tarentaise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, ces usines ont presque toutes disparu. Dans

quelques mois, un « espace de mémoire » du passé industriel rappellera cette aventure dans le second hameau de la commune. Le Villard, installé à 860 mètres d'altitude.

Il y a une trentaine d'années, alors que s'amorçait son déclin industriel, la commune rata, de peu, le virage des sports d'hiver. Handicapé par la présence de nombreux couloirs d'avalanches, Le Planay resta au « bord de la route » qui mène à la station de Pralognan, distante de 5 kilomètres, et de celle qui conduit au prestigieux site de Courchevel. Une exception aujourd'hui revendiquée. « Tant que je serai maire, il n'y aura jamais de remontées mécaniques sur nos pentes », affirme Christian Gros, qui tente d'exorciser l'adage qui prévaut en Tarentaise, selon lequel, « hors du ski, point de salut ».

« Aujourd'hui, une ère touris-

tique nouvelle s'ouvre pour la commune, qui repose sur la mise en valeur de l'ensemble de notre patrimoine », plaide le maire du Planay. Depuis plusieurs années, il recherchait les dispositifs réglementaires les mieux adaptés pour protéger son village. Il rejette le classement, qu'il considère comme une procédure beaucoup trop rigide pour la protection du patrimoine rural. Christian Gros a donc retenu les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), qu'il qualifie de « plans d'occupation des sols vus à la loupe ».

La ZPPAUP fixe, en effet, des orientations très terre à terre sur l'aménagement, la restauration des habitations, les enduits utilisés, les couleurs retenues, la forme des balcons ou des clôtures. Tous les travaux de construction, de démolition, de déboulement, les transformations

ou les modifications des aspects des immeubles sont soumis à autorisation spéciale. Une ZPPAUP donne ainsi un contenu architectural et paysager à la morphologie dessinée par le plan d'occupation des sols (POS), document purement foncier.

**UN ENJEU MAJEUR**

Jusqu'en 1983, date de l'adoption de la loi qui institue les ZPPAUP, la réglementation sur le patrimoine avait « oublié » la protection des villages, qui constitue pourtant un enjeu majeur pour les paysages. Mais cet outil effraie encore certains élus. En effet, il exige une large concertation auprès de la population, qui devra ensuite respecter scrupuleusement ses dispositions. Ainsi, trois communes de Savoie seulement ont eu recours à cette procédure pourtant généreuse, puisqu'elle donne accès à des

subventions provenant de l'Etat, de la région et du département, ainsi qu'à des prêts avantageux.

« Si le patrimoine « majeur » se porte plutôt bien, il en va tout autrement du petit patrimoine non protégé. A l'exception des ZPPAUP, il n'existe pas de dispositifs efficaces pour sauvegarder maisons et paysages ruraux. Moins, depuis quelques années, la conscience collective évolue vis-à-vis de ce patrimoine », affirme Jean Guibal, conservateur en chef du Musée dauphinois.

« Depuis des siècles, notre village est resté dans son jus », commente l'architecte Daniel Gaulmes, chargé par la commune d'accompagner la rénovation du hameau de Chambéranger, dont les origines remontent au XIII<sup>e</sup> siècle. Aucun incendie, aucune avalanche ou éboulement de terrain ne sont venus perturber l'homogénéité de cet ensemble architectural fa-

conné par les villageois. Aujourd'hui encore, ceux-ci préfèrent déneiger à la pelle la rue principale du village, trop étroite pour accueillir le chasse-neige de la commune. « Chambéranger n'a subi aucune destruction au cours de sa longue histoire, ni aucun élargissement de ses rues et ruelles. Tout ici est resté intact », explique le maire.

Il estime, d'autre part, que la protection du patrimoine rural doit aller « au-delà de l'architecture » et prendre en compte les savoir-faire, les productions, les espèces végétales et, avec eux, les paysages. « Comment imaginer l'Aubrac sans ses fromages ou les Baronnies sans leurs olives et leur huile. Ici, nous allons relancer la production de tomes de chèvres et celle des tulles de bois », annonce l'élusavoyard.

Claude Francillon

### COMMENTAIRE UNE RICHESSE NOMMÉE BEAUTÉ

Quand - mondialisation oblige - la dernière scierie a fermé, quand la supérette a fait faillite, quand la concurrence de l'hypermarché du chef-lieu de département, quand les volets des maisons en vente ne s'ouvrent plus, il reste et restera encore longtemps l'héritage de la nature, la trace du savoir-faire des hommes, l'immortalité du patrimoine. Combien de villages et de hameaux qui parsèment la France témoignent, par un lavoir, un édifice religieux, un piton altier ou un chemin de halage, d'une histoire collective irremplaçable et singulière ?

La richesse et le capital peuvent se traduire autrement qu'en emplois ou en flux financiers. La beauté des paysages ruraux, donnée gracieusement par la géographie ou forgée dans la pierre par des outils bien maniés, est, par elle-même et pour elle-même,

non seulement le reflet de la culture nationale mais un atout susceptible d'être mis en valeur.

La restauration intelligente du patrimoine rural, qui se distingue de la résurgence folklorique des métiers d'antan l'espace d'un été touristique, débouche aussi sur la création de valeur ajoutée réelle et d'activités économiques. L'aménagement des berges d'une rivière par des « brigades vertes » formées de jeunes en cours d'insertion n'est pas moins utile, socialement, que la création d'un atelier de saisonnerie pour ouvriers payés au SMIC.

On connaît la formule selon laquelle « les peuples qui n'ont pas de mémoire n'ont pas d'avenir ». Le gouvernement qui prépare un plan pour le monde rural, avec subventions, allègements fiscaux, réorganisation des services publics, coup de pouce aux logements et aux emplois, ferait bien d'en tenir compte. Pour stopper le déclin des campagnes, le « toujours mieux » vaut peut-être mieux que le « toujours plus ».

François Grosrichard

## Le puma « intégré » des Deux-Sèvres

**POUR LE MOMENT**, « Pacha » court toujours. C'est ainsi que les habitants de la région de Chizé, dans les Deux-Sèvres, ont surnommé un puma qui, depuis 1995, vit dans leur forêt, un massif de 5 000 hectares. Comment cet « Américain » s'est-il retrouvé à gambader ici ? Mystère. L'hypothèse la plus probable est qu'un particulier l'a « importé » petit puis relâché quand, devenu grand, le félin s'est révélé en-

combant. Le 18 octobre 1995, cette anecdote animalière dont La Fontaine eût tiré une fable savoureuse commence officiellement. Ce jour-là, un groupe de chasseurs observent à la jumelle ce qui ressemble à une lionne. Quelques jours plus tard, on rectifie le tir : ce n'est qu'un puma. Branle-bas de combat à la préfecture, qui interdit l'accès à la zone, y compris au zoo d'animaux européens installé au cœur de la forêt de Chizé. On interdit aussi de se promener dans le bois puisque le puma y est.

**L'ARME DE LA SÉDUCTION**

La préfecture, épaulée par l'Office national des forêts, l'Office national de la chasse et la gendarmerie locale, n'a pas ménagé ses efforts pour capturer la bête vivante. En quinze mois, ont été organisées moult patrouilles et battues avec hélicoptère, chasseurs, chiens et loupviers, de jour comme de nuit, hiver comme été.

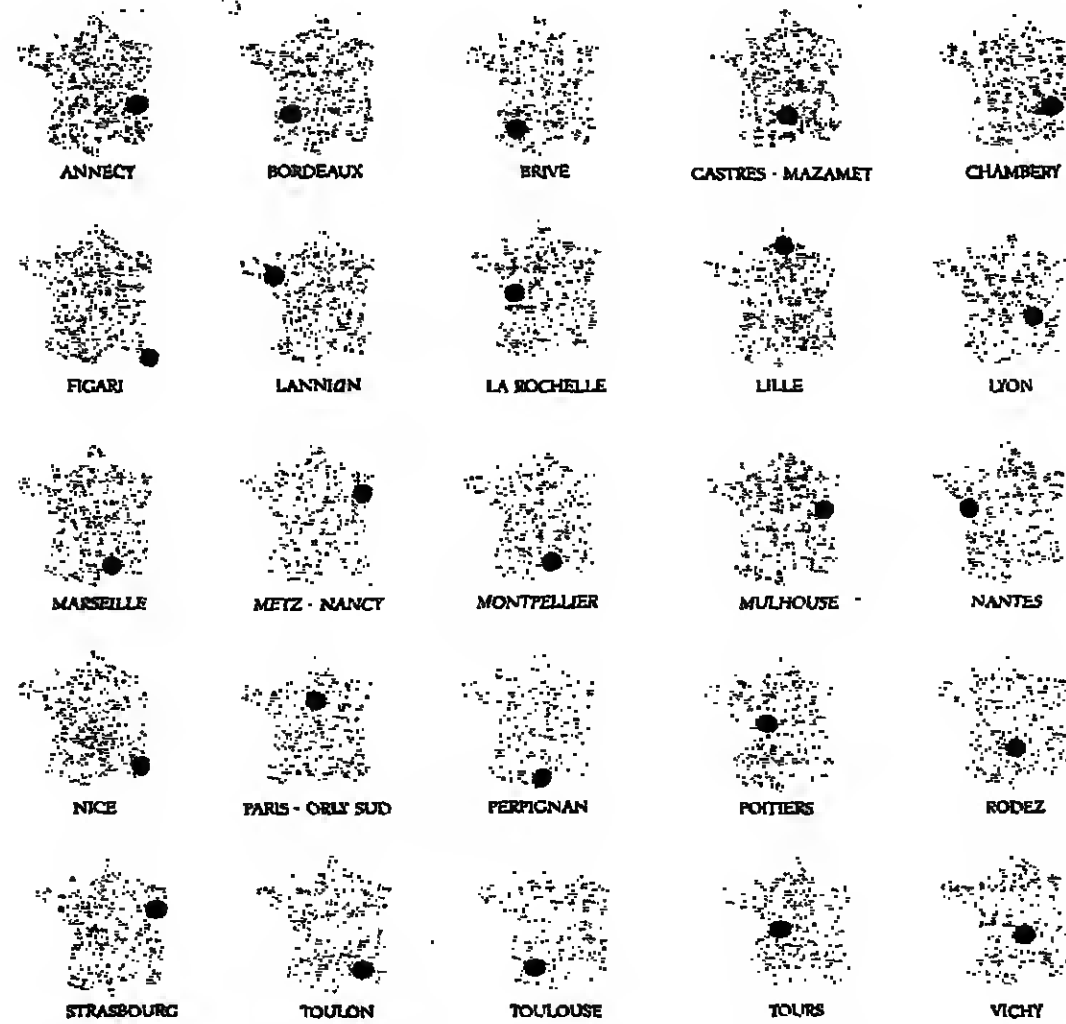
On a posé appâts, pièges et autres filets. Un mirador a été érigé. En vain. Les « chasseurs » ont essayé l'arme de la séduction. Ils ont donc installé une dame puma dans un enclos, espérant qu'elle attirerait Pacha... dont on ignore toujours s'il s'agit d'un mâle ou d'une femelle.

Nouvel échec. Dernière tentative en date : une battue de quatre jours en décembre, réunissant une quarantaine de personnes. « On avait l'impression qu'ils voulaient attraper Kholéd Kelal », raconte Xavier Bonnet, chercheur et enseignant au centre d'études biologiques situé dans la forêt de Chizé. Le puma a bien été aperçu, mais il a rapidement tiré sa révérence. La préfecture envisage, si le félin continue de lui échapper, de faire appel à un trappeur canadien ou à des spécialistes américains.

Pendant ce temps, l'économie locale, fondée sur l'exploitation touristique de la forêt, bat de l'aile. Le zoo a connu une baisse de fréquentation de plus de 15 % en 1996. Le centre de découverte de la forêt tourne lui aussi au ralenti. Mais, selon le directeur du zoo, Daniel Guéneau, « la population du coin n'a plus peur du puma. En 1996, elle est allée aux champignons tout à fait normalement. L'animal s'est intégré. Il est devenu un habitant de la forêt que tout le monde espère secrètement voir ».

Pierre Barthélémy

## Air Liberté revient en forme et en force avec TAT.



Désormais le nouveau réseau Air Liberté - TAT relie ces 25 villes.

CHOISISSEZ VOTRE CARTE ET PROFITEZ DES TARIFS ABONNÉS LA CARTE LIBRE FRANCE À 1500 F PAR AN POUR VOYAGER MOINS CHER EN CLASSE AFFAIRES SUR LE RÉSEAU MÉTROPOLITAIN D'AIR LIBERTÉ ET LES 4 GRANDES LIGNES DE TAT (NANTES, PERPIGNAN, TOULON, TOULOUSE). LE PASS FRANCE RÉGIONS À 2900 F PAR AN POUR RÉALISER DES ÉCONOMIES SUR LES 53 LIGNES DU RÉSEAU TAT ET DU RÉSEAU MÉTROPOLITAIN D'AIR LIBERTÉ.

Renseignements Air Liberté 01 49 79 09 09 - 3615 Air Liberté (2,23 F la mn)  
TAT 0 803 805 805 - 3615 TAT (1,29 F la mn)  
ou auprès de votre agence de voyages.

**air Liberté**

**TAT**  
EUROPEAN AIRLINES



## HORIZONS

ENQUÊTE

## La mémoire de l'eau

## Du rêve au soupçon

**L'« affaire » Benveniste ou le récit d'une virulente controverse scientifique, entre roman de mœurs et fureurs réciproques**

**L**E 30 juin 1988 paraît dans la revue britannique *Nature* un article au titre peu évocateur (« Dégranulation des basophiles humains induite par de très hautes dilutions d'un anti-sérum anti-IGE »), co-signé par treize chercheurs. Les travaux ont été conduits par le docteur Jacques Benveniste, qui dirige l'unité 200 de l'INSERM à Clamart (Hauts-de-Seine), spécialisée dans l'immunopharmacologie de l'allergie et de l'inflammation. Trois laboratoires de Revohot (Israël), Milan et Toronto ont participé aux expériences et confirment leur extraordinaire conclusion : une cellule sanguine (basophile) est activée par une simple solution aqueuse contenant un anticorps dilué à l'infini. Autrement dit, l'eau peut transmettre une information biologique spécifique et produire un effet moléculaire en l'absence de molécule. Quinze jours avant la publication dans *Nature*, devant le Congrès homéopathique de Strasbourg, Jacques Benveniste a, pour la première fois, décrit ce phénomène : « Tout se passe, a-t-il dit, comme si l'eau se souvenait d'avoir vu la molécule ». La presse retient une image : la mémoire de l'eau.

Finie l'obscurité « dégranulation des basophiles ». Le plus universel des liquides, symbole de vie, de baptême et de pureté, est ainsi doté d'une conscience. L'eau n'oublie rien. On verra même qu'elle peut se montrer rancunière. Si l'affirmation du docteur Benveniste est juste, ce sont deux siècles de savoir en matière de physique et de biologie moléculaire qui s'effondrent. Il existerait un niveau d'organisation supérieur de la matière.

Avant de troubler les esprits ou de les séduire, la « mémoire de l'eau » est d'abord un coup d'épée dans la science officielle, celle qui domine, celle qui a raison. Qui a « ses » raisons : une chaîne ininterrompue de cerveaux ayant, génération après génération, apporté leur pierre à l'édifice moléculaire. L'eau garderait la trace – et le principe actif – de ce qui n'existe plus ? Lorsque *Nature* se résout à publier le texte de Jacques Benveniste (la version initiale a été envoyée deux ans plus tôt), le rédacteur en chef de la revue, alors John Maddox, l'accompagne d'une réserve éditoriale sous le titre : « Quand croire à l'incroyable ». A ses yeux, une telle fissure dans le noyau des connaissances suppose de « se demander avec plus de soin qu'à l'accoutumée si l'observation n'est pas incertaine ».

Avec le recul des années, cette petite phrase résonne comme un jugement anticipé, voire prémédité. « J'ai été condamné par *Nature* », dit aujourd'hui Jacques Benveniste, désormais au ban de la communauté scientifique. Benveniste ? Il ne fait pas bon prononcer

ce nom dans les milieux autorisés qui, de l'Université à Pasteur, de Bichat à l'Ecole de physique-chimie du professeur – et Prix Nobel – Georges Charpak, ne veulent plus en entendre parler. Le couperet est tombé. Le docteur Benveniste aurait déshonoré la science française, entaché de suspicion les travaux sérieux d'autres équipes. Il aurait trafiqué ses résultats, avec la complicité des techniciens de son laboratoire qui le considèrent comme un dieu et adoptent un comportement de « secte ». Benveniste serait un fraudeur, ou entouré de gens qui fraudent dans son dos (c'est l'avis de Georges Charpak).

Le professeur Marcel-François Kahn, de l'hôpital Bichat, qui se dit son ami tout en signalant « le délire psychotique de Benveniste », parle de « fraude inconsciente », donc de bonne foi. « Le désir d'un expérimentateur d'arriver à prouver ses hypothèses, explique-t-il, peut amener une distorsion de sa perception du réel ». Certains se refusent à évoquer les travaux de l'ancien directeur de l'unité 200 de l'INSERM (fermée en 1992). Professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, Jean-Pierre Changeux nous écrit que, « compte tenu de [ses] responsabilités comme président du Comité consultatif national d'éthique, [il est] tenu à un devoir de réserve au sujet de l'affaire Benveniste et de la mémoire de l'eau ». Il ajoute : « Vous savez certainement le rôle qu'a joué *Le Monde* dans la promotion de cette affaire. Je pense que le devoir de rectification incombe, d'abord, aux journalistes eux-mêmes ».

Ce reproche adressé au *Monde* a réjailli au printemps 1996 avec la parution dans nos colonnes d'une libre opinion de Jacques Benveniste (« L'ARC, les vaches et la recherche ») publiée le 22 mai 1996. De nombreux scientifiques se sont émus que notre journal ait accordé crédit aux propos d'un homme que le milieu (de la science) a exclu. L'ancien directeur de l'INSERM, Philippe Lazar, nous a fait savoir qu'il « ne souhaitait pas poursuivre le débat sur l'affaire Benveniste ». Le Prix Nobel François Jacob estime, lui, « qu'il est impossible d'avoir une discussion scientifique avec Jacques Benveniste ».

Même les chercheurs naguère proches du docteur Benveniste ont pris leurs distances, après avoir été peu conquis par ses expériences, ou déçus, voire choqués, par un comportement qu'ils jugeaient trop provocateur et agressif. C'est le cas du professeur Alfred Spira (statisticien de l'INSERM), qui s'engagea pourtant aux côtés de Benveniste, en signant avec lui un article controversé dans les *Comptes rendus de l'Académie des sciences* (1991).

**I**NSENSIBLEMENT, le débat a glissé. Il est moins question de l'effet, prouvé ou non, des hautes dilutions, que de savoir si Jacques Benveniste est fou, paranoïaque, mégalomane, caractériel. Le discours en vogue consiste à dire qu'il a été un grand scientifique, mais qu'il a « perdu les pédales » faute de n'avoir pas reçu le prix Nobel, ni reproduit ses expériences, ni élucidé son propre système expérimental. Par ses récentes recherches (qui portent sur la capacité de l'eau à mémoriser un signal moléculaire électromagnétique transmissible par Internet), il se serait définitivement placé hors de la science. Lors d'une émission sur Channel 4 à Londres, un chercheur britannique lui lança : « Je veux que vous ayez tort, même si vous avez raison, sinon, c'est la porte ouverte à la numérologie, à l'astrologie, aux piqûres d'épingles ». Que les découvertes du docteur Benveniste confortent les bases de l'homéopathie est déjà assez désagréable pour les tenants de la vérité moléculaire.

S'il se montre réservé sur les travaux de Jacques Benveniste, le professeur Jean-Paul Lévy, spécialiste du sida, lui prête volontiers une salle à Cochin pour lui permettre de mener ses expériences : « Il faut le laisser faillir. Ce n'est pas le diable, je n'ai pas besoin d'exorciser les lieux quand il part ». A ce jour, le biologiste Jacques Testard croit que la mémoire de l'eau est un « artefact », un biais d'observation. « Il n'a pas défini des paramètres tels que ce qu'il a découvert soit reproductible ». Mais le professeur Testard se dit scandalisé par l'attitude « non scientifique » de la recherche officielle à l'égard du docteur Benveniste. « Ce serait tellement étonnant s'il avait raison qu'il est anormal de ne pas l'aider. On ne cherche qu'à montrer la faille ».

A l'image de Cyrano, Jacques

Benveniste est bien choisi. Depuis le début, cette histoire ressemble à un procès en sorcellerie. « La mémoire de l'eau est-elle le verset satanique de la science ? », se demande Michel Schiff, un chercheur qui a longtemps travaillé avec Jacques Benveniste et que Georges Charpak soupçonne d'appartenir à la « secte » sévissant autour de lui.

L'affaire est passionnelle. Il y a celui qui y croit face à ceux qui y croient pas. Les réactions sont violentes, disproportionnées, à la mesure – ou plutôt à la démesure – des bouleversements annoncés par le docteur Benveniste. « Le changement de mode de pensée n'est pas moins grand que lorsqu'on est passé avec la Terre de la platitude à la rondeur », écrivait-il dans *Le Monde* du 30 juin 1988. La procédure s'apparente à celle qui ferait agiter dans

de l'Académie des sciences. Avant 1988, Jacques Benveniste a multiplié les parutions dans les revues à comité de lecture (*British Journal of Pharmacology*, *Journal of Immunology*) ; il est encore cité six cent quarante fois pour un article dans le *Journal of Experimental Medicine*.

**T**OUTES ces distinctions éclaircissent singulièrement la tempête qui se prépare. Jacques Benveniste n'est pas le premier venu. Son « pedigree » ferait pâlir plus d'un chercheur. Engagé à gauche, il a aussi été le « M. Médicament » de Jean-Pierre Chevènement, entre 1981 et 1983, quand celui-ci était ministre de la recherche. Il est enfin membre du conseil scientifique de l'INSERM. Ce qu'il dit a du poids. La riposte sera en conséquence. Dénier le savoir se cache l'enjeu du pouvoir.

En 1982, une équipe américaine a reçu le prix Nobel pour des travaux voisins de ceux du docteur Benveniste. Ses proches affirment qu'il en a conçu de l'amertume, que la « mémoire de l'eau » était son joker pour décrocher la récompense suprême. L'intéressé dément, un rien agacé. A vingt ans, Jacques Benveniste se voyait coureur automobile. Il disputa des compétitions à Montlhéry (Essonne). On lui proposa un volant pour devenir pilote de rallye. Il a choisi une autre voie, aussi périlleuse. Au docteur Bernard Potvin, qui fut son collaborateur à Clamart entre 1980 et 1989 (et co-signataire du papier dans *Nature*), il fit un jour cet aveu : « Les hautes dilutions m'ont procuré le même frisson que la ligne droite de Montlhéry ». Jacques Benveniste, observe un de ses amis professeur à Chicago, est « quelqu'un d'impétueux, peut-être trop. Il veut montrer des résultats avant d'avoir parfaitement tout maîtrisé ». Bernard Potvin confirme à sa manière : « Il a tellement envie qu'un phénomène porte son nom... ».

Un homme blessé, un homme pressé. Et, après le 30 juin 1988, un homme traqué. Dans les premiers jours de juillet, *Nature* dépêche à Clamart une commission d'enquête venant vérifier l'expérience du docteur Benveniste. L'initiative surprend. Pourquoi cette démarche alors que l'article est déjà paru ? Ne fallait-il pas trancher avant ? John Maddox avouera plus tard qu'il était « épuisé » par l'assistance de Jacques Benveniste à voir son texte accepté. Mais la composition de ce « comité de vigilance » étonne plus encore. Deux curieux personnages l'accompagnent : le rédacteur en chef de *Nature*, Walter Stewart, un expert en fraude scientifique, et l'illuministe américain James Randi, connu pour avoir démasqué Uri Geller, l'homme qui tendait les petites cuillères à distance. Dans un article de *Nature*, John Maddox a pourtant dénigré Walter Stewart, critiquant son rôle dans la mise en cause du Prix Nobel américain David Baltimore (réhabilité au printemps 1996). Il lui reproche en outre gentiment d'être un scientifique qui n'a jamais rien découvert. Notons encore que Walter Stewart est un des referees (expert scientifique d'une revue) qui a émis un avis positif à la parution du papier du docteur Benveniste. Quant à James Randi, un autre illuministe, Gérard Majar, dira de lui qu'il s'est « trompé deux fois dans l'interprétation à donner au truage de Celler ».

Dans le numéro de *Nature* du 28 juillet, c'est Phallai. Sous le titre « Haute dilution, une illusion », John Maddox exécute le chercheur français : « Nous avons conscience de former un groupe hétéroclite, mais, sur la base de notre expérience, nous sommes certains que la manière dont ont été conduites les expérimentations rapportées à l'U 200 de l'INSERM n'autorise pas les conclusions avancées ». Les reproches pleuvent : un mauvais

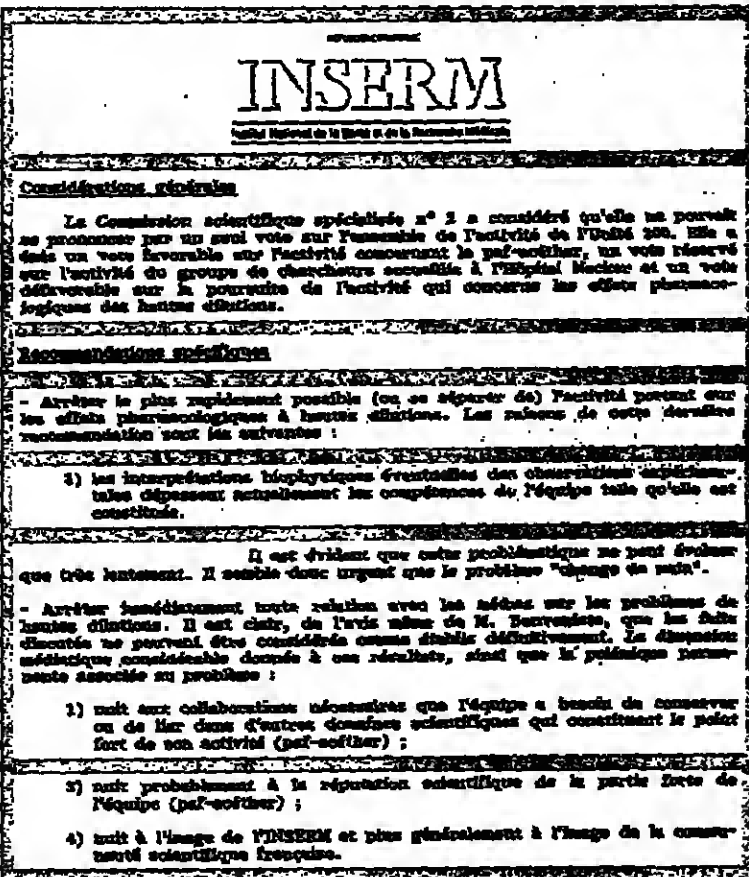
contrôle statistique, une erreur systématique due au parti pris de l'expérimentatrice, l'exclusion des mesures infirmant le phénomène. Le verdict se veut sans appel : « L'hypothèse selon laquelle l'eau pourrait être marquée par le souvenir de solutés y ayant transité est aussi fantastique qu'inutile ».

John Maddox fait aussi de « découvrir avec consternation » que les salaires de deux des co-signataires de l'article étaient assurés grâce à un contrat passé avec la société Boiron, qui commercialise des médicaments homéopathiques. « Nous avons été surpris d'apprendre que ces expériences ne marchaient pas toujours », poursuit M. Maddox. Deux arguments spécieux. D'une part, le financement de la recherche par les laboratoires est chose courante (les frais d'hôtel du groupe de *Nature* seront aussi payés par Boiron...). D'autre part, une manipulation biologique de cette nature, menée sur des cellules vivantes, n'est jamais reproductible à coup sûr.

Sur les sept séries d'expériences effectuées cette semaine-là, quatre seront considérées comme valables. Les autres ont fait apparaître ce que John Maddox appelle des « erreurs d'échantillonnage ». En examinant les cahiers des résultats du laboratoire (tenus par le docteur Elisabeth Davenas), il a observé des variations trop importantes pour valider le phénomène. Afin de s'assurer du travail « en aveugle », le magnéticien avait enfilé le codage dans une enveloppe cachetée, qu'il avait collée au plafond du laboratoire. « Randi, écrit M. Maddox, nota que le rabat de l'enveloppe s'était détaché en faisant un angle aigu inhabituel. (...) Mais, après inspection de la feuille d'aluminium, il se déclara convaincu que le code n'avait pas été lu ».

**E**N ce début d'été 1988, l'U 200 de l'INSERM travaille dans une ambiance lourde, mi-policière, mi-policière. John Maddox se montre fort courtois. James Randi amuse la galerie – et distrait l'expérimentatrice Elisabeth Davenas – en ramassant des cuillères dans ses mains. Walter Stewart cède et s'enferme au point que John Maddox doit le prier de baisser le ton. Les séances se prolongent souvent après minuit. Le trio d'inspecteurs voulait trouver une fraude. Il est resté sur sa faim. La faiblesse, si elle était avérée, se trouverait ailleurs. Moins dans la manipulation que dans l'écriture des chiffres. Mais la cause est entendue : faute de tricherie, l'erreur suffit à classer la « mémoire de l'eau » au rayon des idées « inutilisables ». « Certes, écrit le docteur Benveniste, j'ai parfois rêvé : la clé dans la serrure, le poison électromagnétique. Je ne savais pas alors que les physiciens qui touchent à l'infini ont droit au rêve et pas ces savants "naus" que sont les biologistes ! Maintenant, je le sais ». La méthode suivie par John Maddox et ses « complices » a discrédité *Nature*. Leurs conclusions ont discrédité Jacques Benveniste. Mais, en se mettant dans son tort, la revue britannique n'a pas « contraindre raison au chercheur français ».

Un soir de cette rude semaine d'examen, le ministre de la recherche, Hubert Curien, a convié le docteur Benveniste à un dîner. John Maddox participe aussi à la soirée, en compagnie d'une quinzaine de scientifiques. Jacques Benveniste est d'abord soulagé. Il espère qu'une vraie commission de chercheurs désignés par les pouvoirs publics va exercer un contrôle plus sérieux que les pantomimes d'un illuministe. Il n'en sera rien. Le professeur Pierre Jollot, du Collège de France, reproche vivement au docteur Benveniste de déshonorer la recherche : « J'ai compris ce soir-là que je n'étais pas leur homme. Ils disaient implicitement à



Dans son rapport d'évaluation de l'unité 200 de Clamart du 12 juillet 1989, dont des extraits sont reproduits ci-dessus, la commission scientifique de l'INSERM s'est démarquée des recherches de Jacques Benveniste sur les hautes dilutions.

**« Les hautes dilutions me procurent le même frisson que la ligne droite de Montlhéry »**  
Jacques Benveniste

Benveniste est « seul de son parti ». Son soutien moral, il le trouve du côté des sociologues comme Edgar Morin. Ou comme Jean Baudrillard, qui écrit : « La science conventionnelle se fonde sur une seule expérience négative pour disqualifier toutes les autres. Or le mouvement d'une science en progrès est exactement inverse : un seul fait insolite, une seule expérience exceptionnelle suffisent à remettre en cause tout l'édifice conventionnel de la science. Il suffit que l'eau ait une seule fois fait preuve de mémoire... » (in *Cool Memories III*, Éditions Gallilée).

Le scénariste Jean-Claude Carrière s'est, lui aussi, rangé aux côtés de Jacques Benveniste, tout en soulignant son incompréhension sur le fond. « La science dit : ce n'est pas vrai parce que c'est impossible. Pour moi, ce qui surgit de nouveau vient des marges. Comme dans les tableaux de la Renaissance, où le centre est la figure imposée. Les peintres plaçaient leur inventivité sur les franges de la toile. Et puis, je suis attiré par le prestige de l'hé-

la Seine, au Pont-Neuf, la clé d'une automobile, puis recueillir au Havre quelques gouttes d'eau pour faire dériver la même auto ». Jacques Benveniste rêvait alors de pouvoir un jour « à partir de l'information passant sous le Pont-Neuf (...) pêcher un poisson électromagnétique sans arêtes ». Deux questions subsistent, certes : a-t-il prouvé ses dires et l'a-t-on écouté ?

Reprenons. Avant l'« affaire », Jacques Benveniste est un chercheur reconnu et établi. Il a déjà publié quatre articles dans la revue *Nature*. On lui doit une découverte fondamentale, la PAF-Acether, une molécule impliquée dans le déclenchement de certaines allergies (asthme), qui fait aujourd'hui encore l'objet d'un champ d'études international.

Fils d'un médecin de quartier, bachelier à quinze ans, interne des hôpitaux, brillant, habile, un peu frimeur, Jacques Benveniste a bifurqué vers la recherche en 1969, l'année de son départ pour San Diego (Californie). Pendant trois ans, il travaille dans le laboratoire qui isolera le fameux PAF-Acether. Cette avancée lui vaut la médaille d'argent du CNRS. D'après le *Current Contents* de Philadelphie, Jacques Benveniste est un auteur de référence. *The Science Citation Index*, une source indiscutable, écrit que treize de ses articles sont mentionnés plus de cent fois et considérés comme des « classiques ». Ses recherches sur le PAF-Acether figurent au deuxième rang des textes les plus cités dans toute l'histoire des *Comptes rendus*

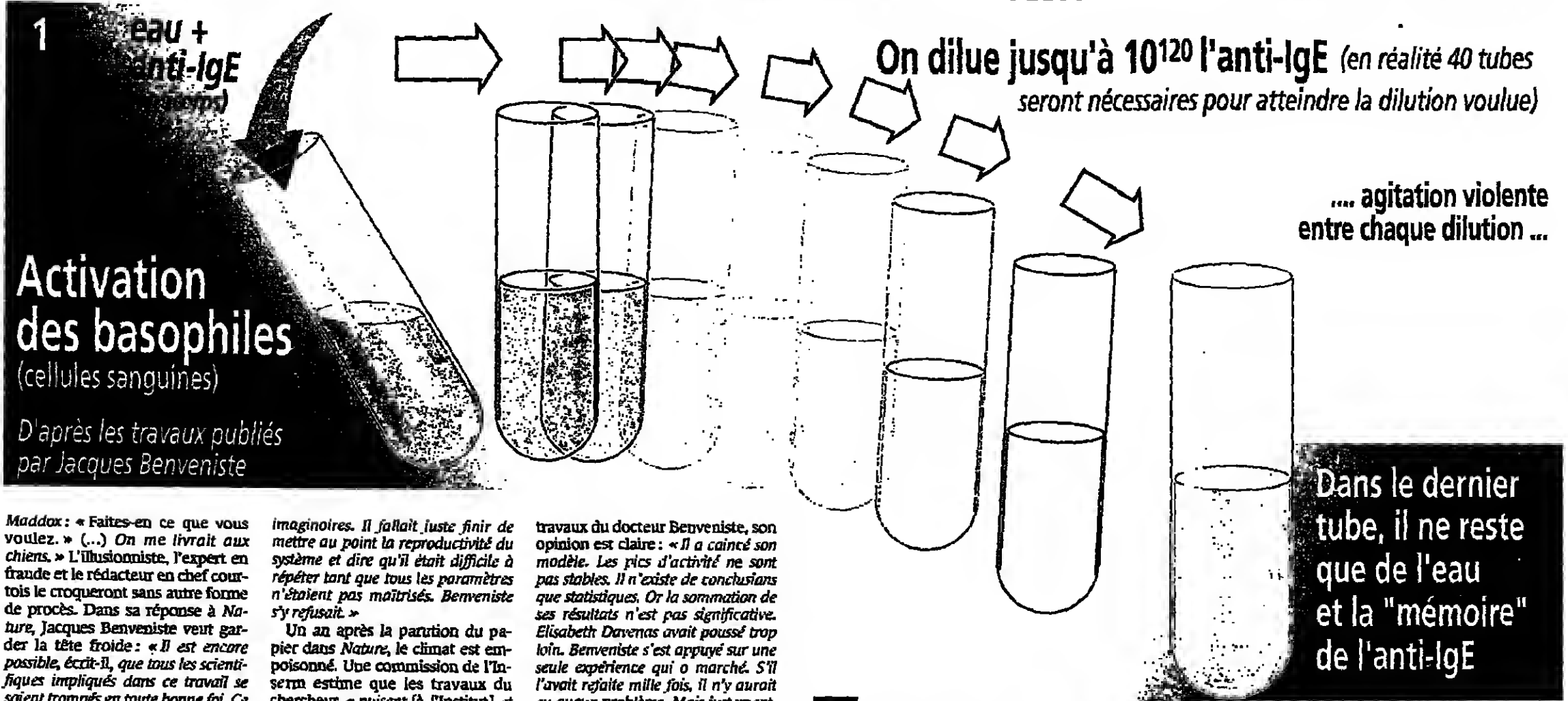


سعدا من النهر

eau  
on

T

E



**Activation des basophiles**  
(cellules sanguines)  
D'après les travaux publiés par Jacques Benveniste

Maddox : « Faites-en ce que vous voulez. » (...) On me livrait aux chiens. » L'illusionniste, l'expert en fraude et le rédacteur en chef courtois le croqueront sans autre forme de procès. Dans sa réponse à Nature, Jacques Benveniste veut garder la tête froide : « Il est encore possible, écrit-il, que tous les scientifiques impliqués dans ce travail se soient trompés en toute bonne foi. Ce n'est pas un crime, mais la science comme elle va. La seule façon d'établir définitivement des résultats est de les reproduire. » Innocent ou coupable, c'est à lui qu'incombe la charge de la preuve.

DES heures difficiles s'annoncent. Après le temps du rêve vient celui des soupçons. Le rapport assassin de Nature déclenche la colère ou l'ironie de la science officielle. On parle de magie noire. Deux chercheurs américains du Maryland ont essayé d'obtenir ce qu'ils appellent l'effet « chat du Cheshire » décrit dans l'œuvre de Lewis Carroll (« Le chat s'efface lentement en commençant par le bout de la queue et en finissant par le sourire, qui persista quelque temps après que le reste de l'animal eut disparu. Ma foi ! pensa Alice, il m'était souvent arrivé de voir un chat sans souris (ou sourire) ; mais ce sourire de chat sans chat ! C'est bien la chose la plus curieuse que j'ai contemplée de ma vie. ») Le compte-rendu de leurs résultats paraît le 4 août dans Nature. Il est négatif. Les auteurs contestent cependant l'« atmosphère de cirque » créée à Clamart par le trio d'enquêteurs.

Le nom d'Elisabeth Davenas revient sans cesse quand il s'agit d'évoquer un possible truquage des données. Hitchcock n'aurait pas fait mieux. Si elle n'a pas encore « la main au collet », la jeune chercheuse traîne derrière elle l'ombre d'un doute. Diplômée en biochimie, Elisabeth Davenas est la première signataire du papier de Nature. C'est une super-technicienne. Elle est capable de rester des heures devant un microscope, à recenser les basophiles sur lames, sans souffrir du mal de mer. « Si je gagne, ses cahiers d'expérience seront au musée. On dirait des illuminures du Moyen Âge », affirme Jacques Benveniste. John Maddox n'est pas du même avis, qui a photocopié les mille cinq cents pages des cahiers pour n'en déduire ni tricherie ni malhonnêteté, mais des erreurs graves.

Le docteur Davenas est aussi une jeune femme timide. Elle rougit pour un rien. Le téléphone la fait sursauter. Les manières brutales de Walter Stewart l'ont perturbée. On ne compte pas les basophiles comme on enfle des perles. Au lendemain du scandale, elle entre dans le bureau du docteur Benveniste et lui avoue qu'elle a « arrangé » ses résultats. Après examen, son patron est rassuré : la jeune chercheuse a seulement « arrondi » des chiffres, en aucun cas inventé une dégranulation inexistante.

Mais la tension est vive. Dans la semaine du 14 juillet, Elisabeth Davenas, Bernard Poitevin et Jacques Benveniste refont les expériences. « Nous avons rencontré des problèmes techniques », reconnaît Bernard Poitevin, qui relève trois types de difficultés pour l'activation des basophiles : l'ignorance de la nature du sang employé, l'impossibilité de réaliser ces expériences dans le stress, le rôle enfin de l'expérimentateur. « Quand Elisabeth travaillait « en ouvert », on notait une avalanche de bons résultats. Je crois que des erreurs techniques pouvaient augmenter les chances d'obtenir des données positives. Mais les courbes d'activités n'étaient pas

imaginaires. Il fallait juste finir de mettre au point la reproductibilité du système et dire qu'il était difficile à répéter tant que tous les paramètres n'étaient pas maîtrisés. Benveniste s'y refusait. »

Un an après la parution du papier dans Nature, le climat est empoisonné. Une commission de l'Inserm estime que les travaux du chercheur « nuisent à l'image de la communauté scientifique française ». Le patron de l'Inserm, Philippe Lazar, s'oppose, malgré les pressions, au non-renouvellement temporaire du docteur Benveniste à son poste (l'U 200 sera prolongée jusqu'à son terme normal du 30 juillet 1992). Mais le chercheur est sommé de renoncer à s'exprimer sur la mémoire de l'eau « en dehors des revues de haut niveau ».

Quant aux laboratoires Boiron, ils n'ont pas renouvelé leur contrat avec l'U 200. « En 1988, se souvient Jacques Benveniste, le père Boiron était si confiant qu'il m'avait offert une ligne de crédits illimitée... » Pour Philippe Belon, directeur scientifique de ces laboratoires, la mésaventure est cuisante. Il est aussi un des signataires du papier de Nature. Mais sa version détonne. D'après lui, le texte publié n'est pas celui qu'il a signé. « Depuis 1982, nous travaillons avec Benveniste sur les tests de dégranulation des basophiles qu'il a inventés et développés. Mais nos recherches portaient sur l'inhibition du phénomène et non sur l'activation directe des cellules. J'étais d'accord avec les deux premières versions du texte envoyées à Nature, car elles traitaient de l'inhibition. Le texte final décrivant une activation directe, je ne l'ai pas lu. » Que ne l'a-t-il dit ? « J'étais en porte-à-faux. J'ai préféré me taire et continuer à travailler sur notre modèle initial. » Une méthode développée par Jean Sainte-Laudy, un ancien collaborateur de Jacques Benveniste, qui

« Ma foi ! pensa Alice, il m'était souvent arrivé de voir un chat sans souris (ou sourire) ; mais ce sourire de chat sans chat ! C'est bien la chose la plus curieuse que j'ai contemplée »  
Lewis Carroll

tend à César ce qui lui appartient : « C'est un très grand scientifique. Je lui reconnais deux mérites réels : personne n'avait affirmé, avant lui, que les hautes dilutions étaient actives. Il a aussi adapté à l'homme le test de dégranulation. »

Mais au-delà, leurs chemins divergent. Activation directe ou inhibition, il s'agit dans les deux cas de hautes dilutions. Jean Sainte-Laudy considère cependant l'inhibition du phénomène allergique plus simple à réaliser, et surtout reproductible. Au bleu de Toluidine utilisé par le docteur Benveniste, le docteur Sainte-Laudy a préféré un autre colorant, le bleu Alcyan, qui permet de reconnaître sans erreur les basophiles ayant « dégranulé ». Il utilise, en outre, une machine qui compte les cellules sans états d'âme.

Philippe Belon estime que le faux pas de 1988 dans Nature a entraîné un retard de dix ans dans la reconnaissance des hautes dilutions. « On nous a traités de honte de la science », lâche-t-il. Sur les

travaux du docteur Benveniste, son opinion est claire : « Il a calqué son modèle. Les pics d'activité ne sont pas stables. Il n'existe de conclusions que statistiques. Or la sommation de ses résultats n'est pas significative. Elisabeth Davenas avait poussé trop loin. Benveniste s'est appuyé sur une seule expérience qui a marché. S'il l'avait répétée mille fois, il n'y aurait eu aucun problème. Mais justement, ce qu'il a publié dans Nature, il ne sait pas le reproduire, même chez lui. Et personne ne sait. »

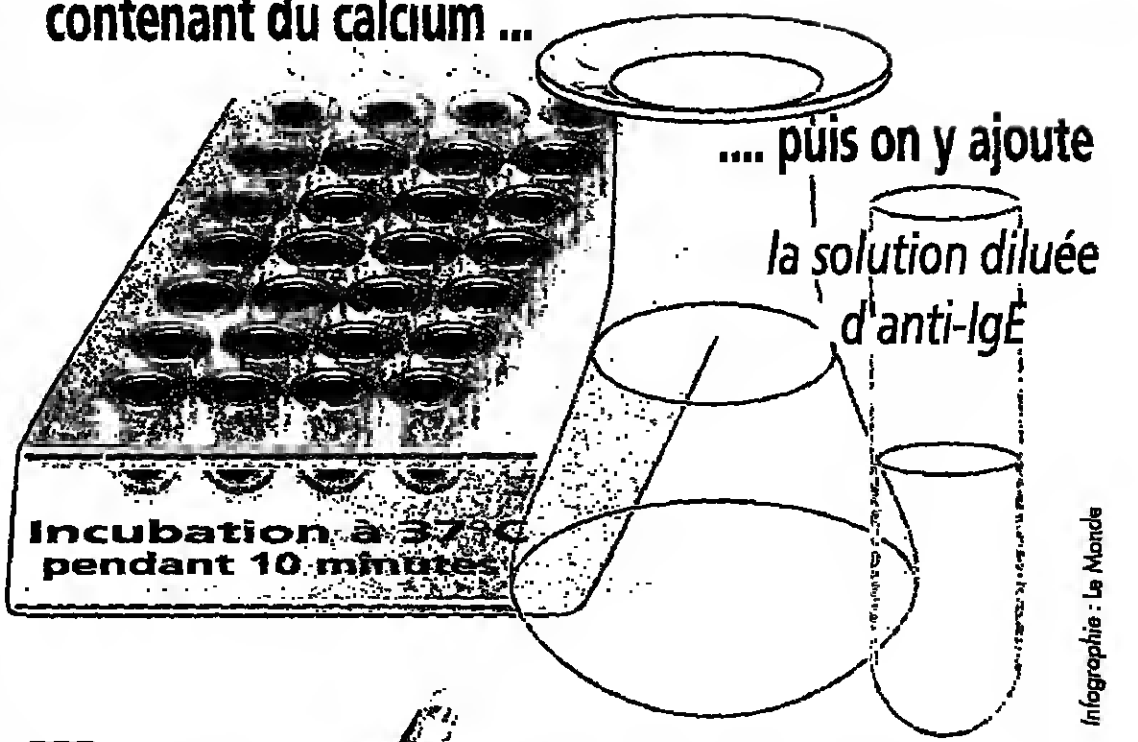
En 1989, un chercheur de renom vient pourtant à la rescousse de Jacques Benveniste. Directeur de l'U 292 de l'Inserm, le statisticien Alfred Spira a connu son collègue en mai 1968 : depuis, ils se sont revus de loin en loin. Alfred Spira a jugé scandaleux les procédés de Nature. « Je n'ai pas pris parti sur le fond. J'ai dit qu'on ne pouvait accepter de telles méthodes », précise-t-il. Nature a critiqué les analyses du docteur Benveniste. Alfred Spira lui a proposé de s'occuper des calculs. « Il nous a fallu un an pour mettre au point un protocole statistique correct, se souvient-il. Le sien était obsolète. »

Dans une tribune libre au Monde, Alfred Spira a modéré son engagement : « Lorsqu'un chercheur pose des questions qui remettent en cause les savoirs établis, il fait son travail. Vouloir l'empêcher de poursuivre ses investigations alors qu'on n'a pas démontré qu'il était dans l'erreur est une limitation indéfendable de sa - de notre - liberté. Je continuerai donc à travailler avec Benveniste tant que nous n'aurons pas démontré si ses résultats sont faux ou exacts. » Spira s'entourne de mille précautions. La lecture est effectuée en aveugle. Il a même envisagé de solliciter un huissier, mais il renonce finalement à « inscrire dans une logique de fraude. »

A l'usage de Benveniste, Alfred Spira décide en revanche d'être supervisé par un collègue anonyme, biostatisticien à l'Inserm, qui n'a jamais eu de liens avec le laboratoire de Clamart. « Les résultats ne reproduisaient pas exactement ceux de 1988, mais une transmission d'informations persistait à haute dilution. J'ai travaillé avec Benveniste et Elisabeth Davenas. Je n'ai jamais pensé à une fraude. » Aussi co-signa-t-il un article sur ces nouvelles expériences que refusent tour à tour les revues Science et Nature. « Cette dernière a relevé des erreurs dans l'analyse statistique. C'était un comble car le problème ne pouvait pas venir de là. Nature a alors publié l'article d'une équipe anglaise, une vraie manipulation. Ce papier mélangeait toutes les données. Il était visiblement construit dans un seul but : réfuter notre analyse. » Dans un courrier adressé à Jacques Benveniste, John Maddox écrit : « Que vous retirez votre article ou que nous le rejetions, cela ne changerait rien. De toute façon, c'est à la décision de rejet que nous aurions abouti. »

SEULE l'Académie des sciences publiera ce texte dans ses Comptes-rendus datés du 28 février 1991. Mais au terme d'un incroyable parcours. « Lorsque j'ai signé l'article avec Jacques Benveniste, j'ai senti des pressions. On s'attendait que je me compromette dans une telle affaire », témoigne Alfred Spira. Il réplique à se livrer davantage. Des blessures subsistent. Les foudres officielles - et les insultes - ont été ci-gelantes. « Changeux, qui est un grand scientifique, a sur ce sujet une attitude non scientifique. Pour lui, ça n'existe pas. Il traite les hautes dilutions sur le mode de la dérision. » Mais quand le professeur Podder présente le texte de MM. Benveniste et Spira à l'Académie des

**2 On dépose des basophiles dans une suspension liquide contenant du calcium ...**



**3 Coloration par le bleu de Toluidine**

Le bleu de Toluidine se fixe sur les cellules restées à leur état initial (cellules non activées). A contrario, l'activité de haute dilution se traduit par la non-coloration des basophiles.

La non-coloration des cellules confirmerait l'existence de la "mémoire de l'eau"

sciences, le chercheur de Pasteur ne cache pas son hostilité. C'est par « inadvertance » que l'article se retrouve dans ses Comptes-rendus hebdomadaires. Ils sont déjà sous presse chez l'imprimeur quand la direction de la revue demande in extremis de rajouter une précision humiliante : « Les secrétaires perpétuels indiquent que cette note est publiée au titre de droit de réponse à une note de M. Joan Jacques. »

Le travail original de Jacques Benveniste et d'Alfred Spira perd ainsi sa qualité de contribution princeps pour être ravalé au banal rang de droit de réponse, « avec une telle précipitation que Jean est devenu Joan, souligne Michel Schiff dans son livre Un cas de censure dans la science (Albin-Michel). Pour la première fois depuis la création de cette revue, l'imprimeur a dû pilonner les exemplaires du numéro prêt à partir et en fabriquer d'autres assortis du fameux paragraphe. » L'article sur les hautes dilutions a eu les honneurs

d'un rite traditionnel qui était un peu tombé en désuétude depuis l'Inquisition », grince Michel Schiff. Le coup est dur. Alfred Spira est ébranlé. « Je reste persuadé qu'il y a un artefact. La procédure expérimentale a une faiblesse », commente-t-il aujourd'hui. Ses liens avec Jacques Benveniste se sont distendus. Il n'a pas suivi la stratégie provocatrice de son collègue de Clamart. Dans l'aventure, le docteur Benveniste n'a pas seulement perdu sa réputation de chercheur. Il a aussi perdu des amis. Bernard Poitevin n'était pas d'accord avec l'article de l'Académie des sciences. « Sur l'activation des basophiles, seule une expérimentatrice, Elisabeth Davenas, obtenait des résultats. Cela ne marchait pas avec l'autre. Benveniste l'a insultée. Je le répète : il fallait dire que le phénomène était difficile à reproduire. Quant au modèle d'inhibition, il a fonctionné dans les deux cas. »

Début 1991, le docteur Benveniste est de nouveau seul. Son laboratoire ne fermera pas avant une

année, mais la plupart de ses chercheurs l'ont quitté faute d'horizon stable. Bernard Poitevin, qui espérait « inscrire l'homéopathie dans un pôle de recherche », remâche sa déception. Jacques Benveniste vient d'ouvrir un autre champ d'exploration qu'il baptise « biologie numérique ». Puisque sa méthode de dégranulation des basophiles est entachée de soupçon, il poursuit sa recherche en montrant qu'un diluant peut mémoriser un signal moléculaire comme un disque compact conserve la voix de Pavarotti. Sur la route de Jacques Benveniste se profile la haute silhouette du Prix Nobel de physique, Georges Charpak. La reconquête de l'eau et du feu.

Eric Fottorino

**Demain : Le temps des passions**



Michel Rosenfeld, juriste américain

## « On assiste aujourd'hui à une réaction face à l'activisme passé de la Cour suprême »

Un constitutionnaliste retrace l'évolution de la jurisprudence de la plus haute instance juridictionnelle aux États-Unis

« Comment une affaire comme celle de Paula Jones, cette jeune femme qui accuse Bill Clinton de harcèlement sexuel, a-t-elle pu remonter jusqu'à la Cour suprême ? »

« La question posée devant la Cour suprême n'est pas de savoir si Bill Clinton, alors gouverneur de l'Arkansas, a réellement demandé le 8 mai 1991 à un de ses gardes du corps de faire monter Paula Jones dans sa chambre d'hôtel et a fait des avances sexuelles à cette dernière. Elle est de décider si l'on peut engager un procès civil contre un président des États-Unis lorsque celui-ci est en exercice. »

« Combien de temps cela peut-il prendre ? »

« La Cour doit rendre son arrêt avant la fin de la session en cours, soit début juillet. Encore une fois, la question constitutionnelle posée à la Cour n'a rien à voir avec le harcèlement sexuel en tant que tel. Il aurait pu s'agir de tout autre chose, d'un litige commercial, par exemple. »

« Quelle sera la suite du processus si la Cour déclare possible la tenue d'un procès civil ? »

« Il y a un précédent, qui date de Nixon. Un employé du gouvernement fédéral avait affirmé qu'il avait renvoyé de son poste injustement. La Cour a alors statué que le président ne pouvait pas être poursuivi en justice pour des décisions qu'il avait prises en tant que président. Elle doit décider cette année si le président Clinton peut être poursuivi pour une affaire qui n'a rien à voir avec ses fonctions et qui a même eu lieu avant son accession à la présidence. Si la Cour estime qu'on peut le poursuivre, alors il sera traité comme n'importe quel autre citoyen, c'est-à-dire qu'il devra subir les questions des avocats de M<sup>me</sup> Jones. »

« M<sup>me</sup> Jones prétend avoir remarqué des signes distinctifs sur les organes sexuels de Bill Clinton. Celui-ci devra-t-il se soumettre à un examen ? »

« M<sup>me</sup> Jones peut le demander. De là à ce que le juge accepte, c'est une autre affaire. Il y a certains droits à la vie privée, et les avocats du président ne manqueraient pas de présenter des objections. Et l'enquête préliminaire peut durer un an. Comme pour tout litige civil, il peut y avoir un accord amiable à tout moment, jusqu'à la décision du jury ou du juge. En tout état de cause, M. Clinton devra être présent au moment du procès. »

« Si, au contraire, la Cour décide que le président ne peut pas être poursuivi, est-ce que l'affaire est définitivement enterrée ? »

« Elle ne serait pas enterrée, mais remise à la fio du mandat de M. Clinton, donc à 2001. »

« Est-ce que toute cette agitation vous paraît normale ? »

« Je ne crois pas que tout cela aurait été possible il y a trente ans. Mais il y a eu aux États-Unis beaucoup de publicité autour des nouvelles lois concernant le harcèlement sexuel. Il y a eu, aussi, en 1991, les auditions du juge Clarence Tho-



PATRICK LESTUENNE

mas devant le Sénat avant sa nomination à la Cour suprême. Lui aussi était mis en cause pour harcèlement sexuel. Si l'on prend un peu de recul, on s'aperçoit que les politiciens en général et le président en particulier ont perdu de leur envergure morale aux yeux des gens. »

« Comment voyez-vous actuellement le rôle de la Cour suprême ? »

« On assiste aujourd'hui à une réaction négative face à l'activisme passé de la Cour suprême, du temps où elle était présidée par Earl Warren [de 1953 à 1969, NDLR]. C'est cette dernière qui a rendu des arrêts très importants concernant la lutte contre la ségrégation raciale. »

« Jusqu'à Bill Clinton, il n'y a eu que des nominations républicaines. Le président Carter n'a pas eu l'occasion de nommer un juge à la Cour suprême, et l'un des principaux critères de choix était que le juge fût moins interventionniste. »

« La Cour suprême a joué un rôle conservateur, au début du New Deal, en cherchant à entraver l'action de Franklin Roosevelt. Elle a été progressiste dans les années 60, lors de la lutte pour les droits civiques. Qu'en est-il en 1997 ? »

« La Cour d'aujourd'hui n'est pas aussi conservatrice que celle

d'avant 1937, mais elle l'est certainement davantage que celle des années 60. Beaucoup de progrès ont été accomplis dans certains domaines, comme, depuis 1970, les droits à l'égalité pour les femmes. »

« En revanche, la Cour actuelle a un peu reculé au sujet de l'égalité

raciale et du pouvoir des États. La grande révolution de Roosevelt, c'est d'avoir nationalisé la politique économique et sociale. La tendance aujourd'hui est de rendre plus de pouvoir aux États afin que ceux-ci puissent mener des politiques moins progressistes. »

### Un défenseur de la « discrimination positive »

NÉ À NEUILLY-SUR-SEINE en 1948, Michel Rosenfeld a gardé la forme française de son prénom. Il a fait ses études à l'université Columbia de New York et a soutenu une thèse de doctorat de philosophie consacrée à l'affirmative action, cette doctrine volontariste en vogue dans les années 60 et 70, aujourd'hui contestée, qui prône une « discrimination positive » en faveur des minorités, les Noirs en particulier, avec notamment l'instauration de quotas en leur faveur pour l'entrée dans les universités.

Michel Rosenfeld est actuellement professeur de droit à l'école de droit Benjamin-Cardozo de New York. Il est également vice-président de l'Association de droit constitutionnel des États-Unis et de l'Association internationale de droit constitutionnel.

Contrairement à d'autres, il établit un bilan positif de l'affirmative action, remarquant au passage que, par une ironie de l'histoire, c'est du temps de Richard



MICHEL ROSENFELD

Nixon, qui lui était pourtant hostile, que celle-ci a été véritablement mise en place. « C'est une aventure qui méritait d'être révisée », estime-t-il aujourd'hui. Le principe de l'affirmative action consiste à redresser une situation déséquilibrée, et le besoin s'en fait selon lui toujours sentir.

L'opinion a commencé à changer pendant la présidence de Ronald Reagan. Ce revirement a abouti au référendum de novembre 1996 en Californie, qui a aboli l'affirmative action, présentée comme une « discrimination à rebours ». Le danger, affirme Michel

Rosenfeld, est qu'on en revienne à des universités sans Noirs. Malgré le résultat du référendum, la plus importante du pays, continue d'ailleurs provisoirement d'appliquer les règles de l'affirmative action, conformément à la décision d'un juge fédéral.

D. D.

a dit, et c'est presque vrai, que tout problème d'une certaine importance finit toujours aux États-Unis par aboutir devant un tribunal. »

« L'opinion américaine s'est passionnée pour le procès d'O. J. Simpson, de janvier à octobre 1995. Le prestige de la justice n'a-t-il pas été sévèrement entamé par le déroulement chaotique de ce procès ? »

« Le procès Simpson a partagé le pays. Pour beaucoup de Blancs, Simpson était coupable. Et, pour les Noirs, Simpson était innocent. Le prestige du système judiciaire a diminué mais pas, à mon avis, celui des juges eux-mêmes. »

« Est-il possible de comparer la Cour suprême avec le Conseil constitutionnel français ? »

« Pour répondre à cette question, j'aimerais faire une distinction entre la forme et le fond. Pour ce qui est de la forme, je vous raconterai une anecdote. J'ai invité ici à une conférence, il y a peu près un an et demi, un juge de la Cour suprême, un membre du Conseil constitutionnel français et des juristes d'autres pays pour leur soumettre un cas sur les droits de l'homme. On s'est alors rendu compte qu'il était impossible de trouver un sujet qui pourrait être présenté à la fois à la Cour suprême des États-Unis et au Conseil constitutionnel français. »

« Le Conseil constitutionnel statue sur les lois avant qu'elles soient promulguées. Aux États-Unis, c'est lorsque la loi est déjà en vigueur qu'une personne, et non une institution, peut contester sa constitutionnalité. Il y a en France un contrôle centralisé, alors qu'aux États-Unis les tribunaux des États, les juges fédéraux de première instance ont le droit de statuer sur des questions constitutionnelles, et c'est par un processus d'appel que la Cour suprême est saisie. »

« Très souvent, dans diverses régions du pays, il y a des règles constitutionnelles différentes. La Cour d'appel de New York et la Cour d'appel en Californie peuvent aboutir à des résultats différents sur des affaires similaires. Il peut se passer plusieurs années avant que la Cour suprême se prononce. Cela ne pourrait pas se passer en France. C'est une différence essentielle sur la forme. »

« En ce qui concerne la fonction des deux institutions, je crois qu'elle est quand même relativement semblable. »

« Les Français accusent souvent leur justice d'être lente, et rendue dans un langage difficilement compréhensible. Les mêmes reproches sont-ils formulés par les Américains ? »

« Ces problèmes existent aux États-Unis. La justice est extrêmement lente. Une série de lois visant à simplifier le langage juridique. Par exemple, dans les contrats commerciaux, lorsqu'une banque accorde un prêt, le texte est censé être rédigé en anglais courant. Mais le public n'est pas convaincu. »

Propos recueillis par Dominique Dhombres

Antoine Garapon, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice (IHEJ)

## « Pourquoi ne pas charger le Parlement de désigner le président du Conseil supérieur de la magistrature ? »

Selon ce spécialiste, le fonctionnement du parquet favorise la confusion des pouvoirs

« Que pensez-vous de l'initiative du président de la République, Jacques Chirac, qui a demandé à une commission de réfléchir au problème de l'indépendance du parquet ? »

« Cette idée est excellente. L'indépendance du parquet est un problème politique, et il est bon que le président de la République prenne l'initiative. Cette commission devrait permettre de réanimer le débat public sur cette question. Je regrette simplement que le Parlement n'ait pas été associé à cette réflexion. Dans ce débat comme dans beaucoup d'autres, on instaure d'emblée un face-à-face entre l'exécutif et le judiciaire, alors que dans de nombreux pays, le contrôle de la justice est, en partie au moins, le fait du Parlement. »

« Peut-on dire que le parquet est l'émanation d'une culture politique française ? »

« Le ministère public français est

l'expression de deux traits de notre culture : notre attachement à l'État, le grand régulateur social, et notre incapacité à penser son contrôle par des organes externes et indépendants. Le parquet est le type même d'institution qui pratique la confusion des pouvoirs : les procureurs sont à la fois des agents de l'exécutif et des magistrats. »

« Un tel fonctionnement ne correspond plus aux aspirations à une justice qui soit, non plus la courroie de transmission du pouvoir d'État, mais un lieu éventuel de contestation de ce même pouvoir. L'opinion souhaite cependant une politique pénale coordonnée et efficace pour protéger sa sécurité, demande qui, sans être nouvelle, s'intensifie. Le ministère public est donc pris entre une demande de non-État et une demande d'État. C'est pourquoi, me semble-t-il, le politique doit pouvoir continuer à donner aux parquets des directives de poli-

tiques pénales. Mais il doit se voir interdire des instructions dans des dossiers individuels. »

« Certains proposent de confier la nomination des magistrats du parquet au CSM. Qu'en pensez-vous ? »

« La formule du Conseil supérieur de la magistrature est la solution adoptée par un très grand nombre de pays. Le nôtre a d'ailleurs déjà fait une offre de services. Mais cette simple réforme ne résout rien parce que, si l'on n'y prend pas garde, le CSM peut aussi bien être un facteur de corporatisme qu'une courroie de transmission du pouvoir politique. En lui confiant les nominations des magistrats du parquet selon le même régime que celles des juges du siège, on ne fait que la moitié du chemin ! »

« Comment se prémunir contre les risques de corporatisme ? »

« La magistrature telle que nous

la concevons en France, c'est-à-dire comme un corps hiérarchique et fermé dans lequel on entre à vingt-cinq ans et que l'on ne quitte plus jusqu'à la retraite, induit mécaniquement la création de chapelles idéologiques et de clans qui constituent des relais nécessaires, voire indispensables, pour avancer. Pour se protéger du corporatisme, il y a deux pistes de réflexion. La première consiste à séparer plus nettement le siège du parquet, ce qui est la règle dans toutes les démocraties occidentales, hormis la France et l'Italie. »

« Cette séparation « verticale » peut être minimale, en rendant impossibles les passages du siège au parquet et du parquet au siège, mais elle peut aller jusqu'à créer deux formations et deux corps séparés avec deux organes de contrôle distincts. La deuxième solution consisterait à aérer « horizontalement » le corps en pré-

voyant la possibilité de nommer directement des non-magistrats – des avocats, par exemple – à des postes élevés de la hiérarchie. »

« Il faut surtout que le CSM favorise le professionnalisme et la compétence et qu'il soit comptable de ses choix devant la nation, c'est-à-dire responsable politiquement. Dans cet esprit, pourquoi ne pas charger le Parlement de désigner le président du CSM qui ne serait donc plus comme actuellement le chef de l'État ? Pourquoi la personnalité importante ainsi désignée ne pourrait-elle pas venir s'expliquer devant les Chambres, au même titre qu'un ministre ? Ce serait une figure nouvelle pour nos institutions et une modernisation de notre démocratie. »

« Estimez-vous nécessaire de modifier la composition du CSM ? »

« Pour éviter de créer un organe d'autogestion des magistrats, il faut revoir la composition du CSM, dans

lequel les juges ne devraient pas être majoritaires. Il faut également prêter la plus grande attention au mode de scrutin des membres élus, parce qu'un mode de scrutin majoritaire favorise le syndicat dominant. Il ne faut surtout pas s'engager dans une représentation proportionnelle des syndicats : les Italiens ont dû l'abandonner. Il faut veiller à ce que les syndicats ne se fassent pas à leur corps défendant – les relais du corporatisme. Ils jouent un rôle essentiel pour représenter les magistrats, mais ils ne sont pas là pour coagérer le corps. Il ne faut pas accentuer la tendance actuelle au spoil system, c'est-à-dire à une répartition des principaux postes entre le ou les syndicats proches de la majorité au pouvoir, ce qui est contraire à l'idée républicaine. »

Propos recueillis par Anne Chemin



سما من السهل

## assé de la Cour suprême

de la Cour suprême

## Trop de faux débats sur la flexibilité

par Nicole Notat

**R**IGIDITÉ, assouplissement, flexibilité : il ne se passe pas une semaine sans que la presse ne se fasse le relais des propos et formules de l'empereur-roi des uns et des autres sur le sujet. C'est devenu la tarte à la crème, mais à aucun moment on ne s'est éclairé sur les problèmes qui se posent, en admettant qu'ils existent, les enjeux et les véritables objectifs poursuivis.

Au oom de la lutte contre le chômage, sont ainsi tour à tour accusés : un code du travail écrasant les PME, un contrôle illégal par les juges, une législation trop restrictive pénalisant l'emploi. Dans un discours général présentant la rigidité des règles existantes comme la source de tous nos maux, les annonces se succèdent, sans aucune analyse, sur tel ou tel dispositif qu'il conviendrait de revoir ou de réformer. La CFDT ne peut rester silencieuse dans ce débat tronqué qui oscille entre la méconnaissance pure et simple des réalités et le postulat purement idéologique.

Les affirmations préemptives assénées comme des vérités ne permettent aujourd'hui aucune discussion sérieuse. Les entreprises ne pourraient embaucher faute de pouvoir licencier en raison des contraintes qui pèsent sur elles. Le débat n'est pas nouveau. La suppression de l'autorisation administrative en 1986 devait créer des milliers d'emplois. On connaît les résultats. Les entreprises disposent dans ce domaine d'une large liberté dès lors qu'elles justifient d'un motif de licenciement, ce qui est la moindre des choses.

**Il faut qu'une analyse et un diagnostic sérieux soient faits avec précision et objectivité par une ou des personnalités compétentes, incontestées et non partisans. La CFDT réaffirme cette exigence incontournable**

Sait-on que l'obligation d'un plan social, tant critiquée, ne concerne que les entreprises de plus de 50 salariés, et qu'en deçà la seule contrainte réside dans la proposition d'une convention de conversion, d'un coût minime pour l'entreprise ? Faut-il encore rappeler que les indemnités légales de licenciement, d'un coût prétendument exorbitant, sont d'un dixième de mois de salaire par année d'ancienneté ? Quant au contrôle des tribunaux sur les plans sociaux, jugé insupportable, il n'est que la conséquence de la suppression du contrôle de l'administration.

Autre affirmation : les entreprises hésitent à créer des emplois en raison des règles restrictives à l'embauche, tout particulièrement sur les contrats à durée déterminée (CDD). S'agit-il là d'une totale méconnaissance des textes ou d'une mauvaise foi délibérée ? Les dispositifs actuels résultent d'un accord avec le CNPF en 1990. Il existe plus d'une dizaine de cas d'utilisation des CDD, couvrant la totalité du spectre des besoins possibles et imaginables pour les entreprises. Faut-il dire encore que leur renouvellement est possible ? Les souplesses existent, et les entreprises y ont largement recours puisque la majorité des embauches se fait aujourd'hui en CDD et que 40 % des demandeurs d'emploi le sont à l'issue d'un tel contrat.

Ce seraient alors les sentis d'efficacité, déclenchant, entre autres,

l'obligation d'une représentation collective, qui freineraient l'embauche en raison des coûts engendrés pour l'entreprise par cette représentation. Curieuse conception des relations sociales qui consiste à ne voir dans les délégués qu'un coût, au demeurant modeste ! Elle traduit en fait un vieux fond d'antisyndicalisme récurrent. L'augmentation constante des licenciements de délégués pour motifs personnels depuis 1983 en témoigne d'ailleurs. En outre, plus de la moitié des entreprises de moins de 100 salariés sont dans les faits, et malgré les textes, dépourvues de représentation.

Le discours patronal est d'autant plus surprenant qu'en ce domaine l'instauration de la délégation unique par la loi quinquennale Giraud leur a déjà largement donné satisfaction. La démonstration est aujourd'hui faite : une minorité d'entreprises s'en est saisie (4 %), les effets sur l'emploi sont nuls, l'implantation de nouvelles représentations est pratiquement inexistante (1 %). Rappelons aussi que les partenaires sociaux ont conclu, le 31 octobre 1995, un accord qui permet d'adapter et de simplifier la négociation et la représentation dans les PME.

Aujourd'hui, la CFDT attend toujours les candidats patronaux pour négocier au niveau des branches l'expérimentation de ces nouvelles formes.

La justification de l'emploi apparaît comme le cache-sexe de demandes en réalité d'une autre nature, visant à toujours plus de liberté pour certaines entreprises incapables de penser leur gestion autrement qu'en termes de précarité accrue pour les salariés. Que dire des propositions d'allongement des CDD au-delà de 18 ou 24 mois, alors que leur durée moyenne dans les faits ne dépasse pas quatre mois ? Que dire de la généralisation d'un nouveau type de contrat lié à un chantier, une tâche, une mission dont le seul but est d'échapper aussi bien aux garanties des contrats à durée déterminée qu'aux règles du licenciement ? Comment croire un seul instant que l'affaiblissement du contenu des plans sociaux et de leur contrôle ou encore le lissage des seuls d'effectifs pour limiter la représentation collective vont créer un seul emploi ?

Soyons sérieux : il n'y a pas de remède à des maux imaginaires. Ce n'est pas de la sorte qu'on résoudra les problèmes du chômage, pas plus qu'on ne développera des relations sociales constructives dans ce pays. D'autres possibilités existent pour faire face aux besoins d'adaptation des entreprises. De nombreux accords en font la démonstration en alliant annualisation, réduction du temps de travail et création d'emplois, tournant ainsi le dos au développement sans cesse croissant des heures supplémentaires et du temps partiel imposé et précaire.

Et s'il s'agit dans un certain nombre de domaines, sans remettre en cause les garanties de fond, de revoir tel ou tel dispositif en raison de sa complexité ou de son inadaptation dans la perspective d'une meilleure efficacité pour les entreprises et les salariés, la CFDT n'a jamais refusé le débat d'adaptation. Il peut être nécessaire, y compris pour préserver et développer les garanties fondamentales des salariés, répondre à leurs nouvelles aspirations et développer l'emploi. Nous l'avons dit, nous l'avons fait pour la Sécurité sociale, parce qu'il s'agissait de la rénover et non de la remettre en cause.

Encore faut-il préalablement qu'une analyse et un diagnostic sérieux soient faits avec précision et objectivité par une ou des personnalités compétentes, incontestées et non partisans. La CFDT réaffirme cette exigence incontournable pour en finir avec ce serpent de mer des faux débats sur la flexibilité. Regardons d'abord le diagnostic, nous jugerons ensuite de sa pertinence et de ce qu'il y a lieu de faire ou non.

Nicole Notat est secrétaire générale de la CFDT.

## Un remède contre la corruption

par Jean Gatty

**L'**OPINION a tort : la corruption actuelle n'est ni fatale ni difficile à éliminer. On s'en prend aujourd'hui aux corrompus, c'est-à-dire aux élus. Et l'on peut effectivement jeter en prison tous les hommes politiques, leurs successeurs, les successeurs de leurs successeurs, etc., interdire les campagnes d'affichage, les tournées et réunions électorales et, finalement, reprocher aux hommes politiques le moindre franc dépensé - n'aurait-il pas été mieux utilisé ailleurs ? - et... supprimer ainsi toute vie politique.

Absurde, cette attitude serait de plus inefficace : elle fait mine d'ignorer que la corruption a une seconde cause structurelle. Il y a le très célèbre financement, politique et personnel, des élus ; il y a aussi, moins souvent brocardé, l'intérêt des corrupteurs qui se corrompent pas les élus s'ils n'avaient pas intérêt à le faire. On peut donc s'intéresser aux corrupteurs, et aux raisons qu'ont les corrupteurs de corrompre. S'il existe en effet des phénomènes de corruption dans (presque) toutes les affaires publiques, la cause ne s'en trouve pas dans l'existence d'une ou deux brebis galeuses. Elle se trouve dans des lois qui sont si mal conçues que, l'homme étant ce qu'il est, la corruption se généralise.

Alors que faire ? Privé les corrupteurs des raisons qu'ils ont de corrompre. Comment ? Non pas - fiction utopique - en supprimant l'État, les collectivités locales et toute autorité publique, auquel cas il n'y aurait plus d'hommes politiques à corrompre, seulement les fauves d'une vaste jungle à dompter. Il faut laisser aux titulaires de l'autorité publique le pouvoir de décider d'offrir à la collectivité tous les biens, services, bâtiments, routes, aménagements, services collectifs qu'ils désirent lui offrir. Il faut les empêcher, une fois ces décisions prises, de choisir l'entreprise qui obtient le marché de fourniture, le contrat de prestation de service, le chantier de travaux publics, la concession de service public, etc. Ce choix doit résulter

d'une procédure sélectionnant automatiquement et inamoviblement l'entreprise la moins onéreuse pour le consommateur-contributeur.

Il existe en effet une procédure d'enchères dont on peut démontrer qu'elle attribue le marché en jeu au postulant le mieux-disant, et que ce dernier s'engage alors sur un prix inférieur au plus faible prix, encore appelé coût marginal, de son meilleur concurrent. C'est ce qu'on appelle l'enchère de Vickrey.

Souhaitée et votée par une autorité publique quelconque, la fourniture d'une prestation est mise aux enchères : tous les candidats proposent un premier prix lors d'un premier tour d'enchères, à

candidat le moins coûteux pour le contributeur. Il sait qu'il ne l'emporte jamais si tel n'est pas le cas. Il sait qu'il n'a d'autre moyen de le savoir que d'aller aux limites de ses possibilités. A quoi bon corrompre alors ?

Quant à l'organisation matérielle des enchères, dont les tours peuvent être très nombreux, elle devient fort simple dès qu'on utilise l'ordinateur quel réseau d'échange d'informations, qui permet d'effectuer des centaines de tours d'enchères en un très court laps de temps - et dont l'anonymat prévient les manœuvres douteuses habituelles. Un candidat à l'obtention de marchés publics peut, en effet, programmer ses enchères

complexes mais le principe de sa résolution demeure le même : le propriétaire d'une entreprise d'exploitation de service public est immédiatement remplacé par tout propriétaire qui, reprenant l'entreprise, s'engage sur des prix plus avantageux pour le consommateur - le dernier tour du système d'enchères décrit ci-dessus étant ainsi ouvert en permanence.

Le remplacement devient effectif quand le nouveau propriétaire rachète à l'ancien le capital de l'entreprise - aucun propriétaire ne pouvant profiter de sa situation de monopole pour tirer le maximum de 500 affaires, au détriment des contributeurs-contributeurs du service public. Le capital et la dette de l'entreprise ne peuvent augmenter au-delà d'une limite qui est fonction des prix à venir proposés aux consommateurs par l'exploitant des besoins de financement que ces prix laissent augurer, et de la conservation de la rentabilité de l'exploitation. Aucun propriétaire ne peut gonfler sa dette ni pour on ne sait trop quelles dépenses somptuaires, ni pour réaliser immédiatement d'énormes profits, ni pour flouaer des « surbaisses » de prix dans le seul but de reprendre l'exploitation au propriétaire actuel.

Le propriétaire d'une exploitation de service public est certain de demeurer l'exploitant aussi longtemps qu'il est l'exploitant le moins cher pour le consommateur du service public. Il est certain de ne pouvoir le savoir qu'en prévoyant effectivement des engagements devant les consommateurs. Alors, à quoi bon corrompre ?

Il y aura, certes, toujours des corrompus. Est-ce pour autant une raison de laisser prospérer une forme de corruption qui mine la vie politique comme chacun sait qu'elle le fait, alors qu'on a le moyen d'y mettre un terme ?

Jean Gatty est économiste (Fondation Thiers, CNRS).

## Framatome : union libre ou mariage forcé ?

par François-Michel Gonnot

**A** la fin de 1996, la mission d'information parlementaire sur l'avenir de Framatome a rendu son rapport, qui met en exergue neuf conditions auxquelles doit être soumise l'éventuelle fusion avec GEC-Alsthom. Toutes ces conditions ont un objectif commun : « sanctuariser » les alliances stratégiques, le savoir-faire et le pouvoir de décision relatifs au nucléaire, cœur des compétences de Framatome.

Au-delà du débat sur le niveau de la prise de participation de l'anglais GEC dans le capital de cette entreprise et ses conditions, l'avenir de Framatome est lié, en fait, à la vision prospective que l'on a du nucléaire civil en France et dépend largement de la date à laquelle notre pays pourrait opérer le renouvellement de son parc de centrales.

Si ce renouvellement intervient selon les prévisions, soit à l'horizon 2005, la situation actuelle de Framatome lui permet de tenir, eu égard à ses capacités de trésorerie, au succès de ses diversifications et au volant de ses commandes en provenance de l'étranger. Dans cette perspective, l'argument de la nécessité de « s'adosser » à un grand groupe pour survivre tombe de facto.

Autre hypothèse, pessimiste celle-là : « l'hiver » nucléaire ne prendrait fin qu'en 2010-2015 et contraindrait le premier constructeur mondial de chaudères nucléaires à réorienter son activité. Dans ce cas de figure, un rapprochement avec GEC-Alsthom répond à une véritable logique industrielle.

Cette traversée du désert de la filière nucléaire française, qui justifierait, selon certains, la nécessité d'une fusion, paraît à double titre exagérée. La direction de Framatome a permis d'accomplir des diversifications qui ne font dépendre de constructions nouvelles de centrales que 20 % de l'activité de Framatome.

Par ailleurs, cet « hiver » ne s'an-

nonce pas aussi rude que le prédisent les plus pessimistes observateurs. Un récent colloque parlementaire sur l'énergie et l'effet de serre a montré que seule l'énergie nucléaire permet de répondre aux besoins énergétiques massifs des économies développées ou en développement, sans contribuer à

voit rien qui ne pourrait résulter d'une simple prise de participation plus ou moins importante de GEC-Alsthom dans le capital de Framatome ?

Sans compter que les fruits de cette union se révéleraient peu rassurants en termes sociaux. En effet, les principales synergies sont sur-

**Recomposer l'actionnariat en se tournant vers ses partenaires actuels - la Cogema, Siemens et GEC-Alsthom**

l'effet de serre qui menace l'environnement planétaire. Cette prise de conscience ne peut que favoriser un plus large recours à cette énergie « propre ».

La vétusté des centrales nucléaires à l'Est rend particulièrement précieux le savoir-faire des ingénieurs de Framatome et laisse augurer de nouveaux marchés, pour peu que la communauté internationale ne veuille pas attendre un second Tchernobyl pour débloquent les fonds nécessaires à leur remise en état.

Enfin, l'explosion des demandes énergétiques en Asie, et notamment en Chine, où Framatome est un partenaire reconnu, constitue un extraordinaire champ d'investissement dont il convient de poursuivre plus avant l'exploration.

Leader mondial dans la construction de chaudères nucléaires, Framatome est aussi le premier en matière de services nucléaires, secteur en pleine croissance, et le troisième dans la connectique. Il est le seul européen dans les dix premiers mondiaux de ce secteur qui développe les prises utilisées dans tous les réseaux filaires industriels.

Rien, dans ce paysage, ne rappelle le désert ni n'inspire le renoncement. La « liaison » entre Framatome et Alcatel-Alsthom dure depuis 1990. Pourquoi provoquer un mariage forcé alors que, à la lecture des avantages que l'on pourrait attendre d'une fusion, on ne

tout relevées avec des unités de GEC en Grande-Bretagne, mais avec des salaires de 15 à 30 % moins élevés qu'en France.

De plus, cette union semble contraire au partenariat actuel avec Siemens, qui, dès lors, pourrait être tenté de trouver de nouvelles alliances ailleurs et de mettre un terme à sept ans de coopération de recherche avec Framatome qui ont abouti au projet européen de réacteur nucléaire du futur.

Enfin, selon le vieil adage : « Qui paie commande », oo voit mal GEC

renoncer à ses prérogatives acquises grâce à la fusion, dans le secteur nucléaire français, en contrepartie de ses capitaux.

Quant bien même l'avenir donnerait-il raison aux Cassandre, avec des actionnaires rassemblés, à forte dominante française et un poids déterminant de la puissance publique - sans nécessairement que celle-ci soit majoritaire - Framatome peut retrouver un équilibre nécessaire à son développement.

Recomposer l'actionnariat de Framatome, en se tournant vers ses partenaires actuels - la Cogema, Siemens et GEC-Alsthom, lui permettrait de se doter d'une troisième voie de diversification et lui redonnerait foi dans ses capacités d'entreprendre, telles seraient les voies d'une autre solution pour l'indépendance de cette grande entreprise, clé de voûte de la pérennité de la filière nucléaire française et de l'indépendance énergétique de notre pays.

François-Michel Gonnot est député (UDF) de l'Oise, président de la commission de la production et des échanges.

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### POLYTECHNIQUES DÉMOGRAPHIQUES

Je remercie *Le Monde* de la publication qu'il a faite pour le groupe polytechnicien X-démographie-économie-population dans ses éditions datées 22-23 décembre 1996. Nous ne sommes, bien sûr, ni stalinien, ni fasciste, ni infodés à un quelconque parti (...). La passion entoure ce qui touche à la condition humaine, et ces renaissances de la première heure étaient sans doute inévitables. Nous nous consacrons désormais aux vrais problèmes, et, en particulier, à l'examen de l'extraordinaire coup de frein démographique mondial actuel.

Christian Marchal, président de X-DEP, Paris



## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75012 PARIS CEDEX 05  
Tél.: 01-42-77-20-00. Télécopieur: 01-42-77-21-21. Telex: 206 806 F  
Internet: <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

### Des services publics novateurs

**L**e 12 décembre 1996, le président de la République avait dénoncé, à la télévision, le « conservatisme des Français » et appelé au renforcement du dialogue social. L'appel a été entendu dans les services publics. Le 9 janvier, Michel Bon, PDG de France Télécom, désormais transformée en société anonyme, signait avec quatre syndicats un accord social, prévoyant l'insertion professionnelle - mais pas forcément l'embauche - d'un millier de jeunes en 1997 et la réduction du temps de travail à 34 heures dans des agences aux horaires d'ouverture accrus. Quatre mois avant l'entrée en Bourse de France Télécom, cet accord avait apporté une première preuve de la capacité d'adaptation des services publics.

L'accord auquel sont parvenus EDF-GDF et trois syndicats (CFDT, CGC, CFTC) est encore plus novateur. Après avoir supprimé 13 000 emplois depuis 1985, les deux entreprises lient désormais explicitement leur nécessaire développement à l'aménagement et à la réduction du temps de travail ainsi qu'à l'embauche de 15 000 jeunes d'ici à fin 1999. A EDF, dans un climat très tendu depuis deux ans en raison de la libéralisation du marché de l'électricité, la direction fait un pari: mettre l'entreprise en position concurrentielle en réorganisant le travail et mobiliser ses agents en leur proposant de travailler 32 heures payées au moins 35.

En inscrivant cet accord dans le projet stratégique signé avec l'Etat, l'entreprise lie l'économique et le social comme aucune entreprise publique ne l'a fait. Cet

accord pourrait marquer un tournant dans la stratégie de la direction à l'égard des syndicats. Depuis 1946, rien d'important ne se faisait sans la CGT, ultramajoritaire. Aujourd'hui, EDF semble prête à travailler avec les syndicats minoritaires, en particulier la CFDT, qui a su, à la fois, afficher sa fermeté en manifestant le 3 décembre 1996 aux côtés de la CGT et jouer un rôle moteur dans l'accord sur le temps de travail et l'emploi.

Un an après les grèves de l'automne 1995, les syndicats entendent aussi prouver que les services publics sont capables de s'adapter. Si la notion de « flexibilité » reste taboue, les syndicats réformistes n'hésitent plus à reconnaître qu'ils partagent les objectifs stratégiques de leur direction: favoriser le développement de l'entreprise et se rapprocher du client, y compris en travaillant le soir ou le samedi. Cela est évident à France Télécom et à EDF-GDF. Cela l'a été à la RATP où les syndicats ont signé, en mai 1996, un accord qui constitue un premier pas vers l'instauration d'un service minimum.

Si la CGT n'adopte pas encore ce discours et s'oppose farouchement à ses accords, elle ne semble pas réellement disposée à empêcher leur application. Son attitude, actuellement très modérée à la SNCF, en apporte une preuve. A l'heure où le CNPF multiplie les déclarations médiatiques - sur le stage diplomatique, la flexibilité ou la refonte du code du travail - mais apporte peu de réponses concrètes au problème de l'emploi, la modernisation des relations sociales est aujourd'hui le fait des services publics.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration: Jean-Marie Colombani  
Directeur: Jean-Marie Colombani; Dominique Allou, directeur général;  
Nathalie Bouchard, directrice générale adjointe

Directeur de la rédaction: Edouard Planchet  
Directeurs adjoints de la rédaction: Jean-François Lemaire, Robert Solé  
Rédacteur en chef: Jean-François Lemaire, Bruno de Cassan, Pierre Georges, Laurent Gellier, Erik Israelovitch, Michel Kaiman, Bertrand Le Gendre  
Directeur adjoint: Dominique Boyer  
Rédacteur en chef technique: Titi Assa  
Secrétaire général de la rédaction: Alain Foucault

Mémoires: Thomas Penevski  
Directeur adjoint: Titi Assa; directeur délégué: Anne Chastanet  
Conseiller de la direction: Alain Rollat; directeur des relations internationales: Daniel Verzet

Conseil de surveillance: Alain Minc, président; Gérard Courbiol, vice-président  
Associés directeurs: Hubert Bernès-Méry (1944-1964), Jacques Fauriol (1964-1992), André Laurens (1992-1995), André Fontaine (1995-1997), Jacques Lescouffe (1997-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Date de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social: 950 000. Actionnaires: Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Pérovoyance

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

#### La Pologne aux urnes

LES ÉLECTIONS les plus sujettes à controverse depuis la victoire des Alliés se sont déroulées en Pologne dans un climat relatif. L'atmosphère était très tendue, mais il n'y a pas eu plus d'assassinats et d'attentats terroristes que d'habitude. Le gouvernement avait procédé à un déploiement imposant de forces pour assurer l'ordre et la liberté du vote. Pour intimider les électeurs récalcitrants, affirme l'opposition.

On ne connaît pas les résultats officiels que vers la fin du mois, mais il est inutile d'attendre cette date pour commenter l'événement. On sait déjà que le bloc démocratique, dominé par les communistes et les socialistes, obtiendra une majorité substantielle, et que l'opposition du Parti paysan polonais, dirigé par M. Mikolajczyk, sera battue. L'ancien parti de M. Witos, qui joua un rôle important dans la

période comprise entre les deux guerres, et qui fut le défenseur de la démocratie libérale, a subi le même sort que les autres partis frères de l'Europe centrale et orientale, ceux de Manliu en Roumanie, de Stamboliski en Bulgarie ou de Matichko en Croatie, qui avaient un jour rêvé de constituer une sorte d'Internationale verte pour résister à la pression communiste.

Le fait est qu'après la guerre et la Libération leur clientèle paysanne leur fut éprement disputée par les communistes, qui, à la faveur de l'occupation par l'armée rouge, s'empressèrent de réaliser partout des réformes agraires radicales. Ces partis paysans, s'appuyant généralement sur les couches supérieures de la paysannerie, s'affaiblirent d'ailleurs en se divisant en factions rivales.

(31 janvier 1947.)

### Le Monde sur tous les supports

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-68-78-30

Index et microfilms du Monde: renseignements par téléphone, 01-42-77-29-33

Le Monde sur CompuServe: GO LEMONDE

Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province: 06-36-68-03-73

مركز الدراسات والبحوث

## La fumée au banc des accusés

LA FRANCE connaîtra-t-elle un jour la tempête judiciaire qui voit s'affronter outre-Atlantique les pro et les anti-tabac? Les procédures engagées permettent de le penser, qui attestent d'une réelle percée de la culture juridique américaine et d'un changement de stratégie assez radical de la part des groupes de pression français. A Montargis (Loiret), un fumeur victime de trois cancers aux poumons et à la langue vient pour la première fois d'assigner en justice un fabricant de cigarettes, en l'occurrence la Seita, pour « défaut persistant et grave de l'information ». A Béziers (Hérault), la famille d'une jeune fumeuse de Gauloises brunes décédée d'un cancer du poulmon a fait la même démarche.

Jusqu'ici, les victimes directes du tabagisme n'avaient jamais été elles-mêmes. En vingt ans, le comité national contre le tabagisme (CNCT), une association loi de 1901, a mené un peu plus de deux cents actions, essentiellement contre des fabricants et pour des infractions publicitaires aux lois Veil de 1976 et Evin de 1991. 60 % de ces dossiers ont donné lieu à des condamnations, les

sociétés Philip Morris et RJ Reynolds Tobacco ont été les plus souvent citées.

Dans les années 90, les médias écrits et audiovisuels ont fait à leur tour les frais de l'offensive du CNCT pour avoir diffusé des messages publicitaires en faveur du tabac. Un système dit de « compensation médiatique » a alors vu le jour, en dehors des prétoires, les médias négociant le passage des publicités litigieuses contre l'offre d'un espace équivalent à la prévention contre le tabagisme. A l'instar de ses homologues américains, le CNCT ne fait pas mystère de ses ressources: ses activités judiciaires cumulées aux équivalents négociés lui ont permis d'engranger, entre 1988 et 1995, plus de 25,5 millions de francs.

Si les médias sont devenus, dans un second temps seulement, la cible juridique des anti-tabac, c'est, selon le CNCT, que les cigarettiers ont commencé à élaborer un « système de fraude de plus en plus complexe s'appuyant sur des sociétés écrans domiciliées à l'étranger ». Un document stratégique de la firme RJ Reynolds Tobacco, révélé dans ces colonnes (Le Monde du 28 février

1996), prouve en effet que dès 1992, le fabricant cherchait à contourner la loi Evin en organisant des activités de licence de logo pour vendre des produits dérivés.

Tout récemment, les PDG des industries du secteur ont été condamnés à des dommages-intérêts pour des campagnes promotionnelles illicites. Jean-Dominique Comolli, le patron de la Seita, qui déclarait le 16 décembre à La Tribune qu'« il n'existe aucune corrélation entre publicité et consommation globale en matière de tabac » et que « le tabac rapporte plus à la collectivité qu'il ne coûte », a ainsi été condamné à payer une amende de 80 000 francs et 40 000 francs de dommages-intérêts au CNCT pour avoir organisé au centre Pompidou, en février dernier, une exposition d'affiches pour le nouveau paquet de Gauloises blanches. Le président du tribunal correctionnel de Paris a jugé que « cette manifestation, dans l'un des musées les plus visités de France, constituait également une incontestable opération de promotion ».

Les angles d'attaque des justes se déplacent désormais sur le terrain de la santé. S'ils ont lieu, les deux premiers procès de fumeurs malades contre la Seita pourraient faire des années. Ils donneraient au passage l'occasion aux industriels d'exprimer leurs conclusions scientifiques en toute clarté, lors d'une confrontation directe avec les experts. Les pages de publicité comparant la toxicité d'un biscuit à celle d'une cigarette, l'argument, avancé par M. Comolli dans l'entretien précité, des « progrès de la recherche » et de l'« évolution des produits » vers moins de toxicité, pourraient enfin être égayés. Les cigarettiers ne restent plus aujourd'hui la société de la nicotine mais ils disent toujours douter du lien direct entre la consommation de tabac et le cancer du poulmon et ils mettent fortement en question, dans leurs propres enquêtes, les études médicales sur le tabagisme passif. Une chose est sûre: 60 000 morts sont liés au tabac chaque année en France.

#### EN CONNAISSANCE DE CAUSE

Reste le caractère volontaire de l'intoxication tabagique. Peut-on, sur le plan des principes, incriminer le producteur d'un produit nocif dont on use en connaissance de cause? Peut-on accuser un tiers de ne pas nous avoir protégés contre nous-mêmes? Des actions judiciaires portant sur les défauts des avertissements sanitaires apparess depuis la loi Evin sur les paquets sont en cours, qui tentent de démontrer que les consommateurs n'ont pas été correctement avisés des dangers de la cigarette.

Les avocats du CNCT ont par ailleurs ouvert une autre piste: ils espèrent faire jouer l'article 1384 du code civil en invoquant la responsabilité sans faute du fabricant, « en tant que responsable de plein droit des dommages causés au tiers, en raison de la structure du produit ». Ils pourraient également être inspirés par l'initiative de douze fumeurs britanniques, qui poursuivent les fabricants locaux Imperial Tobacco et Gallahers pour n'avoir pas modifié leur taux de nicotine dans les années 50, alors qu'ils en connaissaient les dangers pour la santé.

La radicalisation de l'action militante, la banalisation du règlement contractuel des litiges, l'engagement de victimes dans les procès et la ligne de défense des fabricants semblent, en définitive, calqués sur le modèle américain. La loi Evin aura permis de retarder le processus en focalisant longtemps les procédures sur les dérapages publicitaires, mais le tournant est pris. Il demeure probable, comme aux Etats-Unis, qu'une proportion infime de fumeurs malades obtiendra gain de cause.

Laurence Folléa

### Entretien par Leiter



### La coopération sans état d'âme de Bruxelles avec Pékin

Suite de la première page

Américains et Européens se coaccroissent de manière permanente; pour faire bouger les Chinois, mais aussi par suspicieux réciprocité. A Bruxelles, on garde un vague espoir de terminer à la fin du printemps, autrement dit avant l'agitation que va immanquablement susciter le retour de Hongkong dans le giron national. Du côté français, on se montre convaincu qu'il n'y aura pas de conclusion possible avant 1998.

La place importante jouée par Bruxelles doit beaucoup à l'investissement personnel de Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission, chargé des relations avec l'Amérique du Nord et la zone Pacifique, ainsi que de la politique commerciale. « Il aimerait bien être identifié à celui qui a fait entrer la Chine à l'OMC », ironise un diplomate français, reconnaissant cependant avec lui qu'il serait absurde, et sans doute déstabilisant pour l'OMC, de laisser la porte fermée à un partenaire aussi important du commerce international.

Les Français se méfient de cet

ancien ministre de Margaret Thatcher, libre-échangiste à tout crin, dont ils estiment qu'il n'a pas toujours défendu avec l'ardeur nécessaire leurs positions spécifiques lors du cycle de l'Uruguay, ces négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre du GATT (l'Organisation à laquelle a succédé l'OMC), qui se sont terminées début 1995 à Marrakech. Il reste que l'action de M. Brittan, l'une des personnalités les plus talentueuses de la commission Santer, est appréciée en Extrême-Orient. Initiateur du sommet euro-asiatique qui s'est tenu en mars à Bangkok, il a beaucoup œuvré pour un rapprochement auquel Jacques Chirac, lui aussi, s'affirme attaché.

En Chine, après le séisme de Tiananmen, il fallait relancer la dynamique qui inspirait l'accord de coopération conclu entre la Chine et la Communauté en 1984. La « troïka » européenne (les représentants des présidences actuelles, précédentes et suivantes et la Commission) rencontre chaque année les dirigeants chinois, d'habitude en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, pour des entretiens politiques: les sujets sensibles ne manquent pas, tels Taiwan, Hongkong, le Tibet ou la dénucléarisation de la péninsule coréenne. On y parle avec une franchise empruntée de retenue. « Les Chinois se défendent, mais ils écoutent », commente un collaborateur de M. Brittan.

C'est davantage au niveau de la commission mixte, prévue par

l'accord de coopération et qui se réunit également une fois par an, que sont traitées les questions commerciales. Les échanges entre la Chine et l'Union se sont considérablement développés ces dernières années, mais l'UE reste lourdement déficitaire, de l'ordre de 10 milliards d'euros (65 milliards de francs) par an. De plus en plus présente, l'Europe demeure néanmoins à la traîne en matière d'investissements par rapport aux Etats-Unis et au Japon.

#### UN DÉBOUCHÉ ENORME

Chaque réunion de la commission mixte est ainsi l'objet de discussions serrées sur l'accès au marché ou encore la mise en place par Pékin d'un cadre législatif et réglementaire que réclament les industriels européens. Les Chinois demandent, de leur côté, l'élimination des quotas qui freinent leurs exportations ou encore une pratique plus modérée des procédures anti-dumping. Lors de sa dernière session, en novembre, M. Brittan s'était fait accompagner d'une délégation de dirigeants de l'audiovisuel, de la banque, de l'assurance, des télécommunications et de l'aéronautique. Le choix n'était pas fortuit: la Chine représente pour ces industriels un débouché potentiel énorme. En octobre à Pékin, lors de la Conférence euro-chinoise sur la coopération énergétique, Christos Papoutsis, le Commissaire responsable, avait lui aussi à ses côtés des représentants professionnels. La consommation

chinoise d'énergie explose. L'enjeu est d'offrir l'aide de l'Union et de ses entreprises pour exploiter sans tarder et de manière ordonnée les énormes ressources naturelles du pays.

Le soutien aux réformes sera d'autant plus efficace que la société civile chinoise se familiarisera avec les méthodes de l'économie de marché. C'est là un des autres axes importants de la stratégie de l'Union. Celle-ci confie, avec la municipalité de Shanghai, l'Ecole internationale de gestion des affaires Chine-Europe (CEIBS), une école paritaire par des sociétés internationales et chinoises, et qui a déjà formé plus de 800 personnes au cours de ses deux premières années de fonctionnement. L'aide financière à la Chine, modeste, a vertu de symbole. Elle était affectée principalement au développement rural. Mais elle évolue, cherchant désormais aussi « à stimuler l'introduction de nouvelles technologies et de nouveaux savoir-faire européens en Chine ».

Quel sera l'avenir? Personne à Bruxelles n'ose trop s'aventurer à des pronostics. On y constate que « les Chinois sont beaucoup plus sûrs d'eux que les Russes » et que, par ailleurs, « s'agissant de la libéralisation des échanges et de l'économie, il existe autant d'écoles de pensées que de courants au sein de la direction ». Une manière de dire que la lutte pour le pouvoir ne pourra que compliquer le débat avec l'Occident.

Philippe Lemaître



سنة من النضال

ic des accusés

DISPARITIONS

■ **IVAN DEVRIÈS**, compositeur, est mort vendredi 17 janvier à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans. Né le 17 septembre 1909 à Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine), issu par son père, le ténor David Devriès, d'une famille de chanteurs illustres, il était aussi l'arrière-petit-fils de Théophile Gautier et de la cantatrice Ernesta Gzisi. Se destinant à la composition, il fut l'élève de Georges Caussade au conservatoire. Entré à la radio en 1936, il y devint le premier musicien-metteur en ondes et son nom, comme celui d'Henri Dutilleul, restera lié jusqu'en 1974 à la retransmission de nombreux concerts parisiens et de festivals prestigieux (Aix-en-Provence, etc.). Le rare talent avec lequel il savait recréer pour l'auditeur lointain, la vérité acoustique du concert, lui valut la reconnaissance et l'amitié des compositeurs et des chefs dont il savait traduire l'acharnement sonore : Henri Dutilleul, Hermann Scherchen, notamment. Il a aussi transmis son exigence aux musiciens-metteurs en ondes, tels Jean-Edouard Marie ou Michel Philippot, qui se formèrent à son contact. S'il se plaignait de ne pas avoir assez de temps à consacrer à la composition, il laisse néanmoins *Trois mouvements symphoniques* (1953), *Agression*, pour orchestre (1970), une comédie musicale d'après Labiche, *Le Cœur aux maris* (1953), des mélodies, de la musique de chambre... L'ensemble de son œuvre, où les influences de Debussy et de Bartok font bon ménage avec les rythmes du jazz, lui valut, en 1961, le Grand Prix de la Ville de Paris. (Lire ci-contre.)

■ **PAUL TSONGAS**, ancien sénateur démocrate du Massachusetts et candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1992, est mort, samedi 18 janvier, dans un hôpital de Boston, à l'âge de cinquante-cinq ans. Il avait été hospitalisé le 3 janvier à la suite de troubles hépatiques et de problèmes cardiaques ; en 1983, il avait subi une greffe de moelle pour traiter un cancer de la lymphome, mais les médecins l'avaient déclaré guéri en 1990. Né le 14 février 1941, Paul Tsongas n'avait jamais perdu une élection depuis le conseil municipal de sa ville natale de Lowell jusqu'au Sénat. En février 1992, il avait atteint le sommet de sa carrière politique lorsqu'il avait battu l'autre candidat démocrate Bill Clinton aux primaires de l'Etat du New Hampshire ; il ne s'était désisté en faveur de M. Clinton qu'après le raz de marée de ce dernier dans les Etats du Sud.

■ **JEAN BÉRANGER**, ancien sénateur des Yvelines, est mort, vendredi 17 janvier, à la clinique de l'Europe, à Marly-le-Roi (Yvelines), commune dont il avait été le maire ; il était âgé de soixante et onze ans. Né le 21 août 1925 à Bonn (Allemagne), Jean Béranger était diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole d'organisation scientifique du travail. Maire de Marly-le-Roi de 1966 à 1989 et conseiller régional d'Ile-de-France de 1982 à 1988, il avait été sénateur des Yvelines de 1977 à 1988. Vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, il avait créé en 1984 au Sénat le groupe du Rassemblement démocratique. (Lire ci-contre.)

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du samedi 18 janvier sont publiés :  
● **Réforme de l'Etat** : un décret relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ainsi que le rapport au président de la République du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, Dominique Perben, concernant ce décret. Le ministre rappelle que le projet de réforme de l'Etat tend à rapprocher l'Etat des citoyens. Les décisions des administrations

doivent donc être prises à l'échelon le plus proche de ceux qu'elles concernent. C'est la raison pour laquelle, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, le préfet de département, et non plus le ministre, prendra les décisions administratives dites « individuelles » (autorisation d'une chambre de commerce et d'industrie à recourir à l'emprunt, reconnaissance de l'utilité publique d'une association locale...). Ce décret a été adopté par le conseil des ministres du mercredi 15 janvier.

AU CARNET DU « MONDE »

**Naissances**  
Mireille KOLMAYER, Edouard PINOCHET LOBOS et Antoine ont la joie d'annoncer la naissance de  
Joseph Pierre-André,  
le 4 janvier 1997.  
69009 Lyon.

**Décès**  
— M<sup>me</sup> Jean Béranger, son épouse, Christophe et Anna, Emilie, ses enfants, Thomas, son petit-fils, M. Henri Wambled, son beau-père, M. et M<sup>me</sup> Pierre Béranger et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Yves Béranger et leurs enfants, La docteur et M<sup>me</sup> Guy Bertucci et leurs enfants, M. Jean-Henri Wambled et ses fils, ses frères, beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, Ses oncles, tantes, cousins et cousines, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean BÉRANGER, maître honoraire, ancien sénateur, ancien conseiller d'Etat, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 17 janvier 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 22 janvier, à 14 heures, en l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi (Yvelines).  
Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
14, chemin des Sablons, 78160 Marly-le-Roi.

**Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.**

— François-Henri de Virien, maire de Marly-le-Roi, Et le conseil municipal, ont la douleur de faire part du décès de  
Jean BÉRANGER, maître honoraire de Marly-le-Roi, ancien sénateur des Yvelines, ancien conseiller d'Etat, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 22 janvier 1997, à 14 heures, en l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi.

L'inhumation aura lieu au cimetière de la Genèviève.  
(Lire ci-contre.)

**Ivan DEVRIÈS**, compositeur de musique et metteur en ondes, chevalier des Arts et des Lettres, nous a quittés, le vendredi 17 janvier 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

De la part de Annie Hieronimus, Muriel Devriès, Anik et François Lestre, Et toute sa famille.

Ses obsèques se dérouleront dans la plus stricte intimité.  
2, rue Sainte-Lucie, 75015 Paris.

— Colette Higel-Hirsch, sa fille, Odile Higel, sa petite-fille, Simone Hirsch, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de  
Robert HIRCH, ancien résistant, ancien déporté au camp de Buchenwald, survenu en son domicile, le 15 janvier 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
67, boulevard Suchet, 75016 Paris.

— Christophe Forlet et ses sœurs Dominique et Sylvie, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur grand-mère,  
M<sup>me</sup> Hortense JUELLE, survenue à Dreux, le 17 janvier 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 janvier, à 14 h 15, en l'église Notre-Dame-des-Rochelles (Dreux).

— Nîmes.  
M<sup>me</sup> Pierre Lacour-Veyranne, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Pinard, M. et M<sup>me</sup> Bruno Lacour-Veyranne, M. et M<sup>me</sup> Pierre Lénart, ses enfants, Caroline, Olivier, Pierre-Jean, Mathieu, Thomas et Benoît, ses petits-enfants, Toute sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Pierre LACOUR-VEYRANNE, maître honoraire, cor d'appel de Nîmes, survenu le 13 janvier 1997, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 15 janvier, à l'oratoire du cimetière protestant de Nîmes.

Chemin de la Tour-Magne, 30000 Nîmes.

**CARNET DU MONDE**  
21 bis, rue Claude Bernard 75342 Paris Cedex 05  
Téléphone : 01-42-17-23-94 ou 23-95 ou 35-42  
Télécopieur : 01-42-17-21-36  
Tél. de la ligne H.T.  
Tous les rubriques : 105 F  
Abonnés et actionnaires : 95 F  
Titres étudiants : 95 F  
Les lignes en capitales grasset sont réservées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et secondaires. Minimum 10 lignes.

**Europe Économique**  
Débat avec : Daniel Cohn-Bendit, Bernard Kouchner, Alain Lipietz, Pierre Moscovici  
L'Europe : monnaie, emploi, institutions  
En collaboration avec la Fondation Armand  
Mardi 21 janvier à 20 h 00  
Télévision : 01 41 16 11 58

— Véronique Tixier-Lourds, son épouse, M<sup>me</sup> Armand Tixier, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Simon Lourds, ses beaux-parents, Ses belles-sœurs, beaux-frères, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de  
Jacques TIXIER, survenu le 14 janvier 1997, à l'âge de trente-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le 23 janvier, dans l'intimité.

Ni fleurs ni couronnes.  
Des dons peuvent être adressés au professeur Jancovici, hôpital Ferry, Chaux (Hauts-de-Seine), au profit de la Société française de médecine des armées ou de l'Ecole des pupilles de l'air.

13, villa Houssey, 92200 Nanterre-sur-Seine. 1, place de l'Europe, 66000 Perpignan.

— Georges Vinaver, Liliane et Jean-Pierre Manry, leurs enfants et petits-enfants, Blanche et Michel Brouste, Et toute sa famille, ont la tristesse d'annoncer le décès de  
Wladimir VINAVER, le 15 janvier 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

L'inhumation aura lieu le samedi 25 janvier, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

151, rue Léon-Marmice-Nordmann, 75013 Paris.

— Xavier Dhont, président de la section française d'Amnesty International, Françoise Fonval, directrice des Editions francophones d'Amnesty International, Ses amis du secrétariat national, de l'équipe des ERAI, Toutes celles et tous ceux qui ont cheminé à ses côtés, ont la très grande tristesse d'annoncer la mort de  
Wladimir VINAVER (dit Wlad).

Il a été pour beaucoup d'entre nous un ami et une référence, et avec lui disparaît la mémoire de nos jeunes années dans l'association.

Amnesty International, 4, rue de la Pierre-levée, 75011 Paris.

**Remerciements**  
— Jean-Marie Messier, président-directeur général, Et l'ensemble des collaborateurs du groupe CBUTEL, très touchés par les nombreuses marques de sympathie dont vous avez fait preuve lors du décès de  
Philippe GLOTIN, vous expriment leurs sincères remerciements.

Nancy, Paris.  
Julie REBBOH, née SEBAQUA, ancienne graphiste aux Galeries Réno, aurait eu cent ans le 21 janvier 1997.

Tous ceux qui l'ont connue, à Orléans ou à Marseille, auront une pensée pour elle.

Les familles Bémer et Karsenty associent à ce souvenir celui de  
Fernande et Lucie, ses filles, Louis, son gendre, Jean-Louis, son petit-fils.

Anniversaires de décès

— Il y a aujourd'hui vingt ans nous quitte  
Albert BESSIS, maître-imprimeur à Sousse.

Nous restons fidèles à son souvenir, à sa mémoire et à ses principes.

Que ceux qui l'ont connu se souviennent.

De la part de Yvonne, son épouse, Max et Paul, ses enfants.

— La famille du docteur Francis DAYAN rappelle son souvenir à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort.

— Il y a dix ans, Gilles HOUBART nous quitte. Nous avons toujours de la peine.

Madeleine, sa femme, ses amis.

**Messes anniversaires**  
— A l'occasion du dixième anniversaire du décès de  
Jacques LOCHMANN, le 14 janvier 1997, une messe sera célébrée le samedi 25 janvier 1997, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame des Bunes-Chamont (19).

On y associe le souvenir de Madeleine, sa mère, décédée le 21 janvier 1990.

**Conférences**  
— L'Opéra national de Paris propose, à l'occasion de la nouvelle production de « Pelléas et Mélisande » de Claude Debussy (direction musicale de James Conlon, mise en scène de Robert Wilson), une conférence de Julia Kristeva, écrivain et psychanalyste : « Pelléas et Mélisande. Une mélancolie sonore ». Studio Bastille. Samedi 25 janvier 1997, à 17 heures.

Entrée libre et gratuite en fonction des places disponibles.

**Communications diverses**  
— Maison de l'Ébre, Montparnasse. Pour lire ou deux heures ; parler l'français ou l'anglais le dimanche en dix séances. Professeur : Jean-Louis. 01-47-97-36-22/06-68-43-45-78.

— Hommage à Primo Levi, animé par Alain Salié. Mardi 21 janvier 1997, à 20 h 30 : « Primo Levi, le suicide d'un écrivain ». Lapon de Myriam Anisimov. Mercredi 22 janvier 1997, à 20 h 30 : « Auschwitz, négation de Dieu ? » Lapon d'Alain Finkelkraut. PAF - au Centre communautaire de Paris, 3, rue de Rochechouart, Paris-9, métro Cadet. Renseignements au 01-49-95-95-92.

**Soutenances de thèse**  
— M<sup>me</sup> Sandra Lacroix-Deleury a soutenu publiquement, le 15 janvier 1997, à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, sa thèse pour le doctorat en droit intitulée : De l'indisponibilité à la non-patrimonialité du corps humain.

Le jury, présidé par M. Jacques Chénin, professeur à l'université Paris-I, directeur de la thèse, composé de M. Jean-Marie Aubry, président honoraire de l'université Bordeaux-I, de M<sup>me</sup> Catherine Labrousse-Riou, professeur à l'université Paris-I, rapporteurs, de M<sup>me</sup> Marie-Angèle Hermitte, directeur de recherche au CNRS, de M. Grégoire Loiseau, maître de conférences à l'université Paris-I, lui a décerné la mention Très Honorable avec les félicitations du jury.

POUR COMPRENDRE LE FUTUR MIEUX VAUT CONNAÎTRE LE PRÉSENT

**BILAN DU MONDE**  
Édition 1997  
L'année économique et sociale 1996  
L'analyse de 174 pays et des 22 régions françaises

Un véritable atlas économique et social du monde d'aujourd'hui

Préfaces de Raymond Barre et de Michel Rocard

- 174 pays analysés par les correspondants du Monde
- Le panorama des 22 régions françaises
- Les mutations de l'économie française et mondiale
- La situation des grands secteurs industriels mondiaux
- L'évolution des marchés financiers

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

**CARNET DU MONDE**  
21 bis, rue Claude Bernard 75342 Paris Cedex 05  
Téléphone : 01-42-17-23-94 ou 23-95 ou 35-42  
Télécopieur : 01-42-17-21-36  
Tél. de la ligne H.T.  
Tous les rubriques : 105 F  
Abonnés et actionnaires : 95 F  
Titres étudiants : 95 F  
Les lignes en capitales grasset sont réservées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et secondaires. Minimum 10 lignes.

**Europe Économique**  
Débat avec : Daniel Cohn-Bendit, Bernard Kouchner, Alain Lipietz, Pierre Moscovici  
L'Europe : monnaie, emploi, institutions  
En collaboration avec la Fondation Armand  
Mardi 21 janvier à 20 h 00  
Télévision : 01 41 16 11 58

**SOLDES**

Du lundi 20 janvier au vendredi 24 janvier 1997 inclus. De 9 h à 18 h.

**HERMÈS PARIS**

24, FAUBOURG SAINT-HONORÉ. PARIS 8<sup>e</sup>.  
Tél. 01 40 17 47 17.



signer des accords locaux. Les syndicats signataires vont consulter leurs instances. La signature officielle pourrait avoir lieu le 31 janvier (lire aussi notre éditorial page 16).

# CFDT signe l'accord sur les 32 heures

L'objectif est de maintenir les effectifs tout en embauchant 15 000 agents en trois ans. La CFDT, la CFTC et la CGC approuvent le texte. La CGT et, dans une moindre mesure, FO s'y opposent

la réduction du temps de travail », il nées en temps et non en argent. Grâce à ces deux dispositifs, un agent qui travaille théoriquement dix heures par semaine matin, et dix heures l'après-midi, ne sera pas déchargé de ses tâches. Il devra continuer à travailler le samedi matin, et le dimanche après-midi, et devra également bénéficier de la réduction du temps de travail. Deux mesures dont les bénéficiaires seront les salariés de quatre jours et les salariés de cinq jours. Les salariés de cinq jours bénéficieront d'une compensation financière de 10 % de leur salaire, et les salariés de quatre jours de 15 %.

doivent également bénéficier d'une réduction du temps de travail. Deux mesures devraient être privilégiées : la semaine de quatre jours et les congés rémunérés de longue durée. Une compensation financière des dépassements horaires va être adoptée. Une compensation en

Patrice de Beer



مجلس الشورى

## Les salariés du Crédit foncier veulent empêcher le gouvernement de démanteler l'établissement

Ils entamaient lundi leur quatrième jour d'occupation du siège, boulevard des Capucines à Paris

L'intersyndicale a décidé, lundi 20 janvier dans la matinée, de poursuivre le mouvement. Le gouverneur du Crédit foncier, Jérôme Meysson-

nier, retenu depuis vendredi par les salariés, a indiqué lundi qu'il ne répondrait « à aucune demande de l'intersyndicale tant qu'il ne serait

pas libre ». Le ministre des finances, Jean Arthuis, a déclaré lundi sur Europe 1 qu'il n'y aurait « pas de licenciement sec ».

Les douze coups de minuit allaient bientôt sonner dimanche 19 janvier. Et le boulevard des Capucines doucement s'endormait. Le chanteur Dave s'était éclipse,

### REPORTAGE

Avec les salariés dans les locaux occupés de l'établissement financier

Les néons rouges de l'Olympia respectaient enfin la pénombre du quartier, une brume épaisse empêchant d'ailleurs qu'on y voit à 20 mètres. Et pourtant... Juste en face, sous une verrière d'escalante cachée derrière l'élégante façade d'un immense hôtel particulier, des dizaines de salariés du Crédit foncier de France trouvaient, tournoyaient joyeusement. Une bi-guine, une salsa, la chenille, et la macarona. « Ah, mais l'ignorais que monsieur le spécialiste du contentieux ondulait avec autant de souplesse ! »

C'est alors qu'il apparut, tout au fond de la salle aux colonnes, le front soucieux, cartable à la main. Après une journée passée dans un petit bureau du rez-de-chaussée, entre collaborateurs et syndicalistes, le gouverneur Jérôme Meyssonnier se retirait discrètement dans son bureau du premier, où un canapé accueillait son sommeil, sous des lampes de grande beauté. « Ah, monsieur, glissa un syndicaliste en souriant, si vous veniez danser là, maintenant, avec votre équipe, je suis sûr que vous nous casseriez la baraque ! - Il m'est arrivé de danser dans une banque. Mais c'est une chose qui n'est envisageable que lorsqu'on est parfaitement libre de ses mouvements... » Et il s'en est allé par le grand escalier, un peu crispé, et solitaire. Sans un regard pour les danseurs ni pour les sacs de couchage que des jeunes femmes de la délégation de Rouen venaient d'étaler au pied de l'ascenseur. C'était - même s'il réfute le mot en reconnaissant être traité avec courtoisie et respect - sa troisième nuit d'« otage ».

Comment prévoir ce qui s'ensuivrait ? Tout s'était improvisé puis enchaîné si vite depuis ce vendredi 18 janvier (Le Monde des 19 et 20 janvier) où décision avait été prise par une intersyndicale très soudée (CFDT, CGT, CFEC, FO, CGC, CNA autonome) de « remettre le chef d'entreprise » accusé de ne pas lutter suffisamment contre le démantèlement du CFF. Option dangereuse, option payante. Le sursaut des salariés avait dépassé toutes les espérances. « Dix-huit mois d'actions ponctuelles n'avaient eu aucun écho », remarque un syndicaliste. « Cette histoire de séquestration nous vaut l'ouverture des 20 heures » et la « une » de tous les journaux ! Bercy est forcément à l'écoute. »

Car c'est bien du ministre des finances, Jean Arthuis, que l'on souhaite des apaisements sur l'avenir du Crédit foncier, malgré l'échec de la rencontre organisée à Bercy samedi après-midi. C'est de lui dont on attend le retrait du plan prévoyant de transférer au Crédit immobilier de France (CIF) - l'ennemi héréditaire -, affirmant plusieurs salariés - une partie des activités et du personnel du CFF. De lui dont on exige le retrait immédiat d'un projet de loi instituant la Caisse nationale de Crédit foncier, suspectée de concrétiser la disparition de l'enseigne CFF.

Car on ne peut pas, disent-ils, laisser assassiner le CFF. « Ce serait comme vendre la maison de la tante Yvonne ». On vous parle d'Histoire en mentionnant l'année 1852 (date de sa création), de l'esprit « famille », et de la transmission d'une culture. On évoque les multiples changements de cap qui, depuis 1859, auraient régulièrement « saboté » l'outil en lui faisant perdre la manne des PAP (prêts aidés à l'accession à la propriété) et en le plongeant dans le redoutable secteur concurrentiel. On doute des chiffres annoncés par Bercy pour évoquer la faillite et on se galvanise en rappelant la remontée de l'année 1996 et le résultat « prometteur » de 1 milliard de francs. On déplore surtout l'abandon d'une vocation axée sur l'aide au loge-

ment social et le désengagement de l'Etat dans ce domaine. « Au service contentieux, j'ai toujours eu l'impression d'être utile », raconte Fabienne Courtin, une petite fille de deux ans dans les bras. « On a toujours été attentifs aux emprunteurs en difficulté, on travaillait avec les assistantes sociales, on expropriait beaucoup moins légèrement qu'ailleurs. »

Les privilèges ? Les plus âgés en savent quelque chose, qui, comme cet ex-employé de la Banque de France, se rappellent être entrés au CFF avec un salaire sur seize mois et demi. Mais la page est tournée. Fabienne, employée avec douze ans de maison et un DEA de droit privé gagne 11 000 francs nets sur treize mois. A peu près comme son mari, également au CFF, également menacé. Egalement tenté, comme le suggère un orateur de l'après-midi, de renvoyer sa carte d'électeur. « La gauche nous a coulés. La droite nous a poignardés ! »

Car les pistes proposées pour sauver le CFF révoltent plus qu'elles ne rassurent. Notamment le rapprochement avec le Crédit

immobilier de France qui intégrerait au mieux 1 500 salariés (le CFF en compte 3 300) mais dont certains estiment qu'il n'aura jamais la confiance des anciens clients du CFF. C'est pour ces derniers que la décision a été prise d'assurer lundi, à Paris et en province, un service dit « de responsabilité ». « Il faut continuer de bosser, mériter la confiance de nos partenaires, constructeurs et notaires, et prouver avec panache que notre activité est viable », assure Chantal, arrivée de Montpellier avec une poignée de confrères et son sac de couchage.

« Dansez, dansez ! », lançait une jeune femme souple en virevoltant dans la nuit sur le marbre de la salle aux colonnes Napoléon III. « Le moment d'union que nous vivons est déjà magnifique. Mais lundi, mardi peut-être, d'autres amis du secteur bancaire se joindront à nous. » C'est tout l'espoir de l'intersyndicale qui jeterait volontiers quelques braises sur le Crédit lyonnais, la Banque de France, les caisses d'épargne.

Car les pistes proposées pour sauver le CFF révoltent plus qu'elles ne rassurent. Notamment le rapprochement avec le Crédit

Arnick Cojean

## Le dollar frôle les 5,50 francs

Le billet vert, qui profite de la vigueur de Wall Street, a atteint son plus haut niveau face à la devise française depuis 1994

LE DOLLAR a commencé la semaine en forte hausse. Lundi matin 20 janvier, il s'inscrivait à 1,6240 mark et 5,4750 francs, ses cours les plus élevés depuis juin 1994 face à ces deux devises. Il cotait par ailleurs 117,80 yens, son niveau le plus haut depuis près de quatre ans face à la monnaie japonaise.

Le billet vert profite de la santé de l'économie américaine et de la vigueur de Wall Street. La production industrielle a progressé de 0,8 % au mois de décembre aux Etats-Unis et les économistes prévoient un taux de croissance proche de 4 % en rythme annuel au quatrième trimestre. De son côté, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes de la Bourse de New York ne cesse de battre des records. Il a terminé la séance du vendredi 17 janvier en hausse de 1 %, à 6 835,10 points.

Le billet vert est également soutenu par le niveau des taux d'intérêt américains, nettement supérieur à celui observé en Europe continentale et au Japon. Les rendements obligataires à dix

ans se situent à 6,55 % à New York, contre 5,60 % à Paris et 2,50 % à Tokyo. A court terme, la différence est plus nette encore (5,30 % aux Etats-Unis, 3,05 % en Allemagne et 0,50 % au Japon). Ce décalage monétaire incite les investisseurs internationaux à placer leurs capitaux outre-Atlantique, d'autant que l'écart de taux pourrait encore se creuser au cours des prochains mois. De nombreux analystes anticipent un relèvement des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine dès son prochain conseil, mardi 4 février, destiné à apaiser les tensions inflationnistes naissantes. En Allemagne, au contraire, l'heure est au statu quo monétaire, voire à une légère baisse du niveau des prises en pension de la Bundesbank, fixé à 3 % depuis le 22 août 1996. Enfin, au Japon, en raison de la crise du système bancaire, une hausse du taux d'escompte, qui s'établit à 0,5 % depuis septembre 1995, est exclue.

Pierre-Antoine Delhommais

## SI VOUS DEVIEZ CONCEVOIR UN SERVICE DE LIVRAISON SUR L'EUROPE, QUELS AVANTAGES LUI DONNERIEZ-VOUS ?

- ☒ Livraison garantie avant 10h30 (Service Express) le lendemain matin dans les principaux centres d'affaires européens.
- ☒ Livraison garantie avant 8h30 (Service Express Plus) le lendemain matin dans les principaux centres d'affaires européens.
- ☒ Suivi électronique des colis à travers l'Europe.
- ☒ Données de livraison accessibles en quelques minutes à travers l'Europe.
- ☒ Confirmation de livraison par téléphone pour l'Express Plus à travers l'Europe.
- ☒ Service Standard de transport de colis à travers l'Europe.



C'est comme si c'était fait.

<http://www.ups.com>

Pour en savoir plus sur les services UPS, appelez le 0 800 877 877 (appel gratuit).



## La Commission européenne désavouée sur la libéralisation des fonds de pension

COMMENT libéraliser les retraites complémentaires et les fonds de pension en Europe ? Quel pourcentage de leurs actifs les organismes qui gèrent les retraites peuvent-ils détenir en devises étrangères ? La Commission européenne, qui avait rédigé en 1993 un projet de directive sur le sujet, pensait, avec la Grande-Bretagne, l'Irlande et les Pays-Bas, que les gestionnaires de retraites complémentaires pouvaient détenir jusqu'à 40 % d'actifs en devises étrangères. Les autres pays de l'Union, à commencer par la France, estimaient qu'il ne fallait pas dépasser le seuil de 20 %. « En l'espace d'une génération, la lire a perdu la moitié de sa valeur et la livre un tiers, rappelle-t-on à Bercy. Une compagnie d'assurance-vie investie à 20 % dans ces devises aurait mangé ses fonds propres et risquerait la défaillance. »

Les ministres européens ne se sont pas mis d'accord en 1994, renvoyant le projet de directive aux calendes grecques. Non découragée, la Commission a décidé, fin 1994, de publier au Journal officiel des communautés une communication - texte qui n'a pas de valeur juridique contraignante - qui reprenait le projet de directive rejeté.

La France, suivie de l'Espagne et soutenue par l'Allemagne, a alors saisi la Cour européenne de justice pour faire annuler la communication, pour des raisons de fond - le désaccord sur le pourcentage d'actifs pouvant être détenus en devises - et de forme, la France accusant la Commission de vouloir passer en force. Le débat était surtout de principe : la France n'ayant pas de fonds de pension, seuls les

régimes de retraite complémentaires par répartition étaient concernés par cette communication.

La France a obtenu le soutien d'un avocat général de la Cour européenne de justice, Giuseppe Tassaro, qui a estimé, le 16 janvier, que la communication de la Commission devait être annulée, car celle-ci avait essayé d'imposer ses vues. La décision finale sera prise par la Cour de justice.

### PROTECTIONNISTES

L'argumentation de la France s'abîme derrière des principes de prudence, mais elle n'est pas exempte de relents protectionnistes, à l'heure de la mise en place de fonds de pension privés en France. Bercy a tout intérêt à ce que les retraités français investissent en francs, notamment en obligations françaises, pour fournir les centaines de milliards de francs émis chaque année par le Trésor pour financer le déficit de l'Etat. Mieux vaut aussi que les placements en actions profitent aux entreprises françaises. A Bercy, on souligne qu'il existe des actions étrangères cotées en francs à Paris.

Avec l'euro, le risque devise disparaîtra sur une bonne partie de l'Europe. Il deviendra plus délicat de s'opposer à la création d'un marché unique des fonds de pension. La Commission n'a pas renoncé à faire valoir son point de vue : la création de l'euro changeant les données du problème, elle devrait publier prochainement un Livre vert pour libéraliser le marché européen des fonds de pension.

Arnaud Leparmentier







**HAUTE COUTURE** Du 19 au 23 janvier, Paris est le théâtre des traditionnels défilés de haute couture pour l'été. ● CETTE SAISON particulièrement riche salue l'arrivée

de deux Britanniques, Alexander McQueen, chez Givenchy, et John Galiano, chez Dior. ● TRÈS ATTENDUS aussi, les premiers défilés haute couture de Thierry Mugler et Jean-

Paul Gaultier, dont la présentation à la galerie Yvon Lambert a suscité une grande émotion. ● DANS L'INTIMISME, l'enfant terrible de la mode française a retrouvé ses amours, im-

posant à travers ses lignes et sa fantaisie un hommage tout en nuances à Paris. ● AUX BEAUX-ARTS, rue Bonaparte, l'Écossais Alexander McQueen a offert un spectacle en

blanc et or, où se disputent la pureté et l'académisme, l'audace de la coupe et la référence parfois inquiétante aux mythologies des années 80.

## L'été 97 opposera l'excentricité britannique au classicisme français

En attendant John Galiano chez Dior, Paris applaudit la première présentation haute couture de Jean-Paul Gaultier et fait un accueil réservé à Alexander McQueen chez Givenchy

**GALLIANO/MCQUEEN** contre Gaultier/Mugler, « rosblifs » contre « froggies », le match de l'été 97 a commencé. La haute couture, domaine réservé des élégances parfois poussiéreuses, vit des heures agitées. Le centimètre carré retrouve la cote de l'âge d'or : les photographes envoient leur assistant « scotcher » un emplacement à l'avance, les autres sont à plusieurs heures avant le défilé et arrivent avec caisses, escabeau, « question d'être dans l'axe ».

Les portables sonnent dans les sacs griffés, les fax pleuvent dans les bureaux de presse, au moment où Paris, dédaigné au profit de Milan et de New York, joue son va-tout, sur fond de guerre des nerfs et des dentelles. Talons « eiffeliens », jupes de 5 heures, tailles corsetées, ou aisance, allure libre, androgyne et parée ?

La maison Givenchy aurait payé certains top models cinq fois le tarif pour ne pas les laisser filer - ou plutôt défilé - chez Jean-Paul Gaultier, dont la présentation talonnait dimanche celle d'Alexander McQueen : le silence des lignes sans date contre le choc d'un spectacle intitulé « A la recherche de la toison d'or ». Pour la journée du mercredi 22 janvier, la rivalité est annoncée entre Thierry Mugler et Valentino, via les déesses du podium, dont le cachet - perçu par les agences et réparti ensuite - va de 9 000 F à 125 000 F pour un défilé.

Jamais depuis l'arrivée de Karl Lagerfeld chez Chanel (1983) ou la création de la maison de couture de Christian Lacroix (1987), ce petit monde cosmopolite n'avait répondu à l'appel avec tant d'empressement et de fièvre. Avec 850 journalistes et 300 photographes venus de 40 pays, la Chambre syndicale de la couture parisienne enregistre une affluence en hausse de plus de 10 % cette saison.

« PLUS CARRÉ, PLUS LISSE... »

Cet assaut médiatique est soigneusement orchestré par les grands groupes comme LVMH, gérant d'une main de fer l'organisation de ses défilés-vitrines, à commencer par celui de Dior, dans un hôtel largement réquisitionné pour l'occasion : si Versace installe une patinoire au-dessus de la piscine du Ritz, Dior aménage des cabines dans les suites du Grand Hôtel, place de l'Opéra. Dans la nuit du 19 au 20 janvier, on clouait, on sciait, on tendait encore des tissus, à la veille d'une superproduction dédiée aux cinquante ans du new-look : pour accéder aux trois salons de présentation, cinquante mannequins devront emprunter l'ascenseur, et passer par les cuisines...

Jacques Gaudin, directeur de l'agence Florence Doré, qui, depuis dix ans, gère l'accueil des invités à travers la présence de ses fameuses « cravates rouges », explique : « Tout est plus carré, plus lisse. Chez Dior, les standings n'existent plus. Même les photographes ont leur place nominative. Ils ne peuvent pas bouger. Tout est déterminé par la maison Dior. »

En attendant le défilé de John Galiano, Paris cultive son jardin éphémère avec plus ou moins de panache. Sur un podium tapissé de pétales de vingt mille roses d'Adès, Olivier Lapidus a fait surgir ses femmes-fleurs, semant sur ses corsets à la Lacroix, ses robes frangées à la Galiano, quelques brins de nature : fils de soie et roses, imprimés lisérés, boutons fruits : la couture en bac Riviera.

Pour l'été 97, Gianni Versace convie le Tout-Miami à une Carmen-party, où Naomi Campbell joue les fleurs de tango sous les yeux doux de son nouvel idalgo, Joaquín Cortés. Mais les trottoirs du rêve sont ailleurs, John Galiano chez Dior ? « Ce sera du faux cul tout nu », promet un parurier, livrant ses trésors au petit matin.

Laurence Benaim



Deux modèles parmi les soixante et onze présentés lors du défilé de Jean-Paul Gaultier pour sa collection été 1997.

### Dans une ambiance mélo, Jean-Paul Gaultier rend hommage à ses amours

**SOIXANTE ET ONZE** modèles pour un défilé en silence ponctué par une voix off : « Piletot en faille noire, intérieur popeline blanche, fermeture Ninja », « cardigan-gant de voiture en pécaré et crochet... ». Au cœur du Marais, la galerie d'art Yvon Lambert aux chaises tendues de panoramiques en trompe-l'œil façon Bérard, est devenue, pour un soir, le théâtre d'un amour : Paris chic et canaille, Paris des faubourgs, des quais et des brumes, où résonnent les voix d'Arletty et de toutes les gueules d'atmosphère.

« Quand il vous choisit, on se sent à sa place », dit de lui Claudia, lèvres peintes, et paupières de résille. En faisant défilé toutes ses fidèles, Anna Pavlovski, Eugénie et les autres, Jean-Paul Gaultier se renoue pas

seulement avec ses souvenirs ; il retrouve, intact, ce fil qui l'unit à Yves Saint Laurent, à travers cette « dentelle Paris » : c'est l'hommage à la fameuse robe à la guitare photographiée par Jean-Loup Sieff (1971), avec laquelle il choisit de parer le dos, non pas d'une femme, mais d'un homme.

Cette dentelle, la voici devenue sourcil, vrai-faux tatouage, dans un nouveau jeu, très sensuel entre la peau et le vêtement. Qu'est-ce que la haute couture ? C'est l'équilibre d'une ligne, la fantaisie d'un accessoire, canotier de perles, boléro de plumes porté comme un bijou sur la peau nue. C'est la beauté d'un geste, d'une attitude, moderne, fluide dans une veste pull, un peignoir-smoking de crêpe, un petit pull mario deveou

sirène de tulle. Gaultier donne l'impression qu'il revisite l'école dont il s'était échappé : « Nous portons des œillères qui nous empêchent de voir autre chose. J'essaie de regarder le monde par un autre bout de la lunette que celui avec lequel on nous a éduqués », disait-il, il y a vingt ans, transformant une boîte de conserve en bijou barbare et des gaines de protection en colliers.

**MÉLO-RÉTRO**

Les années ont passé. Sa boîte de métal est devenue l'écrin d'un parfum à succès. Le voici qui retrouve intacte l'odeur d'un cartable neuf et d'un cahier où il trace à la plume Sergeant-Major ses souvenirs enfus : romance mélo d'une enfance à Arcueil, arrivée chez Cardin, Patou,

époque néo-rétro au cours de laquelle les enfants de l'après-guerre redécouvraient le style des années 30 chez les brocanteurs, les photos de Horst, et le rouge garance des ténébreuses.

Les étoiles du Palace aux jeans constellés de lacs retrouvent divines et marious, béguins, paillettes vici-or de Cinémathèque et noir polar. Rien n'est asséné, même s'il manque parfois une petite brise pour aérer le tout. Entre villégiatures, guinguettes et demi-monde, quelque chose d'essentiel se dégage, une note grave et tendre, comme si, entre ces rayures de strass cristal, il redessinaient un peu de son paradis perdu.

L. B.

L. B.

### La chevauchée d'Alexander McQueen chez Givenchy

**CHEMISE ROSE** et costume noir, Alexander McQueen salue brièvement la salle, qui lui a réservé un accueil plutôt froid. Malgré ses grandes ailes, l'écureuil perché sur les hauteurs de l'école des beaux-arts ne s'est pas envolé. Et les Cupidon en sandalettes or, deux jumeaux californiens, s'en retournent en coulisses dans le sillage de toutes ces étoiles, actrices éphémères d'un péplum-couture à la Saint Martin's School.

« C'est le Caesar's Palace à Las Vegas ! », lance une grande bourgeoise irritée, quittant la salle avec son amie, cliente couture déçue : « Il hait les femmes ! » Cheveux eo cornes, bottines à long poil, chignon en fagots, Alexander McQueen livre d'emblée le boudoir à la sauvagerie d'une préhistoire future.

**DOUBLE TENTATION**

La pureté de la coupe est là, se révélant d'une manière magistrale, notamment dans les vestes au col dressé, l'ampleur d'un grand manteau de taffetas blanc brodé de papillons, ou d'une interminable redingote eo serpent gris. On sent une énergie nouvelle, une force qui contraste avec les habitudes litantes de la couture et ose s'exprimer dans la mesure, manteau de Cruella aux arabesques d'or, corne jallie d'un chapeau-soucoupe volante en faille.

Formé à la fois chez les tailleurs de Saville Row et chez les costumiers Barmans and Nathans, Alexander McQueen exprime sa double tentation : la mode et le théâtre. D'un côté, il construit ses temples de carton-pâte, prenant des corsets pour des armures ; de l'autre, il taille, prélève, épure.

Mais cette haute couture à la cravache a les défauts de ses qualités, l'absence de ouances, emprisonnant un modèle dans ses propres fantômes, dans ses références mugléri-santes et rugissantes aux années 80 : gladiateurs corsetés et drapés, aigles d'or à la Bokassa brodés sur des dos-fenêtres de tulle, qui transforment son défilé de haute couture en cirque néo-hollywoodien vampirisé par Ben Hur, fiancées d'Obélix et autres marins de revue. Lady Marlène défile, braguette fière et bretelle plaquée sur un tétou petit en or.

Les mannequins semblent pressés, tendus, durs, le corps mis en boîte dans une guépière d'ottoman, un corset de plumes vernis. Côté bande-son, un cheval hennit, on croit l'entendre ricaner.



Deux instantanés pris lors de la préparation du défilé d'Alexander McQueen pour Givenchy





## Lille et Marseille ont vécu une journée particulière de Coupe de France

Le conflit OM-fédération devant le juge administratif



FOOTBALL

**LILLE**  
de notre envoyé spécial  
Ils ne sont pas venus, ils n'ont pas perdu. En refusant de se rendre à Lille pour disputer, samedi 18 janvier, un match comptant pour les treizièmes de finale de la Coupe de France de football, joueurs et dirigeants de l'Olympique de Marseille ont remporté la troisième manche du duel qui les oppose à la Fédération française de football (FFF). Une heure avant la rencontre, le tribunal administratif de Marseille, saisi le 17 janvier par le club phocéen, a en effet donné raison au requérant dans son refus de se plier à une décision de la FFF, qui lui ordonnait d'aller jouer à Lille alors que le tirage au sort l'avait désigné pour accueillir la rencontre (Le Monde daté 19-20 janvier). Tenant les moyens présentés par l'OM pour «*abus*» et considérant que la décision de la FFF d'organiser le match sur le terrain lillois risquait «*d'entraîner des conséquences irréversibles*», la juridiction administrative a suspendu pour un mois la décision de la FFF, sans juger l'affaire sur le fond.

Marseille-Lille ou Lille-Marseille? Stade-Vélodrome ou Grimonprez-Jooris? L'incertitude a plané pendant toute la semaine. Samedi 18 janvier, pendant le journal de 13 heures de TF1, Claire Chazal s'est excusée auprès des téléspectateurs en annonçant la déprogrammation de la retransmission du match, prévue sur TF1 à 17 heures. «*Hercule et les Amazones*», un téléfilm américain, le remplaçant.

La nouvelle se répand dans la métropole nordiste, mais, dès avant 15 heures, une centaine de supporters lillois attendent l'ouverture du stade Grimonprez-Jooris. Pour mieux se persuader du bien-fondé de leur présence, ils invoquent la rumeur : «*Des CRS nous ont dit que les Marseillais venaient d'arriver à l'aéroport*» — ou la raison : «*C'est de l'intérêt de l'OM de venir jouer à la Coupe de France est leur dernière chance de se qualifier pour une Coupe d'Europe. S'ils sont arrivés discrètement hier, soit ils vont envoyer une équipe de réserves*».

### L'exploit pour Vitrolles

Quatre équipes de division 1 ont été éliminées par des formations évoluant dans des catégories inférieures, lors des treizièmes de finale de la Coupe de France. Le principal coup d'éclat revient à Vitrolles (championnat national 1), qui a battu le FC Nantes (2-1). Après Laval, vainqueur vendredi de Monaco, deux autres clubs de division 2 ont vaincu des adversaires de l'échelon inférieur : Nîmes (2-1) et Sochaux (3-1) après prolongations. En revanche, il n'y a pas eu de miracle à Saint-Quentin, où l'US Vervins (promotion d'honneur) a été dominée par l'AJ Auxerre (0-6), détenteur du trophée.

Quatre jours après son humiliation contre la Juventus de Turin en Supercoupe, le Paris SG s'est rassuré à Besançon (championnat national 1) en se qualifiant sans brio (3-0), grâce notamment au premier but officiel de son joker Cyril Pouget. Six clubs de championnat national 2 sont encore en lice pour les seizièmes de finale. Le match de Metz-Montpellier a été reporté pour cause de terrain impraticable.

A 15 h 15, l'arrivée du car des footballeurs lillois les renforce dans leur conviction : le match aura bien lieu. Ils acclament leurs héros, et quelques-uns entonnent l'un des grands succès des stades français : «*Et ils sont où ? Et ils sont où ? Les Marseillais ?*» «*Pour moi, ils sont en route*», affirme alors l'entraîneur lillois, Jean-Michel Cavalli, se refusant à envisager l'impossible. «*S'ils ne viennent pas, ce sera désolant*», ajoute le milieu de terrain, Thierry

Rabat, partagé entre l'incompréhension et l'envie de rire. Dans le vestiaire, d'habitude une odeur d'embrocation, maillots, shorts et chaussettes rouges sont empilés sur une table centrale. Après un footing d'échauffement, les trois arbitres regagnent le vestiaire d'en face.

Dehors, les grilles du stade sont ouvertes aux supporters. Trois hommes en pardessus, les délégués de la fédération, la mine sombre, assistent de concert qu'il faut laisser faire la billetterie. Les guichets tournent, les contrôleurs vérifient, les CRS fouillent, et la baraque de frites de Francis reçoit ses premiers clients. Business as usual.

«*Je suis très déçu qu'une juridiction civile prenne le pas sur une juridiction sportive pour un problème uniquement sportif*», a déclaré Claude Simonet, président de la FFF.

A 16 heures passées, l'illusion est complète. Supporters, joueurs et dirigeants lillois ne savent pas encore qu'il ne s'agit, hélas ! que d'un simulacre, d'une mascarade. Arrive le commissaire divisionnaire Pierre Planévin, un fax à la main : il vient notifier l'ordonnance du tribunal administratif de Marseille au président lillois, Bernard Lecomte.

A moins d'une demi-heure du coup d'envoi, Bernard Lecomte, un président d'ordinaire plus passionné par la musique classique que par l'intendance du football, pique une colère : «*On ne rentre pas sur le terrain, on arrête le cinéma !*» L'arbitre, Alain Sars, prend toutefois la peine de contrôler les licences des lillois : «*Sur le rapport, j'ai inscrit qu'il n'y avait qu'une seule équipe présente, précise-t-il. Ce n'est pas à moi de déclarer forfait, mais aux commissions compétentes*». Les joueurs, en survêtement, vont saluer les quelques centaines de spectateurs présents (cinq mille billets avaient été vendus).

«*Jusqu'au bout, on s'est dit que Marseille allait bluffer*», explique le gardien de but, Jean-Marie Aubry. A Marseille, dirigeants et joueurs se rendent dans un hôtel voisin du stade-Vélodrome pour suivre, sur LCI, le vrai-jeu coup d'envoi du match : «*un spectacle inédit, mais officieux*», selon le président délégué de l'OM, Jean-Michel Roussier.

«*Tout cela nous laisse à penser que notre dossier était tout à fait justifié*», conclut-il.

Pendant ce temps, Bernard Lecomte s'insurge de «*cette situation lamentable*», de «*ce camouflage fait aux gens du Nord*». «*C'est la fédération qui est finalement renvoyée dans ses buts, poursuit-il. Cette décision veut dire que la réglementation de la fédération n'est plus considérée comme la bible et que c'est la juridiction civile qui prend le pas. Cela va faire jurisprudence et, désormais, tout sera permis. L'esprit du sport n'en sera pas grand. C'est maintenant à la fédération de donner une ligne de conduite*».

Lundi 20 janvier, la FFF devait faire appel de la décision des juges de Marseille auprès de la cour administrative d'appel de Lyon. «*Je suis très déçu qu'une juridiction civile prenne le pas sur une juridiction sportive pour un problème uniquement sportif*», a déclaré Claude Simonet, président de la fédération. La commission centrale de la FFF devait de nouveau se réunir, lundi 20 janvier, pour décider de la date et du lieu de ce match, ou pour gagner du temps. Le tirage au sort du prochain tour de la Coupe de France est programmé le 23 janvier.

Eric Collier

## Le XV tricolore a vécu un timide renouveau en Irlande

Les Français se sont imposés 32-15 à Dublin pour leur premier match du Tournoi des cinq nations

Après avoir peiné pendant près d'une heure, les Français sont finalement venus à bout des Irlandais dans les vingt dernières minutes de la ren-

contre. Le match fut engagé. Le demi de mêlée Fabien Galthié, qui effectuait ses retrouvailles avec le XV de France, a été victime d'une en-

torse au genou droit, une énième blessure qui l'écartera à nouveau des stades pour une durée indéterminée.



RUGBY

**DUBLIN**  
de notre envoyé spécial  
Le XV de France s'est remis à marcher à Lansdowne Road. Oh ! Une petite marche, à peine l'ébauche de quelques pas sur la route encore longue du rugby complet rêvé par ses mentors. Car les joueurs se sont souvent arrêtés dès les premiers gestes, tels des malades à l'orée d'une pénible rééducation, que menace sans cesse un faux mouvement. Les progrès étaient presque imperceptibles, parfois ponctués de retours en arrière. Ils ressemblaient d'abord à une réponse timide au lancement «*peut mieux faire*», dont s'était vu gratifier l'équipe, après les deux défaites de l'automne contre les Springboks.

Il n'y avait pourtant aucun doute. Dans le vieux stade de Dublin, avants et arrières, tricolores de tout poil, n'avaient plus rien à voir avec ces joueurs cacochymes, perchés de complexes, qu'avaient malmenés les champions du monde sud-africains, le 30 novembre à Bordeaux. L'après-midi en Gironde, fait d'habitudes et d'insuffisances, était oublié. Sous le ciel gris de pluie de l'Irlande, face à un adversaire présumé plus modeste, ils se sont repais à y croire, avec assez de force pour marquer quatre essais, sans en concéder un seul, pour s'offrir une première victoire dans le Tournoi 1997.

Jean-Claude Skrela, l'entraîneur, avait eu cet «*état d'esprit*» était sa principale satisfaction. Il se souvenait des joueurs tristes, compassés, de novembre, presque affaiblis à l'idée de prendre l'initiative. Il les retrouvait sérieux et appliqués. «*L'équipe avait besoin de sécurité. Elle l'a obtenue par la vic-*

toire», précisait Pierre Villepreux, son assistant technique, qui participait à son premier match dans ce nouveau rôle. Les joueurs préféraient parler de confiance. Confiance entre eux, confiance dans un désir de jeu, promu ambition suprême. Le mot était soudain à la mode, préluce à une heureuse énumération forgée dans les quatre-vingt minutes d'une victoire. Il y eut la confiance inébranlable des avants, unis en une éprouvante solidarité. Cette fois, ils ne se laisseraient pas faire. Qu'il s'agisse de plaquer et de défendre, de s'opposer, coûte que coûte, à des Irlandais enragés par un automate encore plus triste que le leur, tout noué d'uniformes défaites.

de ses cent vingt-cinq kilos la route d'un trois-quart irlandais en veine de débordement.

Puis il y eut la confiance inspirée de David Venditti. Il s'improvisa, au fil du match et de trois essais marqués, finisseur de choc, toujours au bon endroit, au bon moment. Le trois-quart centre de Brive, reconstruit en allier, fit ses débuts dans le tournoi. Il les avait soigneusement préparés dans les coulisses. Par une conversation, entre attaquants, où l'on ne cache rien de ce que l'on a sur le cœur, rien de cette peur qui étirent au moment du coup d'envoi. «*J'avais longuement parlé avec Emile Ntamack et Jean-Luc Sadoury, raconte Venditti. Quand je suis entré sur le terrain, je*

### Les cinq incroyables minutes du pays de Galles

En inscrivant trois essais en à peine cinq minutes, le XV de Galles a créé la surprise, samedi 18 janvier, en s'imposant face à l'Ecosse (34-19) à Murrayfield. David Jenkins (52<sup>e</sup> min) après un renversement d'attaque, Arwel Thomas sur un ballon chapardé sur le remoi (54<sup>e</sup> min) et Iwan Evans récupérant opportunément un coup de pied à suivre (57<sup>e</sup> min) ont mis KO l'Ecosse, qui menait pourtant à la pause (13-10). Le pays de Galles confirme ainsi son renouveau, en partie grâce au retour d'anciens joueurs de rugby à XIII. L'un d'eux, Scott Quinnell, a d'ailleurs été l'auteur du premier essai gallois (34<sup>e</sup> min). Les Ecosse sont, eux, à crêper d'un bel essai sur un des rares bons enchaînements d'avant. Greg Townsend décalait ensuite Scott Hastings d'une merveilleuse passe volée (28<sup>e</sup> min). Le pays de Galles sera le prochain adversaire de la France, au Parc des Princes, le 15 février.

Philippe Benetton s'est fait briseur de rêves. Pendant une heure, les Irlandais ont pu s'imaginer en finir avec une série de treize ans de défaites contre la France dans le tournoi. Le troisième ligne d'Agnes se jetait au-devant des espoirs verts, leur coupant les ailes de tonitruants plaquages. Fabien Pelous, le numéro huit, régnait dans l'air des touches, menant l'embuscade au détour des mêlées. Olivier Merle, «*l'homme et demi*», se découvrait une foule d'aillier pour aller couper

savoirs que j'avais leur confiance... Toujours, la confiance...

Il y eut, enfin, celle de Stéphane Glas, le trois-quart centre de Bourgoin-Jallieu, une confiance dans le risque et l'audace du beau geste, dans les encouragements de Pierre Villepreux. «*Il m'a parlé avant le match. Il m'a dit de jouer, jouer, qu'il me soutiendrait même en cas d'erreurs*». Lui n'était là que par le mauvais coup du sort qui avait frappé Richard Dourthe, victime d'un malaise après un choc, qua-

### Encore du travail

La conquête et la conservation de la balle. La France a été rarement capable d'enchaîner plusieurs phases de possession. Tant de déchets ne sied pas à une équipe prétendant remporter le Grand Chelem. La France, si riche en talents individuels, doit impérativement développer la même discipline dans la conservation du ballon que les All Blacks. Les Néo-Zélandais considèrent la balle comme un objet glissant et la traitent en conséquence.

La France doit également continuer à réfléchir à une organisation qui permette d'enchaîner les phases de jeu. Au milieu de la seconde mi-temps, Philippe Benetton, le troisième ligne, était à l'évidence frustré de ne pouvoir créer un lien avec ses arrières. Le problème n'est pas Benetton mais un apparent manque d'organisation des arrières français. Les trois-quarts centre sont de superbes talents individuels, mais doivent apprendre à se coordonner et essayer des combinaisons simples visant simplement à porter la balle au-delà de la ligne d'avantage, afin d'y retrouver la troisième ligne.

L'entrée de Richard Castel a eu des consé-

quences énormes dans le dernier quart d'heure. Skrela est ainsi parvenu à rééquilibrer la troisième ligne. Pelous, en numéro 8, a fait un gros travail et son abattage en touche est incroyable. Abdel Benazzi est toujours un dangereux coureur, balle en main, et Philippe Benetton est également à crêper d'un gros match. Mais je pense que l'équilibre est amélioré par l'apport d'un voltigeur comme Castel.

L'autre bon point de la France est à trouver du côté des dévoués qui ont entraîné trois des quatre essais français. La France a semblé particulièrement dangereuse côté fermé. Enfin, les trois essais de David Venditti doivent être soulignés. Pour obtenir plus de force et de stabilité dans la ligne de trois-quarts, je placerais Venditti en numéro 13 lors du prochain match. Il est un centre plus qu'habile et jouera à ce poste avec Brive quand l'équipe portera les espoirs français, le week-end prochain, lors de la finale de Coupe d'Europe.

Nick Farr-Jones

Nick Farr-Jones a été capitaine de l'équipe d'Australie, championne du monde en 1991.

## Une résurrection sportive encore stoppée par la malchance

**DUBLIN**  
de notre envoyé spécial  
Dans les coulisses de l'aéroport d'Orly, dimanche 19 janvier, Fabien Galthié avait bien besoin d'un ami. Jean-Luc Sadoury s'empresait à ses côtés. Longue complicité de

**PORTRAIT**  
Fabien Galthié, demi de mêlée de l'équipe de France de rugby

vieux partenaires de Colmiers. C'est dans le club de la banlieue toulousaine qu'ils ont fait tous les deux l'essentiel de leur carrière. Sur des bequilles toutes neuves, Galthié peinait à se déplacer. Sadoury s'affairait aux bagages de son coéquipier. Loin de la pelouse de Lansdowne Road, l'éphémère demi de mêlée de l'équipe de France pouvait encore compter sur son arrière. Il se forçait de faire bonne figure, d'ac-

cepter ce énième coup du sort qui le frappait en pleine résurrection sportive. Il promettait de prendre son mal en patience. Entorse au genou droit. Indisponibilité d'une durée indéterminée. Fabien Galthié devait en savoir plus dans la journée du lundi 20 janvier, après des examens complémentaires à Toulouse.

La course du demi de mêlée «*actuellement le plus complet*», selon Jean-Claude Skrela, l'entraîneur de l'équipe de France, est une nouvelle fois stoppée. A Dublin, Fabien Galthié a été victime d'une malchance. Les Irlandais ont souffert de ses jambes, qui lui ont permis quelques fulgurantes échappées. Il se sent mêlé de son œil, prompt à saisir les meilleurs choix pour l'équipe. Lui faisait à sa manière des retrouvailles tant espérées avec le XV de France. Puis est venue cette douloureuse minute. C'était à l'aube d'une seconde mi-temps sans histoire. Un plaquage un peu sec, et Fabien Galthié n'a pas pu se relever. Sa prudence, lors du stage de Clai-

refontaine la semaine dernière, revenait subitement en écho. «*Je ne gère pas le long terme*», «*J'ai appris, par mon expérience, qu'il ne faut pas voir au-delà du match qui arrive*», répétait-il sans cesse, avant d'avouer à demi-mot, presque gêné : «*J'aurais souhaité avoir moins de débâcles*».

### ECLOSION RETARDÉE

Ce n'est ni sa première blessure ni sa première mise à l'écart. A vingt-sept ans, celui qui, hier encore, faisait figure de successeur probable de Pierre Berbizier derrière la mêlée française a eu sa part de malchance. L'année dernière, déjà, il s'était contenté d'une brève réapparition dans le Tournoi. Un peu moins d'une heure de jeu contre le pays de Galles. Une semaine plus tard, une grave blessure à la cheville droite l'écarterait pendant plusieurs semaines des terrains. En 1995, c'était la Coupe du monde en Afrique du Sud qui l'avait momentanément relancé. Il «*bénéficiât*», cette fois, de

la fracture du bras du titulaire Guy Accoceberry, en un surprenant chassé-croisé de la malchance. Un peu plus tard, c'était son poignet qui cédait. Il reprenait donc le chemin des soins et du repos, loin de tout ce qui ressemble à un terrain de rugby.

Depuis l'arrivée de Jean-Claude Skrela à la tête de l'équipe de France, le nom de Fabien Galthié circulait à nouveau. Le premier avait été l'entraîneur du second, à Colmiers. Philippe Carbonneau avait du mal à s'imposer. Guy Accoceberry n'avait pas l'air de convaincre. Galthié semblait prendre une nouvelle dimension avec son club. Il se débarrassait de cette réputation de timide et d'indécis, qui avait, elle aussi, retardé son élosion. Au vu de la première mi-temps à Dublin, Jean-Claude Skrela pouvait sans doute se dire qu'il avait enfin trouvé le demi de mêlée de son équipe de France. Tout est à nouveau à refaire.

P. Ce.







## La Toyota Picnic, seule concurrente de la Renault Scénic

Cette voiture qui dispose de trois rangées de deux sièges est l'unique rivale de la coqueluche du marché automobile

**ÉCLIPSÉE** par le lancement tonitruant de la Scénic, la Toyota Picnic est sans doute vouée à demeurer dans l'ombre de la Renault, dont elle est aujourd'hui l'unique concurrente au sein de la catégorie émergente des monospaces compacts.

Loin de la Scénic et de sa forme en œuf, la Picnic épouse le design assez épuré mais très conventionnel qu'affectionnent les stylistes Toyota, qui réservent leurs audaces aux véhicules « d'image » (le Rav-4, par exemple), ou sportifs. Ici, les galbes ont été atténués et la seule fantaisie est la jolie bulle latérale située près du hayon. Soigné, l'habitacle est tout aussi classique, mais il s'en dégage une impression agréable. Un peu moins large mais plus longue de 30 centimètres que la Renault, la Picnic, conçue à partir de la Toyota Carina, met à profit sa morphologie pour accueillir trois rangées de deux fauteuils individuels.

Six places disponibles, c'est une de moins que les monospaces classiques, mais une de plus que la Scénic avec, dans tous les cas de figures, davantage d'espace pour les passagers assis à l'arrière. Inévitable contrepartie : la capacité du coffre est proche du symbolique alors que la Scénic accueille sans mal les bagages correspondant à cinq personnes. Heureusement, la deuxième rangée de sièges coulisse de 28 centimètres et les sièges du fond se démontent facilement, libérant un volume de chargement variable selon la configuration choisie. Avec la Picnic, le troisième constructeur mondial s'adresse à

ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir un monospace classique, mais aussi à ceux qui considèrent que ces engins sont trop encombrants.

Les dernières générations de monospaces (Peugeot 806, Ford Galaxy, Mercedes classe V, nouveaux Renault Espace et Chrysler Voyager) présentent en effet une nette tendance à l'emboîtement. Équipée d'un très vif moteur de 2 litres de cylindrée (16 soupapes, 128 chevaux) qui peut lui permettre de faire de l'ombre aux Scénic haut de gamme grâce à son prix assez compétitif, la Toyota est très à l'aise en ville, où elle se gare aussi facilement qu'une berline classique. A contrario, la Picnic souffre — comme la Scénic — d'être trop bruyante dès que le régime du moteur s'élève un tant soit peu.

### COMPROMIS INTELLIGENT

La Scénic, vendue en France à 15 450 exemplaires entre octobre et janvier, est fabriquée au rythme quotidien de 700 unités, ce qui ne suffit pas pour satisfaire la demande (mais n'a pas empêché Renault d'augmenter son prix de 2 000 francs dès le 1<sup>er</sup> janvier...). Les usines nipponnes éprouvent elles aussi des difficultés. Au Japon, 88 765 Toyota Ipsum (appellation locale du Picnic) ont été vendues depuis juin. Dans l'Hexagone, les 1 100 Picnic promises pour 1997 à Toyota-France ne seront probablement pas suffisantes.

Compromis intelligent entre les deux modèles à succès des années 90 — le monospace et le break —, ces voitures réalisées sur la

base de berlines existantes devront bientôt affronter de nouvelles concurrentes.

Le projet le plus avancé est incontestablement la Fiat Multipla (du nom de l'étonnante Fiat 600 rallongée des années 60, dont on confondait presque l'avant et l'arrière), que le groupe italien a présenté sous forme de prototype en octobre à Paris, lors du Mondial de l'automobile. Vendue dès 1998, cette voiture à l'esthétique déconcertante à l'extérieur et insolite à l'intérieur disposera de deux rangées de trois fauteuils. Le siège central avant est placé légèrement en retrait afin de ne pas gêner le conducteur, qui peut manœuvrer sans difficulté le levier de vitesses, intégré dans la planche de bord. Plus courte de 15 centimètres, mais plus large de 14 centimètres que la Scénic, la Multipla conserve un coffre de grande capacité, mais, en ville, sa largeur risque d'être embarrassante.

A l'horizon 1999, d'autres arrivées sont prévues. Chez Opel, un petit monospace réalisé sur la base de l'Astra est en préparation, alors que Volkswagen peaufine une version monovolume de la future Golf. Pour l'instant, Citroën se concentre sur le Berlingo Multispace, un modèle à mi-chemin entre le break, le monospace et l'utilitaire, qui sera bientôt commercialisé en version familiale.

Jean-Michel Normand

★ Toyota Picnic : de 128 500 francs (10 chevaux fiscaux) à 154 200 francs (GL boîte automatique, 11 chevaux fiscaux).



Dix-sept configurations possibles

Nouveau monospace compact de Toyota, la Picnic est d'allure très sage. Sa principale originalité est la disposition de ses sièges, répartis en trois rangées de deux. La deuxième rangée peut coulisser de 28 cm et les sièges de la dernière rangée peuvent être retirés facilement. Un choix de dix-sept configurations est possible, permettant de répartir l'espace entre les passagers et les bagages.



Le monospace Fiat commercialisé en 1998

La Fiat Multipla est le projet de monospace compact présenté en octobre 1996 par Fiat, qui serait commercialisé à partir de 1998. Outre ses formes extérieures très originales, la Multipla se distingue par son agencement intérieur : deux rangées de trois sièges. Une telle configuration permet de disposer d'un véhicule très compact (3,99 m), bien que sensiblement plus large que ses concurrents.

contrairement à l'Europe, les États-Unis n'ont pas systématisé l'obligation du port de la ceinture et qu'une moitié des décès concernent des personnes qui ne s'étaient pas — ou mal — attachées. Prévu pour fonctionner en dehors du port de la ceinture (ce qui, d'ailleurs, est un non-sens total), les airbags américains, plus gros et se déployant plus rapidement, sont plus « agressifs » que les modèles européens.

De même, il ne faut surtout pas installer un siège bébé « dos à la route » à l'avant d'un véhicule équipé d'un airbag passager. Chauds partisans de l'airbag, les marques françaises vendent en Allemagne des voitures qui en sont toutes pourvues, mais ils ne font pas de même en France, contrairement à de nombreux importateurs (Ford a systématisé l'airbag

conducteur et, chez Opel, seules les Corsas bas de gamme ne sont pas équipées). Heureusement, les choses changent. Renault, qui dotait en mai la Laguna d'un sac gonflable en série côté conducteur (comme l'Espace et la Safrane), a mis au point un nouvel airbag « haut rendement » capable de répartir l'absorption du choc entre le coussin et la ceinture de sécurité. Il pourrait équiper toutes les Méganes avant la fin de l'année. Au printemps, la Peugeot 306 sera pourvue en série de l'airbag conducteur (c'est déjà le cas sur les 406 et 405) et le break 406 recevra des airbags latéraux en option. En France, la marge de progression est immense : pas plus de 3 % des voitures en circulation sont équipées.

J.-M. N.

★ Airbag : 2 000 francs chez Renault (4 000 francs pour le double airbag), 1 500 francs chez Peugeot et Citroën (3 000 francs pour le double airbag). Sur la Mondeo, Ford propose en option l'airbag passager et deux airbags latéraux pour 3 000 francs.

## PRATIQUE

■ **CONTRÔLE TECHNIQUE** : en 1997, les véhicules mis en circulation en 1993 devront être contrôlés pour la première fois avant la date anniversaire de leur première mise en circulation. De même les véhicules déjà contrôlés en 1994 devront renouveler le contrôle en cours d'année. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le contrôle antipollution est renforcé sur les véhicules à pot catalytique. Le rapport de contrôle deviendra un procès-verbal de contrôle.

■ **VOITURES ANCIENNES** : le guide du collectionneur auto-moto 1997 vient de paraître aux éditions LVA. Ce guide recense les adresses permettant de dénicher la pièce introuvable mais aussi les assureurs de véhicules anciens et les meilleurs musées de France. Le Guide du collectionneur, 464 pages (120 francs). LVA BP 88, 77303 Fontainebleau.

■ **DEUX ROUES** : la possibilité offerte depuis le 4 juillet aux titulaires du permis auto depuis plus de deux ans de piloter une moto ou un scooter de 125 cm<sup>3</sup> a largement contribué à la progression du marché. Au total, 116 032 motocyclettes ont été immatriculées en 1996, soit une hausse de 36,8 %. Grâce aux ventes de 125 cc, la part des quatre constructeurs japonais est passée d'un peu plus de 70 % en 1994 à près de 80 % en 1996. Ce réveil du marché n'a pas entraîné une augmentation du nombre de victimes d'accidents mortels.

■ **CD-ROM** : réalisé par des passionnés de moto, Moto-Rom 96 est un CD-ROM qui se présente comme un catalogue, du cyclomoteur le plus courant à la Harley-Davidson la plus recherchée. Il propose aussi de faire redécouvrir les motos anciennes les plus marquantes. Disponible auprès d'Adelpio (tél. : 02-54-34-80-54) au prix de 290 francs.

■ **SUZUKI** : la marque japonaise vient de commercialiser en France un nouveau « custom », la VZ 800 Marauder. Avec son énorme pneu avant, ses roues en aluminium, sa selle basse et son tableau de bord décapoté, la Suzuki cultive le style Harley-Davidson. La VZ 800 (65 987 francs) développe 50 chevaux seulement, mais privilégie les reprises à bas régime.

■ **VOLVO** : la série S80 devient la série 70. Le constructeur suédois poursuit sa nouvelle politique de dénomination, inaugurée avec la nouvelle S40. La S80 sera déclinée en S70, pour la berline, et V70 pour le break. Très légèrement redessinés, les deux modèles sont également disponibles en version diesel TDI.



La Volvo S70

## Les Français et l'airbag

L'airbag est-il indispensable ? Cette question, les automobilistes d'Europe du Nord ne se la posent plus. En Allemagne, aucune voiture n'est vendue sans son « sac gonflable de sécurité ». L'automobiliste français semble lui préférer l'air conditionné. Chez nous, l'airbag est très apprécié, mais à condition qu'il ne coûte rien. L'argument commercial du sac gonflable n'existe donc que si la voiture en est équipée en série. Après Volvo, qui propose systématiquement quatre airbags (dont deux latéraux, installés dans les sièges), et Mercedes, Volkswagen vient de sauter le pas. Désormais, la firme ne vendra en France que des modèles avec double airbag (passager et conducteur). Cette initiative tombe à pic. Depuis quelques semaines, certains s'interrogent sur l'intérêt du sac gonflable. Aux États-Unis, des procès sont en cours à la suite d'accidents dont l'airbag aurait aggravé le bilan. En France, on cite le cas d'une passagère amputée à la suite du déploiement d'un airbag. Chercheur à

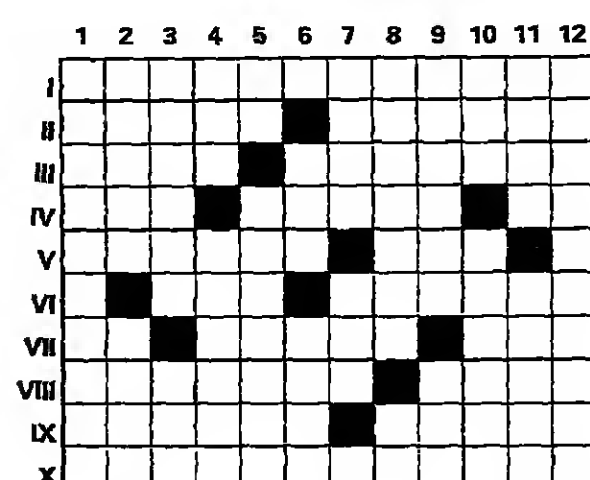
l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets), Maryvonne Dejeannes s'interroge sur les blessures occasionnées « sur les enfants, les adultes de petite taille et les passagers adoptant des positions atypiques », mais refuse d'ouvrir le procès de l'airbag.

Dans un pays où l'efficacité de la ceinture de sécurité a mis des années avant d'être reconnue, il serait catastrophique que le doute s'installe. Depuis 1990, les très pointilleuses statistiques de la sécurité routière font certes état de 39 décès (dont 21 enfants) liés au déploiement d'un airbag. Simultanément, elles évaluent à 1 500 le nombre d'accidentés directement sauvés par un airbag (dont 570 pour la seule année 1995). Il est primordial de préciser que,



De même, il ne faut surtout pas installer un siège bébé « dos à la route » à l'avant d'un véhicule équipé d'un airbag passager. Chauds partisans de l'airbag, les marques françaises vendent en Allemagne des voitures qui en sont toutes pourvues, mais ils ne font pas de même en France, contrairement à de nombreux importateurs (Ford a systématisé l'airbag

## MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 97001



### HORIZONTALEMENT

I. Aucune chaîne ne lui résiste, elle les ouvre toutes. — II. Ouverte à tous quand elle est publique. Occupent les premières places. — III. Être original aujourd'hui. Parts de l'entreprise. — IV. Une rébellion sur le chef. Population vietnamienne. Possessif. — V. Donne la cadence au vers. Échec aux échecs. — VI. Bière anglaise prise à l'envers. Un arriviste dans la presse parisiennaise. — VII. Bouts de pierre. Couvre-lits d'une autre époque. Bien fatigué. — VIII. Triste fin pour le monde, le Figaro ou Libé. Dix fois dix. — IX. A subi une traction. Blanche pour celui qui est dans le

noir. — X. Veulent couper les ponts et parfois les font sauter.

### VERTICALEMENT

1. Documents qui tiennent à un fil. — 2. Prend un coup ou essaie de faire le vide. Travaille pour que le sauvegarde s'épanouisse. — 3. Bonne, c'est une belle poire. Ces gens sont considérés comme importants. — 4. Dépense beaucoup d'énergie pour en trouver. Blessa profondément. — 5. Démonstratif. Rester au fond de son lit. — 6. Sur ce coup, il n'y a pas de renvoi possible. Centre forestier au Cameroun. — 7. Philo-sophie qui avait une bonne pointe de vitesse. Se retrouve chez Blum. — 8.

Mangeâmes un pull. Indique le lieu. — 9. Son règne s'oppose au végétal. Devient un problème s'il touche la conscience. — 10. Apporte la nouveauté. Explose dans la réussite. — 11. Est dure quand la critique est sévère. Providentielle pour la traversée du désert. — 12. Donnent souvent dans le pavé difficile à digérer.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 6998

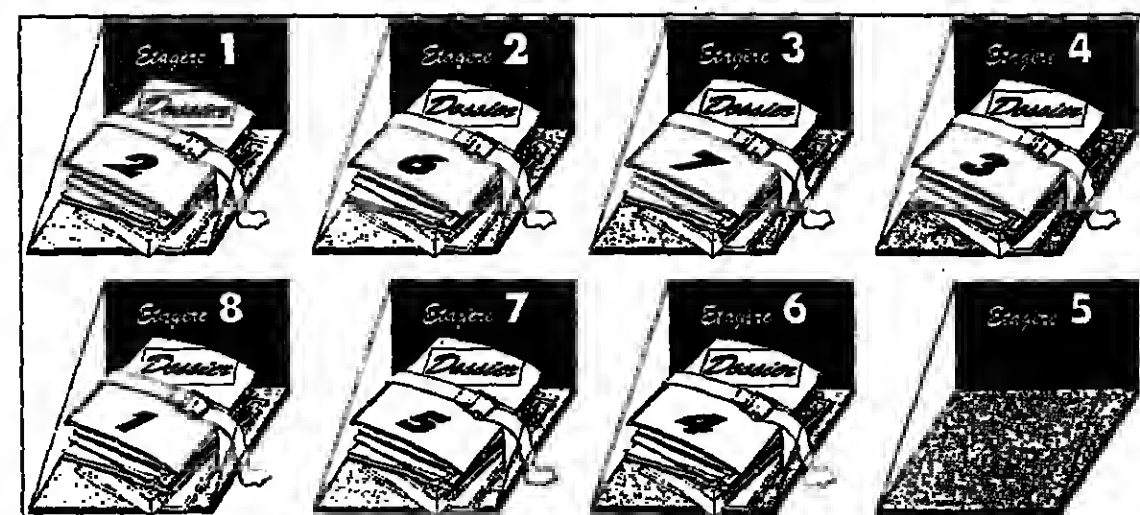
**HORIZONTALEMENT**  
I. Cabinet. Cristal. — II. Anémomètre. Erre. — III. Loup. Siropier. — IV. Orre. Nitroze. — V. Mertert. Oil. Uji. — VI. Exercé. Ansées. — VII. Li. Pur. Jeep. — VIII. Quémandeuse. Me. — IX. Pur. Osée. Sucrin. — X. Aetus. Nue. Tard. — XI. Est. Star. — XII. Cloués. Ebène. — XIII. Épaisse. Bill. Ou. — XIV. Tentée. Ur. Lésés. — XV. Tessiture. Ale.

### VERTICALEMENT

1. Calomel. Paquets. — 2. Anorexique. Pé. — 3. Beurre. Urticant. — 4. Impétrée. Illite. — 5. No. Sec. Mou. Osés. — 6. Ems. Repasseuses. — 7. Teint. Une. Sée. — 8. Tri. Ardents. Ut. — 9. Croton. Bru. — 10. Reprises. — 11. Éole. Su. Telle. — 12. Sers. Ejectable. — 13. Trieuse. Rare. Sa. — 14. Ane. Emir. Noël. — 15. Lé. Dispensieuse.

## AFFAIRE DE LOGIQUE PROBLÈME N° 1

### Désordre au bureau



Un secrétaire a dérangé tous les dossiers du bureau. Le numéro de chaque dossier aurait dû correspondre au numéro de l'étagère sur laquelle il se trouve. Il faut vite les

remettre en place avant que le directeur arrive. Mais les dossiers sont très lourds, et le secrétaire ne peut en déplacer qu'un à la fois, en le soulevant vers une étagère voisine

(vers la gauche, la droite, l'avant ou l'arrière), à condition que cette dernière soit vide. Homme pratique il a trouvé la solution la plus économique, puisqu'il y est parvenu en un nombre minimal de déplacements. Faites aussi bien que lui ! Semez-vous prouver que le nombre de déplacements est minimal ?

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 457.

Imprimerie du Monde  
12, rue St. Gurebourg  
93032 Ivry cedex  
133, avenue des Champs-Élysées  
75409 Paris cedex 08  
Tél : 01 44 43 76 00 Fax : 01 44 43 77 30

PRINTED IN FRANCE

Elisabeth Busser  
et Gilles Cohen

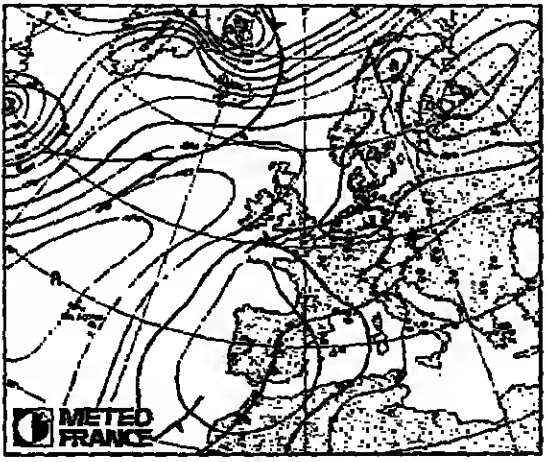
© POLE

Solution dans Le Monde du 28 janvier.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

- **ISRAËL.** Du 23 janvier au 16 février, la compagnie israéliënnelle El Al propose aux familles composées d'un couple avec deux enfants et plus de bénéficier des deuxième enfant d'une réduction de 25 % sur le tarif enfants. Cette offre est valable au départ de Paris vers Tel Aviv et Eilat, et de Marseille vers Tel Aviv.
- **ITALIE.** A la suite du déraillement du train à grande vitesse Milan-Rome, dimanche 12 janvier, les chemins de fer italiens ont entrepris un contrôle général de la sécurité sur des lignes qui devraient être achevées avant l'été. — (AFP)
- **GARANTIE.** L'Association professionnelle de solidarité du tourisme, qui fédère 2 800 agences de voyages en France (70 % des licences), vient d'annoncer que les consommateurs auront désormais une garantie totale de remboursement de leurs voyages réservés auprès d'une agence si celle-ci fait faillite. — (AFP)
- **JOURS FÉRIÉS.** Mardi 21 janvier est un jour férié à la Barbade et ex République dominicaine. Mercredi 22 est férié en Israël, à Maurice et au Sri Lanka.



### Prévision pour le 22 janvier

## Le Prix Nobel Georges Charpak au secours du nucléaire civil

nous jetons une bouteille à l'espace. Personnellement, je pense que la première ferme de vie qui trouvera ce message sera... l'homme, quand il ira sur Titan.

À la condition que Huygeos atterrisse et ooo pas qu'il amérise: même si les observations de ces derolères aonnées ont prouvé que la surface de Titan était probablement solide, rien ne prouve que, le 27 novembre 2004, la soode oc coulera pas au fond d'une des mers d'éthane ou de méthane liquide que doit compter le satellite saturnien.

Mais que l'homme se rassure: si jamais il oe retrouvait pas Huygeos, il pourra toujours se procurer ce CD-ROM unique oc l'achetaot pour 10écus (65 francs) chez l'ESA. S'agrait-il d'une oouvelle source de financement pour l'aventure spatiale?

**Pierre Barthélémy**

★ Les signatures et messages peuvent être déposés jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. Site: Internet: <http://www.huygens.com>

**INVITÉ** du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 19 janvier, Georges Charpak, Prix Nobel de physique (1992), lance un vibrant plaidoyer en faveur du nucléaire civil. « Le nucléaire est l'une des seules alternatives, et des moins polluantes » pour fournir de l'électricité aux 60 % de la population mondiale qui vivra dans les villes en 2025, a-t-il déclaré. Pour l'avenir, il est « sceptique » sur la possibilité de tirer de l'énergie de la fusion thermonucléaire, mais « croit beaucoup plus » au développement de réacteurs « intrinsèquement sûrs », du type de celui proposé par un autre Prix Nobel, Carlo Rubbia.

Georges Charpak — qui vient de publier avec l'Américain Richard Galwin *Feux follets et champignons nucléaires*, aux éditions Odile Jacob — s'est dit préoccupé par l'effet de serre dû au gaz carbonique dégagé par les combustibles fossiles. Selon lui, seul le nucléaire permettrait d'éviter cette catastrophe climatique. « Il a ses dangers, mais il est infiniment plus facile à manier et à contrôler que les autres sources d'énergie, malgré Tchernobyl », l'atome militaire, en revanche, le « rend furieux ». La France devrait néanmoins garder « quelques-unes » de ses charges nucléaires pour rester crédible, a-t-il concédé. Au plan mondial, « quatre mille litres suffiraient pour la dissuasion ».

## DÉPÊCHES

- **SPORTS** : Robert Chapatte est mort, dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 janvier, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-quatre ans. Ancien coureur cycliste devenu journaliste, il avait été chef du service des sports de France Télévision. Robert Chapatte était surtout célèbre pour ses commentaires sur le Tour de France, éprouvé qu'il avait suivi jusqu'en 1995.
- **ESPACE** : la navette spatiale américaine Atlantis s'est séparée de la station orbitale russe Mir dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 janvier. Les deux engins sont restés orbitaux pendant cinq jours. Atlantis a repris à son bord l'astronaute John Blaha, qui était en orbite sur Mir depuis septembre 1996. Jerry Linenger a pris sa place et devrait rester dans la station russe jusqu'au prochain rendez-vous américano-russe, prévu en mai.
- **TÉLÉCOMMUNICATIONS** : le lancement des trois premiers des 66 petites satellites du réseau Iridium de téléphonie mobile a été retardé, dimanche 19 janvier, à la suite de l'explosion d'une fusée Delta II, peu après son décollage, deux jours plus tôt, du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral. Fabriquée par McDonnell-Douglas, le lanceur américain devait mettre sur orbite un satellite de localisation GPS (Global Positioning System). La société Iridium a décidé d'attendre les conclusions de l'enquête sur les causes de l'explosion pour autoriser le lancement de ses satellites, qui doit être effectué au cours de la semaine future.
- **GASTRONOMIE** : mercredi 22 janvier les habitués de la Brasserie Lipp, à Saint-Germain des Prés, ne pourront pas, exceptionnellement, dîner dans leur restaurant préféré. Pour fêter l'inauguration de la boutique Cartier, située à proximité, le président de Cartier International a en effet réservé toutes les tables. Une situation exceptionnelle qui s'était déjà produite il y a une dizaine d'années, lorsque Fred Ipp avait retenu la brasserie pour le centenaire de sa mort.
- **AÉROSTAT** : l'Américain Steve Fossett doit atterrir en Inde, lundi 20 janvier, mettant ainsi fin à sa tentative de tour du monde en ballon sans escale. Il a parcouru, depuis son départ lundi 13 janvier de Saint-Louis dans le Missouri, 13 600 km, battant son propre record, mais le manque de carburant a empêché d'aller plus loin. Cet abandon dans le Tour du monde en ballon est le troisième en une dizaine de jours, après ceux du Britannique Richard Branson le 8 janvier et du Suisse Bertrand Piccard quelques jours plus tard.
- **LOTTO** : résultats des tirages n°6 du samedi 18 janvier. Premier tirage : 20,22,33,39,40,45, numéro complémentaire : 31 ; rapports pour 5 bons numéros, plus le complémentaire : 278 790 F ; pour 5 bons numéros : 7 05 F ; pour 4 bons numéros : 176 F ; pour 3 bons numéros : 18 F. Second tirage : 7,10,13,17,28,29, numéro complémentaire : 37 ; rapport pour 5 bons numéros, plus le complémentaire : 45 840 F ; pour 5 bons numéros : 2 750 F ; pour 4 bons numéros : 74 F ; pour 3 bons numéros : 10 F.

## Virus Ebola, sorciers et vampires gabonais

**LE VIRUS Ebola**, responsable de fièvres hémorragiques contagieuses, spectaculaires et fréquemment mortelles, sévit sur un mode endémique au Gabon, où il a été à l'origine, depuis 1994, de trois épidémies successives qui ont causé près d'une centaine de décès.

Ce virus est par ailleurs étonnamment proche, dans l'intimité de sa structure moléculaire, de celui qui a sévi à deux reprises, en 1976 et en 1995, au Zaïre dans les régions de Yambouk et de Kikwit. Ce virus hautement inquiétant dans la mesure où l'on ne connaît pas son origine est, en d'autres termes, présent et menaçant dans une très large zone géographique de l'Afrique équatoriale. Telles sont les principales informations publiées par deux équipes de médecins gabonais et français dans le dernier numéro de *Phlebotomadaire* médical britannique *The Lancet* (daté du 18 janvier).

Le premier travail, signé de spécialistes du ministère gabonais de la santé publique et de l'Institut Pasteur de Paris (docteur Bernard Le Guenno) établit, pour la première fois de manière officielle, qu'une épidémie attribuée en 1994 au virus de la fièvre jaune, était bel et bien une épidémie due au virus Ebola. Les premiers cas avaient été observés en novembre 1994 dans plusieurs camps situés à proximité de deux mines d'or, celles de Mekouka et Andock.

L'épidémie devait par la suite progresser dans la forêt équatoriale le long de la rivière Nouna. Forcés aux symptômes (diarrhée noire,

fièvre, douleurs abdominales intenses), certains médecins pensèrent à un empoisonnement par le mercure. Une hypothèse que devaient infirmer les dosages effectués sur les échantillons sanguins alors adressés à des hôpitaux militaires français.

Pour leur part, les spécialistes de l'Institut Pasteur de Paris concluaient que cette maladie ne pouvait être attribuée au virus de la fièvre jaune. Il est aujourd'hui établi, ce qui met un terme à différentes informations contradictoires, que cette épidémie était bel et bien due au virus Ebola. Mieux, le patrimoine génétique de la souche virale gabonaise de 1994 a pu être séquencé par des spécialistes de virologie de Marburg (Allemagne).

**ABSENCE D'HYGIÈNE**

Ces derniers, indique-t-on dans le *Lancet*, ont établi que ces souches sont très voisines de celle isolée au Zaïre et identiques à celle impliquée dans les épidémies gabonaises observées en février et en octobre 1996, qui ont provoqué, dans les régions de Makouku et Bououé, une centaine d'infections, dont soixante mortelles. Certains des malades ont alors été hospitalisés à Libreville puis transférés à Johannesburg, où, en l'absence du respect des précautions élémentaires d'hygiène, ils ont contaminé des membres du personnel soignant.

Ces résultats, confirmés par les spécialistes du Centre international de recherches médicales

de Franceville (Gabon), témoignaient de la présence endémique d'un seul virus Ebola dans une très large région de la forêt africaine équatoriale, ce qui, le réservoir naturel de ce virus étant encore inconnu (Le Monde du 16 janvier), laisse craindre l'émergence prochaine de nouvelles bouffées épidémiques.

Le docteur Le Guenno vient, pour sa part, d'adresser au gouvernement gabonais un rapport détaillé dans lequel il formule une série de propositions originales. Ayant établi que certaines pratiques thérapeutiques rituelles ne sont pas dénuées de risque infectieux, le docteur Le Guenno estime essentiel que les sorciers – ou « tradipraticiens » – soient associés au futur dispositif sanitaire et préventif.

« Il est clair aujourd'hui qu'il nous faut avoir recours à l'anthropologie et aux sciences humaines pour, sur le terrain africain, parvenir à réduire le risque infectieux », a déclaré le docteur Le Guenno au Monde. Très souvent, au Gabon, les morts dus au virus Ebola sont perçus comme la conséquence de l'action de mystérieux vampires, ce qui, de fait, s'oppose au concept de contagion. De même certaines pratiques rituelles, la sorcellerie notamment, peuvent aider à la diffusion du virus mortel. Dans ces conditions, il nous faut au plus vite intégrer ces données et parvenir à ce que les médecins occidentaux et les tradipraticiens gabonais travaillent main dans la main. »

**Jean-Yves Nau**

Jean-Yves Nau



**DANSE** Intitulée *Dernière nuit sur terre*, l'autobiographie du chorégraphe américain Bill T. Jones vient de paraître en français aux éditions Actes Sud. Le titre est celui d'un bal-

let créé en 1992. Dans ce livre, cet artiste afro-américain veut « tout » dire. Son enfance de petit Noir, pauvre, né en Floride, son amour du corps, du sexe, des hommes. ● CÉLE-

BRATION de la vie, cette autobiographie est aussi le livre de la maladie et de la mort : Bill T. Jones montre le sida à l'œuvre sur le corps de son ancien compagnon, Arnie Zane, mort

en mars 1988. Il explique comment cette maladie est nécessairement au cœur de son œuvre. ● CE TEXTE d'amour est entièrement consacré à l'ami disparu et à la danse. Le choré-

graphe montre à quel point - bien qu'il soit séropositif - son corps, qu'il préserve comme un objet d'art, et le désir de danse sont la matière même de sa réflexion artistique.

## Le chorégraphe Bill T. Jones livre sa vie noir sur blanc

« Dernière nuit sur terre », l'autobiographie de l'artiste afro-américain, qui paraît en français, dit la difficulté à croiser les cultures, parle sans fard des mœurs, du sida, de la mort, qui sont nécessairement au cœur de son œuvre

QUELLE famille que celle de Bill T. Jones ! Matt Lee, l'ancêtre, « guérissseuse, née esclave au dans une famille d'esclaves dans les années 1860 », Big Mama, qui rouspète dès qu'elle se réveille, Estella, la mère, tempêteuse, qui sait se faire respecter. Harris, Janie May, Roosevelt, Richard, surnommé Boot, tous nés d'un premier mariage d'Estella - avec Richard Evans. Lry, Azel, Flossie, Rhodessa, Vileana, et Bill, le petit dernier, sont tous enfants du beau Gus Jones, dit « Red », deuxième mari d'Estella. Vie de nomades en Géorgie, en Floride, puis le départ pour le nord des États-Unis, où Gus, à la tête d'une petite entreprise d'ouvriers itinérants, espère devenir « un Yankee noir ».

Bill T. Jones ne chôme pas. Arracher les pommes de terre, cueillir les fruits dans les vergers, s'entasser dans la voiture avec Estella au volant du break Ford Country 1959, aller récupérer manuellement Gus dans les bars : « J'ai tous ces gosses affamés et, lui, j'ai qu'il est dans le bar en train d'essayer à toutes ces faces de Blancs et d'exploiter ces putes. J'ai bien vu qu'ils jettent tous derrière mon dos. » Écouter les histoires de loup-garou, de sirènes, de revenants. En guise de conte de fées, Big Mama raconte aux enfants l'histoire d'un homme qui a mangé, qui va me pendre à l'arbre de Noël : soit l'histoire d'une femme qui fait rôtir son bébé, mort de faim, et qui le donne à manger à son mari !

Pas le temps d'être tendre chez les Jones. On s'adonne à coups de fessées et de corrections à la serviette mouillée. C'est le nombre qui tient chaud : on n'est jamais seul. La maison de Miller Road, située à Wayland, dans l'État de New York, hante l'imaginaire du chorégraphe Bill T. Jones. Son enfance, son adolescence, le défilé pittoresque des



Bill T. Jones

membres de sa famille, inspirent les meilleures pages de *Dernière nuit sur terre*, autobiographie, sous forme de bilan provisoire ; vie d'artiste en sursis pour cause de séropositivité.

### DÉCHÉANCE PHYSIQUE

Cette part noire du chorégraphe, sa part de négritude, irrigue tout le livre. Presque contre la volonté de l'auteur. Une sorte de Mississippi Jones. Elle bagarre pour devenir le thème central. Elle jaillit, insubmer-

sible, fait reculer les passages consacrés au sida, à la déchéance physique, pourtant véritable obsession de Bill T. Jones. Cette part noire s'impose contre la part blanche. Celle qui commence véritablement avec Arnie Zane, et l'histoire d'amour fou qui, à partir de 1971, liera les deux hommes. Jusqu'à la mort d'Arnie - du sida - le 30 mars 1988. Bill T. Jones sait depuis cinq ans déjà qu'il est contaminé. Il note : « Quand il est mort, j'avais passé dix-sept ans avec lui -

presque aussi longtemps que j'avais vécu avec ma famille, presque la moitié de ma vie. » Plus loin, il écrit : « Mon corps a commencé à pleurer avant même que ma tête reconnaisse la cause de mon chagrin. Le monde ne sera plus jamais le même. Tout ce que je ferais pour moi-même ne serait au nom de ce que nous avons été. »

Arnie Zane, né dans le Queens, l'un des quartiers de New York, fils unique de restaurateurs, est juif polonais par sa mère, et italien par son père. Il sera le guide de Bill T. Jones. Il est celui qui décide, qui sait, qui organise la compagnie de danse Arnie Zane-Bill T. Jones, avec laquelle ils vont conquérir le monde. Celui qui choisit la maison de Bluevelt, situé à quarante-cinq minutes au nord de New York. Bill T. Jones a toujours la maison. Sous l'influence d'Arnie, cette relation de domination - Jones est « l'objet désiré » - lui convient autant qu'elle le fait souffrir. Le dépossède de lui-même. A la mort d'Arnie, il devra devenir son propre maître, sachant qu'il est aussi l'héritier artistique de son ami. De la culture blanche apocryphe.

Commence alors la part noire-blanc du livre. Bill T. Jones décide qu'Arnie doit continuer à vivre à ses côtés. Cette décision le rend beau. Pas seulement moralement, mais physiquement. L'Afro-Américain perd cet air qui le pousse de l'enfance, très frappant sur les photographies : le soul de faire ce que l'on attend de lui. Cette bonne volonté, qui l'affadissait, disparaît. Il fallait qu'Arnie Zane même pour qu'il soit Bill T. Jones.

Dans *Dernière nuit sur terre*, le chorégraphe explique comment il a tenté de relier la culture blanche et la culture noire entre elles, malgré leurs différentes façons d'être, de penser, d'appréhender les événements. Comment il a affirmé sa personnalité de Noir, pauvre, séropositif, homosexuel. D'instinct, il a compris que son corps, différent, serait le véhicule pour zigzaguer d'une culture à une autre. La danse alors devient le symbole de ce désir de nomadisme culturel. Elle est l'art qui permet de voler, de bouger d'un point à un autre en état de quasi-apesanteur, et paradoxalement, de dépasser les limites de ce corps narcissique. Qu'il dépente néanmoins avec humour : « Mes

pièds étaient grands et plats, et leur cambrure n'était ni haute ni flexible. J'avais les fesses dures et rebondies. Ma poitrine saillait comme une barrique. Mes épaules musclées étaient proches de mes oreilles (...). Mais je voulais pouvoir me mouvoir dans l'espace sur mes demi-pointes, et tourner sans effort. Je voulais une plastique très XIX<sup>e</sup> siècle - pouvoir prendre une pose éphémère qui transcende le monde naturel. »

### EN SON NOM PROPRE

Culture du corps, art de la danse, mais aussi recherche du plaisir sexuel qui, comme chacun sait, est un autre lieu de l'abolition des limites et des références. Exhibitionniste pudique, Bill T. Jones s'empare de tout langage universel, capable de lui ouvrir des portes. La mort de son compagnon condamnera le chorégraphe à trouver un langage qui ne soit qu'à lui, à parler en son nom propre. Pas au nom de son seul corps, mais aussi de sa pensée. Seul moyen de s'en sortir sans tricher : plonger au plus profond de la culture noire. Être soi pour retrouver Arnie Zane. Il crée, en 1990, le génial futoir de *Last Supper at Uncle Tom's Cabin/The*

### Le désir d'écrire

Le désir de faire un vrai livre, un livre d'écrivain, qui ne serait pas seulement des mémoires de chorégraphe, accouchés grâce aux entretiens avec Peggy Gillespie, donne à la phrase de *Dernière nuit sur terre* un ton trop appliqué. De loin, les passages de l'enfance, la restitution de cette ambiance sentimentale, bruyante, dangereuse, dans laquelle a été élevé le jeune Bill T. Jones, sont les mieux rendus. Il manque à ce texte le style du chorégraphe, son élégance. Peut-être aurait-il fallu, plutôt que de vouloir faire de belles phrases, que l'on sente la rédaction, tenter de garder, à l'écrit, la saveur du discours parlé du chorégraphe. On regrette qu'il manque un index des noms, une biographie en dates. Le livre est dédié à « Bjorn Amelan, compagnon et soutien ». Dans l'avant-propos, l'auteur avoue : « Ce livre pour moi reste un mystère. » Nous, il nous éclaire.

*Promised Land*. Bill T. Jones devient alors une voix. Il défend la cause des Noirs, des opprimés, des malades du sida, des homosexuels. Il a le sens du théâtre, de la répartition. Aux questions des journalistes, il répond par un gospel, ou un coup de colère. Il sent son pouvoir et en jouit. Son œuvre déclenche des polémiques.

Il est une cible. On se rappelle l'article du *New Yorker*, vilipendant *Still/Here*, œuvre consacrée aux malades en phase terminale, la hargne de la journaliste Arlene Croce face à ce qu'elle appelait, non sans condescendance, le *victim art*. Le chorégraphe ne dit mot, mais ne consent pas à cet article, qu'il reçoit comme une insulte de la classe dominante, possédante, faite à tous les dominés, à toutes les minorités. Il est blessé. Blessé, mais stratégique. Sa réponse sera de rebondir là où personne ne l'attend : sur les chansons de Jacques Brel, et l'*Ursynat* du poète plasticien Kurt Schwitters. Avec la culture populaire et l'étude de la vieille Europe, il cloue le bec à l'adversaire.

Il est un prédicateur laïque. Un malin. Il est l'homme des coups. Dans la vie, comme dans sa danse. Certains le détestent à cause de cette théatralisation excessive de chacun de ses actes. Il s'en fout. Il est devenu fort. Il peut danser *Dernière nuit sur terre* - ce ballet composé en 1992 a donné son titre au livre - sans trembler de peur, tout en riant : « Je ne vieillirai jamais. Mes mains ne seront jamais décolorées par les tâches de l'âge. Je n'aurai jamais de varices. Mes cuisses ne perdront jamais comme celles des vieux. Mon pénis ne se ratatinera pas. Je n'aurai pas les jambes grêles, le ventre bedonnant, les épaules voûtées de ma mère. Je n'aurai pas besoin d'un fils pour me masser les bras, comme ce fut le cas de mon père. Mon père si beau - qu'on appelait Red. Grand charmeur (...). Il a vieilli. Moi je ne vieillirai jamais. » Bill T. Jones est âgé de quarante-quatre ans.

Dominique Frérot

\* *Dernière nuit sur terre* (Last Night on Earth), de Bill T. Jones, avec Peggy Gillespie, traduit de l'anglais (États-Unis) par Christian Dumais-Lvovski et Anna Maria Roffi, Actes Sud, 312 p., 198 F

## Le couple, l'amour, les pratiques de groupe

DANS son livre, Bill T. Jones écrit sur l'éblouissement de la rencontre avec Arnie Zane. « N'ayant jamais dragué un homme de ma vie, j'ai décidé qu'il fallait être aussi suggestif que possible. J'attirai l'attention d'Arnie Zane en léchant le bord de mon verre de Schlitz -



VERBATIM c'était sans doute comme ça qu'il fallait faire. J'ai dû avoir l'air complètement ridicule, et ne sachant que faire ensuite, je suis parti (...). Arnie et moi nous étions retrouvés plus tard au foyer des étudiants. J'ai été très direct : « J'aimerais coucher avec toi. » Je l'ai emmené dans ma chambre du couloir du Tiers-Monde. J'ai mis les Rolling Stones, puis Bessie Smith. Il tolérera ma musique, même s'il aurait préféré écouter Barbra Streisand. « Je ne savais pas du tout ce que je faisais. Je le faisais. C'est tout. Je me souviens combien tout semblait simple et continu. Je me suis allongé près de lui, et il m'a enlacé. Je n'ai pas fait durer ce moment trop longtemps. C'était un moment qui se suffisait à lui-même,

jamais plus je ne ressentirais rien de semblable. Arnie savait ce que l'ignorais - qu'il avait trouvé un havre pour le restant de sa vie. Je le tenais dans mes bras, et il s'arrangea pour pleinement satisfaire son désir. Son appétit pour moi me réjouissait profondément. Couchés sur les deux matelas posés à même le sol, la lumière tamisée, je l'ai regardé dormir. Son teint était pâle comme celui de certains Italiens du Sud. Il y avait une certaine opulence dans ses cheveux noirs coupés court. La courbe de ses paupières était d'une délicatesse parfaite, ses cils, épais, longs et recourbés. Il avait les yeux bruns. »

Plus tard, quand j'ai vu les photos de sa mère et de ses sœurs lorsqu'elles étaient jeunes filles, à peine descendues du bateau arrivant de Vilna, les yeux écarquillés et effrayés, j'ai compris ses yeux. Sa peau était douce, ombrée d'un léger soupçon de barbe autour de la bouche et du menton. Son cou était long, gracieux, et je devais découvrir par la suite qu'il en était assez fier. Il avait un petit triangle de poils noirs bouclés sur la poitrine. Sa taille n'était pas fine, mais se terminait joliment par des hanches fortes. Il avait les jambes d'un paysan juif, ses pieds étaient

sûrs et pleins de sensibilité (...). » Le chorégraphe évoque aussi les lieux de drague à New York. « Il est difficile de rendre compte honnêtement de ce qui se passait dans les sabbats de l'East Village vers la fin des années 70. Nous étions si nombreux à faire des choses qui nous embarrassaient. Et pourtant, nous y trouvions l'expression de rêves que nous avions faits toute notre vie (...). La question qui se posait au sauna, surtout les premières fois, était de savoir combien d'hommes je pouvais avoir. Rôder dans ces couloirs était un peu comme rôder dans les rangées d'un supermarché quand tu as faim (...). »

Si on ne craignait pas les voyeurs, les meubles recouverts de Skai moite, et les hommes qui s'accouplaient un peu partout, on pouvait toujours aller dans la chambre des orgies. On pouvait aussi aller à la Caserne, un de ces lieux de fantasmes masculins (...). Souvent on tombait sur un attroupement d'hommes - un « désirable » entouré de plusieurs autres rivalisant pour être choisis par lui. Il m'arrivait parfois de remarquer quelqu'un et de le suivre, mais la plupart du temps je me posais en « désirable ».

## A Chaillot, Maurice Béjart crée une sorte de « Messe pour le temps présent » des années sida

LE PRESBYTÈRE N'A RIEN PERDU DE SON CHARMÉ, NI LE JARDIN DE SON ÉCLAT, de Maurice Béjart, par le Ballet Lausanne. Queen et Mozart (musiques), Gianni Versace (costumes), Kris Rube (peintures sur toile), Clément Cayrol (lumière). THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT, salle Jean-Vilar, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trocadéro. 20 h 30, dimanche, 15 heures. Jusqu'au 26 janvier. Tél : 01-47-27-81-15. De 160 F à 230 F.

Tobu-bohu à Chaillot : une création de Maurice Béjart à Paris - il a fêté ses soixante-dix ans le 1<sup>er</sup> janvier - reste un événement mondial. D'autant qu'on savait qu'Elton John et le groupe de rock Queen - dont les musiques ont inspiré, avec Mozart, la création *Le presbytère n'a rien perdu de son charme, ni le jardin de son éclat* - seraient sur scène au final pour être décorés dans l'ordre des Arts et des Lettres par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy. Il s'agissait de récompenser le chanteur et les rockers pour leurs actions contre le sida, d'évoquer la mort de Freddie Mercury, le chanteur de Queen, et de Jorge Donn, le danseur fétiche de Béjart, en 1991.

Que dire du ballet ? On aime Béjart plus que sa danse. Depuis qu'il a écrit dans *La Vie de qui ?* (Flammarion) qu'il « préférait qu'on l'aime, lui, plutôt que son œuvre », on se sent plus à l'aise pour faire remarquer que la danse est conventionnelle. Que les séquences n'en finissent plus de s'enchaîner. Restent les images. Il y en a de très belles. Draps blancs, utilisés en linéaires ou en toges. Superbe danseuse noire qui se jette à plat ventre les bras en croix. Sauts de crapaud à la Mick Jagger. Solos pointus, tenus serrés, par Mercedes Villanueva et Myra Kamara.

Les costumes de Gianni Versace ont le mérite de créer une homogénéité. Les danseurs sont tous étourdissants. Gregor Metzger, le meneur de ce voyage au pays de l'amour et de la mort, a la façon de celui qui en fait trop, ce qui convient à cette comédie musicale dans le style des années 60. Le Béjart qui a le sens des formules faciles est aussi sur scène : « Vous nous avez dit : « Faites l'amour, pas la guerre. » On a fait l'amour. Pour quel amour nous fait-il la guerre ? » Personne n'a la réponse.

On aime Maurice Béjart quand il vient à petits pas prudents embrasser, au final, les mains de ses danseurs qui dépassent des draps dont ils sont couverts. Excessif ?

Evidemment. Et c'est pour cela que c'est beau : l'amour réel qu'il porte à ses interprètes. Celui que le chorégraphe a le plus aimé, Jorge Donn, était présent sur scène, glissant dans son rôle de *Nifnisi*, clown de dieu, dont le film fut projeté sur la chanson *I Want to Break Free*. Béjart le sage, Béjart le philosophe, ose tous les sentimentalismes. En montrant Jorge Donn, il disait aussi qu'il avait peut-être fait le deuil de son danseur-compagnon. Queen avec Elton John pouvaient alors reprendre en chœur *The Show Must Go On*. Et le public se lever pour applaudir.

Le presbytère... est la *Messe pour le temps présent* des années 90. D'ailleurs, Béjart se cite : même groupe de danseurs agglutinés en cercle, même bras levés, ou écartés, poings serrés. La *Messe pour le temps présent* que Béjart écrivait en 1967, sur la musique de Pierre Henry, sera reprise du 29 janvier au 5 février. Polygram sort un disque, le 27 janvier, des quatre jacks historiques du ballet, mixés et remixés par toute une liste de DJ's (William Orbit, Tak 9, Cold Cut, Funky Porcini, Gilbert...). Pierre Henry, tout en étant étonné, s'émouvait, alors qu'il est, lui aussi, âgé de soixante-dix ans, d'être resté si jeune.

D. F.

## Orchestre National de France

Jeu 23 janvier, 20h - Théâtre des Champs-Élysées

Beethoven Concerto pour violon

Rimski-Korsakov Shéhérazade

Cho-Liang Lin, violon  
Charles Dutoit, direction

Location 01 42 30 15 16

Radio France



## Christian de Portzamparc, l'architecte accordéoniste de La Villette

Conçue en 1984, la Cité de la musique, porte de Pantin à Paris, est enfin achevée

En 1984, elle suscitait, de la part des pouvoirs publics, une sorte de scepticisme, cette Cité de la musique conçue par Christian de Portzamparc.

Dix ans plus tard, elle ralliait tous les suffrages. Son architecte venait de recevoir le fameux prix Pritzker, équivalent en architecture

du Nobel dans d'autres disciplines. Avec l'ouverture du Musée de la musique, le 18 janvier, le projet est arrivé à son terme.

LA CITÉ de la musique, porte de Pantin, aura été une sorte de point d'orgue dans l'œuvre de Christian de Portzamparc, l'architecte, aussi parfait qu'il se peut, d'une forme architecturale complexe, unique, d'un style finalement inimitable. Inaugurée une première fois, pour la partie ouest, qui abrite le conservatoire national, puis à nouveau pour la première phase de la partie est, elle connaît sa troisième cérémonie pour l'ouverture du musée (Le Monde daté dimanche 19-janvier 2001). La Cité, conçue en 1984, avait d'abord suscité une forme de scepticisme paresseux de la part des pouvoirs publics, avant de rallier les suffrages lorsque son architecte a reçu, en 1994, le prix Pritzker.

En 4-5 ans pour autant fini avec les commentaires sur cette œuvre complexe ? Elle apparaît dans le travail de Portzamparc, comme un point de rupture, dernier édifice majeur d'une série qui, partie de l'ensemble urbain des Hauts-Fornes (1975), passe par le projet non retenu pour l'Opéra-Bastille (1983), l'école de danse de l'Opéra à Nanterre (1983-1987), le Café Beaubourg (1985), l'extension du Musée Bourdelle (1988-1992) ou les logements de Fukuroka (Japon, 1989). Une première manière qui cède la place, effébrée, à un Portzamparc dont l'imaginaire s'impose moins de temps.

Pourtant on peut trouver les prémices du nouveau Portzamparc dans l'ensemble désormais achevé de la porte de Pantin. La Cité de la musique doit se percevoir non comme l'addition de deux blocs, deux mégathèmes plus ou moins sculptés, mais comme la première « entrée de ville » achevée à Paris. En effet, l'autre versant de l'avenue Jean-Jaures, c'est-à-dire principalement l'hôtel Holiday Inn et un bloc de bureaux, relève peu ou prou du même concepteur. Portzamparc s'est donc trouvé dans la situation de penser cette entrée de Paris comme un tout dont l'ouverture du parc de la Villette, cadrée par les deux parties de la Cité, constitue un élément second, comme une majestueuse bifurcation au sortir de l'univers pétrolier du périphérique et de celui, éclaté, de la banlieue proche.

Or, si l'on prend ces trois fragments - Holiday Inn, conservatoire, Cité de la musique 2 -, on sent bien que ce qui se précipite, ce qui dirige son crayon et son imagination,

ce sont davantage les vides, l'espace libre, que les ensembles construits. Comment réunir au moins spirituellement les deux rives de l'avenue ? Comment créer le sentiment de cohérence de la ville ? Travail de haute voltige qui conduit, pour trouver une similitude d'échelle, à chouchouter la petite église Sainte-Claire. Contraint et aidé par cette chapelle architecturalement parasite, Portzamparc a organisé l'entrée de l'avenue Jean-Jaures comme un vaste mais factice entonnoir. Car, de même que la chapelle et l'hôtel masquent l'ouverture d'un passage vers le cœur de l'Îlot, chacune des parties est et ouest de la Cité dissimule un réseau savant de rues intérieures, de passages, de passerelles, la plus importante, imaginée pour passer l'infrafranchissable périphérique s'arrêtant cependant en plein vol : l'architecte, ici, n'a pas été en mesure de « casser » la barrière pesante des infrastructures parisiennes, enfermant la ville dans son rôle de capitale égoïste, et faisant des banlieues un territoire presque

étranger. Le concept japonais de « Ma », révélé voici quinze ans par le Festival d'automne et l'architecte Isozaki, désigne justement ces entre-deux de la vie qu'impliquent la ville et sa circulation, les relations entre deux personnes, la distance entre deux bâtiments, deux arbres, l'écart entre deux notes. Ce n'est sans doute pas un hasard si le seul pays, hors de la France, à s'être intéressé à l'architecture a justement été le Japon. Les Japonais ont sans doute perçu la capacité qu'a Portzamparc de travailler un bâtiment, un ensemble, un quartier, comme on fait travailler un poumon. Comme on le fait se dilater, se restreindre, voire suspendre son souffle, pour répondre aux besoins de l'heureux propriétaire de l'organe.

### PIANO À QUERRE

La première phase de la Cité avait davantage été axée sur la définition d'alcôves isolées phoniquement les unes par rapport aux autres et permettant cependant les déambulations de musiciens hés-

tant entre le huis clos d'un cours, la réunion en quatuor, la formation orchestrale.

Conçue sur le même mode alvéolaire, la seconde partie avait moins à répondre aux besoins de circulation et d'ététernité sonore, qu'au caractère très hétérogène des éléments du programme : la salle de concert, les studios de répétition, le musée, les bureaux, les logements d'étudiants ou d'invités, et le café qui occupe l'extrémité ouest de ce piano à queue. Car Portzamparc, contraint de repenser son projet d'origine par un programme sans cesse modifié, a répondu, avec une souplesse d'accordéon - le piano du pauvre -, dilatait ou restreignait chacune des parties du tout pour finalement produire un chef-d'œuvre de « musicomorphie », comme on peut parler d'anthropomorphie.

Le résultat est à la fois superbe et pittoresque, déconcertant et hospitalier. Restent quelques crucifix. Ainsi de l'axe découvert qui part du Café de la Musique et s'achève en longeant le musée sur une cour en cul-de-sac, espace morne et déjà sale. Ainsi encore le report aux limites de l'avenue des logements et des bureaux, écho des batteries de fenêtres de l'Holiday Inn et des bureaux qui le prolongent - cela ne donne pas une image bien conviviale de Paris. Mais il est vrai qu'une fois franchi ce sas, au formalisme minimal, les deux fragments de la Cité s'inclinent à l'inverse avec une exceptionnelle élégance, sur le vaste territoire chargé d'histoire parisienne qu'est le parc de la Villette.

Frédéric Edelmann

### Nouveau vocabulaire

La tour du Crédit lyonnais, à Lille, mais aussi le projet d'habillage de la porte Maillot sont l'expression d'une rupture non seulement formelle, mais aussi dimensionnelle car elle touche à l'échelle de la ville telle que Portzamparc la dessinait jusqu'à tourment des années 90. Certes, son travail sur des immeubles d'habitation à Bercy ou pour la réhabilitation du grand ensemble de la rue Nationale à Paris forme comme une basse continue dans le lyrisme tout admettant qu'il déploie désormais. Mais, qu'il s'agisse de la tour de Lille, du projet de rénovation du Palais des congrès, porte Maillot, ou de la tour LVMH en construction à New York, on est inévitablement conduit à s'interroger sur ce nouveau vocabulaire de façades inclinées, de gigantisme sans complexe, de verre, de fractures, sans ménagement pour le repos visuel du citadin.

## La Péniche-Opéra réhabilite « Le Vin herbé » de Frank Martin

LE VIN HERBÉ, de Frank Martin. Corinne Serillanges (Yseult), Martial Defontaine (Tristan), solistes de l'Orchestre des Pays de Savoie, Jean-Claude Pennetier (direction), Mireille Laroche (mise en scène). Amphithéâtre de l'Opéra-Bastille, le 17 janvier. Jusqu'au 25 janvier.

Au milieu de la tempête qui a secoué la Péniche-Opéra (l'état a fini par l'aider, tandis que la Ville de Paris n'a pas versé la misérable subvention 1996 de 100 000 F), celle-ci a tenu bon. Elle en a vu d'autres et, malgré l'heureuse résidence que lui propose l'Opéra-Comique pour les cinq ans à venir, il est à craindre qu'elle en verra d'autres. Opiniâtre et aventureuse, l'équipe fédérée par Mireille Laroche, bravant les risques d'une salle à demi-pleine, est fidèle à elle-même : ouvrage rare, travail soigné, dispositif scénique minimal et ingénieux.

La décision de monter *Le Vin herbé* (1938-1942) de Frank Martin (1890-1974) à Paris est du meilleur aloi. Ce *Tristan* de chambre, conçu pour douze voix, septuor à cordes et piano, est un ouvrage d'une densité

exceptionnelle. La musique ne cesse d'être une sorte de vaste lamento. Un madrigal « représentatif » - comme peut l'être le *Combattimento* de Monteverdi - qui serait passé par les Passions de Schütz... Paradoxalement, le langage harmonique de Martin fait parfois penser à celui de Berg. On détecterait même, si elle n'était probablement qu'hasardeuse, une influence du *Quatuor pour la fin du temps* de Messiaen sur l'agonie de Tristan. L'orchestre apparemment sommaire de Martin sonne admirablement. Jamais le piano ne paraît être là comme instrument de « remplissage ».

Si les solistes de l'Orchestre des Pays de Savoie jouent assez médiocrement, malgré la direction constamment inspirée de Jean-Claude Pennetier, les douze chanteurs font des miracles. On se réjouit d'entendre une Yseult sensible, et surtout de découvrir un jeune artiste captivant en Tristan. La voix de Martial Defontaine, encore un peu tendue dans l'agou, développe un médium chaleureux, moelleux. Sa musicalité est extrême, sa diction éloquente. Un Petrus somnolierait-il en lui ?

Renaud Machart

## DANS LES THÉÂTRES

### QUOI DE NEUF SUR LA GUERRE ? (FRAGMENTS)

D'après le roman de Robert Bober (éditions POL). Adaptation et mise en scène : Charles Torzhan. Avec François Clavier. THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE, Carroussel, route du Champ-de-Manœuvre, 12<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châteauneuf-Vincennes, puis autobus 112 ou navette. Tél. : 01-43-28-36-36. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, 20 h 30. Jeudi 19 h 30. Dimanche 16 heures. 110 F. Jusqu'au 2 février.

■ Ce spectacle est une perfection. Mieux : une perfection d'une essence inhabituelle, d'une finesse de touche très rare. Nous sommes en 1943, en compagnie d'enfants juifs qui attendent. Tous leurs parents, ils le savent, ne vont pas revenir des camps. A l'autre extrémité du fil, nous sommes aujourd'hui au cimetière de Bagneux, des noms sont marqués sur des tombes, les noms de familles qui n'étaient pas revenues : les tombes sont vides... L'intervention de Robert Bober échappe aux normes du témoignage, par sa spontanéité, presque son « innocence », quelque chose d'impondérable dans une liberté de recouper, de manier, des mémoires d'enfance ou de fins de vie qui s'étonnent, qui s'étreignent, qui parfois chantent du même élan. Tout ici est en ombres claires, aucune parole n'est appuyée. L'interprète, François Clavier, est inoubliable, tout en métamorphoses vives, comme un conteur tombé du ciel qui jamais ne vient faire écran devant les pénombres ou les jours aveuglants dont il est le pur émissaire. Michel Cournot

### LA PROMENADE

D'après Robert Walser. Mise en scène : Gilberte Tsai. Avec Claire Lasne. PETIT-ODÉON, place de l'Odéon, 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. Tél. : 01-44-41-36-36. Du lundi au samedi, 18 heures. 70 F. Jusqu'au 5 février.

■ La nuit tombe. Les fenêtres du Petit-Odéon sont fermées. *La Promenade* commence. Une promenade en chambre. Un bonheur à saisir, comme on s'offre un moment volé. La nouvelle que Robert Walser écrit en 1917 pourrait être une lettre. On imagine les pleurs et les déliés de la confession d'un jour où tout semble pouvoir être dit, où le monde est ouvert. Une rédemption : quand il rédige *La Promenade*, Walser sort d'une de ces périodes de déprime qu'il ne raconte à l'aise. Il parcourt sa ville de Bienne, sautille sur les choses vives. Sans doute aimait-il ressembler à la beauté du jour, mais parfois ses vagues démons le poursuivent. Alors la nuit l'entraîne... Une jeune femme, Claire Lasne, joue Walser. Le décalage de sa présence, aussi délicat que la mise en scène, donne des allures de conte à *La Promenade*. Brigitte Safino

## CONCERTS

### CHATELET

MERCREDI 22 JANVIER 12H45  
Paul Crossley, piano  
RAVEL, DEBUSSY  
Location 01 40 28 28 40

### CHATELET

VENREDI 24 JANVIER 17H45  
Petra-Maria Schnitzer, soprano  
David Lutz, piano  
SCHUBERT, SCHUMANN, MARX  
Location 01 40 28 28 40

### CHATELET

VENREDI 24 JANVIER 20H  
BICENTENAIRE  
FRANZ SCHUBERT  
Irena Grafenauer, flûte  
Gidon Kremer, violon  
Deutsche Kammerphilharmonie  
Bremen  
SCHUBERT, WUSTIN  
Location 01 40 28 28 40

### CHATELET

LUNDI 27 JANVIER 12H45  
Quatuor à cordes  
de Leipzig  
MOZART, HAYDN  
Location 01 40 28 28 40

### CHATELET

MERCREDI 29 JANVIER - 20 h 30  
SALLE GAVEAU  
Quatuor  
ROSAMONDE  
Beethoven - Bartok - Debussy  
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

### CHATELET

Igor Stravinsky  
Le Rossignol  
Natalie Dessay,  
Wendy Hoffmann,  
Wolfgang Buntjen,  
Jean-Luc Chaignaud,  
Franz Hawlata,  
Askar Andrasakov,  
Hélène Perraguin  
Orchestre de Paris

Arnold Schoenberg  
Pierrot Lunaire  
Christine Schäfer  
Ensemble Intercontemporain  
Direction musicale,  
Pierre Boulez  
Mise en scène,  
Stanislas Nordey  
DU 30 JANVIER AU 9 FÉVRIER  
Location 01 40 28 28 40

jeudi 30 janvier, samedi 1<sup>er</sup>,  
lundi 3, mercredi 5,  
vendredi 7 février à 19 h 30  
dimanche 9 février à 17 h

### Pierrot Lunaire

Arnold Schoenberg  
restaurant Christine Schäfer  
ENSEMBLE  
INTERCONTEMPORAIN

### Le Rossignol

Igor Stravinsky  
Chœur du CHATELET  
ORCHESTRE DE PARIS

direction

Pierre Boulez

mise en scène

Stanislas Nordey

Châtelet

01 40 28 28 40

LUNDI 3 FÉVRIER - 20 h 30

### SALLE GAVEAU

Katia  
RICCIARELLI  
soprano  
Ensemble Le VIVALDIANE  
Corelli - Vivaldi  
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

### PIANO \*\*\*

Beethoven  
4 sonates pour piano  
Maurizio  
POLLINI

12 février  
op.31 n°1 / n°3  
op.31 n°2 "Tempête"  
op.53 "Waldstein"

### Beethoven

5 concertos pour piano  
Alfred  
BRENDDEL

Academy of St Martin  
in the Fields  
Sir Neville Martinson

4 fév : n°1 op.15 et n°4 op.58

5 fév : n°2 op.19 et n°3 op.37

7 fév : n°5 op.73 "Empereur"

PRELÈVE : 01 45 61 53 00

MUSIQUE  
THÉÂTRE DE LA VILLETTE  
PARIS

2 CONCERTS EN 1  
PLACE AUX JEUNES  
SAMEDI 25 JANVIER 17H

JUAN MANUEL  
QUINTANA  
viola de gambe

90

ATTILIO  
CREMONESI  
clavier

DOLORES  
COSTOYAS  
théorbe

BACH - HUME - FORQUERAY

GRAF  
MOURJA  
violon

ALEXANDRE  
THARAUD  
piano

PROKOFIEV - POULENC -  
RAVEL

prenez une place  
venez à deux

2 PL DU CHATELET 01 42 74 22 77

cité de la  
musique

portes ouvertes  
dans la salle des concerts

Thanassis Totsikas, sculptures  
Michaël Lévinas, musique  
Ensemble A Sei Voci  
Ensemble L'itinéraire  
du 25 au 29 janvier (sauf le 27)

Porte de Pantin

réservations

01 44 84 44 84

Devenez manager  
d'entreprises culturelles  
attaché(e) de presse,  
relations publiques

IC.COM propose des cycles de  
formation courts et longs encadrés  
par les meilleurs professionnels  
ouverts aux étudiants et salariés.

Insitut de la Culture  
de la Communication  
et du Management  
IC.COM 11, bd Magenta,  
75010 Paris - T. 01 42 40 42 88

AG. CROQUIS MARRANTS  
LA JACQUERIE

CABARET  
MONSTRE

MISE EN SCÈNE  
ALAIN MOLLOT  
DU 16 JANVIER  
AU 17 FÉVRIER 97

THEATRE  
ROMAIN ROLLAND  
VILLEJUIF

LOC. : 01 49 58 17 00

16 RUE ELISEE D'ARLIN - 93010 VILLEJUIF  
M. VILLEJUIF - 93010 VILLEJUIF

DU MERCREDI AU SAMEDI 17H30  
DIMANCHE 15H30

CHATELET

Igor Stravinsky  
Le Rossignol  
Natalie Dessay,  
Wendy Hoffmann,  
Wolfgang Buntjen,  
Jean-Luc Chaignaud,  
Franz Hawlata,  
Askar Andrasakov,  
Hélène Perraguin  
Orchestre de Paris

Arnold Schoenberg  
Pierrot Lunaire  
Christine Schäfer  
Ensemble Intercontemporain  
Direction musicale,  
Pierre Boulez  
Mise en scène,  
Stanislas Nordey  
DU 30 JANVIER AU 9 FÉVRIER  
Location 01 40 28 28 40

PIANO \*\*\*

Beethoven  
4 sonates pour piano  
Maurizio  
POLLINI

12 février  
op.31 n 1 / n 3  
op.31 n 2 "Tempête"  
op.53 "Waldstein"

Beethoven  
5 concertos pour piano  
Alfred  
BRENDDEL

Academy of St Martin  
in the Fields  
Sir Neville Martinson

4 fév : n 1 op.15 et n 4 op.58  
5 fév : n 2 op.19 et n 3 op.37  
7 fév : n 5 op.73 "Empereur"

PREL VE : 01 45 61 53 00







29

## COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 21 JANVIER 1997

**CSA** Le président de la République devrait annoncer, avant jeudi 23 janvier, les noms des deux personnalités qui doivent faire leur entrée au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), en compagnie de Janine Langlois-Glandier, déjà désignée par René Monory, président du Sénat. **HERVÉ BOURGES**, dont c'est le deuxième anniversaire à la

présidence de l'organisme de régulation de l'audiovisuel, estime, dans un entretien au Monde, qu'une phase de transition s'achève et que le rôle de l'autorité

publique va devoir évoluer de la réglementation à la médiation. **LE CSA** organise, mardi 21 janvier, un dernier face-à-face avec tous les opérateurs radio avant de rendre

ses conclusions sur le nouveau paysage de la FM. **LA TRIPLE OFFRE** satellitaire fait craindre à M. Bourges un « effet British Airways » pour l'audiovisuel français.

# Hervé Bourges redoute une déstabilisation de l'audiovisuel par le numérique

Le président du CSA se félicite, dans un entretien au « Monde », du « dynamisme des opérateurs français » en matière de télévision payante, mais se demande si le marché national « ne présente pas les mêmes fragilités que notre aviation civile commerciale »

« Après deux ans à la présidence du CSA, quel avenir voyez-vous pour l'organisme de régulation ? »

« J'ai le sentiment qu'une phase de transition s'achève. L'après-monopole a été consacré à l'aménagement d'un paysage audiovisuel hétéroclite pluraliste. Celui-ci, loi Carignon aidant, semble figé pour une bonne dizaine d'années maintenant. Le temps du numérique et des nouveaux services commence. Forcément, le rôle de l'autorité publique va devoir évoluer en même temps. »

**Définissez-vous toujours l'idée d'une constitutionnalisation du CSA à l'image de la FCC (Federal Communication Commission) américaine ?**

« Toujours. L'information doit être un contre-pouvoir. Le 1<sup>er</sup> amendement à la Constitution des États-Unis le permet, sans discussion possible. Notre système repose sur la bonne foi des hommes. Le premier septennat de François Mitterrand a permis une avancée décisive grâce à l'abrogation du monopole et la création d'une autorité administrative indépendante (la Haute Autorité, à l'époque) qui garantissait désormais la liberté de communication. »

« Mais l'existence d'autorités indépendantes n'est pas dans la tradition juridique et administrative française : le CSA est essentiellement une autorité de contrôle ; il n'a ni le pouvoir de fixer des règles générales, ni de les faire évoluer ; chaque fois qu'il rencontre une difficulté de caractère normatif, il doit se retourner vers le gouvernement ou le législateur, comme on l'a vu pour les questions relatives à l'indépendance de la production ou au régime des radios. »

« Seule une constitutionnalisation lui aurait permis de disposer d'un pouvoir réglementaire corré-

lable à celui de la FCC américaine ou du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadien (CRTC). Un secteur en permanente mutation, comme l'audiovisuel, a moins besoin de textes rigides que d'une réglementation souple comme seule peut en produire une autorité de régulation. Manifestement, il s'agit d'une question d'école. Mais dans un tel contexte, il est de mauvaise foi de demander ce que fait le CSA. Il fait ce qui est de sa compétence, un point c'est tout. Et c'est déjà beaucoup. »

**Quel est le mode de fonctionnement idéal entre le CSA et le gouvernement ?**

« Le propre d'une instance indépendante est de déborder. Et de veiller jalousement au respect de son indépendance... et de ses compétences. Pour repartir de l'exemple américain, n'a-t-on pas vu le président Clinton réunir les principaux diffuseurs dans son bureau de la Maison blanche, pour les questions de violence au petit écran ? En France, c'est le CSA qui dialogue avec les diffuseurs et arrête les décisions. Et on peut estimer que le

pouvoir de recommandation élargi, prévu dans le projet de loi déposé par le gouvernement, va dans le bon sens. »

« Il faudra tôt ou tard que chacun s'habitue à l'idée que l'on passe irrémédiablement du tout réglementé et des tutelles d'État, aux lois d'un marché ouvert, tempérées dans la mesure du possible par une législation modeste, qui fixe des objectifs d'ordre général, et par une régulation - non moins modeste - qui s'applique à traiter des questions au cas par cas. Le temps des plans, câble ou informatique, est révolu. Le rôle de l'autorité publique va lui-même devoir s'adapter. Voici venu le temps de l'État garant. Le temps de la médiation. A titre d'exemple, le CSA a instruit en deux ans plus de 30 000 enquêtes à la suite de réclamations du public pour la mauvaise réception des programmes. »

**Comment le CSA va-t-il concrètement maîtriser l'explosion de la télévision numérique, et notamment l'arrivée des télévisions étrangères ?**

« Techniquement, la communication multimédia ignore les cadres

nationaux ; nous devons donc nous placer au niveau européen. L'objectif est de faire respecter un certain nombre de principes d'éthique de la communication, notamment en matière de protection de l'enfance et de l'adolescence, sans oublier notre exception culturelle... »

« Le pouvoir conventionnel reconnu au CSA, dans le projet de loi, sur les bouquets de chaînes émis depuis la France, le permettra. En revanche, seule une coopération entre instances européennes pourra garantir concrètement l'homogénéité de cette démarche et éviter qu'il y ait des États corsaires de la délocalisation audiovisuelle. Il ne faut pas oublier non plus que le numérique, c'est la télévision payante. La télévision gratuite restera essentiellement nationale, et ce secteur, dont le pluralisme est essentiel pour nos libertés publiques, est de la pleine compétence du CSA. »

**Que vous inspire la bataille française des trois bouquets satellitaires (Canalsatellite, Télévision par satellite et AB Sat) ?**

« À première vue, chacun peut se réjouir du dynamisme des opéra-

teurs français. Mais deux ou trois offres de bouquets numériques concurrents peuvent-elles se développer de pair dans notre pays ? Le marché de la télévision payante est-il si élastique ? Si Canal Plus a prospéré malgré la morosité économique, c'est sans doute en raison de son talent, mais n'était-ce pas aussi dans le contexte d'un monopole de fait ? »

« Les répercussions éventuelles de l'échec économique de l'un ou l'autre des grands opérateurs intéressés par la télévision payante ne risquent-elles pas de déstabiliser le marché français, voire de favoriser l'entrée d'opérateurs internationaux qui en sont absents à ce jour, hors la CLT et Bertelsmann ? Pour-on redouter un effet British Airways ? Le marché audiovisuel français ne présente-t-il pas les mêmes fragilités que notre aviation civile commerciale ? »

**Comment avez-vous vécu le « coup de force » récent de NRJ ?**

« En laissant diffuser les programmes de son « troisième réseau » Rires et chansons sur des radios locales indépendantes, le groupe NRJ a tenté d'élargir son périmètre sans l'accord du CSA. Ce n'est pas la première fois que Jean-Paul Baudreux (PDG de NRJ) se place délibérément en avance ou en marge de la loi. Jusqu'à la méthode lui a plutôt réussi. Mais on ne peut pas passer par pertes et profits tout ce qui ne marche pas aussi bien que NRJ. Combien d'opérateurs indépendants ont déjà disparu, victimes de l'appât des réseaux radiophoniques ? »

« A l'heure où le régime des radios est en débat, il appartient aux différentes autorités publiques d'entendre tout le monde. Le CSA va organiser, mardi 21 janvier, un dernier face-à-face avec le secteur radio avant d'arrêter ses positions. »

**Avez-vous mesuré les conséquences de votre décision très controversée d'autoriser TF1 à augmenter ses coupures publicitaires ?**

« Anéantir ce faux procès. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle convention, TF1 n'a pas dépassé le plafond traditionnel de quatre minutes à l'intérieur des écrans de coupure des films. Je tiens à rappeler deux choses. Premièrement : TF1 n'a pas obtenu la faculté de diffuser davantage de publicité qu'autrefois. Elle reste soumise au régime général, qui est de six minutes par heure en moyenne contre neuf minutes dans la plupart des télévisions européennes. Elle ne fait que rejoindre le droit commun des chaînes privées - par exemple M6 - concernant la durée des écrans de coupure. De toute façon, pour supporter des coupures de six minutes, il faut des films forts ; cela devrait donc encourager TF1 à investir dans la production française. »

**Deuxièmement : la position de TF1 en 1997 n'est plus la position légendaire où la chaîne se trouvait il y a dix ans, au lendemain de sa re-**

grettable privatisation. Les résultats d'audience - 35 % de parts de marché contre 40 % il y a deux ans - et de publicité l'indiquent. La mission du CSA n'est pas d'handicaper tel ou tel diffuseur, à la tête du client, mais au contraire de faire respecter l'égalité de traitement entre opérateurs. »

**Comment jugez-vous la situation paradoxale faite à France Télévision, obligée de « faire plus avec moins » ? Pensez-vous que ce soit le prélude à une privatisation ?**

« Le budget 1997 de la télévision publique la rend tributaire de façon sans doute peu réaliste des ressources de publicité (plus de 50 % pour France 2, plus de 30 % pour France 3). Est-ce le prélude à une privatisation ? Tout le monde s'en défend, l'État-actionnaire, le premier. La Cinquième et Arte ne sont guère logées à meilleure enseigne : les perspectives de leur fusion à budget réduit demeurent nébuleuses. »

## La privatisation de France 2 n'est pas une perspective raisonnable

« Ce qui pourrait constituer un signal plus préoccupant, c'est le silence de la loi sur le nécessaire renforcement des structures de France Télévision. Rien sur le holding qui permettrait juridiquement un meilleur pilotage des deux chaînes ; voire la constitution d'un groupe public avec la Cinquième, Arte et RFO auxquels France 2 et France 3 sont liées à des titres divers. »

« La privatisation de France 2 n'est pas une perspective raisonnable. Nul n'a oublié l'amère expérience de la Cinq. Le marché français n'a retrouvé son équilibre, après cinq ans de turbulences, que grâce à la mort d'une chaîne privée. Le transfert d'une chaîne publique vers le secteur commercial risquerait de déstabiliser profondément le paysage audiovisuel, à l'heure où ses principaux protagonistes se lancent dans l'aventure de la télévision sans frontières et du numérique. »

« Enfin, et ce n'est pas le moindre aspect de la question, la collectivité peut - et doit - soutenir les instruments qui sont, par définition, au service de tous les usagers. Si l'on ne s'attache pas à consolider une radio-télévision « pour tous » face à une offre de plus en plus fragmentée, et éventuellement délocalisée, à quoi servirait-il de soutenir l'exception culturelle française ? »

Propos recueillis par Jean-Jacques Bonnaire et Yves-Marie Labé

## Le « Spiegel », miroir de l'Allemagne depuis cinquante ans

BONN

« Spiegel tot, die Freiheit tot » (ou « Etrangler le Spiegel, c'est tuer la liberté ») : cette formule résume bien la place du Spiegel dans la vie publique allemande. Elle date de l'automne 1962. L'hebdomadaire de Hambourg provoqua cette année-là une grave crise gouvernementale en publiant une enquête détaillée sur les capacités opérationnelles de la Bundeswehr, jugées par lui « médiocres ». Les enquêteurs de l'hebdomadaire avaient osé livrer au public des informations relevant du secret d'État, provoquant la colère du ministre de la Défense de l'époque, Franz-Josef Strauss. Poursuivis pour « haute trahison », les journalistes du Spiegel obtinrent un non-lieu trois ans plus tard. L'affaire du Spiegel était entrée dans l'histoire, et avec elle une certaine conception, délibérément offensive, du rôle de la presse dans la démocratie.

Janvier 1997 : le Spiegel fête ses cinquante ans d'existence. Avec un million d'exemplaires, l'hebdomadaire fondé par Rudolf Augstein continue d'influencer en profondeur l'évolution des événements. Inspiré par Time lors de sa création en janvier 1947, le magazine est rapidement devenu une référence. Il n'existe pas, dans les démocraties occidentales, de semblable officine d'investigation capable de provoquer à intervalles réguliers la chute d'un mi-

nistre ou d'un haut dirigeant du monde économique ou syndical. Dernier exemple en date : la démission d'un des patrons de Volkswagen, José Lopez, dont le Spiegel avait été le premier à révéler, en 1993, qu'il avait livré des secrets d'entreprise volés à General Motors, son précédent employeur.

Le cinquantième anniversaire du Spiegel vient donc d'être célébré comme un événement national, à peine troublé par la révélation que deux anciens officiers SS avaient rempli de hautes fonctions éditoriales au sein du journal dans le courant des années 50. Mercredi 15 janvier, au Musée d'histoire de la République fédérale à Bonn, huit cents personnalités du monde politique et de la presse ont assisté à une réception organisée pour l'occasion, accompagnée d'une exposition sur les cinquante ans du magazine. Au même moment a été publié un numéro spécial de 362 pages consacré à cinquante ans d'histoire allemande vus à travers le Spiegel.

L'ABSENCE D'HELMUT KOHL

L'hebdomadaire a profité du cinquantième pour faire peu ou prou de la concurrence accrue à laquelle il fait face sur le marché allemand. Il se dote d'une nouvelle typographie plus aérée et généralise l'emploi de la photographie en couleurs. Même si la plu-

part des articles demeurent non signés, la mention de l'auteur se fait plus fréquente.

Lors de la cérémonie au Musée de l'histoire, l'hommage le plus prestigieux a sans doute été prononcé par le président de la République, Roman Herzog : « Le Spiegel nous a appris à être des démocrates et pas seulement à parler de démocratie. » Mais le magazine de Hambourg, dont l'indépendance est assurée par une structure capitaliste garantissant la majorité des parts aux employés, ne plaît pas à tout le monde. Tous les chancelliers allemands sans exception ont été saisis de rage à la lecture de certains articles du Spiegel. Aujourd'hui, Helmut Kohl est sans doute l'ennemi le plus éminent du titre, qu'il ne cite jamais autrement qu'en le qualifiant avec mépris de « produit de presse de Hambourg ».

En quatorze ans de pouvoir, le chancelier n'a jamais accordé un seul entretien au magazine de Rudolf Augstein, qui l'a pendant longtemps considéré comme un médiocre politicien de province et qui dénonce chaque semaine ou presque son engagement proeuropéen. Le chancelier a d'ailleurs ostensiblement boudé la cérémonie du cinquantième anniversaire, à laquelle participaient pourtant la plupart des ministres du gouvernement.

Lucas Delattre

## La liquidation du journal italien « Il Giorno » soulève un tollé politique

ROME

La décision du groupe public ENI (Ente Nazionale Idrocarburi) de mettre en liquidation son quotidien Il Giorno, vendredi 17 janvier, suscite des remous politiques. Le deuxième journal de Lombardie, publié à Milan - 120 000 exemplaires tirés en moyenne - continue de paraître, mais son avenir est menacé, ainsi que celui de l'imprimerie qui l'édite, Nuova Sime, que l'ENI a aussi décidé de fermer.

La Sogedit, filiale de l'ENI pour le secteur de la communication, a estimé que les deux offres de reprise du quotidien, celle de Gianni Locatelli, ancien directeur général de la RAI, et celle d'Andrea Riffeser, éditeur de La Nazione et du quotidien

regional Il Resto del Carlino, étaient insuffisantes. L'ENI avait fixé à 58 milliards de lire (190 millions de francs) le maximum des pertes envisageables pour cette privatisation. Mais les propositions faites laissaient à la charge du groupe public « une somme nettement supérieure ». En conséquence, a estimé l'ENI, compte tenu de la situation négative des deux sociétés ainsi que de la décision stratégique de sortir du secteur d'édition et d'imprimerie de quotidiens, étranger aux activités principales de l'ENI, la liquidation des deux sociétés a été décidée.

Depuis six ans, Il Giorno perd de l'argent : près de 40 milliards de lire en 1996, 22 milliards en 1995 et déjà 40 milliards en 1994. En 1993, l'ENI avait, une première fois, es-

sayé de vendre sans succès ce journal créé en 1956. Des mesures de redressement avaient été décidées. Enzo Catania, le directeur, a fait valoir qu'en 1996 la diffusion avait augmenté et que le nombre des journalistes avait été réduit de 170 à 109. Ces derniers ont dénoncé « l'insupportable coup de main » et ont critiqué « le non-respect des plans de relance et d'investissement ». Il n'est pas possible de « liquider un titre qui a exercé et exerce un rôle considérable dans le panorama de la presse, le traitant comme s'il était une pompe à essence », a jugé de son côté la Fédération nationale de la presse italienne (FNSI).

La grande majorité des partis politiques et des syndicats se sont

émus de cette décision qualifiée par le Parti de la gauche démocratique (PDS), principale formation de la majorité, « d'erreur et d'incompréhension ». Le président de la Sogedit, Giacomo Rangheri, a été désigné pour procéder à la liquidation. Longtemps considéré comme le journal de la Démocratie chrétienne, Il Giorno refuse de mourir « pour une différence d'une poignée de milliards », comme le souligne le communiqué de l'assemblée des rédacteurs, qui ajoute : « L'ENI met ainsi sérieusement en danger la vie d'une voix libre qui continue de fournir une contribution originale du pluralisme de l'information dans le pays. »

Michel Bôle-Richard

## DÉPÊCHES

■ **PUBLICITÉ** : les annonceurs prévoient une hausse de 4,9 % de leurs investissements publicitaires dans les médias pour 1997, à hauteur de 31,6 milliards de francs, selon une étude de l'Observatoire du marché publicitaire publiée vendredi 17 janvier par l'hebdomadaire professionnel Stratégies. La télévision devrait voir ses recettes progresser de 7 % et la presse magazine de 4,5 %. La radio et la presse quotidienne nationale devraient stagner, tandis que la presse quotidienne régionale et le cinéma augmenteraient respectivement de 2 % et de 5 %.

■ **TÉLÉVISION** : Leo Kirch vient de racheter les droits de diffusion en langue allemande du catalogue américain Spelling Entertainment, contrôlé par Viacom. Ce catalogue comprend 20 000 heures de programmes, avec des séries célèbres comme « Beverly Hills 90210 » ou « Dallas » et des films (The Player, Usual Suspects, etc.). L'homme d'affaires allemand a aussi signé un « accord de licence à long terme », sans autre précision de durée, concernant les droits des séries, des téléfilms et des films que produiront Spelling Entertainment et ses filiales. Pour certaines productions, Leo Kirch disposera des droits télévisés pour l'ensemble de l'Europe.

■ **SATELLITE** : Star TV, filiale de News Corp. Ltd, propriété de Rupert Murdoch, va lancer un bouquet de six chaînes de télévision par satellite destiné à des clients du Moyen-Orient. Star Select, lancée par Star TV (Moyen-Orient) Ltd, Orbit Satellite Television et Radio Network, sera accessible pour 20 dollars par mois (environ 104 francs). Ce bouquet devrait notamment comprendre Star Plus International, Star Movies, Star Sports, NBC, CNBC, la chaîne pour enfants Fox Kids.

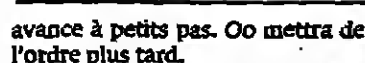


## Beaubourg, dernier inventaire avant rénovation

A quelques jours de la fermeture, pour deux ans, du Centre Georges-Pompidou, Brigitte Cornand fait visiter sur Canal Plus, l'« utopie » devenue réalité

Côté « déconnaude », Christophe Dechavanne reste égal à lui-même. Il trouve encore du plaisir à jeter des boules puantes. Côté « sérieux », en revanche, cette nouvelle « dechavannerie » a eu le mérite de traiter correctement, sous la forme d'un reportage à Nantes, un sujet d'actualité d'une authentique gravité politique : on y a vu comment les militants du Front national étaient l'arsenal de

On devine cependant celle du bâtisseur, d'un directeur, de tel ou tel personnage qui a « fait » le Centre. Peu importe les ooms, d'ailleurs : ce lieu est une cité, c'est-à-dire une communauté. Ce sera donc Beaubourg de l'intérieur, raconté par ceux qui y travaillent. Chacun y va de sa définition de son souvenir ému. On



A l'intérieur, les repères étaient également brouillés. Par vocation

puisque ce lieu était le fils improbable du pragmatisme pompier et des rêves soixante-huitards. Il se voulait tout public, espace de réflexion, de recherche mais aussi invitation à la simple promenade.

de cette brutale intrusion de verre, de métal et de couleurs. Renzo Piano, l'un de ses deux architectes, se souvient d'avoir délibérément voulu tourner en dérision le projet d'un établissement officiel, parodier une technologie encore toute-puissante, jouer avec les concepts et agiter les idées.

**BROUILLON ET GÉNÉREUX**  
Se laisser porter par les escal-  
tors dans des tubes transparents  
serait déjà un acte culturel. A  
reste, que signifiait la culture  
dans ce musée-bibliothèque p  
comme les autres, qui abolissait  
frontière entre disciplines  
réconciliait patrimoine avan

Que faire de toute cette matière ? Comment intégrer les interviews des usagers, des directeurs, des conservateurs, des caissiers, des agents de la sécurité, qui tous célèbrent un moodé à part ? La réalisatrice se laisse mener par des associations d'idées, des dissonances, des propos décaliés. Elle travaille en liberté, sur un sujet qui fut libertaire. On se croyait avec les vieilles qui raccompagnaient un zonard, mais on est déjà, sur bande-son, avec tout un monde de plans sous déformés, les silhouettes s'allongent. On prend du recul et ces anamorphoses étirent la postalgie. Telle est la leçon, finalement, du film : quelle que soit leur andrè, les laboratoires deviennent, un jour où l'autre, des monuments que l'on célèbre.

**Jean-Louis André**  
★ « Beaubourg City », Canal Plus,  
mardi 21 janvier à 22 h 25.

## Radio

**France-Culture**  
**20.30 Le Grand Débat.**  
 L'Amérique est-elle notre  
 ennemie ? Avec Paul-Marie de  
 La Gorce, Claude Molloy, Joe  
 Fichet, Tribune, Edward  
 Behr.

**21.30 Fiction.**  
 Vert de pierres et de dires.

**22.40 Tout ouvrant.**

**0.05 Du jour au lendemain.** Avec  
 Fabrice Hergott, auteur de *Baselitz*  
 et *La Mission*: Les cinémas du mu-

1945, avec Jean Fautouet et son orchestre, et Aïx Comblin et sa musique. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.).

**France-Musique**

**20.00 Concert.**  
En direct du Palais-Carrier, par l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. James Conlon. Œuvres de Richard Strauss, Beethoven.

**22.30 Musique phœnien.**  
Œuvres de György Ligeti.

**23.07 Entre les lignes.**

**0.00 La Rose des vents.** Concert donné le 22 novembre 1996 à l'Institut du monde arabe. Chants et percussions du Maroc: la Daqqa (emblème musical de Marrakech), de El-Hadj Abdou. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

## BULLETIN - RÉPONSE

**20.40 Les Soirées**  
de Radio-Classique.  
Concert enregistré le 30  
octobre 1996 à la salle Pleyel,  
par l'Orchestre de Paris sous la  
direction de Semyon Bychkov,  
avec en soliste le violoniste  
Vadim Repin.

**22.30 The Tallis Scholars. Œuvres de**  
**Da Palestrina, Josquin des Prés,**  
**Cornysh, Cuthghem, Tallis. 8.00 L.**  
**Nuits de Radio-Classique.**

**Chaînes d'information**  
**CNN**  
Information en continu, avec, en soirée: 21.00 et 23.00 World News Today, 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News, 21.00 Larry King Live, 22.50 Insight, 23.30 World Sport, 0.00 World View (60 min).

**Euronews**  
Journaux toutes les demi-heures  
avec, en soirée: 19.15 et 22.15  
Economie. 19.45 et 21.15 Eurobus  
Agri. 20.10 et 22.50, 1.20 International  
20.15 No Comment. 20.25 et  
22.20, 1.45 Europa. 20.45 et 23.45  
90°. 21.40 et 0.10, 1.40 Analysis  
21.45 Cinema. 21.50 Media. 23.15  
Vie. 23.20 Ecologie. 0.15 Eurobusi-  
ness. 0.20 Agrinova (20 min).

journaux toutes les demi-heures  
 avec, en soirée : 19.16 et 23.15 Gull  
 latine Durand. 19.30 et 20.30, 22.30  
 Le Grand Journal. 19.56 et 21.56  
 23.12, 1.12 Bourne. 20.13 et 20.45 Le  
 18-21, 21.30 et 22.12 Le journal du  
 monde. 21.77 et 22.19, 22.44 journal  
 de réconomie. 21.26 Cinéma. 21.4.  
 Talk cultural. 22.47 et 23.40 Sports  
 0.12 Samedi 0.15 Le Débat (15 min).

• • •



tion des symboles :  
lé dans « Le Monde  
« Radio-Multimédia ».  
on peut voir :  
le pas manquer.  
chef-d'œuvre ou classique.  
trage spécial pour les sourds  
entendants.



## Le bal des « nantis »

par Pierre Georges

CE N'EST PAS encore la Carmagnole, mais déjà la Capucine. On danse, on danse au siège du Crédit foncier de France, on y danse tous en rond ! Jour et nuit depuis vendredi. Et il y aurait « une ambiance d'enfer » sous les lambris Napoléon III. Une révolution ? Non la bague, sire.

Une institution n'est pas dirigée. Elle se doit d'être gouvernée. Le gouverneur du CFF qui n'est tout de même pas celui de la Bastille, est séquestré, rue des Capucines. Aimablement certes, mais séquestré. Et au siège de la magnifique banque, garanti d'époque, entre les colonnes de marbre, la colère a pris l'aimable tour d'une révolte à la Julien Duvivier, façon la Belle Equipe.

Est-ce bien raisonnable ? Evidemment non. Et les connaisseurs, les exégètes de la chose économique vont même jusqu'à trouver un peu indécent ce bal des nantis, cette révolte des privilégiés. Le CFF serait devenu une aberration économique. Ou pour rester dans l'ambiance chorégraphique, il ressemblerait à une danseuse qui coûte cher à la nation et au contribuable. Le Foncier, un siècle et demi d'existence, serait un rude réveil. Et puisque le réveil est rude, la révolte ne peut qu'être dure. Il appartiendra à d'autres, plus qualifiés, de dire si le Crédit Foncier peut encore vivre. Ou s'il doit, comme il est prévu, passer aux mains de l'ennemi héréditaire, le Crédit immobilier de France. Mais une chose paraît évidente. Ce bal des Capucines, ce bal des cols blancs sur un volcan, ou au bord du gouffre, ce bal des murs en annonce d'autres. Comme un simple bal social des « debs » dans le secteur sinistré du crédit immobilier et de la banque.

centement s'annonce. C'est ainsi. Et c'est humain. Sauf à supposer que le présumé « nanté » dans un bel effort de lucidité et un admirable esprit de sacrifice mette sa tête sur le billot en suppliant : « Allen-ty, coupe-moi la tête je l'ai mérité cent fois ! »

Les salariés du Foncier n'en sont pas là. Et, pour tout dire, l'étonnement de ceux que cette révolte sociale éclipse, étonne un peu. Ces salariés ne se vivent évidemment pas comme des nantis. Mais plus simplement comme des employés d'une famille bancaire au statut chèvrou, mi-privée, mi-publique, qui n'était pas la plus à plaindre. On naissait Foncier. On vivait Foncier. Et on retirait Foncier. Une carrière garantie sur statut. C'était ainsi. Avec tous les avantages sociaux et salariaux de tradition dans la famille. L'entrée dans cet établissement n'était pas un début ou un but. Elle était aussi une fin, en ces temps encore imaginés qu'un emploi se conjuguerait sur une vie entière.

Ces temps ne sont plus. Les séismes dans l'immobilier, le désengagement de l'Etat, annonçaient un rude réveil. Et puisque le réveil est rude, la révolte ne peut qu'être dure. Il appartiendra à d'autres, plus qualifiés, de dire si le Crédit Foncier peut encore vivre. Ou s'il doit, comme il est prévu, passer aux mains de l'ennemi héréditaire, le Crédit immobilier de France. Mais une chose paraît évidente. Ce bal des Capucines, ce bal des cols blancs sur un volcan, ou au bord du gouffre, ce bal des murs en annonce d'autres. Comme un simple bal social des « debs » dans le secteur sinistré du crédit immobilier et de la banque.

## Bill Clinton souhaite placer son second mandat sous le signe de la réconciliation et du consensus

Le président veut débarrasser la vie politique de son « atmosphère empoisonnée »

WASHINGTON

Il est difficile d'imaginer un site plus majestueux et symbolique : c'est sur les marches du Capitole, devant plusieurs milliers d'invités incarnant la diversité de la nation américaine, que Bill Clinton devait prêter serment, lundi 20 janvier. L'événement a beau être quadriennal, il n'en reste pas moins solennel, même si cette superproduction officielle tient du show hollywoodien. Devant l'estrade monumentale qui a été installée à flanc de colline, s'étendent les pelouses du Mall, où une gigantesque kermesse bon enfant a battu son plein durant le week-end.

Des milliers de badauds, bravant la température glaciale, se sont succédé sur le lieu, manifestant par leur présence un même désir : assister à cette page d'histoire que constituent les cérémonies de la 53<sup>e</sup> investiture présidentielle. Dans une ambiance résolument consensuelle, cette fête populaire avait été placée sous le double signe des racines de l'Amérique et de son avenir. De

nombreux témoignages ont contribué à célébrer la pérennité du « rêve américain », cette référence qui s'apparente à un véritable culte national.

« PONT VERS LE XXI<sup>e</sup> SIÈCLE »

Plus loin, des dizaines d'ordinateurs étaient mis à la disposition du public, afin que chacun puisse adresser un message électronique aux hôtes de la Maison Blanche, et apporter ainsi sa contribution au « pont vers le XXI<sup>e</sup> siècle », dont Bill Clinton sera le premier président. Pour atteindre cet objectif, le chef de l'exécutif devra faire mentir les politologues qui lui prêtent un mandat écourté sous la pression des scandales. Rarement en effet un président américain aura entamé son mandat sous de tels auspices, le seul précédent étant celui de Richard Nixon, réélu triomphalement en novembre 1972, mais obligé de quitter la Maison Blanche en août 1974.

Il est à cet égard symptomatique que, dans un entretien accordé au Washington Post à l'occasion de son investiture, Bill Clinton at-

tache une telle importance au climat délégué de ces derniers mois, à commencer par les aspects les moins reluisants de la course aux contributions financières ayant dominé la campagne électorale démocrate. M. Clinton s'efforce de couper court aux nombreuses allégations selon lesquelles il aurait de facto échangé des invitations à passer la nuit à la Maison Blanche - dans la Lincoln bedroom (Le Monde du 20 décembre) - contre des donations au Parti démocrate. Il souligne l'urgence d'une réforme du financement de la vie politique et réaffirme qu'il est prêt à tout faire pour convaincre les républicains d'accepter une législation en ce sens.

Le chef de la Maison Blanche, qui continue d'avoir une image négative auprès des Américains s'agissant de son intégrité, souhaite débarrasser la vie politique de son « atmosphère empoisonnée ». Il insiste sur sa volonté d'instaurer un esprit de réconciliation et de consensus ; il espère que des accords bipartites pourront être conclus afin d'éliminer le défi

budgetaire et de réformer les programmes de la social security (les retraites) et de Medicare (l'assurance-maladie des personnes âgées).

M. Clinton, qui avait semblé accepter, il y a deux mois, la perspective de voir le Congrès adopter un amendement constitutionnel imposant l'équilibre budgétaire, s'y déclare désormais résolument hostile.

Le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, avait estimé il y a quelques jours qu'une telle disposition législative représenterait « une menace pour la santé de l'économie », dans la mesure où elle pourrait « transformer un ralentissement économique en récession » et aggraver une récession en « dépression ». Cette mesure avait été adoptée par la Chambre des représentants en 1996 et repoussée de justesse au Sénat. Le nouvel équilibre des forces politiques au Congrès rend cependant le passage d'un tel amendement tout aussi aléatoire.

Laurent Zecchini

## Nouvelle et forte chute à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE PARIS a ouvert en hausse lundi 20 janvier. En progression de 0,07 % au début des échanges, l'indice CAC 40 gagnait 0,28 % aux alentours de 12 heures à 2 471,98 points.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance sur un nouveau recul. L'indice Nikkei finissant à 17 480,34 points, en baisse de 609,70 points (3,4 %). Au plus bas, il était même tombé à 17 237,27 points, ce qui représentait une chute de plus de 850 points sur son cours de clôture de vendredi. Le marché, qui avait ouvert en légère hausse, a rapidement glissé dans le rouge sous l'effet de ventes à terme et les pertes ont atteint leur paroxysme peu avant le discours du premier ministre, Ryutaro Hashimoto, devant le Parlement. Bien que le discours

de M. Hashimoto ne contint aucune des mesures de soutien à l'économie espérées par le marché, le Nikkei a pu refaire une partie du terrain perdu en fin de séance.

Sur le front des taux, le contrat notional du Matif gagnait 22 centimes à 130,70. Du côté des changes, le dollar continuait de gagner du terrain, s'échangeant à 5,4850 francs et 1,6270 mark (voir page 19).

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE 12 h 30	2001 Taux	Capitalisation
BT Aquitaine	24 452	24 889 343
Adi	54 661	191 051 376,30
Total	30 714	140 696 471
Alcatel Alsthom	20 130	10 740 466,60
UVAH Next Vision	30 558	72 567 810
Carrefour	1 697	565 306 97
Bertrand Fabre	23 891	55 581 95,30
Suez	24 602	525 424 30
Proximité	21 721	53 541 47
Danone	50 277	401 718 80

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

2015 LE MONDE

Cours relevés le lundi 20 janvier, à 12 h 30 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	18 090	-0,30	-9,71
Hong Kong index	12 856,40	+0,19	+3,01

Tokyo Nikkei sur 3 mois



## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 1991	% 1991	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,3200	-0,07	325	349
Euro	6,5655	-0,03		
États-Unis (100 usd)	5,4095	+0,48	5,1000	5,7000
Belgique (100 F)	16,3610	-0,05	15,6300	16,9200
Pays-Bas (100 fl)	300,3100	-0,04		
Italie (1000 lire)	3,4735	+0,10	3,2100	3,7100
Danemark (100 kr)	66,4800	-0,12	62,2500	68,2500
Finlande (100 mk)	8,8530	+0,46	8,4100	9,2500
Cde-Suisse (100 Sfr)	9,0500	+0,46	8,6000	9,4800
Grèce (100 drach)	2,1145	+0,05	1,8900	2,3500
Suède (100 kr)	77,2300	-0,25	71	81
Suisse (100 Sfr)	390,3400	+0,01	376	408
Norvège (100 kr)	83,5600	+0,21	80	88
Autriche (100 sch)	47,9470	-0,06	46,4500	49,5500
Espagne (100 pes)	4,0445	+0,09	3,7400	4,3400
Portugal (100 esc)	3,3900	+0,15	2,9500	3,6300
Canada 1 dollar ca	4,0353	+0,39	3,7200	4,3500
Japon (100 yens)	4,6237	+0,71	4,3900	4,7400

## PARTIES DU DOLLAR 2001

FRANCOFONIE : USD/DM 1,3187

TOKYO : USD/Yens 117,2900

## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux
TAUX 17/01	jour le jour 10 ans
France	3,18 - 5,60
Allemagne	3 - 5,24
Grande-Bretagne	5,88 - 7,44
Rafie	7,67 - 7,34
Japon	0,50 - 0,48
États-Unis	5,25 - 6,50

## MATIF

Échéances 17/01	volume	dernier
		prix
NOTIONNEL 10 %		
Mars 97	1 613 261	130,48
Juin 97	1 301	128,98
Sept 97	50	127,50
Déc 97		

Tirage du Monde daté dimanche 19 - lundi 20 janvier 1997 : 547 076 exemplaires

**Portuguese Blues.**

L'émotion de la découverte. Portugal

ICEP Investimentos, Comércio e Turismo de Portugal - Office du Commerce et du Tourisme, Portugal  
125, Boulevard Malesherbes - 75016 PARIS - Tél. 01 47 33 85 25 - Fax 01 47 33 85 24  
P. Rue St-Jacques 12503 PARIS - Tél. 01 47 33 85 87 - Fax 01 47 33 85 85  
Téléfax 01 47 33 85 85 - Site Internet : www.icp.pt



er son second mandat  
iation et du consensus

CONJONCTURE  
Les économistes  
américains  
sont divisés  
sur la vigueur  
de la croissance  
en 1997  
page IV

LIVRES  
Nouveaux  
capitalismes  
page V

# Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 21 JANVIER 1997

FORMATION  
Doctorat  
en poche,  
comment  
aborder  
le monde  
de l'entreprise  
page VI

INITIATIVES



ANNONCES  
CLASSÉES  
pages VII  
à XIV

## La finance flambe-t-elle ?

DOSSIER

**L**a machine financière est-elle en train de s'emballer ? A New York, Paris ou Milan, les Bourses volent de record en record. En tête du hit-parade figure Wall Street, où les actions ont progressé de 56 % en deux ans. Au cours des neuf premiers mois de 1996, 1 195 milliards de dollars (6 330 milliards de francs) d'actions et d'obligations ont été émis, un chiffre qualifié de « stupéfiant » par les experts de l'OCDE, dans une étude à paraître sur les tendances des marchés des capitaux. Chaque jour, plus de 1 100 milliards de dollars sont traités sur le marché des changes, totalement décloisonné et doté d'instruments de plus en plus sophistiqués.

A en juger par le comportement du marché ces derniers jours, la tendance ne semble pas vouloir ralentir en 1997. Le *Wall Street Journal* rapporte, dans son édition du 14 janvier, que Charles Schwab, l'un des principaux courtiers américains, a engrangé dans ses fonds de placements boursiers, depuis le début de l'année, une somme dix fois supérieure au total de décembre. Comment ne pas frémir en songeant aux conséquences d'un éventuel déplacement brutal de telles masses de capitaux ? Comment ignorer les risques de la création d'une économie virtuelle déconnectée de l'économie réelle ? Devant l'envolée des cours des actifs financiers, les mauvais augures prédisent un effondrement des marchés boursiers. Les autorités monétaires internationales elles-mêmes, d'habitude plus promptes à manifester leur inquiétude en cas de baisse des cours qu'en période de hausse, ont récemment multiplié les mises en garde dans l'espoir de faire retomber la fièvre qui semble s'être emparée des investisseurs. Déjà, à l'occasion de la publication de son rapport trimest-

▼ **Fièvre**  
La récente  
« exubérance  
irrationnelle » des  
marchés boursiers  
inquiète. Zones à  
risque : les Etats-Unis  
et l'Europe du Sud

riel, la Banque des règlements internationaux (BRI) – la banque des banques – s'était, à la fin du mois de novembre, « inquiétée d'une certaine euphorie susceptible d'accroître les risques ». Début décembre, le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, Alan Greenspan, évoquait « l'exubérance irrationnelle » dont font parfois preuve les marchés boursiers. Selon le président de la Fed, un tel comportement risque d'affecter l'économie réelle à travers « la production, l'emploi et la stabilité des prix ». Ces avertissements n'ont guère été suivis d'effets. Wall Street a, depuis, établi de nouveaux records.

La Bourse de Paris, après avoir enregistré en 1996 une progression de 23,71 % malgré la hausse continue du chômage, a, de son côté, battu le 13 janvier son record historique de 1994 à 2 361,27 points. Ailleurs, les obligations d'Etat italiennes, malgré un endettement public record, ont dégagé en 1996 un rendement de près de 30 %.

Le spectre d'une gigantesque bulle spéculative, éloignée des réa-

lités économiques et monétaires, qui risque d'éclater à tout instant provoquant une chute brutale des cours, ressurgit, rappelant les crises d'un passé récent, celles de Wall Street (1929), Tokyo (1990) et Mexico (1994), qui illustrent les trois facettes des dangers d'un emballement incontrôlé.

Des crises financières de ce type sont-elles à craindre aujourd'hui ? L'extrême souplesse actuelle des politiques monétaires dans le monde pourrait effectivement créer un environnement propice : au Japon, le taux d'escompte se situe à 0,5 % ; en Europe, les taux directeurs des banques centrales atteignent des plus bas niveaux historiques (3 % en Allemagne, 3,15 % en France).

Cette situation, qui permet aux agents financiers et aux particuliers de s'endetter à bon compte pour acheter des actions et des obligations, est potentiellement dangereuse en ce sens qu'elle débouche sur une économie d'emprunts avec les risques qu'elle comporte pour le système bancaire.

Le rôle de fonctionnement des marchés financiers est également un facteur de risques. Contrairement à l'idée reçue, le marché mondial des capitaux n'est pas une entité abstraite et anonyme. Il résulte des décisions des gestionnaires de caisses de retraite, de compagnies d'assurances, de savants, dont la préoccupation n'est pas d'exercer le pouvoir ou de déstabiliser tel ou tel gouvernement, mais de... conserver leur emploi et d'augmenter leur bonus !

Pierre-Antoine Delhommais  
et Babette Stern  
Lire la suite page II

- Entretien avec John Mulcahy, directeur général de WJ Carr, Indosuez Capital p. II
- La Coface renforce son système de détection des crises financières p. II
- A l'Est, des banques aux pieds d'argile p. III
- Questions-réponses p. III

CHRONIQUE

par Sophie Gherardi

## L'utopie à 55 ans

**E**patante, cette idée de la retraite à 55 ans. On imagine déjà la famille, réunie autour du gigot du dimanche. Il y aura les jeunes, lui et elle, avec le bébé. Etudiants, 25 ans. Il y aura les parents, 55 et 56 ans, tout récents retraités avec 70 % de leur salaire de fin de carrière. Il y aura les grands-parents, 78 et 80 ans. Mamie n'ayant pas longtemps travaillé n'a pas grand-chose de plus que le minimum vieillesse, mais papy, ex-cadre, a une retraite tout ce qu'il y a de confortable (meilleure que celle de son fils). An bout de la table, il y aura l'arrière-grand-mère de 96 ans : toute sa tête, mais elle ne peut plus vivre seule. Heureusement qu'il y a l'allocation dépendance. L'important, en fin de compte, c'est la santé, et là, pas de problème, tout le monde est en pleine forme, touchons du bois. Le seul qui n'a pas l'air dans son assiette, c'est le cousin de 35 ans. Le seul à travailler et à cotiser.

Laissons cette aimable scène se dérouler dans un avenir improbable. Peu de catégories de Français sont en mesure d'exiger, de façon crédible, la retraite à 55 ans. Celle-ci est pourtant devenue, depuis peu, revendication officielle du syndicat CGT qui réclame « une loi-cadre sur l'avancement de l'âge de la retraite ». Cette nouvelle plate-forme se fonde sur la vox populi, vox dei : selon un sondage BVA, réalisé début janvier pour la radio BFM, 61 % des Français souhaitent la retraite à 55 ans. Mais, fin 1995, selon une enquête publiée par *Le Monde*, 69 % des Français trouvaient que la protection sociale leur coûtait vraiment très cher, 25 % jugeaient l'effort financier « juste comme il faut » et 4 % seulement l'estimaient insuffisant. Un soupçon : et si, au moment du sondage BVA, les amateurs de retraite anticipée n'avaient tout simplement pas réfléchi à l'intendance ?

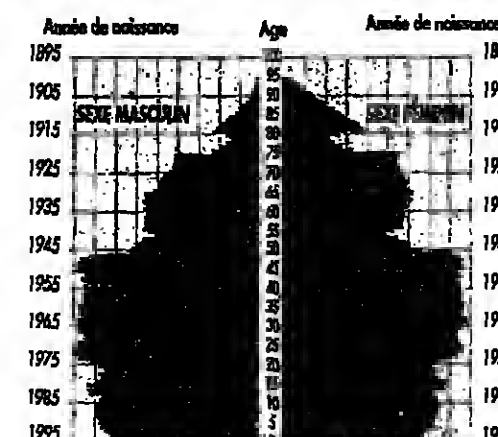
Des experts ont prestement « fait tourner » les modèles pour savoir ce qu'une extension du départ à 55 ans signifierait. L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), supposant que la moitié de la classe d'âge des 55-59 ans demanderait à partir, soit 740 000 personnes, en déduit un coût à court terme de 94 milliards de francs pour les régimes de retraite, compensé par une baisse de 32 milliards des prestations de chômage, grâce à « l'embauche de 690 000 personnes ». L'OFCE estime que, d'ici à 2040,

il faudrait relever de 0,25 à 0,40 point par an le taux global des cotisations sociales. La Caisse nationale d'assurance-vieillesse est plus pessimiste : elle évalue le coût à 117 milliards de francs par an jusqu'en 2015.

Le problème de pareils calculs, c'est qu'ils sont effectués « toutes choses égales par ailleurs », en ne prenant en compte que les évolutions prévisibles, celles de la démographie déjà inscrites dans la pyramide des âges. Mais l'économie – et le social – sont des domaines vivants, réactifs. A système de cotisations inchangé, l'alourdissement des charges renchérit automatiquement le travail : effet négatif sur l'emploi. A ouverture économique inchangée, la compétitivité des produits français diminue : effet négatif sur la balance commerciale, sur l'investissement en France, sur l'activité nationale, et finalement sur l'emploi. A règles européennes inchangées : fin du projet de monnaie unique pour non-respect des critères de convergence ; méfiance des marchés financiers, c'est-à-dire de l'ensemble des gens – Français compris – qui prêtent de l'argent à la France, d'où hausse des taux d'intérêt. Effet récessif sur la production, mauvais pour l'emploi, cela va sans dire.

Essayons d'imaginer l'impact sur la société. 740 000 jeunes retraités de plus, si l'on suppose qu'aucun ne cherchera à travailler au noir, c'est sûrement un vaste marché qui s'ouvre pour les pépiniéristes et les fabricants de nains de jardin. Mais pour la création, pour l'innovation ? La fuite des cerveaux n'est pas un vain mot : un jeune actif qualifié aurait tout intérêt à aller subir ailleurs les affres du travail.

Réveillons-nous. « Toutes choses égales par ailleurs », cette revendication est difficilement défendable. Si le peuple français en fait néanmoins sa priorité, il doit être prêt à changer des pans entiers du fonctionnement actuel de la société. Par exemple, faire des économies équivalentes ailleurs : sur la santé, sur le budget de l'Etat. Ou bien jouer sur le seul élément rapidement modifiable du cadre démographique : l'immigration. Les candidats ne manquent pas pour venir cotiser pour nos retraites. Qui osera proposer de les accueillir à bras ouverts ? D'autres solutions économiques sont envisageables. Mais personne ne devrait prôner aujourd'hui l'avancement de l'âge de la retraite sans expliquer qu'il s'agit d'un choix de société au sens plein du terme.



Effets des générations annuelles (en milliers)

Nul ne  
saurait  
être  
compétent  
seul.

Experts  
en systèmes  
d'information

La meilleure  
rencontre  
est celle  
qu'on fait  
au bon moment.

Rendez-vous en page XI.

ANDERSEN  
CONSULTING

ESSEC  
IMD  
EXECUTIVE MBA

Votre entreprise doit innover pour relever les défis de la mondialisation. En misant sur vous pour endosser ce challenge, votre entreprise reconnaît votre potentiel de leader. L'Executive MBA de l'ESSEC a été conçu pour vous.

Informations clés sur l'Executive MBA de l'ESSEC :

- Programme bilingue anglais/français conduisant au diplôme de Master's of Business Administration de l'ESSEC.
- MBA conçu pour les managers : cours compatibles avec vos responsabilités professionnelles.
- Groupe de participants comportant 12 nationalités différentes.
- Prochaine rentrée : août 1997.

Contactez Maryvonne Difazio  
Tél. : 01 46 92 49 22  
Fax : 01 46 92 49 91  
E-mail : infoessecimd@edu.essec.fr  
ESSEC IMD - CNIT - BP 230  
92053 Paris La Défense

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

Le leader est  
porteur de  
l'avenir de son  
entreprise



Heureusement,  
l'Executive MBA  
de l'ESSEC vous aide  
à développer  
votre carrière.



John Mulcahy, directeur général de WI Carr, Indosuez Capital

# « Le principal risque qui menace l'Asie est sa maturité économique »

HONGKONG  
correspondance

« Quels sont, selon vous, les principaux risques financiers qui menacent l'Asie ? »

« Ce qui a fait le succès de l'Asie depuis quinze ans est en train de disparaître : à savoir la monnaie compétitive, le haut niveau de productivité avec des coûts de main-d'œuvre faibles, et la capacité d'exporter facilement vers les économies développées. Depuis longtemps, les économies asiatiques utilisent leur monnaie, liée au dollar américain, pour améliorer leur compétitivité. Or, depuis trois ans, ces monnaies se sont un peu émancipées vis-à-vis du dollar américain. Prenez l'exemple du dollar de Singapour, lié à un panier de monnaies : il s'est beaucoup apprécié vis-à-vis du billet vert depuis trois ans. Un phénomène auquel il faut ajouter l'appréciation du dollar contre yen, constatée depuis quelques mois. »

« Si la croissance des quinze dernières années est due à une génération de pionniers qui n'avait guère d'exigence en matière de loisirs ni de protection sociale, la génération qui prend la relève est beaucoup plus exigeante. Elle ne veut plus des conditions de travail que connaissent leurs parents. Résultat : après quinze années de hausse des salaires, Hongkong est deve-

nue une des places les plus chères du monde. En outre, les pays occidentaux, qui ont du mal à faire passer leurs réformes dans un contexte de crise économique, sont moins compétitifs, donc moins ouverts aux exportations des pays asiatiques. En un mot, le principal risque qui guette la région est un risque de maturité économique. »

« Croyez-vous que, à l'instar de ce qui s'est passé au Japon, le reste de l'Asie pourrait connaître l'effet « bulle » ? »

« Si la croissance des résultats se ralentit et que la valeur des actifs se met à s'effondrer, sachant que beaucoup de banques ont trop et pas toujours bien prêté, et qu'elles sont souvent surexposées en prêts immobiliers, un cercle vicieux pourrait se déclencher : les banques vont resserrer l'offre de crédit sous l'injonction des banques centrales, les sociétés ne trouveront plus de source de financement, la production baissera. Et les ménages, qui devront rembourser des dettes lourdes sur des actifs dévalorisés, réduiront leur consommation. Mais c'est un scénario extrême, auquel je ne crois pas. »

« Il y a une croissance sous-jacente dans la région qui reste forte, entre 5 % et 8 % selon les pays, qui lui évitera d'entrer dans un cercle de déflation. Beaucoup de projets ont toutefois été conçus et financés sur des hypothèses de croissance de l'ordre de 10 % l'an. Pourront-ils toujours honorer le service de leur dette avec une croissance de 7 à 8 % l'an ? La question se pose. Il est vrai que dans un contexte de ralentissement de la croissance et de désinflation pouvant entraîner une dépréciation des actifs, auquel s'ajoutent aujourd'hui des taux d'intérêt réels positifs, les sociétés très endettées auraient du mal à honorer le service de leur dette. »

« C'est ce qui s'est passé en 1996 en Thaïlande, où il y a tant de stocks immobiliers invendus, financés en large partie par la dette, que les banques doivent faire face aujourd'hui à un niveau élevé de créances douteuses. Ce n'est pas sans raison que la Bourse a chuté de 35 % en 1996. La Thaïlande ne va pas échapper à une dévaluation du baht contre

dollar américain. A court terme, cela devrait avoir un impact fort sur le déstabilisateur sur les banques qui ont prêté en monnaie faible, tout en se refinançant en monnaie forte. Mais cela permettrait d'accélérer le rebond de l'économie. La seule question est de savoir si le nouveau gouvernement aura les reins assez solides pour faire accepter une dévaluation de la monnaie locale. »

« La Thaïlande n'est pas un cas isolé. En Corée du Sud aussi, nous retrouvons le même phénomène, car les groupes y sont très endettés. Les *chaebols*, ces énormes conglomérats qui dominent l'industrie coréenne, ont trois à cinq fois plus de dettes que de fonds propres. En période de fort ralentissement, comme c'est le cas actuellement, cela constitue un frein considérable au redémarrage de l'économie. Il faut s'attendre à une dépréciation supplémentaire de la monnaie coréenne. Mais aussi à une libéralisation des taux d'intérêt comme du recours aux marchés financiers pour aider les entreprises qui, aujourd'hui, doivent faire face à des taux d'intérêt réels de 7 % à 8 % ! »

« Il n'est pas exclu, non plus, que l'on rencontre un jour ce

phénomène aux Philippines, où il y a actuellement une incroyable appréciation de la valeur des actifs, notamment de l'immobilier financé sur prêt bancaire. Mais, dans le cycle de développement qui est le leur, les Philippines ont plusieurs années de retard sur le reste de la région. »

« Toute la région n'est donc pas affectée des mêmes maux au même moment ? »

« Non, et c'est la première fois que les économies asiatiques sont autant décuplées les unes des autres. Quand la Thaïlande et la Corée pâtissent aujourd'hui de leurs problèmes de structure, Hongkong et Taiwan s'en tirent bien mieux, car ils ne sont pas au même niveau du cycle. Hongkong et Taiwan sont déjà passés par la phase de correction nécessaire. »

« Mais est-ce que Hongkong n'est pas en train de se transformer en bulle financière ? »

« Il existe clairement une spectaculaire inflation de la valeur des actifs à Hongkong, en particulier dans l'immobilier. Et, pour la première fois depuis des années, les taux d'intérêt réels sont aujourd'hui positifs. Mais la Bourse se paie actuellement à seulement 12 à 13 fois ses résultats attendus

pour 1997, ce qui est conforme à ses multiples historiques. Nous ne sommes pas encore en situation de bulle financière. »

« Peut-on dire la même chose de la Bourse de Kuala Lumpur, qui capitalise trois fois la production intérieure brute de la Malaisie ? »

« Cela a toujours été le cas. Il est normal que, dans les économies de forte croissance, la valeur des sociétés soit très supérieure à la création de richesse, car la valeur boursière est une anticipation des résultats futurs sur un certain nombre d'années, tandis que la production intérieure brute est calculée sur l'année présente. »

« Toutefois, la Malaisie pourrait bien faire face à un certain ralentissement : elle bute sur une pénurie de main-d'œuvre, alors qu'il y a déjà trois millions d'étrangers sur une population de seulement 20 millions de personnes. »

« L'ouverture progressive de ces économies, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, ne risque-t-elle pas de peser sur les marges de leurs entreprises et, partant, sur la valeur des actifs ? »

« C'est clair. L'ouverture de ces économies entraînera une réduction des profits des entreprises locales. Elles vont devoir faire face à plus de concurrence que par le passé. Les temps vont être plus durs pour les économies asiatiques, d'autant que le reste du monde ne veut plus les subventionner. »

« Ralentissement économique, risque de crises bancaires ici et là, risque de dépréciation des actifs et de certaines monnaies, fin des marchés protégés, serait-ce la fin de l'âge d'or pour l'Asie ? »

« C'est seulement une ère nouvelle qui est en train de s'ouvrir. Maintenant que les différentes populations asiatiques s'enrichissent progressivement, les nouveaux consommateurs sont ici. Nous ne sommes pas que, aujourd'hui, plus de la moitié des exportations de la zone sont destinées aux pays asiatiques eux-mêmes. Et cette part ne cesse de croître. »

« Une chose est sûre : il ne faut pas sous-estimer la capacité de ces pays à s'adapter à une nouvelle donne. »

Propos recueillis  
par Valérie Brunschwig

## La Coface renforce son système de détection des crises

La crise mexicaine de 1994 aura-t-elle été salutaire ? La Coface (Compagnie française d'assurance du commerce extérieur) en a, en tout cas, tiré parti pour l'évaluation des risques politiques et de transfert qu'elle assure pour le compte de l'Etat et pour son compte propre. Depuis quelques mois, une vingtaine de pays sont régulièrement passés au crible d'une nouvelle batterie d'indicateurs, établie par Jenny Clei, responsable des risques-pays de la compagnie.

La première démarche a consisté à établir un diagnostic de la crise mexicaine en identifiant ses symptômes. Ils sont essentiellement liés à la situation macro-économique du pays : besoins de financement en partie couverts par des capitaux très volatils ; forte dépendance extérieure et différentiel important entre le taux d'épargne domestique et le taux d'investissement ; faible résistance à la crise du fait d'un niveau de réserves insuffisant pour édulcorer la fuite des capitaux. De ce point de vue, le Mexique a valeur d'exemple : le niveau des capitaux court terme était dix

fois supérieur à celui des réserves au moment de la crise.

Ces observations ont permis à la Coface de définir des indicateurs d'alerte - comme le flux et la répartition des investissements de portefeuille et des investissements directs dans le financement du déficit courant du pays, le niveau des réserves, celui de la dette à court terme et de l'endettement total - et de repérer les pays qui sont aujourd'hui susceptibles d'être confrontés à une crise analogue à celle du Mexique. Pour M<sup>me</sup> Clei, sur les vingt pays surveillés, trois présentent plus de risques que les autres : l'Afrique du Sud, la Thaïlande et la Turquie qui offrent un profil macro-économique proche de celui du Mexique en 1994. Tous les trois ont un endettement à court terme élevé, conjugué à un niveau de réserves très faible pour le premier, à un fort déficit courant pour le second et à d'importants besoins de financement du secteur public pour le troisième.

Pour autant, ces signifiants ne suffisent pas, à eux seuls, pour déclencher une crise.

« Tant que la confiance du marché est là, il n'y a pas de risque », précise M<sup>me</sup> Clei. Mesurer cette confiance fait également partie du diagnostic. Les experts scrutent donc la cotation de la dette du pays sur le marché secondaire, l'évolution de ses taux d'intérêt et de son marché boursier et les réserves. Une baisse de l'ensemble de ces éléments est un signal précurseur.

Washington avait mis à disposition de Mexico une ligne de crédit d'urgence de 20 milliards de dollars, le 21 février 1995, pour lui permettre de remédier aux difficultés du peso. Le Fonds monétaire international avait octroyé un crédit *stand by* de 18 milliards de dollars, et la Banque américaine de développement avait apporté 3,5 milliards de dollars. Une partie de ces sommes vient d'être remboursée. La crise mexicaine a coûté cher. Mais la leçon a été payée, et le degré de vulnérabilité des pays à une crise financière peut être aujourd'hui mieux détecté.

B. S.

## La finance flambe-t-elle ?

Suite de la page 1

Afin de ne pas dégrader des performances inférieures à leurs collègues des autres banques, les gérants de portefeuilles sont tentés de prendre, tous au même moment, des positions semblables sur les marchés. Ce tropisme a pour effet d'amplifier les mouvements des cours, avec le risque de les éloigner durablement de leur valeur théorique correspondant aux données économiques, les fameux « fondamentaux ». Ce comportement alimente l'envolée actuelle des cours des actifs financiers qui s'accompagne d'une formidable explosion des volumes de transactions. L'industrie financière tourne à plein régime, s'appuyant sur les progrès accomplis dans les technologies de communication et d'information dont elle est une consommatrice effrénée.

En 1973, à la fin du régime de changes fixes, le volume quotidien qui se traitait sur le marché des devises se limitait à environ 20 milliards de dollars par jour. En 1986, ce volume était monté à un peu plus de 200 milliards de dollars. En 1995, selon une enquête réalisée par la BRI, il s'élevait à environ 1 100 milliards de dollars. Depuis, il n'a fait que croître. Les marchés obligataires ont connu la même expansion quasi exponentielle, notamment en raison de la politique d'endettement massif des Etats. En France, le stock de la dette publique négociable est passé de 79,5 milliards de francs en 1975, à près de 3 000 milliards de francs fin 1996.

Le développement a été encore plus rapide sur le compartiment des produits dérivés. Ces nouveaux instruments financiers (options, contrats à terme), utilisés par les

acteurs du marché planétaire des capitaux (entreprises, banques, compagnies d'assurances...) pour abaisser le coût de leurs financements et gérer leur exposition aux variations de taux d'intérêt et de devises, connaissent un succès et un essor spectaculaires. Leur encours atteignait, fin 1995, la somme astronomique de 327 600 milliards de dollars, soit cinquante fois l'équivalent du PIB annuel des Etats-Unis ! La variation des cours étant plus forte que sur les marchés classiques, ces produits sont d'un maniement délicat. Ce sont eux qui ont été à l'origine des scandales financiers des dernières années (faillite de la banque britannique Barings et du comté américain d'Orange en Californie, pertes de la maison japonaise Daiwa ou de la société Procter & Gamble).

### MÉTAMORPHOSE

Pour certains professionnels, ces accidents sont le tribut à payer à la métamorphose des marchés financiers. En quinze ans, on est passé d'une économie financière totalement réglementée, dans laquelle les gouvernements étaient maîtres d'œuvre, à une planète totalement libre. L'adaptation des acteurs à cette nouvelle donne est longue et douloureuse. L'apparition de nouveaux instruments attire l'ensemble des opérateurs : tout le monde veut y toucher, quitte à s'y brûler les doigts. Les affaires liées à la spéculation des japonais Sumitomo et Daiwa ou de l'allemand Metallgesellschaft ont permis de purger le marché des intermédiaires imprudents. Elles ont aussi servi de leçon.

Les établissements financiers ont développé des modèles internes d'évaluation des risques, intégrant la probabilité de défaillance, la variation possible des cours ou des changes, et le montant exact des pertes potentielles encourues. Les banques ont renforcé leurs systèmes de contrôle et investi en informatique. Les autorités de marchés sont plus vigilantes.

Ces efforts paient. Le système financier a parfaitement résisté aux divers chocs qu'il a subis au cours des dernières années (krach obligataire de 1994, crise mexicaine, plongeon du billet vert). Aucun de ces accidents de marché n'a entraîné la faillite d'établissements financiers, contrairement à la crise immobilière.

Mais cette période de transition entre l'ancien et le nouveau monde est une zone extrêmement dangereuse. Notamment pour les pays émergents : c'est ce que relève le directeur général du FMI, Michel Camdessus, dans un entretien au *Financial Times* le 10 janvier. Reconnaissant ne pas avoir vu venir la crise mexicaine, M. Camdessus dit en avoir tiré les leçons, notamment la nécessité de renforcer les systèmes bancaires dans les pays émergents. « La prochaine crise sera une crise bancaire ou aura comme composante importante une faiblesse du système bancaire. Ceux qui sont en charge des normes bancaires - en premier lieu le comité de Bâle - doivent définir des règles opérationnelles », estime-t-il.

Géographiquement, où se situent les risques ? Les zones qui apparaissent présenter aujourd'hui les risques financiers les plus élevés ne sont pas forcément celles que l'on croit.

Aux yeux des banquiers centraux, deux zones principales sont aujourd'hui à surveiller : les Etats-Unis et l'Europe du Sud. Persuadés que l'Italie et l'Espagne appartiendront dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999 à la zone monétaire de l'euro, les investisseurs ont acheté massivement, en 1996, les emprunts de ces deux pays. Or l'entrée de ces nations d'Europe du Sud - « les pays du Club Med » pour reprendre l'expression employée à la Bundesbank - reste très incertaine. Il en résulte un risque majeur sur ces deux marchés, avec des risques de déstabilisation et de contagion sur les autres places financières européennes.

Aux Etats-Unis, la montée continue de Wall Street constitue un su-

jet de préoccupation pour les responsables monétaires. Ils s'inquiètent moins du niveau atteint par les cours des actions (les modèles ne montrent pas de surévaluation flagrante, l'économie américaine reste très dynamique, les profits des entreprises ne cessent de progresser) que des moteurs de la hausse. De nombreux ménages américains s'endettent à court terme et utilisent le produit de leurs emprunts pour le placer en Bourse comme ils le feraient pour acquérir des biens de consommation. Cette mécanique de gestion est potentiellement déstabilisante. Dans le cas où la

Mais les économistes se veulent rassurants. D'une part, les volumes investis sur ces marchés, même s'ils progressent fortement, restent sans commune mesure avec ceux qui sont drainés vers les places financières des pays industrialisés. De surcroît, les experts notent une plus grande sélectivité, contrairement au début des années 1990 où la mode des pays émergents conduisait à des investissements aveugles.

C'est ainsi qu'en Thaïlande, pays confronté à un grave problème de déficit de sa balance des paiements courants et à des incertitudes politiques, la Bourse a reculé de 35 %

### Trois coups de semonce

Si le krach boursier d'octobre 1987 a été provoqué par une déconvenue entre le marché des actions et celui des obligations, au Japon, entre début 1986 et fin 1989, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo était monté de 12 000 à 40 000 points, soit une hausse de 233 %. Pour faire éclater cette bulle porteuse de tensions inflationnistes, le gouvernement japonais a brutalement resserré sa politique monétaire. Avec succès. De janvier 1990 à juillet 1995, la Bourse de Tokyo revenait de 40 000 points à 14 500 points, soit un plongeon de 65 %. Revers de la médaille : le mouvement plongeait l'archipel dans un marasme économique d'où il a le plus grand mal à sortir.

Au Mexique, en décembre 1994, la décision du gouvernement de dévaluer le peso provoqua une fuite massive des capitaux étrangers. Ces derniers étaient arrivés au cours des mois précédents, attirés par les rendements à court terme élevés des dépôts proposés à Mexico. Mais cet engouement aveugle des gestionnaires ne tenait pas compte du déficit très élevé de la balance des paiements courants mexicains.

Bourse de New York ne progresserait plus, les ménages ne seraient plus en mesure de rembourser les intérêts de leurs emprunts.

Quant aux pays émergents, aire traditionnelle de risques financiers, l'éroitesse des marchés boursiers a toujours pour effet d'accroître la volatilité des cours. Chacun garde en mémoire les chutes de 1994 (la Bourse de Hongkong avait par exemple perdu 35 %). La hausse vertigineuse de certaines places émergentes en 1996 (+132 % au Venezuela, +170 % en Hongrie) fait songer à une répétition de l'histoire et à des mouvements spéculatifs de grande ampleur.

En 1996, la place de Séoul a pour sa part cédé 26 %, affectée par la montée des tensions sociales dans ce pays. Malgré l'euphorie de certains marchés, rien ne permet d'affirmer aujourd'hui qu'une gigantesque bulle est en train de se former sur les marchés financiers internationaux ; les indices boursiers n'apparaissent pas, dans l'ensemble, surévalués, les marchés obligataires atteignent des niveaux conformes à la faiblesse de l'inflation, le marché des devises fait preuve d'une relative stabilité.

L'expansion des marchés de capitaux, aussi vertigineuse soit-elle, ne fait au fond que refléter l'essor

de l'épargne financière des ménages. Selon les calculs effectués par deux économistes américains, Lowell Bryan et Diana Farrell, l'accumulation d'actifs financiers détenus par les ménages dans le monde devrait progresser de 12 000 milliards de dollars entre 1992 et 2002.

Aux Etats-Unis, par exemple, les ménages ne détiennent plus qu'une petite partie de leurs actifs sous forme de dépôts (29 % aujourd'hui contre 51 % en 1973) et consacrent une part croissante à des investissements mieux rémunérés tels que les fonds monétaires d'obligations ou d'actions investis sur les marchés. L'encours des fonds communs de placements (l'équivalent de nos SICAV) est ainsi passé de 135 milliards de dollars en 1980 à près de 3 000 milliards de dollars en 1996. Le vieillissement de la population des pays développés se traduit aussi par un développement important des fonds de pension, dont les capitaux sont placés en actions et en obligations. L'essor des marchés financiers possède donc une base plus solide qu'il n'y paraît.

Mais la course à l'innovation et l'imagination sans limite des financiers créent sans cesse de nouveaux instruments dont il est difficile, au moins dans un premier temps, de mesurer les risques réels. C'est l'avis du spéculateur américain George Soros, qui dénonce l'utilisation de certains produits financiers hautement sophistiqués (les options à barrière notamment) et réclame une meilleure coordination internationale des autorités réglementaires. « Le danger actuel est que les marchés financiers sont mondialisés, alors que les réglementations sont le plus souvent nationales », note-t-il.

Les périls financiers sont d'autant plus grands que les gouvernements n'ont pas encore pris la pleine mesure de la globalisation des marchés de capitaux.

Pierre-Antoine Delhommais  
et Babette Stern

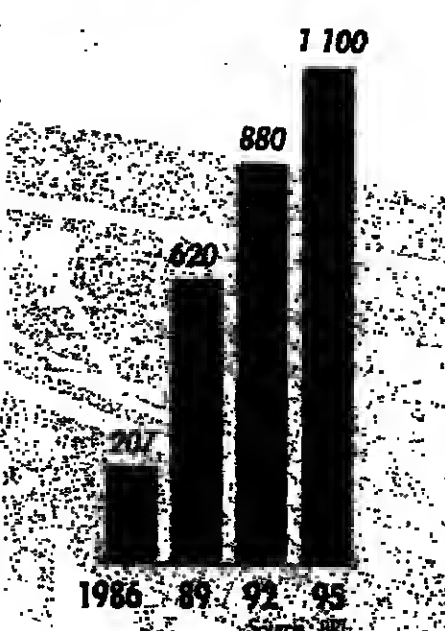


سوق المال

# stabilité économique

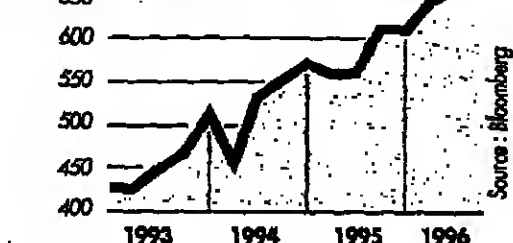
## Les marchés financiers

Volume journalier des opérations sur le marché des changes en milliards de dollars



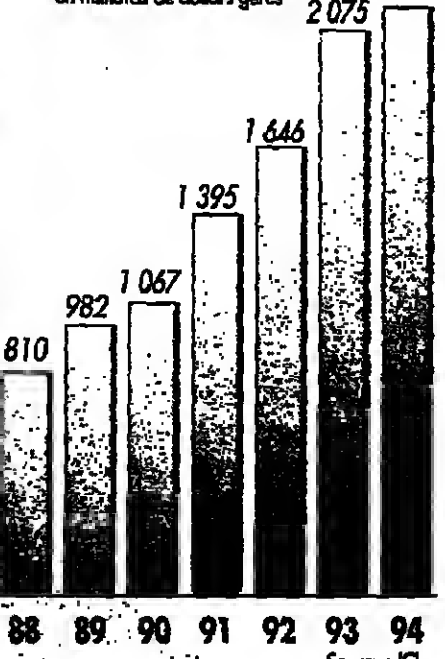
## Les résultats des entreprises américaines

en milliards de dollars

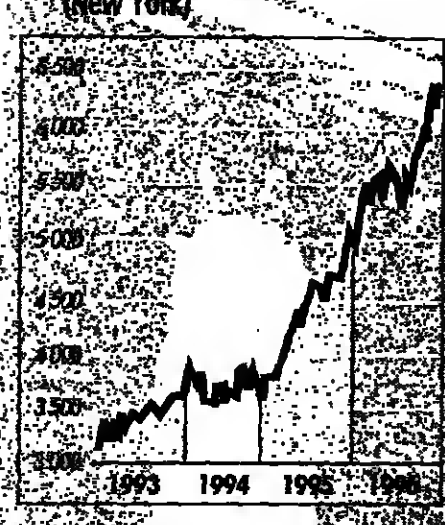


## Les fonds communs de placement américains

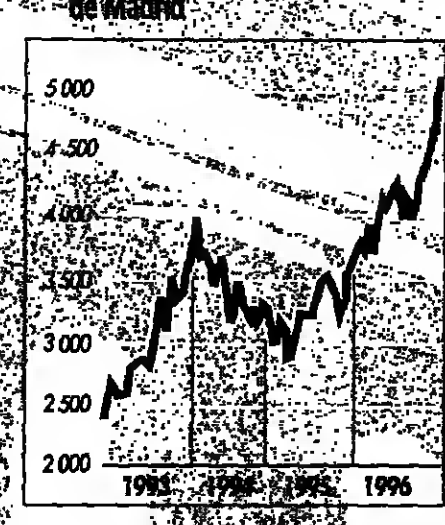
en milliards de dollars gérés



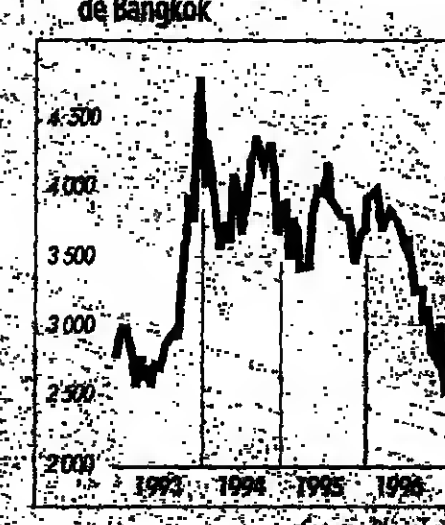
## L'indice Dow Jones (New York)



## L'indice de la Bourse de Madrid



## L'indice de la Bourse de Bangkok



# A l'Est, des banques aux pieds d'argile

Les Bulgares les appellent les «millionnaires du crédit». Dans un pays en pleine déroute économique, ils ont fait fortune en quelques mois, grâce aux prêts accordés sans garantie d'aucune sorte par des banques «amies». En 1996, une quinzaine de banques, telles que la First Private, la Mineral ou la Zemedelski, hier cotoyées par le pouvoir, aujourd'hui en faillite ou sous tutelle, ont englouti les fonds de leurs milliers de déposants. La détresse et la colère des Bulgares qui manifestent depuis deux semaines pour réclamer des élections anticipées sont dues à la misère, mais aussi au quasi-effondrement du système bancaire, sept ans après le début de la transition. Si la Bulgarie connaît, à l'heure actuelle, la crise bancaire la plus aiguë - avec la probable mise en place d'un directeur financier par les bailleurs de fonds internationaux -, les autres pays de l'Est ont tous traversé des difficultés de même nature.

## Les systèmes bancaires sont souvent marginalisés par l'afflux de crédits étrangers sans intermédiation locale

tion financière Thomson Bank-Watch. Pour se plier, au moins en apparence, aux nouvelles réglementations, les établissements ont hésité à effectuer des opérations peu claires, s'échangeant entre elles des actifs pour éviter de les provisionner, ou réalisant des prêts fictifs afin de doper leur bilan.

Dès 1992, la Hongrie et l'Estonie sont confrontées à des crises bancaires majeures, bientôt suivies par les autres pays de la région. Les pays baltes, qui n'avaient pourtant pas tardé à entreprendre des réformes économiques ambitieuses, ont été les plus durement affectés. Fin 1992, la banque centrale d'Estonie mettait fin aux activités de trois des principales banques commerciales, touchées par le gel de leurs crédits à l'ex-URSS et un niveau élevé de prêts non performants. En Lettonie, la faillite, en mai 1995, de Bank Baltika, première banque du pays, a eu des retentissements sur l'ensemble de l'économie, replongeant le pays dans la récession au moment où ses voisins retrouvaient le chemin de la croissance. L'établissement avait 400 millions de dollars de dettes, un Letton sur cinq y avait des dépôts. L'Etat a choisi de ne pas venir à la rescousse de Bank Baltika, s'efforçant de renforcer la supervision de son système bancaire.

## Prêts courts

Ce schéma, associant quelques banques surpuissantes et des centaines de petites structures trop faibles pour survivre dans le long terme, existe dans plusieurs pays. En République tchèque, quatre banques gèrent 70 % des actifs, mais leur situation financière inquiète la plupart des observateurs. Les révélateurs de dysfonctionnements ou de fraudes multiples ont ébranlé la confiance de la population dans le système bancaire. Le gouvernement est parvenu à éviter toute crise majeure touchant les petits établissements, notamment grâce à des recapitalisations, coûteuses pour le budget. Il cherche aujourd'hui à poursuivre la privatisation des grandes banques, en ouvrant leur capital à des investisseurs étrangers, et peut-être à fusionner deux des principaux établissements, afin de concurrencer la toute-puissante Komercni Banka.

Quant aux banques occidentales, si elles montent parfois d'intéressants programmes de jumelage (comme la Bank of America en Extrême-Orient russe) et soutiennent les investisseurs étrangers, elles se révèlent aussi des concurrentes potentiellement nuisibles. Ainsi que l'affirme Jérôme Segard, chercheur au Cepfi (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), les systèmes bancaires locaux sont souvent marginalisés par l'augmentation des flux de crédits étrangers sans intermédiation locale, qui ont représenté près de la moitié de la progression de l'endettement brut des entreprises tchèques, hongroises, ou slovénes en 1994-1995. Ce phénomène, estime-t-il, pourrait provoquer «des problèmes récurrents de solvabilité des banques, une mobilisation insuffisante de l'épargne domestique et une croissance instable du revenu national».

## La croissance rapide enregistrée dans une grande partie de l'Europe centrale requiert, pour être durable, des mécanismes de crédits efficaces et bien développés.

Même dans les pays les plus stables et les plus avancés dans la transition, la maturité moyenne des prêts reste courte, nuisant à la solvabilité des établissements. Des efforts majeurs de modernisation s'imposent, si les firmes prétendent s'imposer face à leurs concurrents de l'Ouest. On observe partout des liens trop étroits entre les établissements bancaires, leurs actionnaires, et leurs clients, la Russie poussant le mécanisme à l'extrême.

La Bred (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) affirme que le secteur financier reste un problème dans l'ensemble de la région. Son dernier rapport souligne que «les financiers extérieurs sont cruciaux pour la restructuration des entreprises, non seulement par les investissements qu'ils permettent de financer, mais aussi par la pression qu'ils sont susceptibles d'exercer sur la gestion des entreprises emprunteuses».

Echaudés par les faillites en série, et poussés par les institutions multilatérales, les pays tentent par ailleurs d'instaurer des mécanismes de supervision bancaire plus stricts. Une plus forte capitalisation, une meilleure protection des épargnants, signifient que de nombreux établissements sont encore voués à disparaître. La crise bancaire à l'Est est loin d'être achevée.

Françoise Lazare

# PÉRILS FINANCIERS Questions-réponses

## 1 Qu'est-ce qu'un marché dérivé ?

Les marchés dérivés naissent d'un marché de base, décliné de mille et une manières différentes. Chacune de ces déclinaisons devient un contrat à terme spéculatif du marché. Par exemple, une option d'achat sur une action représente un produit dérivé (l'option) à partir d'un bien réel (l'action). L'intérêt d'un tel mécanisme est son effet de levier. A partir d'un investissement minime, un gain massif peut être engrangé si l'action monte. Mais des pertes, tout aussi massives, peuvent également être réalisées. Les produits dérivés regroupent : les contrats à terme, les options, et les swaps ou contrats d'échange.

## 2 Y a-t-il inflation des produits dérivés ?

Ces produits, de plus en plus sophistiqués, suscitent un tel engouement que la Bourse fait aujourd'hui l'effet d'une pyramide inversée. La pointe représente ce qui devrait être la base, c'est-à-dire les produits eux-mêmes. Le reste représente la masse des produits dérivés. On estime que l'encours de la dette publique américaine, dans les mains d'investisseurs privés, est quatre à cinq fois moins important que l'encours des produits dérivés construits sur cette même dette.

## 3 Comment a explosé la bulle de 1987 ?

En 1987, la Bourse des pays industrialisés - Wall Street surtout - fait l'effet d'un casino où l'on gagne à tous les coups. Les cours montent régulièrement, et l'imagination des traders est sans limites. L'économie financière finit par perdre toute relation avec l'économie réelle. Deux mauvaises nouvelles consécutives - le relèvement des taux d'intérêt en Allemagne et un très mauvais chiffre du commerce extérieur américain - font cesser l'euphorie d'un coup. Tous les acteurs cherchent à se désengager au même temps. Les programmes informatiques de cession de titres, mis au point pour entrer en action en fonction de seuils de cours calculés à l'avance, se déclenchent et accélèrent la chute des cours. La panique s'en mêle. En l'espace d'une journée, Wall Street perd 22,8 % de sa capitalisation. Au total, les pertes boursières approchent les 5 000 milliards de francs aux Etats-Unis et 250 milliards de francs en France.

## 4 Comment a explosé la bulle de 1994 ?

En 1994, c'est un krach obligataire étalé sur plusieurs mois qui

a contaminé l'ensemble de la sphère financière. Aux Etats-Unis, la crise naît de la crainte d'un retour de l'inflation, engendrée par la surchauffe de l'économie. Du coup, les prêteurs augmentent leurs primes de risques sur les marchés obligataires. En Europe, un résultat idéologique est généré par les déficits budgétaires à répétition. Ayant tenté d'amortir la crise à force de dépenses sociales, les pays européens n'ont pas trouvé dans leur épargne nationale de quoi financer leurs excès de dépenses. Ils ont donc dû augmenter les taux d'intérêt servis pour séduire les investisseurs.

Ce renversement de tendance a pris à contre-pied les investisseurs qui pensaient pouvoir parier sur une baisse régulière des taux d'intérêt. Les taux orientés à la hausse, c'est la valeur des obligations qui s'est alors dirigée à la baisse. En France, le marché obligataire a ainsi perdu 18 %. Cette baisse des taux longs a contaminé l'ensemble des marchés financiers et entraîné le désastre de la banque britannique Barings.

## 5 Quel a été le rôle des Etats dans la déréglementation financière ?

L'expansion des marchés financiers s'est brutalement accélérée, au milieu des années 80, avec la déréglementation et l'internationalisation des mouvements de capitaux. Après la City de Londres et son «big bang» en octobre 1987, qui ne faisait que suivre l'exemple américain, Paris s'est lancée à son tour, sous la conduite de Pierre Bérégovoy et d'Edouard Balladur, dans une vaste entreprise de libéralisation de son système financier : dématérialisation des titres, création d'un marché à terme, désencadrement du crédit, réforme des systèmes de cotation, informatisation des transactions, fin du monopole des agents de change, accès direct des entreprises au crédit... Cette entreprise fut justifiée par la volonté d'augmenter la mobilité des capitaux.

## 6 La technologie est-elle le meilleur ami des flux financiers ?

Les progrès rapides de l'informatique et des moyens de communication ont joué un rôle décisif dans le développement du marché mondial des capitaux. Ils ont permis aux investisseurs, en augmentant leur puissance de calcul, d'effectuer des opérations de plus en plus complexes sur le plan mathématique et d'affiner ainsi leur gestion des risques. Et ont également offert aux opérateurs une information en temps réel par l'intermédiaire de leurs écrans Reuter, Telerate ou Bloomberg, disposés dans les salles de marchés des banques.

### orientations SERVICE

#### Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent

M. Mme. Mlle. Adresse Code Postal Ville Niveau d'études 96/97 Sexe Age Tél.

désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cocher la ou les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Ingénierie Avancée/Automobile
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimiste
<input type="checkbox"/> MBA	<input type="checkbox"/> Ingénierie Electronique
<input type="checkbox"/> CP - Cycle Spécialisé	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Netcom, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Les Métiers de l'Armée de Terre
<input type="checkbox"/> Architecture Travaux	<input type="checkbox"/> Médecine
<input type="checkbox"/> Art et Communication	<input type="checkbox"/> Les Métiers de l'Armée de Mer
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Ecoles des Grandes Ecoles d'Art	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Assurances	
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité, Marketing	
<input type="checkbox"/> Comptabilité	
<input type="checkbox"/> Contrôle d'Apprentissage	
<input type="checkbox"/> Contrôle de Gestion	
<input type="checkbox"/> Danse	
<input type="checkbox"/> Environnement	

Adresser ce coupon à : Orientations Service 9 bis, rue de Vézelay 75008 Paris

3615 code ORIENTATIO

Les informations, facultatives, sont sous réserve d'acceptation par les partenaires contractuels. Pour en savoir plus ou être inscrit ou réinscrit, ou de plus recevoir des prospectus, écrivez au Service Orientation, 9 bis rue de Vézelay, 75008 Paris. Tél. 01 78 17 00 17 ou 01 78 17 00 18.



## LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	États-Unis	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)						
Dernier mois connu	nov. +0,8	nov. +1,9	nov. +3,2	oct. +1,7	nov. -0,5	sept. -0,2
Cumul sur 12 mois	+4,7	+4	+3,2	+2,2	+0,2	+2,0
Taux de chômage (en %)						
Dernier mois connu	dec. 5,3	dec. 3,3	dec. 10,9	dec. 12,2	dec. 6,9	dec. 9,7
Un an avant	5,6	3,4	9,9	11,6	8	9,4
Indice des prix (en %)						
Dernier mois connu	dec. 0	nov. -0,3	nov. -0,1	dec. +0,1	nov. +0,1	nov. +0,4
Sur 12 mois	+3,3	+0,3	+1,4	+2,6	+3,3	+2
Solde commercial (en milliards)						
Dernier mois connu	oct. -12,7	nov. +901,4	+9,4	+18,8	+726,4	-0,5
(monnaies nationales)						
Cumul sur 12 mois	-160,2	+707,7	+95	+121,9	+65,957	+11,8
(monnaies nationales)						
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-160,2	+65,7	+63,9	+25,3	+4,25	+25,8
Croissance du PIB (en %)						
3 <sup>e</sup> trimestre 1996 (rythme annuel)	+2,1	+0,4	+3,3	+3,7	+2,4	+3,3
Sur 12 mois	+2,2	+3,2	+1,9	+1,2	+0,7	+1,6
Solde des paiements courants en % du PIB						
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+1,3	+3,5	-0,1
Déficit public en % du PIB						
1997 (prévisions OCDE)	-1,8	-2,4	-3,4	-3,2	-3,7	-1,5
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-2,1	-2,4	-4,7	-2,7
Dettes publiques en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	95,1	124,4	56,1
						100,5

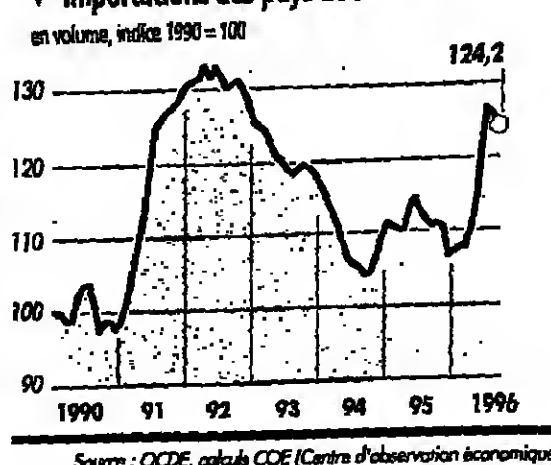
## LA HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE RELANCE LES ACHATS DES PAYS DE L'OPEP

La situation économique des pays exportateurs de pétrole s'améliore, grâce à la bonne tenue des prix du brut. Confrontés à une situation financière difficile depuis la fin de la guerre du Golfe, ils avaient adopté des politiques économiques restrictives, qui s'étaient traduites par une quasi-stagnation de leurs importations depuis quatre ans.

L'année 1996 a, au contraire, été marquée par un net redressement des achats à l'étranger des pays de l'OPEP. Ils ont progressé d'environ 6 % en volume au cours des neuf premiers mois de 1996, par rapport à la même période de l'année précédente. La part de ces pays dans les exportations françaises est désormais modeste (3,3 % en 1995 contre 8,9 % en 1980), mais certains secteurs d'activité (produits de luxe, parfumerie, biens d'équipement mécanique...) pourraient profiter de cette embellie.

En collaboration avec le COE de la chambre de commerce et d'industrie de Paris

## Importations des pays de l'OPEP



## À RETENIR EN FRANCE

PIB (au 1 <sup>er</sup> trimestre 1997)	7 675	PIB (au 1 <sup>er</sup> trimestre 1996)	7 299	Population (au 1 <sup>er</sup> trimestre 1997)	59 500 000	Nombre de chômeurs (au 1 <sup>er</sup> trimestre 1997)	3 121 500
---	-------	---	-------	--	------------	--	-----------

## Les experts américains sont divisés sur la croissance pour 1997

La prévision économique est un art difficile. En témoignent les évidentes contradictions que la situation actuelle de l'économie américaine suscite à la mi-janvier 1997. Les premiers éléments disponibles au cours du dernier trimestre de 1996 ont manifestement surpris les analystes comme les marchés. On a pu constater une remontée sensible des taux à long terme : les bons du Trésor à trente ans étant passés de 6,31 % le 2 décembre à 6,85 % le 13 janvier 1997. Cette réaction a été déclenchée par la publication des chiffres de l'emploi aux États-Unis en décembre. Les marchés, on le sait, ont ces derniers temps une logique inversée : ce qui peut être considéré comme une bonne nouvelle pour le pays est, dans leur raisonnement, transposé comme un élément négatif.

Le bon indicateur d'emploi de décembre, avec 262 000 créations d'emplois, a aussitôt provoqué l'inquiétude de ceux qui croient voir une tension supplémentaire sur le marché du travail devant gonfler les coûts salariaux et donc se répercuter, à brève échéance, sur les prix. Du coup, la Réserve fédérale américaine (Fed) ne pourrait rester insensible à cette pro-

## ▼ États-Unis

Les estimations pour l'ensemble de l'année se fondent sur une progression modérée. Mais certains spécialistes minimisent la portée de la reprise

gression de l'inflation et serait tentée de remonter les taux d'intérêt à court terme pour calmer le jeu et freiner la croissance.

Il n'est pas absurde de se demander si une croissance excessive d'une économie déjà proche du plein-emploi pourrait relancer l'inflation et provoquer une telle réaction. Le rythme de croissance de l'économie s'est manifestement accéléré au quatrième trimestre de l'année dernière, alors que l'on aurait pu escompter une prolongation de la tendance qui semblait se dessiner auparavant. C'est-à-dire le ralentissement de 3,3 % au premier semestre, à 2,1 % au troisième trimestre. Une

consommation plus active, une demande externe vive et un secteur du logement toujours stimulé par des taux d'intérêt relativement faibles replacent aujourd'hui l'économie sur une tendance probable d'environ 3 % à 3,5 % par an. Cette analyse n'est toutefois pas partagée par tous. Un certain nombre de spécialistes, s'ils reconnaissent la reprise de l'activité, en minimisent la portée.

Us font observer que la croissance de l'emploi, recensée sur une période légèrement plus longue, est plutôt en ralentissement : de septembre à décembre 1996, 162 000 emplois ont été créés en moyenne par mois contre 240 000 sur la période janvier-octobre. Ils soulignent les facteurs spécifiques imputables au seul mois de décembre, et notamment la douceur du climat favorable à la poursuite des chantiers en construction.

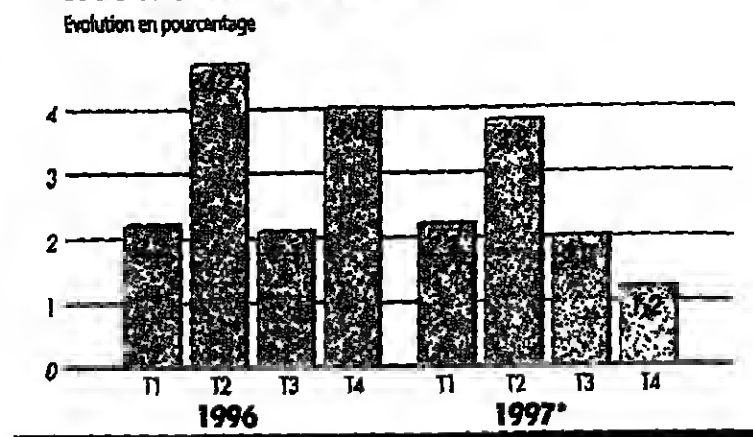
Les chiffres du quatrième trimestre annoncent-ils une tendance nouvelle ou ne sont-ils que le reflet d'une variation statistique anormale ? Les estimations faites par les économistes pour l'ensemble de l'année 1997 sont, jusqu'à présent, fondées sur la perspective d'une économie en progression modérée. Le Conference Board, qui représente l'en-

semble des entreprises, est peut-être l'un des plus optimistes et considère que les éléments « fondamentaux » de 1996, caractérisés par une croissance solide des revenus des ménages, des taux d'intérêt relativement bas et des prix stables pour les biens de consommation, vont demeurer en 1997. Il table sur une croissance, en 1997, de 2,9 % contre 2,4 % en 1996, avec une hausse des prix à la consommation de 3,6 %.

Nombres ceux qui comptent sur la divergence des conjonctures entre les États-Unis et ses principaux partenaires pour contribuer à l'apaisement des tensions internes. La médiocre performance économique attendue en Europe cette année, comme l'incapacité du Japon à rebondir, vont permettre à une économie américaine proche de la surchauffe, et caractérisée par un déficit important de ses échanges extérieurs (l'excès de la croissance de la demande interne sur le PIB est comblé par l'importation), de maintenir ce rythme encore assez longtemps, avant qu'il ne trouve sa sanction dans des prix plus élevés.

Selon ce raisonnement, l'économie pourrait soutenir un taux de croissance relativement fort sans que l'inflation reparte. Les données

## ▼ Le PIB américain trimestriel réel



de l'inflation pour 1996 vont dans ce sens. L'indice global des prix à la consommation a progressé de 3,3 %, mais celui des prix hors énergie et produits alimentaires reste très modéré : 2,6 %, une des meilleures performances depuis 1963. Cette réflexion s'appuie aussi sur les récentes conclusions du groupe de travail du Congrès sur les statistiques de prix, qui ont montré que l'indice des prix à la consommation avait nettement surestimé l'inflation dans un passé récent. Il reste que la psychologie

des acteurs a changé. Si certains croyaient encore, il y a peu, que la Fed pourrait assouplir la politique monétaire, la grande majorité des économistes, qui ne s'attendent pas à un changement de cap prochain, considèrent que, lorsque celle-ci interviendra, ce sera dans le sens d'un resserrement et d'un relèvement des taux pour freiner les tensions issues d'une surchauffe possible.

Philippe Adhémar  
Economiste

## UN CHIFFRE

175

milliards de dollars

## L'ENCOURS DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN CHINE

En 1996, la Chine aura attiré l'équivalent de 40 milliards de dollars d'investissements étrangers (un montant en augmentation de 7 % sur l'année précédente), ce qui porte à quelque 175 milliards le total de ces investissements depuis le début des réformes économiques, il y a dix-huit ans.

Lors d'une intervention devant le Forum économique mondial de Hongkong, Zhang Wu, vice-président de la commission économique et commerciale du gouvernement chinois, a indiqué que son pays avait reçu, fin 1995, un total de 135 milliards de dollars d'investissements étrangers directs depuis 1978. Selon des sources chinoises, ces investissements - dont plus des deux tiers proviennent de Hongkong et Taiwan - devraient encore progresser de 10 % cette année, alors que certains experts, au contraire, escomptent un « effet plateau » en 1998, voire dès cette année.

Pour M. Zhang, cet engouement des investisseurs étrangers s'explique par les performances macro-économiques de la Chine, notamment en termes d'inflation (ramenée en dessous de la barre des 10 %) et de croissance (autour de 8 % en 1996).

Pour encourager l'afflux de capitaux extérieurs, Pékin entend poursuivre sa politique d'abaissement des tarifs douaniers, d'accélération de la convertibilité du yuan et d'uniformisation de la réglementation relative aux investissements étrangers directs.

## Bientôt la sortie du tunnel pour Budapest ?

Six ans après le début de la transition, la Hongrie où vient de se rendre Jacques Chirac, se trouve par rapport à ses voisins immédiats, dans une position intermédiaire qui traduit des résultats plutôt décevants. Elle n'a certes pas connu d'effondrement économique comme on en observe dans les Balkans ou dans l'ancienne Union soviétique : la récession a été beaucoup plus courte, l'appauvrissement de la population plus limité, et elle a aujourd'hui des perspectives appréciables de convergence avec l'Europe de l'Ouest, en termes économiques mais aussi politiques.

En revanche, ses performances ont été généralement moins bonnes que celles de la Pologne, de la Slovaquie, de la République tchèque, voire même de la Slovaquie. Ainsi, la croissance cumulée du PIB, entre 1992 et 1996, n'a été que de 2 % en Hongrie, contre 28 % en Pologne ; de même, le salaire industriel moyen exprimé en écus a augmenté sur la même période de 3 % dans le premier cas, contre 55 % dans le second. Pourquoi cet écart de performance, alors que la Hongrie bénéficiait, à bien des égards, de la situation de départ la plus favorable ?

Une réponse vient immédiatement : dans les pays voisins, la reprise depuis 1992 a eu des bases financières plus solides et ne s'est pas accompagnée, comme en Hongrie, d'une dégradation rapide des comptes publics et des paiements extérieurs. Aussi, en 1995, alors que la croissance s'accélérait dans l'ensemble de la région, le gouvernement de Budapest a-t-il dû adopter un programme de stabilisation particulièrement sévère : forte correction budgétaire, resserrement de la politique monétaire, dévaluation de 15 % de la monnaie nationale, baisse équivalente des salaires réels. En un mot, de nouveaux sacrifices pour la population et un très gros coup de frein sur la demande interne, qui n'a été que

## ▼ Hongrie

Après six ans de transition, les résultats économiques sont moins bons que ceux de la plupart des pays voisins

partiellement compensé par la croissance des exportations. Trois raisons principales peuvent expliquer cette fragilité de la transition hongroise. La première est assez banale : l'augmentation des revenus et de la consommation a dépassé nettement les capacités d'offre de l'économie pendant trois ans, ce qui explique une bonne part du déficit extérieur. Si cette variable relève du réglage conjoncturel de la demande, les deux suivantes ont, en revanche, un caractère nettement structurel, et pourraient continuer de peser dans les prochaines années.

D'abord, la Hongrie compte parmi les pays les plus endettés du monde. Elle a transféré en moyenne 5 % du PIB par an à ses créanciers étrangers depuis quinze ans, sans restructuration de l'échéancier et sans accident de paiement. Elle semble même avoir refusé, en 1990, une offre formelle de réduction de dette, dans le cadre de l'initiative Brady, considérant que la défense de sa vertu financière lui assurerait, à long terme, un accès plus facile et moins coûteux aux marchés de capitaux internationaux.

## CRISE BANCAIRE

Aujourd'hui, la sanction infligée aux nombreux pays qui ont fait le choix inverse, y compris même alors que le prix payé par la Hongrie pour l'éviter a été très élevé : entre 1992 et 1995, on observe un lien étroit entre les paiements

d'intérêts extérieurs, le gonflement du déficit public, la formation d'une dette interne importante et la réduction de l'épargne financière disponible pour les entreprises. Il est donc permis de penser que le jeu n'en valait pas la chandelle.

Le troisième facteur d'affaiblissement de la transition hongroise a été une crise bancaire très grave en 1992, qui a imprimé un double « choc d'offre » à l'économie. D'un côté, il apparaît qu'un grand nombre d'entreprises a priori solvables n'ont pas résisté à la conjonction provisoire de taux d'intérêt réels très élevés et d'une quasi-disparition du crédit ; le secteur des PME semble avoir été particulièrement atteint, ce qui a réduit les capacités de régénération de l'appareil productif, défectives dans le contexte de la transition.

En outre, la restructuration intérieure des banques n'a atteint que partiellement ses objectifs, en dépit de son coût budgétaire considérable : depuis 1992, les taux d'intérêt sont restés de l'ordre de 12 % en termes réels et le stock de crédit réel aux entreprises a baissé continuellement, imposant une pénurie de crédit sévère à l'économie. Aussi le soutien à la reprise apporté par ce secteur bancaire reste-t-il très limité.

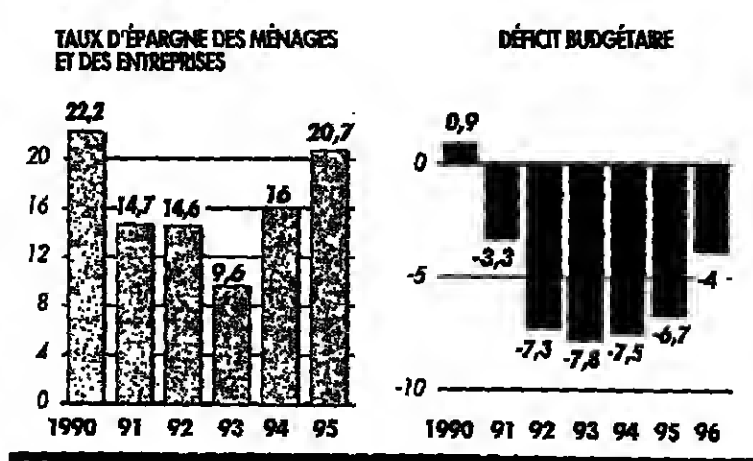
Au total, on peut s'attendre à ce que la vulnérabilité financière du pays, jointe à ces handicaps micro-économiques, pèse sur son développement futur, tout comme ils ont aggravé la dérive des années 1992-1994.

A en juger par les principaux équilibres, l'économie hongroise paraît avoir retrouvé une capacité de croissance stable : le déficit courant en 1996 (1,6 à 1,8 milliard de dollars) ne pose plus de problème au niveau actuel des investissements directs, et le déficit budgétaire, proche de 4 % du PIB, recouvre un excédent primaire (hors intérêts) équivalent.

Par ailleurs, la réduction des salaires réels en 1995 s'est traduite par un accroissement massif de

## ▼ Les écueils de la transition

en pourcentage du PIB



l'épargne brute des entreprises, à 11 % du PIB cette année-là, contre 1,4 % en 1993 ; compte tenu de l'état du système bancaire, un tel transfert était sans doute un préalable à une reprise de l'activité puis de l'investissement.

Enfin, le pays a confirmé sa position de premier receveur d'investissements directs en Europe de l'Est et a obtenu une amélioration appréciable de ses conditions d'accès aux emprunts internationaux.

## DÉVELOPPEMENT DUALISTE

Les conditions d'une reprise sont donc réunies, mais elles apparaissent moins favorables qu'en Pologne, par exemple, en raison des faiblesses relevées plus haut, qui semblent devoir se traduire par la formation d'une structure productive fortement dualiste.

D'un côté, on observe un secteur domestique (hors services publics privés) qui a supporté le gros de la crise bancaire, puis de la chute de la demande interne, et dont l'expansion risque d'être bridée à l'avenir par une pression fiscale très forte, un crédit bancaire limité ou mal distribué et, le cas échéant, une demande interne instable.

En revanche, le secteur exportateur a profité largement de la dévaluation de 1995 et a engagé, apparemment, une restructuration profonde. Toutefois il est aussi très largement contrôlé par des entreprises occidentales, qui importent l'essentiel du capital (investissements directs et crédits) et recherchent surtout une main-d'œuvre très qualifiée et peu coûteuse, située à proximité immédiate du marché ouest-européen.

Un développement fortement dualiste n'est certes pas incompatible avec une croissance rapide, surtout si l'économie domestique peut être renforcée par une augmentation de l'épargne intérieure et par les bénéfices budgétaires d'une adhésion prochaine à l'Union européenne. L'expérience récente de l'Irlande est à cet égard un exemple intéressant. Toutefois, il y a aussi des risques sérieux qu'une dynamique économique fragile s'accompagne durablement d'une croissance lente des revenus, de contraintes financières très étroites et de tensions sociales fortes.

Jérôme Sgard  
Economiste au Cepi



125

## LIVRES Nouveaux capitalismes

par Jean-Gustave Padialeu

En Amérique, au capitalisme managérial triomphant de l'après-guerre a succédé, depuis la fin des années 80, la domination des « investisseurs ». 1963 : les actionnaires individuels détenaient 84 % des titres des sociétés américaines et les « institutionnels » - assurances, fonds de pensions, etc. - en contrôlaient 16 %. En 1995, les « institutionnels » gèrent 60 % des portefeuilles. Ces nouveaux acteurs sont décrits en détail par Michael Useem, professeur à la Wharton, une *business school* renommée, dans *Investor Capitalism. Cinq ans d'études de terrain à Wall Street*, la fréquentation assidue de conseils d'administration et d'assemblées d'actionnaires lui ont permis de réaliser cette grande leçon de sociologie concrète, sans jargon, nourrie d'informations utiles aux dirigeants d'entreprise. Goumand de faits, Karl Marx aurait apprécié.

Michael Useem perçoit dans l'*investor capitalism* un phénomène durable. L'arrivée au pouvoir de cohortes de MBA, agiles à manipuler les ratios financiers, permet aux protagonistes de tisser des réseaux de relations et d'intérêts. De plus, l'*Investor Capitalism* ne manque pas de légitimité populaire. L'opinion publique fustige, à l'occasion, les abus de Wall Street, mais les mêmes citoyens attendent de bons dividendes pour financer les études universitaires de leurs enfants et les retraites.

Rappelons que si l'*Investor Capitalism* fleurit aujourd'hui, c'est, pour une part, grâce à la maîtrise des risques, découverte par Louis Bachelier, en 1900, dans une thèse soutenue à la Sorbonne et récompensée par une toute petite mention « honorable ». Dans un livre exceptionnel, *Against the Gods*, en voie de devenir un best-seller mondial, Peter L. Bernstein peint l'histoire de la conquête des risques financiers. Cette maîtrise obtenue grâce à des recherches universitaires n'exclut pas les pièges des excès de confiance dans les modèles. Les chances de cultures financières ou boursières demeurent, avertit Peter L. Bernstein, reconnu comme l'un des sages de Wall Street.

En France, l'intelligence des nouveaux capitalismes se développe grâce, entre autres, à l'école lyonnaise d'économie sociologique. Christian Thuderoz met à la portée de tous une synthèse originale et rigoureuse de la *Sociologie des entreprises*. L'ouvrage de l'un de ses collègues lyonnais, Pierre-Yves Gomez, *Le Gouvernement de l'entreprise*, d'une facture universitaire, est inventif. L'auteur y propose des modèles de gouvernance des entreprises s'écartant du schéma unique de la firme imposée par l'économie politique orthodoxe.

Dans un autre registre, *French Resistance*, de Michael Johnson, est un petit livre d'un grand intérêt pour l'Élysée. Ancien correspondant de *Business Week* à Paris, Michael Johnson a été un temps collaborateur de la CEP (le groupe de presse et d'édition qui publie notamment *Le Point*, *L'Express*, etc.) où il était chargé d'introduire de nouveaux modes de management. L'ancien patron d'International Management montre l'ampleur de l'inertie hexagonale, débordée par les exigences de la « globalisation ». « *L'adaptation de la France, conclut-il non sans tristesse, sera lente et douloureuse.* »

Ces refus d'une gestion moderniste n'importent pas des critiques sociales bien françaises. Ainsi une argumentation néomaxiste conventionnelle permet-elle à Bernard Floris, maître de conférences à Grenoble, de dénoncer dans *La Communication managériale* la « nouvelle idéologie de la culture d'entreprise », la venue « d'une ingénierie symbolique des relations sociales » et l'entrée dans « l'ère des relations publiques généralisées ». Un conformisme passiste fort éloigné de la fougue de certains radicaux.

Une bonne nouvelle : des problématiques concurrentes de la théorie néoclassique de la firme apparaissent. Des deux côtés de l'Atlantique, des recherches de pointe s'y consacrent. Un livre novateur d'Henry Hansmann, *The Ownership of Enterprise*, témoigne de l'effervescence du « design institutionnel » à la recherche de nouvelles formes d'organisation. Selon le professeur de la Yale Law School, les mutuelles, les fondations, les services collectifs, les entreprises familiales activent le dynamisme du capitalisme nord-américain. Sous réserve d'imagination et de volontés individuelles ou collectives.

**INVESTOR CAPITALISM**  
de Michael Useem  
Basic Books, New York, 1996, 332 p.  
**AGAINST THE GODS**  
de Peter L. Bernstein  
John Wiley, New York, 1996, 383 p.  
**SOCIOLOGIE DES ENTREPRISES**  
de Christian Thuderoz  
La Découverte, « Repères », Paris, 1997, 125 p., 48 F  
(en librairie le 24 janvier)  
**LE GOUVERNEMENT DE L'ENTREPRISE**  
de Pierre-Yves Gomez  
InterEditions, Paris, 1996, 272 p., 150 F.  
**FRENCH RESISTANCE**  
de Michael Johnson  
Cassel, Londres, 1996, 112 p.  
**LA COMMUNICATION MANAGÉRIALE**  
de Bernard Floris  
PUG, Grenoble, 1996, 272 p., 130 F.  
**THE OWNERSHIP OF ENTERPRISE**  
de Henry Hansmann  
Harvard University Press, Cambridge (USA), 1996, 366 p.

## PARUTIONS

● **LE SOCIAL ET LES PARADOXES DU CHAOS. ENTRETIENS AVEC GUITTA-PESSIS PASTERNAK**  
Face à la brutale mise en cause des certitudes et des croyances, est-il possible de domestiquer le désordre, d'éviter l'atomisation des sociétés ? Oui, affirme l'anthropologue Georges Balandier, qui décèle dans les convulsions de la planète l'ébauche d'un nouvel « ordre » encore fluctuant. Assurément, renchérit Jean-René Fourtou, le PDG de Rhône-Poulenc, qui voit dans l'entreprise un élément de restructuration de la vie de la société, un lieu d'engagement personnel et collectif en guise de réponse à la régression des idéologies.  
Au premier, on pourrait rétorquer que cette remise en ordre oblige à désigner de nouveaux arbitres pour palier la démission du pouvoir politique, incapable de réduire une fracture sociale et générationnelle que le progrès technique et économique ne peut résorber à lui seul. Au second, on ferait valoir le décalage entre la vision de l'entreprise légitimée des années 80 et l'image bien peu « citoyenne » - faite d'emplois et d'avenirs confisqués - qui lui colle aujourd'hui à la peau. Raison de plus pour prêter une oreille attentive au dialogue que s'est efforcée de nouer Guitta Pessis-Pasternak, entre penseurs et bâtisseurs. Autour d'une trentaine d'entretiens réunissant des personnalités aussi diverses que les sociologues Edgar Morin, Michel Crozier, Alain Touraine et Jean Baudrillard, les philosophes Jean-François Lyotard et Gilles Lipovetsky, l'architecte Ricardo Bofill et le démographe Hervé le Bras, Jean-Marie de Carpentier, PDG de Bull, le banquier Bernard Esambert ou encore le consultant Michel Villette. Un forum pour idées justes. A l'adresse de sociétés en quête de sens. (Desclée de Brouwer, 280 p., 150 F.)

## Economistes à vendre et foire aux idées

par Christian Schmidt

Quelques quatre mille économistes, vêtus comme des cadres supérieurs, ont conflué de toutes les universités des Etats-Unis vers La Nouvelle-Orléans, entre le 4 et le 6 janvier 1997. Cette migration constitue un rituel bien établi qui rythme, chaque année à date fixe, la vie des économistes américains - seule la ville élie change, selon un principe de rotation subtil. Initialement congrès de la seule American Economic Association (AEA), cette rencontre est devenue, au cours des années, celle des Allied Social Science Associations (ASSA) qui regroupent aujourd'hui quarante-neuf associations de plus variées : de l'Association pour l'étude de l'économie cubaine (ASCE) à l'Association des économistes pour la réduction des armements (Eecar), en passant par diverses associations féministes, sans oublier la merveilleuse Société pour la communication des idées nouvelles (Iseni).

Pour comprendre la raison d'être d'un déplacement de cette ampleur, il faut distinguer le côté cour du côté jardin. Sur le devant de la scène, un programme de plus de trois cents sessions qui s'enchaînent avec ponctualité, comme si l'ensemble était réglé par une machine ; sans compter les tables rondes et les panels pour lesquels ont été mobilisés sept Prix Nobel, ainsi que tous ceux que l'on dit « nobélisables » (ou qui se considèrent comme tels).

Par derrière, se déroulent les choses sérieuses. L'ASSA abrite le plus grand marché du monde des économistes. Dans cette gigantesque foire, les universités américaines ont trois jours pour recruter leurs enseignants, et les professeurs pour négocier sagement leur contrat. Entre ces deux usages bien distincts, l'ASSA a facilité le développement d'une zone intermédiaire où la vie de l'esprit brille avec le commerce. En un lieu déterminé ouvert à tous les congressistes, les grands éditeurs universitaires anglo-saxons vendent leurs dernières publications (avec réduction), et traquent leurs prochains auteurs. C'est là qu'on échafaude les projets éditoriaux, tout en soupesant méthodiquement leurs retombées en termes de coûts et de retour.

Quels enseignements peut tirer de ce spectacle à plusieurs entrées un économiste européen convié à y participer à titre de « figurant intelligent » ? C'est l'échelle du phénomène qui frappe d'abord. Nonobstant un certain scepticisme à l'endroit des économistes, dont s'est fait l'écho un intéressant article du *New Yorker* (« The Decline of Economics », de John Cassidy, 2 décembre 1996), l'analyse économique constitue, aux Etats-Unis, la principale matrice pour appréhender

les phénomènes sociaux. Vous désirez étudier la médecine légale, la vie dans les banlieues ou la paix dans le monde, c'est d'abord aux économistes que vous vous adressez ; la multitude des associations qui ont rejoint l'American Economic Association à l'ASSA en témoigne.

Confiance indéfectible dans les vertus de la pensée économique ou lobbying efficace de la profession ? Ni l'un ni l'autre, à la vérité. Tables rondes, panels et sessions révèlent au contraire les incertitudes, voire le doute, qui s'emparent aujourd'hui de beaucoup d'économistes américains. Le temps n'est plus aux déconvenues tapageuses et aux écoles triomphantes. Mais qu'importe, c'est en langage économique que se forment interrogations et États d'âme. Et, malgré la diversité et la méfiance réciproque des membres de la communauté, l'économie reste une dimension centrale et bien vivante de la culture américaine.

**Au congrès de l'ASSA, pendant trois jours, les professeurs américains les plus illustres, appartenant aux universités les plus prestigieuses, planchent aux côtés de modestes assistants venus souvent d'obscurs collèges**

La quantité ne coïncide pas nécessairement avec la qualité même si, par l'effet d'échelle, elle y contribue. Un esprit enclin à la sélectivité s'étonnerait sans doute de la disparité de niveau des idées et des papiers présentés. Mais voir les choses ainsi serait ne rien comprendre. Au congrès de l'ASSA, on expose, on déploie tout ou presque. Le tri s'effectue en d'autres lieux et en d'autres temps, car la majeure partie des textes discutés ne sont jamais publiés. En fait, pendant trois jours, les professeurs américains les plus illustres, appartenant aux universités les plus prestigieuses, plancheront aux côtés de modestes assistants venus souvent d'obscurs collèges. Une manière de carnaval des économistes d'où la profession sortira provisoirement « autoconfortée ».

Un pendant exact du congrès de l'ASSA se tient difficile à imaginer en Europe, tant les particularismes de recrutement des universités restent puissants d'une nation à l'autre, en dépit de l'incontestable vitalité des organisations qui regroupent les économistes européens (la plus importante est l'European Economic Association). Un abîme sépare encore ce grand marché intégré des économistes nord-américains de l'univers segmenté où opèrent nos collègues européens, même si la qualité des communications présentées dans ce genre d'enceinte penche nettement en faveur du Vieux Continent.

L'événement américain est porteur d'informations plus générales. On peut en déduire une cotation des thèmes de recherches fort utile. Au terme du congrès 1997, certaines valeurs classiques restent sûres, comme le commerce international, la théorie des cycles et la politique économique, avec une mention particulière pour la fiscalité, à laquelle plus de vingt sessions ont été consacrées. D'autres sont en repli, comme les anticipations rationnelles ou l'analyse des inégalités. Plusieurs tendances se confirment, et quelques thèmes émergent. La dynamique est plus que jamais à l'ordre du jour : qu'il s'agisse du chaos en macroéconomie, des idées de Mandelbrot sur les effets de dépendance à long terme en économie financière, ou des modèles de décisions d'inspiration « évolutionnaire » en microéconomie. Quant à la théorie de la firme, elle occupe une place prépondérante avec l'engouement actuel porté au thème de la « gouvernance ». Au même moment, et sans relations nécessaires entre les deux phénomènes, Marx commence à sortir timidement de son purgatoire.

De tels indices demeurent fragiles. Le trait le plus saisissant de ce panorama réside dans un regard insistant porté par les économistes sur le passé. Ainsi plusieurs sessions ont délibérément situé leur thème d'étude dans une perspective historique (welfare, théorie des jeux, etc.). Surtout, le panel qui a rencontré le plus large succès concernait un réexamen du plan Marshall. Signes des temps ? Face aux incertitudes qui les entourent, les économistes américains prennent soin de méditer les expériences passées, avant de hasarder timidement quelques propositions sur les problèmes du moment (chômage, maîtrise de la conjoncture). Avancer à reculons, une démarche qui n'est pas sans évoquer certains crustacés très appréciés à La Nouvelle-Orléans.

Christian Schmidt est professeur à l'université Paris-Dauphine.

## Toyota abandonne-t-il le toyotisme ?

par Michel Freyssen et Koichi Shimizu

Depuis quelques mois, hebdomadaires et quotidiens se font l'écho des transformations que Toyota a apporté à son système de production. La question est de savoir si ces transformations sont de simples adaptations aux nouvelles conditions du marché ou bien si, sous couvert de réformes, on assiste à la recherche d'un autre modèle. Les articles de presse, généralement bien documentés sur les changements de l'organisation productive, ne font pas le lien avec la profonde transformation de la relation salariale. Les modifications du système Toyota sont expliquées par la récession, l'appréhension du yen et l'internationalisation de la production, alors que les principaux choix ont été faits dès 1990, au moment où le système paraissait à son apogée. La profonde crise du travail qui a frappé Toyota est passée inaperçue en Europe et en Amérique du Nord.

C'est en réalité cette crise du travail qui est à l'origine des réformes de l'organisation de Toyota. Durant la période dite de la « bulle spéculative » (1987-1991), le marché automobile japonais est passé de 3,2 à 5 millions d'immatriculations par an, la demande se déplaçant dans le même temps vers les modèles de haut de gamme et les véhicules « récréatifs ». Toyota a accru le nombre de ses modèles, mais n'a pu produire le volume demandé. De 44 % du marché intérieur - l'ambition de Toyota était d'atteindre 50 % - la firme est tombée à 35 % de parts de marché en 1993, et a dû faire assemblée une plus grande variété de modèles sur une même chaîne.

Surtout, Toyota n'a pas réussi à recruter ou à retenir le nombre de jeunes nécessaires, ceux-ci se détournant du travail proposé en raison de sa dureté. Les salariés en place ont résisté, à travers le syndicat, à un nouvel accroissement des heures supplémentaires (le temps de travail annuel a atteint 2 315 heures en 1990 chez Toyota pour une durée contractuelle de 1 808 heures). Le recours à des travailleurs temporaires (10,4 % des ouvriers de fabrication en 1991) a eu pour conséquence d'accroître les dysfonctionnements. Les chefs d'équipe et les contremaîtres, piliers du système, ont été de moins en moins en mesure d'assurer le plan de production, en raison des manques d'effectif et de la trop grande diversité de la production. Il en a été de même chez les fournisseurs.

A force de tendre vers la production « au plus juste », le système s'est privé de toute élasticité. Ce faisant, il a rencontré ses limites d'acceptabilité sociale. Les tensions sur le marché du travail se sont transformées en crise du

collectif de travail au sein de la firme. Comme souvent en pareil cas, il n'était plus possible de faire simplement machine arrière. C'est l'ensemble du système qu'il a fallu repenser en plein boom de la demande.

Un comité conjoint direction-syndicat a été constitué pour « humaniser le travail ». Or plusieurs des mesures adoptées à partir de 1990 ont affecté le cœur du système. Toyota se distinguait des autres constructeurs japonais en incitant les salariés à réduire eux-mêmes, mois après mois, les temps de travail standards. Le principal inventeur du « juste-à-temps », l'ingénieur de Toyota Taiichi Ohno, a oublié de rappeler dans ses écrits qu'il avait couplé cette méthode de disparition progressive des causes des arrêts du flux avec le système de rémunération : le salaire dépendait à 60 % de l'effort fait mensuellement par chaque équipe pour diminuer ses temps de production, ce qui menaçait à terme son propre effectif.

**A force de tendre vers la production « au plus juste », le système s'est privé de toute élasticité, et a rencontré ses limites d'acceptabilité sociale**

C'est ce système qui a été remis en cause, bien que l'emploi soit garanti par ailleurs. Il a même été supprimé dans une des filiales d'assemblage de Toyota, Toyota Motor Kyushu, où sont expérimentées les transformations les plus importantes, au profit d'un système classique fondé sur la qualification et l'ancienneté. Il a été sensiblement modifié dans le reste du groupe, la part du salaire liée à la réduction des temps de production étant ramenée à 20 % de la rémunération mensuelle.

Le système des horaires et la conception de la chaîne de montage ont également été changés. Les deux équipes, une de jour et une de nuit séparées par quatre heures pouvant être utilisées en heures supplémentaires, ont été remplacées par deux équipes de jour, rendant impossible l'allongement de la journée de travail, même si le plan de production n'était pas réalisé. La réduction du temps annuel de travail a été programmée. Cette durée a atteint 1 891 heures en 1995. Les chaînes de montage

ont été tronçonnées en minilignes séparées par des stocks tampons, donnant à chaque équipe une certaine autonomie de temps pour faire face, sans stress insupportable, aux imprévus. Chaque miniligne permet aussi aux équipes d'avoir une relative maîtrise de la réalisation d'un produit complet. Ces aménagements ont été explicitement empruntés à Volvo et Mercedes, au moment même où ceux-ci les ont remis en cause pour leur productivité insuffisante.

Le renversement de la conjoncture en 1992 n'a pas empêché les transformations de se poursuivre. Sans doute conscient d'affronter une crise structurelle, Toyota met maintenant l'accent sur la décentralisation, la négociation des objectifs, la légitimité des aspirations individuelles, au détriment de la valorisation exclusive de l'esprit de groupe. Des recherches sont même entreprises pour mieux impliquer les salariés, en privilégiant l'amélioration des conditions de travail, l'évaluation individuelle et la réduction des coûts par des économies de matière et d'énergie, et par le changement technique. La baisse de rentabilité des la deuxième moitié des années 80 et la contraction de la demande obligent aussi le constructeur à réduire la diversité de ses produits et à diminuer ses coûts de conception.

Les constructeurs européens devraient regarder de près la mutation de Toyota avant de s'engager dans une voie dont on perçoit mieux aujourd'hui les limites. Comment tirer les bénéfices d'une organisation productive sans réunir les conditions sociales qui la rendent efficace ? Comment obtenir durablement des salariés qu'ils réduisent en fin de temps de travail nécessaire à une production donnée, sans garantir leur emploi en particulier ni le niveau de l'emploi en général ? L'adhésion obtenue des salariés ces dernières années résulte plus de la crainte du chômage et de l'affaiblissement syndical que d'une acceptation raisonnée et relative du système, comme cela a pu être le cas du personnel de Toyota jusqu'à la fin des années 80. Quand les salariés constatent que leur implication conduit à des réductions incessantes d'effectifs, et non à la construction d'un engagement réciproque sur l'emploi et les salaires, alors les nouvelles organisations peuvent s'écrouler comme des châteaux de cartes, ainsi que le laissent penser certains conflits de ces derniers mois.

Michel Freyssen est sociologue, directeur de recherche au CNRS, Iresco-CSU. Koichi Shimizu est économiste, professeur à l'université d'Osaka.



# Doctorat en poche, comment aborder le monde de l'entreprise

Le doctorat n'est pas un sésame infallible pour trouver un emploi et les jeunes docteurs ne peuvent pas tous prétendre à une carrière universitaire. Ceux qui n'ont pas de projets professionnels bien définis, ou qui hésitent entre plusieurs voies au-delà de la thèse, peuvent désormais suivre un séminaire de cinq jours destiné à les aider à identifier leur potentiel et à les sensibiliser à l'entreprise : ce sont les « doctoriales ».

L'idée, lancée par la Direction de la recherche et de la technologie (DRET), est née de plusieurs constats. Le premier est qu'il y a « surproduction » de thésards en France. Environ 10 000 doctorats sont soutenus chaque année et leurs titulaires se heurtent ensuite à un marché de l'emploi étiqué : 2 000 à 2 500 d'entre eux seulement trouvent un poste dans la recherche et l'enseignement publics, bon an mal an, entre 500 et 1 000 dans l'enseignement secondaire.

Pour le reste, « ce n'est pas clair », reconnaît Claude Weisbuch, directeur scientifique de la

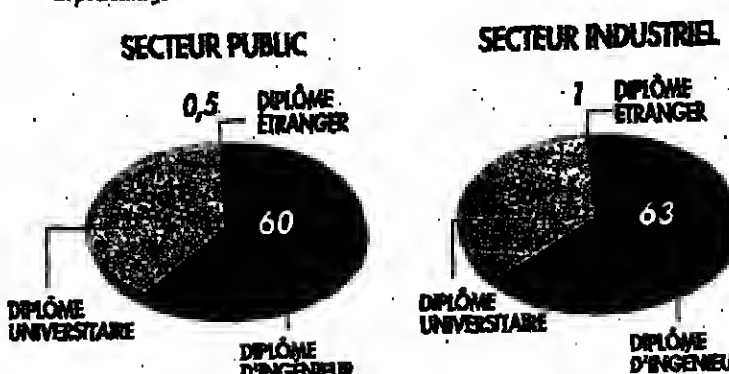
**▼ Formation**  
Tous les jeunes diplômés ne peuvent pas prétendre à un poste dans la recherche ou l'enseignement public

DRET et fondateur du projet avec Roland Tiedt, son directeur adjoint. Il faut remonter à la fin des années 80, début des années 90, pour comprendre, en partie, l'origine de la situation. « On prédisait alors une pénurie de cadres de niveau I et on a décidé d'augmenter le nombre des allocations de recherche », explique le directeur scientifique de la DRET. C'est d'ailleurs à la même époque que les filières Descomps, qui visent la formation d'ingénieurs par l'apprentissage, sont lancées. Deuxième constat : les entreprises ne recrutent pas assez les

thésards. Pour Claude Weisbuch, le problème est typiquement hexagonal : « Elles préfèrent embaucher un « produit calibré » qu'elles connaissent bien, avec les ingénieurs des grandes écoles. La formation par la recherche n'est pas entrée dans les mœurs en France. » Dans les autres pays où les jeunes ingénieurs et docteurs font leur parcours à l'université, les employeurs jugent les deux formations complémentaires. Les doctoriales visent donc à permettre aux thésards de mieux se vendre sur le marché du travail. Il ne s'agit pas de concurrencer les ingénieurs, mais de montrer que le thésard peut être une richesse pour l'entreprise.

« L'objectif n'est pas non plus de détourner les jeunes gens de la recherche, mais de les aider à choisir leur voie, quelle qu'elle soit, en connaissance de cause », précise Roland Tiedt. Une telle initiative existe déjà en Grande-Bretagne depuis 1968, avec une finalité quelque peu différente. Il ne s'agit pas, comme en France, de valoriser la thèse auprès des employeurs, mais d'élargir les débouchés des diplômés à l'économie, la

**▼ Répartition des docteurs dans les secteurs public et industriel**  
en pourcentage



Sources : Conférence des grandes écoles (enquête menée auprès de 583 docteurs en mars 1994)

gestion, voire la finance. Si les Anglais le font depuis vingt ans, pourquoi pas nous ? s'interroge Claude Weisbuch. Après quelques expériences pilotes menées avec l'Association Bernard-Grégory, qui a pour mission traditionnelle de promouvoir l'insertion professionnelle des jeunes scientifiques possédant un doctorat, trois séminaires se sont succédés depuis la

rentrée 1995, concernant au total 240 jeunes.

Les candidats aux doctoriales sont sélectionnés, non pas sur l'intérêt de leur sujet de recherche, mais sur leurs qualités personnelles, en fin de première année de thèse ou en début de seconde année. Durant cinq jours, un groupe de 30 ou 100 étudiants, toutes disciplines confondues, sont initiés à l'entreprise et à l'innovation sous la forme d'études de cas, de travaux en équipe, de visites d'entreprises, etc. Ils apprennent à communiquer avec des personnes qui ne sont pas forcément du même milieu scientifique, bref à sortir de leur tour d'ivoire. Un véritable « choc pédagogique », selon les fondateurs des doctoriales, lequel n'est toutefois pas ressenti comme tel par certains des participants qui, avant de faire de la recherche, étaient diplômés d'une école d'ingénieur, et donc déjà sensibilisés à l'industrie.

Ces séminaires visent également à encourager les jeunes docteurs à développer, d'ici la fin de leur thèse, leurs compétences en vue d'un projet professionnel, comme se créer un réseau sur Internet ou apprendre une langue étrangère.

Coût de l'opération : environ 5 000 francs par personne dont une moitié est prise en charge par la DRET et l'autre par le laboratoire de recherche du jeune docteur. Ce dernier n'a donc rien à débours. De plus, à la fin de la thèse est proposée aux diplômés une journée d'initiation aux techniques de recherche d'emploi.

Cette initiation aux entreprises suscite des réticences. « Certains responsables de laboratoires refusent que leurs chercheurs suivent les doctoriales, mais d'autres en envoient plusieurs en même temps, malgré le coût que cela représente. » Le ministère de la recherche a décidé de généraliser le dispositif et un budget de 6 mil-

lions de francs a été voté pour financer 1 600 doctoriales en 1997. « Seize universités ont déjà répondu à l'appel d'offres et vont se lancer au premier semestre », signale Roland Tiedt, dont le transfert à l'Association Bernard-Grégory, en vue d'encadrer la diffusion des séminaires, est soutenu par le ministère de la recherche.

Il est encore trop tôt pour faire le bilan de ces séminaires, mais ils semblent avoir facilité l'insertion professionnelle de certains thésards. D'une manière générale, les doctoriales modifient l'état d'esprit des participants, selon Claude Weisbuch : de retour au laboratoire de recherche, certains jeunes insufflent un dynamisme nouveau, prenant plus d'initiative, proposant des réunions de groupe, etc. « Ils sont aussi moins réticents à l'idée de travailler dans une PME, traditionnellement peu attractive dans le milieu des thésards », ajoute Roland Tiedt.

Enfin, le rapprochement avec l'entreprise cherche à favoriser le développement d'emplois nouveaux. Ses promoteurs mettent en avant l'exemple d'un jeune thésard passé par la doctoriale, aujourd'hui ingénieur marketing avant-projet, et à l'innovation sous la forme d'études de cas, de travaux en équipe, de visites d'entreprises, etc. Ils apprennent à communiquer avec des personnes qui ne sont pas forcément du même milieu scientifique, bref à sortir de leur tour d'ivoire. Un véritable « choc pédagogique », selon les fondateurs des doctoriales, lequel n'est toutefois pas ressenti comme tel par certains des participants qui, avant de faire de la recherche, étaient diplômés d'une école d'ingénieur, et donc déjà sensibilisés à l'industrie.

Contact e-mail : <http://www.ctca.fr/doctoriales>

Clarisse Fabre

## File d'attente

De nombreux thésards continuent leurs études par un stage post-doctoral, le « post-doc », le plus souvent à l'étranger. Si certains jeunes chercheurs souhaitent valoriser leur thèse, c'est de plus en plus la difficulté de trouver un emploi dans la recherche publique qui les motive. De fait, le « post-doc » peut n'être qu'une file d'attente, sans garantie d'embauche : déjà, la durée des contrats, au départ biennales, se prolonge en train de s'allonger à deux ans, voire plus. Surtout, le fait de partir à l'étranger et de couper le cordon avec le laboratoire d'origine peut être fatal au jeune docteur qui, de retour en France, a perdu les contacts susceptibles de lui ouvrir les portes du CNRS. Des initiatives ont été prises pour rompre l'isolement des post-doctorants expatriés, comme celle de l'association Bernard-Grégory qui a lancé un forum sur Internet ainsi qu'un service d'offres d'emplois dénommé ProJobs.

## Un chercheur au service du client

Son sujet de thèse était taillé sur mesure pour l'industrie : une étude sur les fibres céramiques pour des moteurs d'avion. Mais pas forcément pour un poste technico-commercial. Ingénieur marketing avant-projet chez un équipementier automobile, Nicolas Hochet, vingt-neuf ans, représente le type même de l'étudiant, puis du chercheur, qui a su gérer sa formation. Un deug A (sciences et structures de la matière), suivi d'une école d'ingénieurs (l'université technologique de Compiègne dans la filière génie mécanique) dont le centre de recherche l'adapte au point qu'il se lance dans un DEA (diplôme d'études approfondies), puis dans un doctorat à l'école des mines de Paris.

Soucieux d'élargir son horizon, ce diplômé bac + 8 suit, pendant sa thèse, des cours optionnels comme l'unité de valeur Management de la recherche et de l'innovation, la perfectionne aussi son anglais, etc. « Je pense qu'il devrait avoir un minimum d'enseignement d'ouverture obligatoire en doctorat, quelle que soit l'orientation ultérieure du chercheur », estime-

t-il. Comme chaque thésard de la Direction de la recherche et de la technologie (DRET), il est informé de l'existence des « doctoriales » et pose sa candidature. Ne se sent-il pas suffisamment armé sur le marché de l'emploi, son diplôme d'ingénieur en poche ? « En tant qu'ingénieur, j'aurais trouvé du travail, mais en tant que docteur, pas sûr. Régulièrement, on entend dire que les chercheurs ont du mal à s'insérer », explique-t-il.

Le voilà donc en séminaire dans un camp de vacances militaire situé à Préjols. Durant cinq jours, les conférences, les travaux de groupe, les visites d'entreprises s'enchaînent à un rythme que Nicolas qualifie de « très serré », parfois jusqu'à dix heures du soir ! La ressemblance avec l'armée s'arrête là, puisque des cocktails et des soirées sont également prévus pour favoriser les échanges et détendre l'atmosphère.

Les intervenants au séminaire réussissent assez bien à le convaincre que ses compétences peuvent intéresser l'industrie. Mais « surtout,

les témoignages de jeunes chercheurs employés en entreprise nous ont permis de mieux identifier les trajectoires possibles », estime Nicolas.

Il est embauché depuis deux mois dans un poste qu'il découvre tous les jours et apprend « sur le tas », mais bien encadré. En tant qu'ingénieur marketing avant-projet, il travaille en amont du lancement d'un produit sur le marché - quelques mois avant - et sert d'interface entre la recherche et les clients qui sont des constructeurs automobiles.

« L'objectif est de réagir le plus vite possible aux besoins du client et d'adapter le produit en conséquence », explique-t-il. De plus en plus, la production résulte d'une navette entre la recherche et développement et le marketing, poursuit-il. Difficile de savoir dans quelle mesure le passage par la « doctoriale » l'a aidé à décrocher ce poste. « Je me suis senti plus sûr à l'issue du séminaire », conclut Nicolas Hochet. Disons qu'il joue le rôle, loin d'être négligeable, d'écaille.

C. F.

## COURRIER

Le dossier « L'ivresse du pessimisme », publié le 14 janvier, a suscité de vives réactions.

### LES VRAIES QUESTIONS

Vous avez certainement prévu des réactions de « fans » de Viviane Forrester à vos articles consacrés à son livre, *L'Horreur économique*. Bien qu'admiratif pour la démarche de cet auteur brillant et réfléchi, je pense ne pas faire preuve de partialité en vous disant que vous n'avez vraiment pas éclairé le lecteur du Monde. Certes, le « phénomène de société » que représente la mobilisation d'une partie de la population contre la présentation habituelle de l'économie est intéressant, mais il ne constitue que l'aspect « mondain » de l'affaire. A force de relativiser les théories, on oublie les faits qui les sous-tendent. Qui ou quoi, le nombre d'heures travaillées diminue-t-il ou,

au moins, reste stable, tandis que le nombre de travailleurs potentiels augmente ? Qui ou non, assiste-t-on à une destruction du travail rémunéré ?

Vous ne répondez pas à cette question ! Vous préférez parler de pessimisme ou de naissance d'une famille de pensée ! (...) Forrester nous fait progresser parce qu'elle pose les vraies questions. Elle n'est ni la première ni la seule (pourquoi ne citer-vous pas le livre plus technique de Rocard, *Les Moyens d'en sortir*, il va pourtant assez loin et c'est quand même un vrai praticien de l'économie, non ?) ; mais elle frappe fort. Paul Stieglitz

### LA FORCE DES CHOSES

Viviane Forrester a une idée. Avoir une idée n'est pas si mal. Beaucoup n'en ont aucune et s'en contentent. L'idée de M<sup>me</sup> Forrester, unique mais

vigoureuse, est à l'opposé de la « pensée unique » qu'elle combat de la plume alerte du pamphlétaire. Le travail, terme noble aujourd'hui dégradé en emploi, est le fondement de notre société (...). Or les hommes ont si bien perfectionné les outils, la télématique a tant multiplié la puissance de leurs bras et de leur cerveau que peu d'entre eux suffisent désormais à produire nécessaire et superflu. Voilà le travail sans dessus dessous et brulant la société qu'il fondait. Mais nous sommes si habitués à l'ordre ancien et si mal préparés à sa disparition que, pour échapper aux « épouvantes de la vacuité », nous nous refusons de voir la vérité en face, cependant que nos gouvernements déploient de charitables efforts pour camoufler la catastrophe et prolonger la vie d'un concept agonisant (...).

On l'aura compris, si l'idée est forte, le ton polémique l'affaiblit. L'agressivité rejoint le pessimisme, tant sont méchants les méchants et pitoyables les victimes (...). On edit ainsi que M<sup>me</sup> Forrester s'en fait à son idée : il était plus facile, jusqu'au milieu du siècle, de lutter contre les patrons qu'il ne l'est aujourd'hui de résister à la force des choses.

Extrait d'un article de Claude Le Borgne à paraître dans la revue « Défense nationale »

Le point de vue de Rémy Prud'homme, « Le véritable poids des prélèvements obligatoires », paru le 17 décembre, a suscité un courrier abondant.

**CLIVAGE GAUCHE-DROITE**  
(...) M. Prud'homme nous dit que M. Juppé estimerait que les prélèvements obligatoires seraient trop lourds et qu'il faudrait les diminuer... ce qui serait la politique traditionnelle de la droite dans le débat droite-gauche. Faut-il rappeler que le gouvernement de M. Juppé tout comme le précédent auquel il participait y ont fait exactement le contraire ?

Et M. Prud'homme continue : la gauche a toujours augmenté et augmentera toujours les prélèvements obligatoires. La gauche, dit-il, veut les augmenter. Cela est faux ; cela est contraire à ce que la

gauche annonce ; cela est contraire à ce que la gauche a fait dans les dernières périodes (...).

Philippe Ferradon (Pontenay-aux-Roses)

### LE POIDS DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

(...) Quel est le poids des prélèvements publics ? Il suffit de regarder autour de nous, d'établir une sorte de « compte d'exploitation fiscal consolidé » par ménage et par entreprise pour voir que, manifestement, nous ne consacrons pas 63 % de nos revenus réels aux prélèvements obligatoires. Comme dans toute opération de mesure, il faut garder à l'esprit les ordres de grandeur « manifestes », pour éviter de s'égarer dans des erreurs aussi ridicules que les hypothèses dont elles découlent.

Le bon chiffre est-il de 44,2 % ? Nous pouvons bien évidemment laisser tomber la virgule, même pour mesurer les simples variations. Malgré le talent des comptables et des statisticiens, la marge d'erreur est largement supérieure. Mais c'est un ordre de grandeur utile pour les comparaisons internationales, et il vaut mieux garder un baromètre imparfait qu'en changer continuellement.

Je voudrais (...) ajouter deux observations :

- La première est que le PIB est, par définition, une notion de valeur ajoutée, alors que les prélèvements obligatoires, même consolidés, constituent au contraire un « chiffre d'affaires » (bien que négatif). Donc les deux notions ne sont pas directement comparables (...).

- La deuxième est que, si le PIB, en intégrant le secteur non marchand, est devenu, légèrement, moins sensible aux structures socio-économiques, le numérateur des prélèvements obligatoires, lui, dépend doublement de l'extension du secteur administratif. Ainsi, selon que le système éducatif est principalement public ou principalement privé, son financement (y compris l'essentiel du financement de l'école privée en France !) entre ou non dans les prélèvements obligatoires (...).

Jacques Graindorge  
Président de Finances Méditerranée

POUR COMPRENDRE  
LE FUTUR  
MIEUX VAUT CONNAÎTRE  
LE PRÉSENT

**BILAN DU MONDE**  
L'année économique et sociale 1996  
L'analyse de 121 pays et des 22 régions stratégiques

Un véritable atlas économique et social  
du monde d'aujourd'hui

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

## FORUM ENSAE Le Monde

### CONFÉRENCE-DÉBAT

UNESCO, 125, avenue de Suffren - Salle II  
lundi 27 janvier 1997 à 18 heures

## LE TRAVAIL DEMAIN

Travailler moins ? Travailler autrement ?  
Travailler plus nombreux ?



Avec la participation de :

Pierre CAHUC, professeur en sciences économiques à l'université Paris-I  
Robert CASTEL, sociologue, directeur d'études à l'INSEE  
Dominique DE CALAN, délégué général adjoint de l'UBM  
Bernard PERRET, rapporteur général du Conseil scientifique de l'évaluation  
Débat animé par Alain LERBAUDE, *Le Monde*

Avec le soutien de l'ASTEC, association des anciens élèves de l'ENSAE

ENTRÉE SUR INVITATION  
à retirer auprès du FORUM ENSAE (01-41-17-64-98)



222 من النسخ

treprise

A MINISTRE PUBLIC ET INDUSTRIEL

SECTEUR INDUSTRIEL



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 21 JANVIER 1997 / VII

# Ingénieurs Commerciaux



Le Groupe CAP GEMINI est leader européen du conseil et des services en informatique et télécommunications. Sa Division INFORMATIQUE HOSPITALIÈRE connaît un fort développement, lié aux nouveaux enjeux du secteur hospitalier, en profonde mutation. Notre offre très innovante couvre l'ensemble des besoins fonctionnels de l'hôpital. Nous renforçons notre structure commerciale sur PARIS-REP.

## INGÉNIEUR COMMERCIAL SENIOR Proiciels intégrés Systèmes d'information hospitaliers

Une mission commerciale globale : Véritable "Chef d'Orchestre", vous saurez qualifier les besoins des utilisateurs, proposer des solutions adaptées, négocier à haut niveau auprès d'interlocuteurs multiples et surtout conclure des affaires d'envergure (10 à 20 MF par opération).

Votre profil : A 30/40 ans environ, de formation supérieure (ingénieur, ESC, médecine ou autres formations médicales), vous possédez une solide expérience de la vente de projets ou de solutions technologiques complexes. Vous évoluez par exemple en SSII, chez un éditeur de logiciels ou un constructeur. La connaissance du secteur médical est un atout. Nous serons aussi ouverts à des candidats maîtrisant moins l'informatique mais rompus aux négociations à haut niveau en milieu hospitalier (biocliniques, équipements lourds, ...).

Notre proposition : une réelle opportunité sur un marché à très fort potentiel - l'ambition et les ressources du Groupe CAP GEMINI - une rémunération très motivante - un poste évolutif, compte tenu de notre développement actuel et futur.

Pour un premier entretien avec notre Directeur Commercial, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) à notre Conseil MERCIER URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la réf. 59.4958/LM portée sur lettre et enveloppe.

## RESPONSABLE GRANDS COMPTES

CWC Inc. est leader dans le domaine de la vente assistée par ordinateur auprès des équipes commerciales des plus importantes entreprises mondiales. Le siège est situé dans le Minnesota aux Etats-Unis et nous sommes présents en Allemagne, France, Suède, Pays-Bas, Japon et Corée. Pour nos clients, ces solutions sont d'une importance stratégique. De plus, notre réputation d'écoute et notre capacité à devancer leurs besoins nous ont permis de conquérir nos marchés et de nous développer depuis notre création en 1983. Notre politique ambitieuse de développement en Europe nous permet d'offrir une opportunité exceptionnelle à un Responsable Grands Comptes, afin de coordonner et de faire progresser nos ventes en France et en Europe du Sud.

Après une période de formation aux USA, vous serez basé à Paris ou Lyon. En liaison avec le Directeur Commercial Europe, vous serez chargé du management et du développement des Grands Comptes existants ainsi que de la recherche de nouveaux clients. Vous travaillerez en partenariat commercial étroit avec les plus importantes entreprises mondiales de services informatiques.

De formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Gestion, MBA...), vous possédez une expérience terrain de la vente auprès des Grands Comptes, de produits High-Tech, de biens d'équipement ou de services. La connaissance des systèmes d'information, en priorité sur le marché français est un atout. Homme ou femme de communication, vous avez l'expérience des négociations à haut niveau. Vous parlez parfaitement l'anglais, le français et si possible une autre langue.

Si vous pensez posséder les compétences pour relever ce défi, adressez-vous avant le 3 Février 97, vos lettres et CV en anglais, avec une photo récente, sous réf. 6854 à CURRICULUM 6 passage Lathuille 75881 Paris cedex 18 qui nous transmettra en toute confidentialité.

**CWC.**

www.cwcinc.com

CWC is a registered trademark of Clear With Computers, Inc.

Le Monde Economie le lundi \*

Le Monde Emploi le mardi \*\*

Deux rendez-vous  
à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

daté mardi  
daté mercredi

Société US de 200 millions de \$ leader mondial dans les systèmes de vision industrielle recherche un  
**Ingénieur Commercial Senior**

92  
Votre mission consiste à développer nos activités dans le secteur de l'industrie. Vous entretenez des relations suivies avec les responsables de production et méthode afin que les solutions de vision soient prises en compte dans le développement des processus de fabrication.

Agé de 30/35 ans, de formation de préférence Ingénieur, vous avez une expérience significative de la vente de biens d'équipements à valeur ajoutée dans l'industrie. Votre anglais est opérationnel et vous permettra d'évoluer au sein de notre Groupe.

Contactez Arnaud Bion au 01.40.89.15.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rém. actualisée à Michael Page Informatique, 5 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 code MP Page Informatique sous réf. ABL14901

**Michael Page France**  
Le spécialiste du recrutement

## Secteurs de Pointe



Le Groupe CLEMESSY, 4 600 collaborateurs, 3 milliards de CA, qui se situe parmi les leaders de l'équipement électrique et des automatismes industriels, recrute

### UN CHEF DE PROJET EXPÉRIMENTÉ EN GÉNIE THERMIQUE

DANS LE CADRE DE L'EXPANSION DE SON ACTIVITÉ D'ENSEMBLIER EN ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX DE FLUIDES DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIE.

#### ■ ACTIVITÉS :

- Définir des solutions techniques.
- Mettre en forme des offres technico-commerciales.
- Conduire des projets de 20 à 50 MF en France et à l'exportation dans le domaine d'installation d'ensembles clés en main (centrales diesel, TAC, TAV, chaudières, cogénération...).

#### ■ COMPÉTENCES :

- Vous êtes Ingénieur en Génie Thermique ou Mécanique de formation (AM, ENSAIS, ENI...) et justifiez de 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine d'activité.
- La pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo à CLEMESSY S.A. Francine SCHOEPCHEN, 18 rue de Thann BP 2499 - 68057 MULHOUSE Cedex.

BioMérieux, 1er groupe français de dimension internationale sur le marché du diagnostic biologique (3 200 personnes, 2,6 Milliards de CA dont 70 % à l'international, 20 filiales). Nous concevons et commercialisons des systèmes (instruments et réactifs) destinés aux laboratoires d'analyses médicales.

Nous recherchons un :

### Ingénieur en Propriété Industrielle

#### Missions :

- Rédaction de brevets et de procédures de délivrance en France et à l'étranger
- Gestion du portefeuille de brevets
- Analyse des brevets déposés par d'autres sociétés et relations avec certains Cabinets spécialisés en Propriété Industrielle

Ce poste implique des contacts permanents avec le Département Juridique et toutes les Directions Opérationnelles du Groupe.

De formation supérieure en biologie (DESS, Doctorat ou Ingénieur), avec de bonnes connaissances en biologie moléculaire, vous avez impérativement une formation complémentaire en Propriété Industrielle (CEPI ou équivalent) et une première expérience (environ 5 ans) acquise en Cabinet ou en Entreprise.

Doté d'un bon sens relationnel, vous parlez anglais couramment et êtes autonome en micro-informatique.

Le poste est basé en région lyonnaise.

Merci d'envoyer dossier complet (avec salaire actuel) sous réf. IP1 à :

BioMérieux - Direction des Ressources Humaines - Philippe DONKIAN

69280 MARCY L'ÉTOILE



bioMérieux

### Ingénieurs Support aux Offres

France Telecom Transpac Opérateur de réseaux et de systèmes de communication au sein de la Division Services et réseaux de données de la Branche Télécoms, recherche pour sa Direction Commerciale et Marketing à PARIS des Ingénieurs Support aux Offres.

Correspondant de réseaux, Transpac et Transpac.

En étroite collaboration avec les ingénieurs d'Offres, vous assurerez les besoins des clients, réaliserez l'ingénierie de l'offre et participerez à l'élaboration de la proposition et à sa négociation.

De formation supérieure, Ingénieur ou Ingénier, vous possédez une expérience dans le domaine de l'exploitation de réseaux locaux et/ou des réseaux métropolitains et maîtrisez les protocoles de communication.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adressez votre lettre de candidature et CV sous réf. CTF à :

France Telecom Transpac - SM Canal

2, rue de Valenciennes - 75001 PARIS





# Secteurs de Pointe

## Chef de projet informatique Un pilote plus qu'un expert



850 personnes,  
1,2 Md de F de CA,  
des marques  
renommées :  
Biscottes Heudebert,  
Cracotte, Grany,  
Pelfetier, P'tit Grillé...  
leaders  
sur leur marché.

Au sein d'une structure courte, rattaché au responsable informatique, vous êtes l'interlocuteur privilégié des services industriels/achats, qualité, marketing et force de vente. Vous assurez le développement, la mise en place et la maintenance de leurs applications informatiques. Vous êtes avant tout à l'écoute de leurs besoins, pour optimiser votre rôle de « faire faire » auprès des sous-traitants. Vous pilotez la réalisation et la mise en exploitation de chacune des solutions retenues, ainsi qu'un projet innovant de Groupware.

De formation supérieure bac + 5, vous avez acquis une expérience de 3 années dans le secteur informatique/organisation, qui vous a familiarisé avec l'environnement réseau AS400, sans pour autant être devenu un expert. Vous avez développé vos aptitudes relationnelles et d'organisation au-delà de vos compétences techniques, c'est votre capacité à mener un projet qui fera la différence.

Poste basé à Athis-Mons (91).

■ Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous référence CP/M197 à Eric Payan, Heudebert, 4/6 rue Edouard-Vaillant, 91207 Athis-Mons.



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE DANONE

## INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE R&D

TREFIMETAUX,  
3 900 MF de CA,  
5 usines,  
2 000 collaborateurs,  
est la filiale française  
du Groupe  
KM EUROPA METAL,  
numéro un mondial  
de la transformation  
du cuivre et de ses  
alliages. Aujourd'hui,  
pour notre Centre  
de Recherche,  
situé dans l'Oise  
(80 km de Paris,  
1/2 heure de  
Cergy-Pontoise),  
nous recherchons  
un(e)

► Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'ingénieurs, vous êtes titulaire d'un doctorat, si possible dans le domaine de la mise en forme des alliages métalliques. Votre thèse et/ou une première expérience vous ont permis d'acquérir des compétences en traitements thermomécaniques, solidification, rhéologie, modélisation et micro-informatique (programmation).

► Adjoint au Chef du Service, à la tête d'une équipe de 6 techniciens, vous réaliserez différents projets de recherche en liaison avec les sites de fabrication en France et à l'étranger. Vous serez ensuite responsable du transfert des nouveaux procédés et des améliorations dans les ateliers concernés. Vous agirez en véritable conseil auprès des opérationnels en usine.

► Vos qualités relationnelles et votre sens de la décision vous permettront de mieux introduire les innovations et les changements que vous proposerez.

► Vous pratiquez l'anglais couramment, l'allemand ou l'italien serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence IM, à TREFIMETAUX, DRH, 11 bis rue de l'Hôtel de Ville, 92411 Courbevoie Cedex.



**TREFIMETAUX**

Entrez dans la dimension cuivre !

Importante Entreprise

Industrielle de

Saône et Loire,

recherche

un :



## CHARGÉ D'AFFAIRES

Vous avez pour mission de piloter la réalisation de contrats de produits industriels de haute technologie (30 à 300 MF sur 1 à 3 ans) : élaborer et maîtriser le déroulement des affaires confiées, piloter les moyens internes et externes et prendre les décisions nécessaires, valider les résultats prévisionnels, bâtir et faire respecter des objectifs de coûts, délais, qualité, performance, animer l'équipe de direction d'affaires (5 à 10 personnes).

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'une école d'ingénieur, vous maîtrisez l'anglais et vous possédez de préférence une expérience de la gestion d'affaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à CMB Conseils - Résidence Saint Nicolas 6 Boulevard Clémenceau - 21000 DIJON.

## GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL, LEADER DANS SON DOMAINE : TGV, EUROSTAR, LOCOMOTIVE, METRO, TRAMWAY, SIGNALISATION

CA de 2 mds d'ECU - 22 000 personnes - 26 établissements dans le monde dont 9 en France

Dans le cadre d'un de nos plus importants axes stratégiques de développement identifiés dans le monde d'ici l'an 2000, nous CREATONS les 3 postes au siège à PARIS - M° Esplanade de la Défense (transfert début 97 à St-Ouen M° Mairie de St-Ouen)

### Chef Produits

Rame automotrice à traction diesel

### Chef Produits

Métro

Relevant du Directeur Développement Produits - Groupe Opérationnel Passagers - vous bénéficierez d'une LARGE AUTONOMIE et serez assisté de 2 personnes. Vous serez responsable notamment de :

• définir et proposer la politique produits de l'ensemble de votre ligne dans le Groupe Opérationnel Passagers pour tous marchés dans le monde • analyser les marchés et concurrences pour nourrir la stratégie ; la mettre en œuvre en animant les démarches R&D appropriées comme CHEF DE PROJET avec une ou des équipes en Europe • pour chaque appel d'offre, élaborer la stratégie produits - prix cibles à proposer au client.

DEPLACEMENTS A L'ETRANGER

PERSPECTIVES CERTAINES D'EVOLUTION DANS LE GROUPE.

30 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience industrielle (automobile, aéronautique, poids lourds, tous équipements de transport, etc.) d'ensemble technique ou de BE amont ou d'ingénierie ou de management de projet ou de validation du processus d'un système (avant sa mise en service). Vous avez une excellente connaissance écrite et parlée de l'anglais.

réf. GEC/CH.PRODT.PASS./81LM

## Responsable Marketing Produits et Argumentaires

Relevant du Directeur Développement Produits - Groupe Opérationnel Passagers - vous bénéficierez d'une LARGE AUTONOMIE et serez assisté de 2 personnes. Vous serez responsable notamment de :

• analyser sur tous les plans tous produits de la concurrence dans le monde • rechercher toute documentation, la diffuser et la promouvoir auprès des Chefs Produits et BE concernés • élaborer toutes communications et argumentaires sur nos produits pour tous interlocuteurs (clients, commerciaux, chefs produits, etc.).

NOMBREUX DEPLACEMENTS A L'ETRANGER

PERSPECTIVES CERTAINES D'EVOLUTION DANS LE GROUPE.

29 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience analogique industrielle de produits techniques dans le commercial ou marketing ou BE amont. Vos capacités "d'impulsion" et d'initiative sont aussi importantes que celles d'analyse. Vous avez une excellente connaissance écrite et parlée de l'anglais.

réf. GEC/MKTG.PRODT.PASS./82LM

**GEC ALSTHOM**

TRANSPORT

Merci d'écrire sous référence choisie en indiquant votre salaire actuel à notre CONSEIL : Richard Bénéatou - GROUPE GEC - 1 bis place de Valois - 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurée.



**Nul ne  
saurait être  
compétent  
seul.**

De formation bac-S, fort d'une expérience de 4/5 ans dans la conception en électronique numérique, vous prendrez en charge le développement de nos systèmes digitaux. A ce titre, vous participerez à la définition des architectures des contrôleurs et serez responsable de la réalisation de contrôleurs, d'interfaces et d'accélérateurs au sein d'une équipe projet.

Votre évolution sera à la hauteur de votre savoir-faire et de vos ambitions.

(réf. JSC)

**Devenez Coach**

**Vous êtes entrepreneur et désirez accroître vos responsabilités après une expérience réussie d'au moins 4 ans en développement, dans le monde mouvant de l'informatique.**

**Votre challenge aujourd'hui : accéder à une fonction qui fait appel tant à votre savoir-faire technique qu'à vos qualités personnelles, relationnelles et humaines.**

**Devenez le Coach d'une de nos équipes techniques.**

Au carrefour des technologies, des méthodes et des outils d'une part, du marché, des clients et de la concurrence d'autre part, vous définirez la stratégie de développement appropriée et ses composantes (plan, planning, ressources...). Vous conduirez sa mise en œuvre en vous appuyant sur nos collaborateurs... Vous saurez motiver avec des objectifs ambitieux, en favorisant les conditions de travail afin de répondre aux challenges de demain. (réf. COA)

*L'ensemble de ces postes requiert une parfaite connaissance de la langue anglaise et une grande disponibilité.*

*Si vous êtes disposés à partager une culture d'entreprise forte et à donner la pleine mesure de votre talent, écrivez sous la référence choisie*  
*à Annick DUNN - Océ-Industries S.A. - Direction des Ressources Humaines - 1, rue Jean Lemolin - 94003 Créteil Cédex.*

Débuts ou forts d'une première expérience de 3 à 5 ans, vous participerez à un projet de très grande envergure destiné à introduire des références nouvelles dans les domaines suivants :

- Informatique Industrielle Temps Réel (réf. IL1)
- Réseaux locaux, Télécoms (réf. IL2)
- Une spécialisation confirmée en informatique allée à une bonne sensibilité électronique numérique, sort indispensables pour exceller dans ces deux postes.
- Traitements graphiques (réf. IL3)
- Développement d'applications ou de drivers Unix/Windows (réf. IL4)
- Qualité du logiciel et support méthodologique (réf. IL5)

La performance, la rigueur et les qualités relationnelles qui vous caractérisent, vous permettront d'évoluer dans une direction technique internationale.

Dans un environnement UNIX et Windows NT (réseaux de WS et PC), vous serez le responsable Réseaux de l'unité et prendrez en charge

- l'architecture des réseaux locaux
- la définition et la mise en place conjointe de liaisons internationales (liaisons LAN-LAN)
- la sécurisation des accès et des données
- l'administration E-Mail
- l'accès à Internet
- l'intranet et la visioconférence

De formation Ingénieur Bac + 5, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 3 ans. Disponible, méthodique et rigoureux, vous avez le sens du service.

Votre fort potentiel favorisera votre évolution au sein de notre Groupe.

(réf. IRS)

Nous sommes le centre de développement français du groupe Océ, l'un des leaders mondiaux de l'impression, de la copie et de la distribution d'informations.

**Le Groupe Gec.**  
15 000 personnes dans le monde, est présent dans plus de 60 pays et a ses propres structures dans une trentaine d'entre eux. Son chiffre d'affaires pour 1995 est de 13 milliards de francs français, 7 % sont chaque année investis en Recherche et Développement.

Centre de compétence pour  
la définition et la conception  
des fonctions  
infographiques des produits  
du groupe, notre excellence  
s'appuie sur une longue  
tradition d'innovation.

Nous développons les  
contrôleurs graphiques des  
dispositifs d'impression et  
leurs moyens d'intégration  
dans les systèmes  
d'information.

Ingénieurs diplômés de  
grandes écoles (Centrale,  
Supélec, Sup Télécom)  
ou ENSI-MAG, ESIEE, ISMIR,  
UTC, ENSEIHT, vous êtes  
passionnés par la mouvance  
du monde de l'informatique  
et témoignez d'un attrait  
particulier pour les métiers  
de reproduction et  
d'impression.

Conformément à l'écoute du marché, vous évoluerez dans un environnement technique valorisant : C + OMT, UNIX X11 MOTIF, WINDOWS NT, VX WORKS architecture de systèmes d'impression distribués, logiciel embarqué.

océ

Industriel dans les matériaux de construction, leader de la laine de roche sur le marché de l'isolation thermo-acoustique et de la protection incendie des bâtiments et industries, nous renforçons notre équipe informatique en recrutant un(e)

# CHEF PROJET INFORMATIQUE

Paris

Rattaché(e) au responsable du Département Informatique et au sein d'une équipe de 9 personnes, vous prendrez en charge l'encadrement et la gestion de projets informatiques novateurs et vous assurerez la maintenance d'applicatifs déjà existants.

Diplômé(e) d'une école nationale d'ingénieurs, vous bénéficiez idéalement d'une formation MBA, IAE ou d'une spécialisation en informatique. Une première expérience de développement de type client/serveur ainsi qu'une bonne connaissance de l'environnement AS 400 vous aideront à maîtriser les différents aspects de votre activité. Votre anglais est courant.

est courante.

Votre rôle au sein de notre équipe exige des qualités de communication et d'organisation. Responsabilité, autonomie et énergie seront les atouts pour réussir dans ce poste. C'est bien sûr la reconnaissance de ces qualités qui vous permettront d'évoluer vers de nouvelles fonctions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature  
(lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence CP10 à  
Laurent HUET 111, rue du Château  
des Rentiers 75013 PARIS.

**"Les Spécialistes de la Laine de Roche"**

# ingénieurs

Société Européenne de conseil en pleine croissance, partenaire des grandes entreprises bancaires, des assurances et administrations, et des opérateurs et constructeurs télécoms, renforce aujourd'hui ses équipes réseaux et télécoms. Intégrateurs à fort potentiel, vous souhaitez donner une pleine mesure à vos talents dans un contexte professionnel porteur.

Si évoluer dans un environnement technologique de haut niveau  
et travailler sur de grands projets vous motivent, merci d'envoyer  
votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la  
référence AN-324-EMP, à notre conseil Communiqué, 50/54 rue  
de la Vierge 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

## RÉSEAUX

- Architectures distribuées : DSA/SNA
- Protocoles : TCP/IP, NOVELL, FRAME RELAY, ATM
- Commutateurs : X25, Ethernet
- Interconnexion : ponts et routeurs
- Groupware : Lotus Notes, MS MAIL
- Plate-formes d'administration : HP Openview, Netview, Sunnet/Manager ...
- Protocoles d'administration : CMIP, SNMP ...

## TÉLÉCOMS

- Normes : GSM, DCS-1800, DECT, PCN 1900 ...
- Commutation, Administration, Déploiement de réseaux
- Ingénierie Cellulaire
- Multiplexage voix/données, Façonneurs, hertziens, Propagation, CEM
- Stations mobiles, couplage d'antennes

MC Communication



## Secteurs de Pointe

Filiale française d'un groupe international  
spécialisé dans le secteur des parfums et cosmétiques recherche son

### Coordinateur Logistique

Région Parisienne

+/- 220 Kf

Rattaché au Directeur du Service Clientèle, vous assurez un rôle essentiel de coordination entre les services Marketing, Commercial et la Production.

Vous êtes le représentant de la filiale française auprès des unités de production (usines européennes, sous-traitants) et de notre centrale de distribution.

Votre objectif est d'assurer une qualité de service maximale tout en maintenant un stock produit fini optimum.

Vous planifiez la production et les approvisionnements sur plusieurs sites, vous vous assurez de la qualité des matières premières et produits finis, vous suivez lesancements de produits nouveaux et contrôlez les prix de revient.

A 28/35 ans, de formation supérieure, vous possédez une expérience de 3 à 7 ans de planification, approvisionnement et de logistique de grande distribution.

Vous êtes rigoureux, autonome et possédez de vraies qualités de négociateur.

Vous avez une expérience de la micro-informatique et une bonne connaissance de la gestion informatique des stocks.

Vous parlez couramment anglais et un bon niveau d'espagnol est vivement souhaité.

Merci d'adresser CV + photo + lettre de motivation + n° de tél + rémunération actuelle à **Christophe Rosset, Michael Page Ingénieurs & Production**, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Cronicle 3.45/PM) sous réf. CR15658

**Michael Page Ingénieurs & Production**  
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

Filiale Industrielle (700 personnes) d'un important groupe français, nous bénéficions d'une avance technologique qui nous place au premier rang européen sur nos marchés. Pour l'une de nos divisions (certifiée ISO 9002) qui réalise 50 % de son CA à l'export, nous recherchons un responsable de production.

### Dirigez notre production

Rattaché au directeur de la division, vous prenez en charge l'ensemble de la production de l'une de nos usines (180 personnes, secteur électromécanique). Vous supervisez la fabrication, les méthodes, l'ordonnement-lancement, les stocks... A ce titre, vous êtes garant de la production de vos ateliers en quantité, qualité, délai. Vous êtes responsable de leur gestion et de leurs résultats conformément aux engagements budgétaires.

A 30/35 ans, Ingénieur généraliste (Centrale, Mines, A.M. ...), vous justifiez d'une expérience industrielle d'au minimum 5 ans, au cours de laquelle vous avez assuré une fonction d'encadrement. Vous êtes motivé par le management et les responsabilités.

Par votre conviction, vos qualités d'animation et d'innovation, l'écoute constante de nos clients, vous conduisez nos équipes dans une démarche d'amélioration continue. Le dynamisme et la dimension internationale de notre activité, comme de notre groupe, ouvrent des possibilités d'évolution à un candidat de valeur. Cet environnement implique une bonne connaissance de la langue anglaise. Localisation : 120 km au nord de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 38952, à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra en toute confidentialité.

Plastic OMNIUM

(6,4 milliards de F

de CA dont 50%

hors de France,

8 700 personnes)

un des leaders

européens dans la

transformation des

matières plastiques

et équipementier

automobile

d'embarquement

internationale

recherche pour la

direction technique

de sa Division

Équipements

Extérieurs

automobile, un

### Responsable de groupe moyens

Vous serez responsable d'une dizaine de techniciens, chargés de la conception jusqu'à la mise en place, sur les sites de production, des moyens d'assemblage et de conditionnement. Votre équipe de spécialistes travaillera pour les groupes de projet développement et s'appuiera fortement sur les fournisseurs de biens d'équipement. Au-delà de l'aspect qualité/coût/délai, vous garantirez une flexibilité accrue de nos moyens par l'évolution des processus et des technologies.

Ingénieur généraliste avec spécialité électromécanique (ENSA, Centrale, INSA, ...), vous maîtrisez les techniques et les processus d'assemblage. Une première expérience réussie d'environ cinq ans dans un environnement industriel de grandes séries (production, méthodes) est indispensable. Vos qualités de manager ne sont plus à démontrer.

Vous parlez couramment anglais, et si possible une autre langue.

Poste basé à Oyonnax (01), évolutif en France et à l'étranger.

Réf. MOYIM

### Responsable de groupe bureau d'études

Vous serez chargé de l'animation de chefs de projet études et de techniciens CAO. Vous garantirez le respect des délais (qualité/coût/délai) entre les chefs de projet véhicules et les membres de votre équipe, tout en contribuant à l'évolution des méthodes de travail du bureau d'études. Vous vous impliquerez personnellement dans les phases exploratoires, en tant que représentant du métier études, afin d'en assurer les bonnes orientations techniques.

Ingénieur mécanicien, avec si possible une spécialisation en plasturgie, vous disposez de solides connaissances en conception de systèmes et de produits (calculs, CAO, outils AMDEC, analyse de la valeur...). Vous avez une première expérience en bureau d'études d'environ cinq ans, chez un équipementier automobile. Vos excellentes capacités relationnelles vous permettront à la fois d'assurer des contacts réguliers avec nos clients français et étrangers, et d'animer avec succès votre équipe.

Vous parlez couramment anglais, et si possible une autre langue.

Poste basé à Langres (52), évolutif en France et à l'étranger.

Réf. GBEM

Merci de transmettre votre dossier de candidature à Pierre Fontangy, PLASTIC OMNIUM, 1 rue du Parc, 92593 LEVALLOIS Cedex, en précisant impérativement en tête de votre courrier la référence choisie.



**CAP GEMINI**

Le Groupe CAP GEMINI, leader européen dans le domaine du conseil, de l'ingénierie et des services en informatique et télécommunications, recherche sur PARIS - RE pour sa Division INDUSTRIE (500 personnes) en fort développement, plusieurs professionnels à très fort potentiel :

### Responsables d'affaires Directeurs de Projets

En avant-vente, vous intervenez en lien étroit avec nos responsables commerciaux. Après qualification, vous proposez les solutions les mieux adaptées aux besoins des clients. Vous constituez et conduisez des équipes de réponse (appels d'offres ou propositions spontanées) en véritable maître d'œuvre de la proposition (jusqu'à plusieurs dizaines de MF). Vous participez activement à la négociation, à l'établissement du contrat et au montage du projet. Vous assurez ensuite la direction du projet des son démarrage ou supervisez plusieurs projets en parallèle. Intervenir privilégié du client, vous êtes le garant de sa totale satisfaction, dans le respect de nos engagements coûts/délais/qualité. En fonction de votre expérience, vous encadrez 10 à 50 personnes. Vous êtes capable de gérer des sous-traitants et des projets d'intégration de systèmes. Avant tout, vous savez maîtriser, manager et développer une affaire dans sa globalité.

Diplômé Grande Ecole (X, Centrale, Mines, ENSI...), vous possédez 3 à 15 ans d'expérience de la conduite de grands projets de systèmes d'information, acquise en SIIL, chez un intégrateur, un constructeur ou un utilisateur. L'expérience du secteur industriel est un atout, sans être indispensable. De bonnes compétences en intégration de progiciels seront également appréciées. Votre potentiel et vos capacités d'encadrement vous permettront d'évoluer rapidement au sein de CAP GEMINI, en France comme à l'international.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la référence 59.4957/LM portée sur lettre et enveloppe.



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DE CHARTRES ET DE L'EURE ET LOIR**

recrute

### UN CONSEILLER EN DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Missions :

Conseiller les entreprises dans les domaines suivants :

- production
- organisation
- innovation
- transfert de technologie

Profil :

30 ans environ, de formation ingénieur généraliste (AM, ...) avec complément en gestion (IAE, ICG, ...)

### UN CONSEILLER EN DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Missions :

- informer les entreprises sur les formalités, les procédures, les normes et les aides relatives à l'export.
- les conseiller et les accompagner dans leur développement à l'international.

Profil :

30 ans environ, formation ESC ou équivalent, anglais, espagnol et portugais courant, et une expérience des marchés de l'Amérique du Sud et de l'ASEAN.

Envoyer lettre de motivation, photo et CV à la  
Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Eure et Loir  
Direction Développement Economique et International  
1, rue de l'Etoile Degré - BP 62  
28002 CHARTRES Cedex

La Direction Développement recrute un

### Responsable Développement en cartographie

Rattaché au Directeur du Développement, vous définissez et assurez la mise en œuvre et la conduite de notre Programme Développement dans le domaine de la Cartographie (fonds de cartes, géocodage, sectorisation, référentiel géographique, ...).

Vous êtes assisté dans votre mission d'un Ingénieur et d'un Technicien.

Vos qualités relationnelles, votre expérience d'animation vous permettront de réussir et de contribuer au développement de l'entreprise.

Diplômé d'une grande école (Ensa, Isup, X, Mines, Centrale...), vous avez une expérience de conduite de projets cartographiques.

**mediapost**  
GROUPE LA POSTE

### Ingénieur commercial

Notre société intervient dans le conseil et l'ingénierie de systèmes électroniques et informatiques pour le secteur du transport. Notre croissance rapide nous amène à renforcer nos équipes.

Rattaché au Directeur Général, vous avez pour mission de développer notre présence auprès des grands comptes des domaines du transport et de l'industrie. Vous prenez en charge la prospection et l'ensemble de la relation client pour offrir les compétences de nos consultants aux maîtres d'ouvrage : étude de besoins, architecture de systèmes, élaboration de cahiers des charges, suivi des réalisations.

De formation ingénieur, à 30 ans environ, vous avez exercé la fonction de chef de projet, en entreprise industrielle ou SSII, et avez développé un courant d'affaires significatif de prestations de services. Votre connaissance du milieu des transports est un atout décisif.

Pour ce poste basé en proche banlieue parisienne, nous vous remercions d'envoyer votre candidature, sous réf. ICA/M, à notre Conseil SPH, 9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

**SPH**  
SYSTEMES ET POTENTIALS HUMAINS



سيرة الذاتية

REPRODUCTION INTERDITE

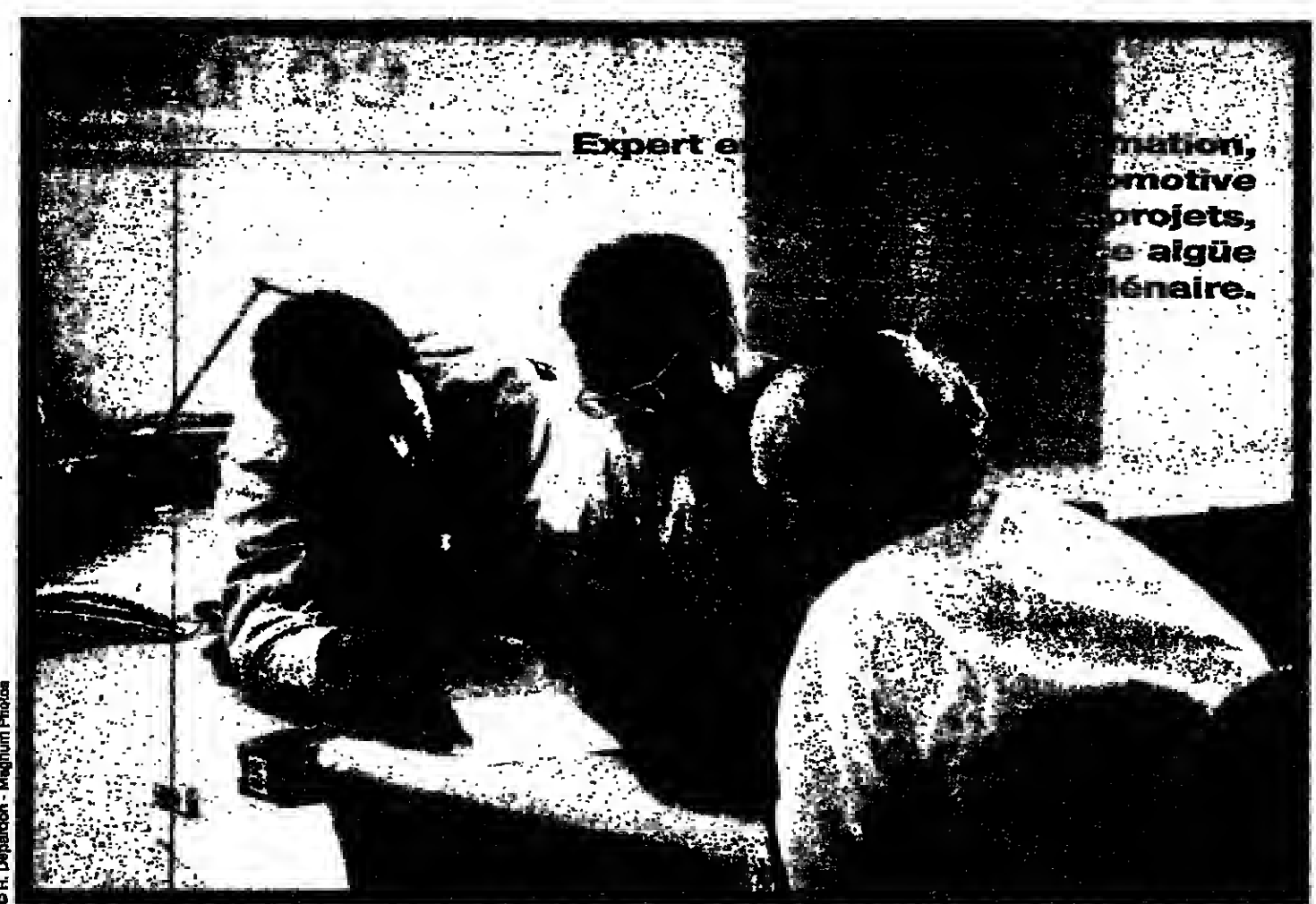
LE MONDE / MARDI 21 JANVIER 1997 / XI

## Informatique - Réseaux Télécommunications



### Ingénieurs informatique ?

Rendez-vous en rubrique  
"Secteurs de pointe"



### Il y a un moment où Andersen Consulting s'impose...

Andersen Consulting est le leader mondial du conseil avec plus de 42 000 collaborateurs dans 47 pays. La très forte croissance que nous prévoyons dans les 5 prochaines années, notamment au niveau de nos activités liées aux systèmes d'information, nous amène à recruter des collaborateurs expérimentés.

ANDERSEN  
CONSULTING

### Consultants expérimentés en systèmes d'information

3 à 7 années d'expérience en tant qu'ingénieur ou chef de projet informatique.

De la conception à la réalisation de systèmes d'information, vous interviendrez dans des environnements à forte dominante technologique auprès de clients de premier plan, sur des missions alliant stratégie informatique et mise en place de solutions nouvelles.

Ingénieurs, rigoureux, vous bénéficiez en outre d'excellentes qualités de communication et d'écoute. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais (l'allemand serait également apprécié) et possédez une première expérience de l'encadrement d'équipe. Totalement mobile, vous souhaitez donner une orientation internationale à votre carrière.

En nous rejoignant, vous bénéficierez de formations personnalisées en France et à l'étranger. Vous travaillerez au sein d'équipes d'haute niveau dans un contexte valorisant vous offrant de réelles perspectives d'évolution liées à vos performances et à la forte croissance de notre activité.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature (CV, photo et lettre de motivation) à Sophie Audiat, Andersen Consulting, 55 avenue George V, 75379 Paris Cedex 08, sous la référence EXP/M/1.

Visez juste, voyez loin et vivez fort.  
Andersen Consulting vous offre les projets de vos ambitions.

<http://hum.ac.com>

### GRAND OPTICAL

54 magasins, 1000 collaborateurs, une des sociétés du Groupe GPS (PhotoService, GrandOptical, la Générale

d'Optique, PhotoStation, Solaris) plus de 3000 collaborateurs, CA 2 milliards de frs, plus de 400 magasins, rech.

### CHEF DE PROJET

*informatique* H/F  
Windows, NETWORK, AS 400  
NOVELL, ORACLE

Ingénieur + 23 ans expérience développement, chef de projet Micro, si possible dans la distribution ou structure répartie multisite.

Dans un environnement très convivial et très orienté utilisateurs, avec de nombreux contacts, il (elle) sera chargée de maintenir les logiciels existants, d'accompagner et de superviser les projets du futur (analyses, mise en place, formations, suivis).

C'est un poste d'avenir (fort développement de l'informatique, forte expansion de la société et du Groupe) dans un secteur professionnel très tonique.

Lieu de travail : au siège, à la Défense.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, références et rémunération sous réf. GDO/I à Cabinet J.N. TRINH consultants, 1 rue des Roches - 27930 BROSVILLE  
Tél : 02 32 34 36 44 Fax : 02 32 34 34 41

### DIRECTEUR INFORMATIQUE.

Important établissement hospitalier à but non lucratif participant au service public, notre vocation n'exclut pas une gestion rigoureuse. L'informatique doit y contribuer largement.

Dans un environnement culturel de haut niveau, nous vous proposons de gérer l'ensemble de nos systèmes d'information, tant sur le plan médical que sur celui de la gestion. Vous accompagnerez ainsi la réalisation de notre projet d'établissement. Cette approche globale sera, bien sûr, déclinée en actions concrètes dont vous serez le moteur.

De formation supérieure, vous avez défini et réalisé des projets ambitieux dans un environnement exigeant où votre légitimité technique et votre hauteur de vue ont été appréciées. Pour ce poste basé à Paris, merci d'écrire sous référence 139 215LM à notre conseil Claude dos Reis, Sirca, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

SIRCA  
ANTICIPER LA RÉUSSITE

MEMBRE DE SYNTIC

Collectionner les clients, c'est bien.

Cultiver des partenariats,

c'est



Partenaire de la Caisse des dépôts, de CNP-Assurances et du Crédit local de France, INFORMATIQUE CDC anticipe leurs besoins et contribue à optimiser leurs performances. Parce que la qualité de notre service est primordiale, nous veillons au professionnalisme de nos équipes et consacrons 8 % de la masse salariale à la formation. C'est avec la même exigence que nos 1 200 ingénieurs et techniciens utilisent les technologies les plus novatrices pour concevoir, développer et gérer les systèmes d'information de nos partenaires. Si vous partagez ces valeurs, rejoignez INFORMATIQUE CDC.

### Consultant Télécom

Intégré à la Direction Technique, vous menez, au niveau du Groupe de la Caisse des Dépôts, des études et projets dans les domaines suivants : architecture de réseaux LAN et WAN, sécurisation réseau, internet et intranet, communication électronique, administration de réseaux.

De formation Ingénieur, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans un poste et un environnement technique similaires. Vous avez développé de réelles qualités rédactionnelles et relationnelles. Réf. M2001/1

### Consultant

Dans un environnement de nouvelles technologies, vous intégrez le service qui gère l'informatique des structures fédérales de la Caisse des Dépôts et d'Informatique CDC. Ses activités recouvrent le périmètre de la gestion des ressources humaines, de la comptabilité et du contrôle de gestion. Vous intégrez la cellule Architecture et Supports et, dans ce cadre, vous assurez l'assistance auprès des services études pour la définition des architectures applicatives des projets. Vous aidez à la définition et à l'intégration des composants d'architecture. Vous veillez également au maintien de la cohérence globale des orientations techniques du service.

De formation bac + 5, vous avez une réelle expérience des architectures client/serveur (Unix, bases de données, réseau, Internet). Réf. M2001/2

Adresser votre candidature avec la référence du poste à : INFORMATIQUE CDC, Secours Mobilité/Recrutement, 4 rue Berthollet, 94114 Arcueil Cedex.



GRUPE CAISSE DES DÉPÔTS

une autre vision de l'informatique



# Informatique Réseaux Télécommunications

Un des leaders français de la logistique recherche un

## Directeur Informatique

### Est de la France

Nous avons décidé que l'ingénierie informatique devait être davantage au cœur de notre métier de logisticien et des nouveaux projets. Pour ce faire, il est prévu que notre Direction Informatique devienne une société de services interne à l'entreprise.

Vous êtes un manager reconnu. Vous savez animer des équipes (plus d'une cinquantaine de personnes) en les fédérant et les motivant sur des objectifs ambitieux. Vous êtes le garant de la fiabilité et de la cohérence technique et fonctionnelle de notre système d'information. Véritable force de proposition, vous proposez des solutions pertinentes à nos Directions Opérationnelles dans la mise en place de nouveaux concepts logistiques. Vous définissez dans le cadre d'un schéma directeur les axes d'évolutions à moyen terme afin que l'informatique reste un avantage concurrentiel pour l'entreprise.

De formation ingénieur, âgé de 30/40 ans, vous avez eu une expérience significative comme Directeur de Projet dans une société de services ou de conseil. Vous avez travaillé dans la logistique. Votre culture industrielle vous permettra d'apporter les solutions des plus efficaces à nos clients. Vous maîtrisez évidemment les techniques client-serveur (UNIX, Micro, SGBDR, LAN, WAN...).

Vous parlez couramment anglais.

Cette mission à forte valeur ajoutée offre des réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + tél. actuelle à **Arnand Bissol, Michael Page Informatique**, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 code MFPage (Réponse Lettre) sous réf. ABL15042

**MP** Michael Page Informatique  
Le Spécialiste du recrutement Informatique

Nous sommes  
un grand groupe  
industriel  
du domaine  
pharmaceutique.

Nous recherchons  
notre futur

## Chef de Projet Logistique SUD-OUEST

Rattaché au Responsable du Domaine GPAO et Logistique et en liaison avec les autres Chefs de Projets de l'entreprise, vous prendrez en charge l'ensemble des applications logistiques, de l'entrepôt de matières premières à la distribution des produits finis.

\* A 28 ans minimum, diplômé Bac + 4, vous possédez une première expérience de la mise en œuvre d'applications logistiques et/ou d'entrepôt, de préférence dans des produits de grande consommation. La connaissance d'Unix, ainsi que la pratique de l'anglais seront des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser  
lettre de motivation,  
CV complet et  
prétentions sous  
la référence 395E,  
à notre conseil :  
**ASA**,  
10 avenue Maignon,  
75008 PARIS.

## ASSISTANT INFORMATIQUE

(Unix, Novell, Bureautique)

Perenco, société  
pétrolière à  
capital français  
poursuit  
sa très forte  
progression et  
recrute pour  
son service  
informatique

Vous avez 30-35 ans environ, une solide formation informatique (École d'ingénieur ou équivalent) et une expérience de plus de 5 ans, si possible dans le secteur pétrolier ou parastatistique.

Vous assisterez le responsable informatique dans la mise en œuvre et la maintenance des systèmes.

Vous accompagnerez les utilisateurs dans l'exploitation pétrolière de l'informatique.

Une connaissance approfondie des systèmes

d'exploitation AIX (3.2.5 et 4.2), Solaris (1 et 2), Novell (3.12) et de la bureautique est indispensable pour la réussite de votre mission. Une expérience de Windows NT, Internet, Messagerie d'entreprise et du matériel correspondant serait un avantage supplémentaire.

Vous utiliserez l'anglais au quotidien et vous ferez preuve d'une grande disponibilité.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. AIP à PERENCO - Direction du Personnel - 21, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS

PERENCO

Pour insérer votre annonce dans  
Le Monde Économie  
et

Le Monde Emploi  
01-44-43-76-03

Fax : 01-44-43-77-32

## eram®

6 milliards de Francs de C.A., 8 800 salariés, 1er producteur européen de chaussures, un des leaders français de la distribution de chaussures et textile, avec 1 550 magasins dans différents réseaux spécialisés. Nous recherchons notre futur

### DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION H/F

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure de type grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez acquis une parfaite maîtrise de tous les métiers de l'informatique et du management d'équipes au sein de SSI ou d'entreprises alliant les métiers de la production et de la distribution.

Vous avez déjà la responsabilité d'un site informatique conséquent et performant, reposant sur des architectures complexes : systèmes MVS, AS400, Unix et Windows; moniteurs de télétraitement CICS, Tuxedo; Bases de données Datacom, Oracle, Progress; Réseaux LAN, WAN, Ethernet, Token ring, TCP/IP, Novell, X25; Administration C.A., Unicenter.

Vous serez Responsable de la stratégie informatique, gèrerez les ressources matérielles, humaines et logicielles nécessaires à sa bonne réalisation et serez en charge du budget correspondant. Rattaché à la Direction Générale, vous êtes Responsable de la Division Informatique Centrale (60 personnes dans les services Etudes, Exploitation et Support) et de la Division Informatique Distribuée à base de T.P.V. (40 personnes dans les services Etudes, Production, Installation et Maintenance).

Ce poste de manager de haut niveau, rattaché à la Direction Générale, s'adresse à un candidat ayant une véritable force de propositions, alliant rigueur, méthode et pragmatisme, et dont les qualités personnelles d'écoute et de dialogue lui permettront de mener à bien sa mission au service de multiples clients internes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo et prétentions) à ERAM, Direction du Personnel, BP 10, 49110 St-Pierre-Mondinart.

## Sciences et Santé

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE recherche pour son service PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, un

## Ingénieur Brevets

Chimiste - bilingue anglais

Principales missions : En collaboration avec le Directeur de la P.I., participation à la gestion d'un important portefeuille de brevets ; rédaction de brevets, études de brevetabilité et de liberté d'exploitation ; suivi des litiges. A l'intérieur des filiales, conseil et assistance aux différents interlocuteurs.

Profil : 28/35 ans. Autonome, dynamique, souple mais rigoureux, sachant aller à l'essentiel, homme de communication, ayant le sens du management, doté d'une excellente aisance relationnelle, le candidat possède en outre une bonne capacité de travail. Pour ce poste, une expérience est exigée en entreprise ou en cabinet de Propriété Industrielle d'au minimum deux années.

Formation : Ecole Supérieure de Chimie de Paris, Strasbourg ou Lyon - CEPL.

Salaire motivant.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous la référence IBC 2310 à notre Conseil : EGGO Conseils - 10, rue de Pomy - 75013 PARIS - Discretion totale assurée.

EGGO Conseils

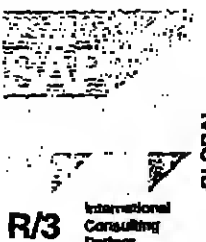







مكتبة جيل السحر

# Secteurs de Pointe



R/3 International Consulting Partner



**SAP**

**Managers/  
Chefs de projets**  
expérimentés  
**Consultants**  
1<sup>re</sup> expérience

*Dans notre approche SAP,  
il y a votre  
valeur ajoutée.*

**Partagez-vous cette vision ?**

**Deloitte & Touche Consulting Group**

Expert de l'audit et du conseil présent dans 125 pays avec 63 500 collaborateurs, la matière grise est à la source de notre valeur ajoutée. Force d'analyse et de réflexion, elle fait vivre notre maîtrise du chiffre et du droit, notre culture du conseil, notre passion du service.

Deloitte & Touche, c'est aussi :

- un des leaders mondiaux de la mise en place de systèmes d'information SAP (plus de 2 000 spécialistes dans le monde entier) ;
- une offre de services pour des secteurs diversifiés : industries, acteurs de la grande consommation, secteur public... ;
- un partenariat avec SAP depuis 1993 ;
- une activité Technologie et Systèmes d'Information en forte croissance pour répondre au besoin de réorganisation d'une clientèle internationale à fort potentiel.


Professionnel SAP, diplômé(e) d'une grande école ou de l'université, votre expérience réussie repose sur :

- la maîtrise de l'intégration de SAP R/3 - expérience d'au minimum 18 mois - (R/2 accepté) ;
- la pratique du conseil ;
- le management de grands projets ;
- la parfaite maîtrise de l'anglais et une forte mobilité.

Formé(e) à nos outils et méthodologies, vous prendrez la responsabilité ou participerez à :  
• des missions grands comptes ;  
• des projets d'envergure en France ou à l'international (postes basés à Paris).

Si vous partagez notre vision, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation, rémunération actuelle), sous réf. M20/J01, à Deloitte & Touche, Direction des Ressources Humaines, 185, avenue Charles-de-Gaulle, BP 136, 92200 Neuilly-sur-Seine Cedex.

**Deloitte & Touche Consulting Group**



**ACTIONEL**  
L'ingénierie de la conception

Filiale du Groupe ASSYSTEM, Actionel (20MF de CA) créée en 1991, connaît 50% de croissance depuis deux ans.

Nos activités se déclinent en deux volets :

- évolution de l'organisation et du système d'information (refonte de processus, conduite du changement, conception d'architecture fonctionnelle, assistance à la maîtrise d'ouvrage),
- accompagnement des projets techniques à travers des études de modélisation (analyse fonctionnelle, simulation, maquette numérique,...).

Dans le cadre de notre expansion nous recherchons :

**2 Consultants Juniors en organisation et système d'information (Réf. CJ 02)**  
Ingénieur ou Bac + 5, débutant ou première expérience.

**2 Consultants Confirmés en organisation et système d'information (Réf. CC 02)**  
Ingénieur ou Bac + 5 (MIAGE/DESS) avec une expérience de 5 à 8 ans en Cabinet Conseil dans les domaines suivants : Diagnostic du Système d'Information, Conception de systèmes, Assistance MOA.

**1 Architecte Système d'information (Réf. AS 02)**  
Ingénieur ou Universitaire avec une expérience en conseil, expression des besoins, élaboration des scénari, management d'équipes et disposant de compétences techniques : Client/Serveur, bases de données et environnements applicatifs.

*Pour notre filiale data proxima*

**1 Spécialiste en Data Mining, études d'optimisation de traitement de données stockées (Réf. DM 02)**  
Ingénieur ou Universitaire avec 5 ou 10 ans d'expérience en développement de systèmes d'information et de logiciels de traitement de données et disposant de compétences techniques : ORACLE, SYBASE, DB2, OBJECT STORE, POWER BUILDER, BUSINESS OBJECT. Une expérience dans le domaine tertiaire serait un plus.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence à :  
Giovanna CLAIRVAL, ACTIONEL, 31 Place Ronde, 92986 Paris la Défense

## Notre rubrique d'offres d'emplois du vendredi\*

**Le Monde**

INITIATIVES LOCALES

**est le rendez-vous hebdomadaire  
des cadres de l'administration.**

Contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

\* daté samedi.